

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°196-197

JUILLET-AOÛT 2001

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire

- **VERDICT DE LA COUR EUROPÉENNE : LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES N'ONT PAS EU UN PROCÈS ÉQUITABLE**
- **NEW YORK : POUR EVITER LE VÉTO RUSSE L'ONU REPORTE LE DÉBAT SUR LES SANCTIONS «INTELLIGENTES » SUR L'IRAK**
- **DEBUT DE RECONCILIATION ENTRE PARIS ET ANKARA**
- **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME APROUVE À UNE PETITE MAJORITÉ L'INTERDICTION DU PARTI REFAH**
- **L'ANCIEN MAIRE D'ISTANBUL CRÉE UN PARTI DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (AK PARTI)**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

VERDICT DE LA COUR EUROPÉENNE : LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES N'ONT PAS EU UN PROCÈS ÉQUITABLE

LA Cour européenne des droits de l'homme a, le 17 juillet, rendu son verdict dans l'affaire de Leyla Zana, ex-députée du Parti de la démocratie (DEP, dissous, pro-kurde), et ses collègues, Orhan Dogan, Selim Sadak et Hatip Dicle : Elle condamne à l'unanimité la Turquie pour la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et statue que les

députés kurdes ont été condamnés par un tribunal qui n'était ni indépendant ni impartial à l'issue d'un procès non équitable.

Mme Zana, lauréate du prix Sakharov 1995 du Parlement européen et nommée la même année pour le prix Nobel de la paix, purge une peine de 15 ans de prison, infligée en 1994 par la Cour de sûreté d'Ankara pour " appartenance à une bande armée "

et activité " séparatiste intense sous la bannière du PKK " (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit). La députée et les trois autres parlementaires avaient été arrêtés en mars 1994 après la levée de leur immunité parlementaire. Ces quatre anciens parlementaires se sont plaints devant la Cour européenne de Strasbourg de l'iniquité de leur procès devant la Cour de sûreté d'Ankara, où un juge militaire siégeait encore à l'époque (avant une modification de la loi durant le procès du chef kurde Abdullah Ocalan). En 1999, Mme Zana avait déjà obtenu une

condamnation de la Turquie à Strasbourg, après une requête présentée en même temps que cinq autres députés du DEP qui se plaignaient de la durée excessive de leur garde-à-vue (12 à 14 jours) en 1994, sans contrôle de l'autorité judiciaire.

La Cour européenne conclut à l'unanimité que la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara n'était pas un tribunal indépendant et impartial au sens de l'article 6 de la Convention européenne. La Cour a estimé qu' " il est compréhensible (...) que les requérants, qui répondaient devant une cour de sûreté de l'Etat de l'accusation de tentative de nuire à l'indépendance et à l'unité de l'Etat, aient redouté de comparaître devant des juges au nombre desquels figurait un officier de carrière appartenant à la magistrature militaire. De ce fait, ils pouvaient légitimement craindre que la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara se laissât indûment guider par des considérations étrangères à la nature de leur cause. Bref, on peut considérer qu'étaient objectivement justifiés les doutes nourris par les requérants quant à l'indépendance et à l'impartialité de cette juridiction. "

La Cour européenne juge également à l'unanimité qu'une atteinte a été portée au droit des requérants à être informés d'une manière détaillée de la nature et de la cause de l'accusation portée contre eux, ainsi qu'à leur droit à disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de leur défense. La qualification des accusations portées contre les députés du DEP avaient été modifiée lors de la dernière audience de leur procès. L'accusation leur reprochait à l'origine d'avoir prôné le " séparatisme " et d'avoir porté " atteinte à l'intégrité de l'Etat ". Or, le jour de l'arrêt, le 8 décembre

1994, la cour de sûreté de l'Etat les a invités à élaborer sur-le-champ leur défense face à une nouvelle accusation, à savoir celle d'appartenance à une organisation armée illégale. Elle a ensuite rejeté leur demande tendant à l'obtention d'un délai supplémentaire pour la préparation de leur défense contre la nouvelle accusation.

Par ailleurs, la Cour relève que pour retenir la culpabilité des anciens députés que : " les deux juridictions saisies se sont notamment basées, en leur accordant un poids déterminant, sur les dépositions des témoins [nldr : notamment de Sedat Bucak, chef de tribu devenu député du parti de la Juste Voie (DYP), et l'unique rescapé de l'accident de voiture de Susurluk, reflétant la collusion de l'Etat et du monde politique avec la mafia turque] qui avaient affirmé devant le procureur de la République avant le procès que ces requérants avaient agi comme porte-paroles du PKK. " La Cour retient que " ni au stade de l'instruction ni pendant les débats, les intéressés n'ont pu interroger ou faire interroger ces témoins. Ils n'ont donc pu contrôler leur crédibilité, ni jeter un doute sur leurs dépositions ".

La Cour européenne estime que les requérants ont subi de telles atteintes à leurs droits de la défense qu'ils n'ont pas bénéficié d'un procès équitable. Il y a donc eu violation dans leur chef du paragraphe 3 d) de l'article 6, combiné avec le paragraphe 1.

Leyla Zana et ses collègues se plaignaient également d'avoir été condamné pour avoir exprimé, en leur qualité de députés, les revendications de la population d'origine kurde en Turquie et pour avoir développé, dans le cadre de leurs partis politiques, des solutions

pacifiques à la question kurde en Turquie. L'Union Interparlementaire avait d'ailleurs souscrit à leur thèse et estimé qu'ils ont été condamnés, entre autres, pour avoir exprimé leurs opinions politiques. Elle relève également que les juridictions nationales, en choisissant de condamner les requérants pour " appartenance à une organisation séparatiste "; les ont de surcroît empêchés de bénéficier de remises de peine ou de mises en liberté conditionnelle, possibilités reconnues pour les délits d'opinion. À l'instar de la Commission, la Cour estime que " la question juridique principale posée par les présentes requêtes consiste à savoir si les accusations portées contre les requérants ont été établies à l'issue d'un procès équitable au sens de l'article 6 de la Convention. Ayant déjà répondu par la négative à cette question, elle souscrit à la conclusion de la Commission selon laquelle il ne s'impose pas de statuer séparément sur les griefs relevant des articles 10, 11 et 14 de la Convention ". La Cour européenne estime donc inutile d'examiner les autres griefs invoqués par les requérants sur des violations à la liberté d'expression, la liberté d'association et l'interdiction de discrimination puisque le caractère inéquitable du procès est établi.

En conclusion la Cour alloue 25 000 USD à chacun des quatre requérants, soit la somme de 100 000 USD pour dommage moral et la somme totale de 10 000 USD pour frais et dépens.

L'arrêt pourrait entraîner de la part du Comité des ministres du Conseil de l'Europe une demande de révision de la procédure et peut-être de libération de l'ancienne parlementaire et des autres requérants associés à sa plainte. Le Comité des ministres, exécutif du Conseil de l'Europe, est chargé de

contrôler l'exécution des arrêts de la Cour dans les 43 pays membres de l'organisation.

Par ailleurs, la Turquie a été condamnée le même jour dans le cadre de neuf autres affaires. (Le texte intégral de ces arrêts est consultable sur le site : <http://hudoc.echr.coe.int/hudoc>).

Le 10 juillet, la Cour européenne avait condamné le gouvernement turc pour le meurtre d'un Kurde, Mehmet Serif Avsar.

Ce civil kurde avait été enlevé par sept hommes, dont cinq gardes de village (des civils), et un inconnu qui fut identifié quatre ans plus tard comme pouvant être un sergent de l'armée, actuellement en fuite à l'étranger. Le corps de la victime avait été retrouvé le 7 mai 1994 à l'extérieur de Diyarbakir. Près de six ans plus tard, les gardes ont été condamnés l'un à vingt ans de prison pour meurtre, les autres à six ans et huit mois de prison pour séquestration.

Dans son arrêt, la Cour européenne a souligné que cette affaire mettait en lumière " *les risques qu'il y a à utiliser des volontaires civils pour exécuter des fonctions quasi policières* ". La Cour souligne qu'il a été établi qu'à cette époque, des gardes de village étaient utilisés régulièrement pour toutes sortes d'opérations officielles, y compris l'arrestation de suspects. Les juges européens relèvent qu'aucun contrôle n'a été exercé sur les gardes effectuant des missions en dehors du district. Par ailleurs, les gardes de village n'étaient pas soumis à la discipline et à la formation que subissent les gendarmes et les policiers, ce qui pouvait conduire à des abus.

La Cour européenne a alloué près de 80.000 livres sterling à la famille de la

victime pour dommages moral, matériel et frais.

NEW YORK :
POUR EVITER LE VETO RUSSE L'ONU REPORTE LE DÉBAT SUR LES SANCTIONS « INTELLIGENTES » SUR L'IRAK

RAUTE d'accord entre ses cinq membres permanents sur les sanctions intelligentes, le Conseil de sécurité de l'ONU, pour éviter un veto russe a décidé, le 3 juillet, de reconduire pour cinq mois le programme « pétrole contre nourriture » et de reprendre en décembre le débat sur les sanctions « intelligentes ».

La résolution 986 dite « pétrole contre nourriture » adoptée en décembre 1996 qui permet à l'Irak de vendre, actuellement des quantités non limitées, de pétrole pour faire face aux besoins humanitaires de sa population civile fait l'objet de nombreuses critiques et polémiques dans sa mise en œuvre.

L'Irak, dans le cadre de cette résolution, avait en 1997, vendu 4 milliards de dollars du pétrole. En 2000 il en a vendu pour \$18 milliards, somme considérable qui permet au régime irakien de pratiquer une politique clientéliste agressive récompensant ses partisans en fonction de leur ardeur et de leur poids diplomatique et punissant ses adversaires militant pour le maintien du régime des sanctions.

Membre permanent du Conseil de Sécurité, la France qui, à partir de 1975, fut la principale partenaire commerciale de Bagdad, y compris et surtout dans le domaine des ventes d'armes, demeure la première

bénéficiaire des contrats irakiens. Du moins pour la période 1997-2000 où elle a pu vendre pour 3 milliards de dollars de véhicules utilitaires Renault, des minibus Peugeot, du matériel de télécommunications Alcatel, etc.

Le régime irakien semblait jusqu'à il y a quelques mois apprécier les efforts déployés par la diplomatie française en faveur de la levée des sanctions qui lui permettra de disposer enfin à sa guise des revenus considérables des ventes de pétrole. Actuellement ces revenus sont reversés sur un compte séquestre de l'ONU ; 25% sont affectés aux réparations de guerre et frais des agences de l'ONU 13% aux trois provinces du Kurdistan sous administration kurde.

Les contrats commerciaux présentés par Bagdad pour être financés par ses revenus sous séquestre doivent être approuvés par le Comité des sanctions de l'ONU qui veille à ce que le régime irakien n'acquière pas par ce biais du matériel à double usage, civil et militaire, susceptible d'être utilisé dans la production des armements.

Les critiques reprochent au Comité des sanctions sa lourdeur bureaucratique et son fonctionnement tatillon. De son côté, le régime irakien refuse d'utiliser ces revenus pour les besoins alimentaires et sanitaires de la

population civile, prenant celle-ci en otage et jouant délibérément la carte de « civils irakiens affamés par l'impérialisme américain ». Ainsi, alors que le 13% de revenus alloués au Kurdistan ont permis une amélioration notable des conditions de vie et d'éducation de la population kurde (voir en revue de presse « Le fragile printemps kurde », p. 133), celles de la population irakienne restent préoccupante tandis que, Bagdad conserve sur son compte séquestre ouvert à l'agence BNP de New York de l'énorme somme de \$13 milliards non utilisée.

Pour combattre la propagande irakienne qui a un impact dans le monde arabe, mais aussi, grâce à des puissants lobbies, dans certains secteurs de l'opinion occidentale, un projet dit de « sanction intelligentes » a été élaboré par la diplomatie britannique après de longs mois de concertation avec les Européens et les Américains, y compris les ONG. Selon ce projet, l'Irak sera autorisé à importer tous les produits dont il a besoin hormis une liste d'articles précis à double usage civil et militaire. Cependant les revenus de la vente du pétrole irakien seront toujours versés sur un compte-séquestre de l'ONU, avec un pourcentage (13%) affecté aux provinces kurdes et une part allouée aux réparations de guerre. De plus, l'ONU va agir pour interdire le commerce illicite du régime irakien avec les Etats frontaliers (Turquie, Jordanie, Iran et Syrie) qui rapporte de 1 à 2 milliards de dollars de

revenus discrétionnaires à la dictature de Saddam Hussein.

Après d'âpres discussions, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Chine se sont mis d'accord sur une liste de 12 pages de produits que l'Irak n'aura pas le droit d'importer.

Cependant la Russie, à qui Bagdad doit une dette de \$ 8 milliards pour des ventes d'armes dans les années 1980, continue de militer pour la levée totale des sanctions dans l'espoir de recouvrer ses créances grâce à la reprise de ses relations commerciales avec l'Irak. Le 2 juillet Moscou a brandi la menace d'opposer son veto et empêché que ce projet de résolution ne soit mis aux voix « dans l'intérêt de l'unité du Conseil ».

Washington qui a pu obtenir la coopération de la Chine en échange d'une autorisation de vente de 90 millions de produits chinois à l'Irak va d'ici décembre s'efforcer de trouver des compensations pour Moscou afin de s'assurer son adhésion.

Les pays frontaliers de l'Irak, notamment la Turquie et la Jordanie exigent également des compensations financières pour leur coopération dans la mise en œuvre de sanctions intelligentes qui devraient mettre un terme à leurs trafics fructueux mais illicites avec l'Irak.

De son côté Bagdad utilise à fond l'arme des contrats. « La politique est

une affaire d'intérêts non de morale » affirme avec superbe l'ambassadeur irakien à l'ONU, Mohamed Douri,, cité par le *Washington Post* du 3 juillet. « *Si les Français et les autres prennent une position positive au Conseil de sécurité, ils vont certainement en tirer profit. C'est la politique irakienne* » ajoute-t-il.

Résultat : Paris est depuis près d'un an pénalisé en raison de son rapprochement avec Washington. Les ventes françaises à Bagdad ne représentaient plus que \$ 310 millions au second semestre de 2000 contre \$ 616 millions durant le premier semestre de la même année. Dans le second semestre de 2000, l'Egypte, avec des ventes de \$ 740 millions est devenue le premier fournisseur de l'Irak, suivie des Emirats arabes unis (\$ 703 millions).

Les relations syro-irakiennes se réchauffent grâce à la vente, à des tarifs très réduits, d'un milliard de dollars de pétrole à Damas.

Même les Néerlandais, alliés fidèles de Washington, s'activent pour que le régime des sanctions intelligentes autorise la reprise des investissements étrangers en Irak afin d'assurer le retour de sa compagnie Shell. Cette proposition est soutenue par la France d'autant plus que Total et Elf ont déjà sous signé d'importants contrats qui attendent l'autorisation de l'ONU pour se réaliser. D'ici décembre, ces marchandages risquent donc d'être ardu.

DÉBUT DE RECONCILIATION ENTRE PARIS ET ANKARA

LE chef de la diplomatie française Hubert Védrine s'est rendu le 26 juillet à Ankara pour "une visite de réconciliation", après six mois de brouille consécutive à l'adoption par la France d'une loi reconnaissant le génocide arménien que la Turquie n'a toujours pas complètement digérée.

M. Védrine, invité par son homologue turc Ismail Cem, a été reçu par le Premier ministre Bulent Ecevit au cours de cette courte visite de travail, première reprise de contacts à ce niveau depuis janvier 2001. L'adoption par le Parlement français d'une loi reconnaissant comme ce génocide les massacres d'Arméniens perpétrés sous l'Empire ottoman et sa promulgation par le président Jacques Chirac avaient déchaîné les foudres de la Turquie, qui nie un génocide.

Ankara avait rappelé pendant quatre mois son ambassadeur à Paris « pour consultations » et les firmes françaises avaient souffert pendant plusieurs mois des retombées, avec exclusions d'appels d'offre, annulations de contrat, et tracasseries administratives. La dure crise économique que traverse la Turquie a cependant largement contribué à raccommoder les relations, même sans grande chaleur officielle. Ankara continue de maintenir ses sanctions commerciales dans le domaine des ventes d'armes. "Nous avons décidé de regarder vers l'avenir, sans oublier

le passé", a résumé M. Cem lors d'une conférence de presse commune. "Il existe une décision gouvernementale (sur les sanctions) et elle ne changera pas".

Selon François Rivasseau, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, M. Védrine a examiné avec M. Cem le processus de rapprochement entre la Turquie et l'Union européenne, la question épineuse de Chypre et le projet de défense européenne —auquel Ankara s'oppose car il l'exclut du processus de décision en tant que non-membre de l'UE— et l'état des réformes économiques menées par la Turquie pour surmonter la crise. Différentes questions régionales concernant les deux pays, notamment le Caucase du Sud, l'Irak, le Proche-Orient et les Balkans, ont également été abordées. Paris, comme Ankara, plaide pour un allègement des sanctions imposées à l'Irak depuis son invasion du Koweït en 1990.

Le vote des députés français "a eu un impact négatif sur nos relations (...), mais la France est traditionnellement un membre de l'Union européenne qui soutient la Turquie", a poursuivi Ismail Cem. Pour sa part, M. Védrine a simplement expliqué que Paris souhaite exprimer sa "solidarité" avec la Turquie qui connaît des difficultés économiques et a souligné que l'UE devait prendre en compte les préoccupations turques, mais a appelé Ankara à "comprendre et faciliter" les projets

européens. Signe de la fraîcheur des relations franco-turques, le président Ahmet Necdet Sezer, a décidé d'ignorer la visite de M. Védrine, qu'il n'a pas reçu pour protester contre le vote français sur le génocide arménien, à l'en croire la presse turque.

Par ailleurs, une délégation de patrons français du Medef, reçue par le Premier ministre Bulent Ecevit et le ministre turc de l'économie, Kemal Dervis, a, le 13 juillet, plaidé la confiance pour la Turquie en crise et a appelé à investir dans ce pays. "Notre visite est un signal d'encouragement à investir dans le long terme dans ce pays en lequel nous avons confiance", a souligné lors d'une conférence de presse Ernest-Antoine Seillière, président du Medef (Mouvement des Entreprises de France). "Les pays émergents ont par le passé connu des crises violentes (...) C'est peut-être même au moment des doutes qu'on peut avancer plus vite", a-t-il fait valoir, en rappelant que les entreprises françaises sont déjà les premières en termes d'investissement en Turquie.

La visite de la délégation du Medef, représentant une cinquantaine de grandes entreprises françaises, est intervenue alors que la Turquie en crise connaît de forts remous liés aux doutes sur la capacité du gouvernement à appliquer un programme de réformes conclu avec le Fonds monétaire international. La délégation du Medef a eu, le 12 juillet, à Istanbul des entretiens avec des représentants de TUSIAD, l'organisation patronale turque.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME APROUVE À UNE PETITE MAJORITÉ L'INTERDICTION DU PARTI REF AH

LA Cour européenne des droits de l'Homme a donné raison, le 31 juillet, au gouvernement d'Ankara en estimant fondée sa décision de dissoudre le parti Refah (parti islamiste de la Prospérité) au nom de la laïcité de l'Etat. Les juges européens de Strasbourg ont, par 4 voix contre 3, estimé que les valeurs prônées par les dirigeants du parti de la Prospérité Refah, comme l'instauration de la charia et la " guerre sainte " pour arriver à leurs fins, étaient incompatibles avec la Convention européenne des droits de l'Homme, de même que les responsables du Refah " avaient laissé planer un doute sur leur position quant au recours à la force afin d'accéder au pouvoir et, notamment, d'y rester ".

Le Refah (Parti de la Prospérité), fondé en 1983 et dirigé par l'ex-premier ministre turc Necmettin Erbakan, était devenu le premier parti politique du pays après les élections législatives de 1995, avec plus de 4,5 millions d'électeurs. Trois ans plus tard, sous la pression de l'armée, la Cour constitutionnelle turque prononçait la dissolution du Refah en janvier 1998 au motif que ce parti s'était transformé " en centre d'activités contraires au principe de laïcité, portant ainsi atteinte à l'ordre démocratique turc ". M. Erbakan, 74 ans, et deux ex-vice-présidents et députés du Refah, Sevkettin Kalkan (ancien ministre de la Justice) et Ahmet Tekdal, ont alors porté plainte devant la Cour européenne

de Strasbourg, estimant violés leurs droits à la liberté de réunion et d'association (article 11), à la liberté d'expression (10), l'interdiction de la discrimination (14) la protection de la propriété et le droit à des élections libres.

Malgré l'opinion dissidente de trois juges autrichien, chypriote et britannique, quatre juges de la Cour européenne (le Français Jean-Paul Costa, la Norvégienne Hanne Sophie Greve, l'Albanais Kristaq Traja et le Turc Riza Turmen) ont en effet jugé que les sanctions appliquées par la justice turque aux trois responsables du Refah, déçus de leur qualité de députés et interdits d'exercer une fonction politique pendant cinq ans, pouvaient " raisonnablement être considérées comme répondant à un besoin social impérieux pour la protection de la société démocratique ". " Même si la marge d'appréciation des Etats doit être étroite en matière de dissolution des partis politiques, le pluralisme des idées et des partis étant lui-même inhérent à la démocratie, l'Etat concerné peut raisonnablement empêcher la réalisation d'un projet politique incompatible avec les normes de la Convention européenne, avant qu'il ne soit mis en pratique par des actes concrets risquant de compromettre la paix civile et le régime démocratique dans le pays ", insiste la Cour européenne.

Pour les juges européens, " un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence et/ou proposent un projet qui ne respecte

pas une ou plusieurs règles de la démocratie ou qui vise la destruction de celle-ci ne peut se prévaloir de la protection de la Convention contre les sanctions infligées pour ces motifs ". " Des principes tels que le pluralisme dans la participation politique ou l'évolution incessante des libertés publiques " sont étrangers à la charia, selon la Cour. " Il est difficile à la fois de se déclarer respectueux de la démocratie et des droits de l'Homme et de soutenir un régime fondé sur la charia qui se démarque nettement des valeurs de la Convention européenne ", notamment en ce qui concerne les règles en droit pénal, les supplices utilisés comme sanctions pénales, la place qu'elle réserve aux femmes dans l'ordre juridique et à son intervention dans les domaines de la vie privée et publique conformément aux normes religieuses, selon l'arrêt.

Les questions du port du foulard islamique ou de l'organisation des horaires de travail en fonction de la prière ou du Ramadan ne constituent pas, prises isolément, des menaces imminentes pour le régime laïque en Turquie, estime par ailleurs la Cour européenne. Toutefois, en Turquie, les prises de position en faveur de ces deux thèmes étaient " conformes au but inavoué du Refah d'instaurer un régime politique fondé sur la charia ", ajoute l'arrêt. Le président du Refah, l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan, avait encouragé le port du foulard dans les établissements publics et scolaires, notamment en décembre 1995, en déclarant que " les recteurs d'université (allaient) s'incliner devant le voile quand le Refah (serait) au pouvoir ", bien que le

port du foulard ait été déclaré inconstitutionnel depuis 1989.

Les juges autrichien, britannique et chypriote ont toutefois publié, à la suite de l'arrêt, une " *opinion dissidente* ", dans laquelle ils contestent l'interdiction d'un parti sur le seul fondement de déclarations de certains de ses dirigeants. " *Rien dans les statuts (du Refah) ni dans son programme n'indique que ce parti était hostile à la démocratie* ", estiment les trois juges.

" *C'est un grand soulagement pour les laïcs du pays... Il y avait ce point d'interrogation de savoir si la conception de la laïcité en Turquie était compatible avec la Convention européenne. À présent, cette discussion est terminée* ", analyse Mehmet Ali Birand, journaliste dans plusieurs quotidiens turcs.

Cependant, la décision de la Cour a été critiquée par plusieurs représentants des milieux libéraux, reflet d'un débat sur la réalité de la menace que représente l'islam politique turc pour la démocratie dès lors que les moyens employés contre lui ne sont pas forcément jugés démocratiques. Pour Yucel Sayman, bâtonnier d'Istanbul, " *c'est une décision très politique, qui trahit un sens très étriqué de la démocratie* ". " *Strasbourg condamne une intention, et non une réalisation... Car on ne peut pas dire que les actes du Refah, au gouvernement ou dans l'opposition, aient jamais confirmé la volonté de changer le régime politique de la Turquie, de contrevienir aux règles démocratiques* ", estime Ahmet Insel, professeur d'économie à l'université francophone Galatasaray d'Istanbul. " *Cet arrêt montre que l'Europe continue de*

percevoir le fondamentalisme comme une menace pour elle aussi ", selon Rusen Cakir, islamologue et journaliste.

La fermeture du Refah en 1998 par la Cour constitutionnelle turque avait été précédée par une intervention de l'armée, qui se considère comme la gardienne des principes laïques en Turquie. Elle avait fait pression pendant des mois pour obtenir, en juin 1997, la démission de Necmettin Erbakan, Premier ministre depuis un an en coalition avec Mme Tansu Ciller, et chef du Refah. Ce processus est décrit par nombre de commen-

tateurs turcs comme un " *coup d'Etat post-moderne* ", après les putschs militaires de 1960, 1971 et 1980. Le successeur du Refah, le parti de la Vertu (Fazilet), aux accents plus modérés, a été interdit, en juin 2001.

En 1998 et en 1999, la Turquie avait été condamnée à Strasbourg pour l'interdiction de trois formations politiques d'inspiration marxiste ou pro-kurde. L'arrêt de la Cour est susceptible d'appel, l'une des parties ayant la possibilité de demander, dans un délai de trois mois, le renvoi de l'affaire devant la grande chambre de 17 juges.

L'ANCIEN MAIRE D'ISTANBUL CRÉE UN PARTI DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (AK PARTI)

UNE nouvelle formation, issue de l'interdiction par la justice turque du parti islamiste de la Vertu (Fazilet), a été, le 14 août, fondée par Recep Tayyip Erdogan, ancien maire islamiste d'Istanbul. Le parti de la Justice et du Développement (AK parti) voit le jour moins d'un mois après la création de celui du Bonheur (Saadet) par la branche conservatrice, sur les cendres du Fazilet, 3ème force politique du pays, fermée par la Cour constitutionnelle pour " *activités anti-laïques* ".

" *C'est le moment le plus heureux de ma vie. Il s'agit de l'ouverture d'une nouvelle page pour notre peuple* ", a déclaré M. Erdogan au cours d'une conférence de presse à Ankara après que des membres fondateurs eurent déposé les statuts de la formation au ministère de l'Intérieur comme

le veut la loi. Il a assuré qu'une " *transparence totale et la démocratie* " régneraient au sein du parti, critiquant l' " *oligarchie* " dans les autres formations. " *Rien ne sera comme avant en Turquie, croyez-moi* ", a-t-il ajouté.

Aucun ex-député du Fazilet ne figure parmi les 73 membres fondateurs composés pour la plupart d'universitaires, d'intellectuels et de juristes, tous inconnus de l'opinion publique sauf M. Erdogan. 51 députés ont rejoint ce nouveau parti alors que le parti du Bonheur dirigé par l'ex-chef du Fazilet Recai Kutan compte 48 députés.

Selon ses fondateurs, le parti de la Justice et du Développement (AK parti) souhaite s'adresser à un électorat plus large que le Fazilet dont la rhétorique pro-islamiste séduisait essentiellement des

électeurs religieux et irritait les dirigeants de cet Etat musulman mais laïque, notamment l'armée très influente qui se considère comme la gardienne des principes laïques.

M. Erdogan a été autorisé le mois dernier à rentrer dans l'arène politique, grâce à une décision de la Cour constitutionnelle levant l'interdiction de politique à vie qui l'avait frappé il y a deux ans pour un discours considéré comme une incitation à la haine raciale ou religieuse. Il avait aussi entre temps purgé quatre mois de prison. Depuis, il affirme avoir "changé" dans le but de rallier les suffrages du centre-droit. Mais ses détracteurs l'accusent de cynisme et d'opportunisme, relevant qu'un homme politique ne change pas en milieu de carrière. Les modernistes ont appelé à une réforme du système politique turc, selon eux foyer de corruption, de népotisme et responsable de la grave crise économique traversée par le pays. Concernant la liberté d'expression, ce nouveau parti est pour des émissions en kurde, a indiqué Abdullah Gul, un responsable du parti. Jeu de mots qui symbolise la volonté de ce changement : AK — sigle de Justice et de Développement (Adalet et Kalkinma) — veut dire blanc en turc, c'est-à-dire exempt de toute corruption. Le parti est symbolisé par une ampoule électrique.

La division officialisée des ailes "traditionaliste" et "moderniste" devrait toutefois affaiblir le mouvement islamiste. Et les deux formations subiront l'épreuve du feu lors des prochaines élections, en principe prévue pour 2003, car chacune devra obtenir au moins 10 % des voix pour siéger au

Pariement. Le Fazilet avait recueilli 15 % des suffrages aux législatives de 1999.

LU DANS LA PRESSE TURQUE

• LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE DES RÉGIONS KURDES SELON LES CHIFFRES OFFICIELS. Mustafa Sonmez, dans un article publié le 15 juillet sous le titre de "L'histoire de la Turquie de l'Est et du Sud-Est" dans le quotidien turc anglophone *Turkish Daily News*, passe en revue la situation officielle démographique et économique des régions kurdes. Voici des larges extraits de cet article qui abonde de chiffres officiels que les autorités turques sont peu enclines à donner et à publier.

" Il n'y a pas d'effort officiel pour déterminer le poids en nombre [des Kurdes]. Jusqu'en 1965, les recensements contenaient une question sur la langue maternelle et la langue secondaire dont une des réponses au choix était le kurde. Dans le dernier recensement de ce genre datant de 1965, 2,2 millions de personnes ont déclaré le kurde comme leur langue maternelle et 1,15 million autres comme la seconde langue.

En 1965, la population en Turquie comptait 31,4 millions d'âmes. Ces chiffres montrent qu'un peu plus de 10 % de la population était familier du kurde. De nombreux sociologues et politiciens pensent cependant que ce chiffre ne reflète pas correctement la population d'origine kurde en Turquie. Seule une chose est claire : La Turquie discute de la question kurde, qui occupe continuellement son agenda, sans donnée

démographique propre, et dans l'obscurité.

D'autre part, il faudrait répondre à la question comment définir géographiquement les régions d'est et du sud-est. Quelles villes devraient être incluses dans la "région" et quelle autres devraient en être exclues ? Comment le pays devrait être "divisé" ? Selon la division administrative de 1990, 19 villes sont comprises dans les régions du Sud et Sud-est. Gaziantep, Sivas et Kahramanmaras sont les trois villes dont l'inclusion est disputée. Cependant, celles-ci sont des villes de transition...

La Turquie se situe parmi les pays ayant un sévère problème d'inégalité régionale (...) La différence entre Kocaeli (ouest), la ville enregistrant le plus grand PNB par habitant en Turquie, et Mus (est), qui enregistre le plus bas, est de 1 pour 11. Les villes les mieux loties à l'Est et au Sud-est sont Elazig, Malatya et Diyarbakir. Cependant même ces villes sont loin de la moyenne nationale quant au revenu par habitant. Les villes et régions les plus pauvres en Turquie sont Mus, Agri, Bitlis, et Bingol. Dans ces villes, le PNB par habitant est en dessous de nombreux pays d'Afrique.

(...) La région en entier se situe la dernière quant à la croissance économique et au développement. Elle prend également la plus petite part du revenu national disponible (...) Selon les données de l'Institut de statistique de l'Etat (SIS), nous avons le tableau suivant :

Dans la région où l'agriculture prévaut comme moyen de subsistance, l'inégalité des propriétés atteint des proportions monstrueuses, le climat est rude, et

la région a été le théâtre d'une guerre civile ces 15 dernières années. 1,947 million de familles, soit 14,5 % des familles du pays y vivent. D'autre part, la région utilise seulement 10,2 % du revenu national. Dans la région, le revenu moyen par famille est de \$ 3 851, soit 30 % inférieur à la moyenne nationale.

Le revenu par famille de la région est 43 % inférieur à celui d'une famille habitant les régions de Marmara ou d'Egée, où le chiffre atteint \$ 6 834, mais aussi 66 % en dessous d'Istanbul qui enregistre \$ 11 637 par famille.

La province la mieux lotie de la région est Erzurum, où le revenu moyen par famille est de \$ 6 067, 10% au-dessus de la moyenne nationale. Autre centre important, Malatya enregistre \$ 4 600 de revenu moyen. Quant à Diyarbakir, ce chiffre est de \$ 3 567. Il est intéressant de noter que Gaziantep, habituellement considérée comme la plus développée ville de la région, se situe en dessous de Diyarbakir avec \$ 3 400. (...)

Dans la moitié des années 80, les investissements liés au GAP (projet de l'Anatolie du Sud-est) ont été un remède partiel aux problèmes économiques, mais n'ont pas produit d'effets positifs répartis dans toute la région. La guerre civile déclenchée au milieu de la décennie 80 a mis les vies et les propriétés en danger et a joué un rôle déterminant dans l'effondrement économique de la région. De nombreuses mesures prises par le gouvernement telles que le système de " gardiens de village ", ont amené une période où les conditions d'une " économie de la guerre " sont devenues dominantes. Cette économie non-productive principalement tributaire des

dépenses du gouvernement n'a non seulement fourni rien d'autre qu'une subsistance limitée pour une part de la population, mais a également contribué à la mort de l'activité productive dans la région. Les méthodes utilisées par l'Etat pour isoler le peuple du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont ébranlé la confiance de cette population vis-à-vis du gouvernement et découragé les activités commerciales (...) Les conséquences négatives de la fuite des forces de travail et des capitaux ont continué en augmentant au cours des décennies 80 et 90, périodes durant lesquelles la population régionale était prise dans un étau entre l'Etat et le PKK. (...)

D'après le recensement de 1990, la population régionale était de 9,396 millions. Celui-ci montre également qu'il y a environ 12 millions de personnes nées dans les villes de l'Est. Cela veut dire que 30 % de la population régionale, soit 3,607 millions de personnes, ont migré à l'Ouest et y vivent. Pour des raisons économiques et politiques, ce taux a probablement augmenté de 1 à 2 points en 1997. Par conséquent, un tiers des originaires de l'Est habitent en dehors de la région. Pour certaines villes, le taux est plus de 50 %. Prenons Tunceli comme exemple : 53 % de la population a migré. Seule la moitié des 463 000 personnes enregistrées à l'état civil d'Erzincan y habite toujours. Kars, qui a vu sa population émigrer après 1980, a 45 % de sa population qui vit ailleurs, ce chiffre est de 42 % à Siirt, 36 % à Erzurum et 35 % à Mardin.

La ville qui enregistre dans la région le taux le plus faible en ce qui concerne la migration de sa population est Diyarbakir, suivie

d'Urfa, Van, Batman, Sirnak et Hakkari. 15 à 20 % de la population y ont émigré en quittant leur terre. Cependant, dans ces provinces il y a un mouvement considérable d'exode rural vers la ville. Les évacuations forcées et la crainte de la violence, ont conduit les villageois vers les villes où la majorité vit dans des conditions de pauvreté abjecte.

Où va donc toute cette population ? Bien sûr dans des grandes villes, avec Istanbul comme destination de prédilection. Encore une fois, le recensement de 1990 montre que 1,057 million de personnes nées à l'Est vivent à Istanbul, ce qui veut dire que près de 15 % de la population d'Istanbul est originaire de l'Est. La majorité est issue de la ville de Kars avec 215 000 personnes, suivie d'Erzincan avec 150 000 personnes, puis Malatya 140 000 et Erzurum avec 130 000 personnes.

Le second centre d'attraction après Istanbul est la ville d'Izmir. En 1990, 317 000 personnes originaires de l'Est habitaient à Izmir dont la moitié venue d'Erzurum (56 000), de Kars (51 000) et de Mardin (46 000).

Adana est la troisième grande ville enregistrant la migration de l'Est, avec 263 000 personnes en 1990, venues majoritairement d'Urfa, de Mardin, d'Adiyaman et de Diyarbakir (...)

En 1965, les 19 villes d'Est et du Sud-Est généraient 10,6 % du PNB de la Turquie (...) En 1979, ce chiffre est tombé à 8,6 %, et en 1995 à 7,4 %. (...)

Quelques mots sur le GAP (...) La production hydroélectrique aura des effets limités dans la région (...) Les trois quarts de la production

énergétique en Turquie s'utilisent pour l'industrie. Étant donné que les industries sont établies à l'Ouest, la production est générée à l'Est et consommée à l'Ouest. Selon les données de la corporation de l'électricité turque (TEAS), alors que la consommation énergétique moyenne par personne en Turquie est de 625 kWatt par heure et par an, ce chiffre est de 349 kWatt / heure à l'Est. Une portion substantielle de l'énergie produit par GAP sera donc consommée à l'Ouest, et le reste sera exporté (...) Les effets des centrales de production hydroélectrique sur le chômage seront très limités. La force de travail nécessaire pour une grande centrale est entre 100 et 200 personnes.

Les conséquences positives durables du GAP viendront des investissements relatifs à l'irrigation. GAP, qui irriguera 80 % des terres irrigables, causera des changements significatifs dans la production agricole. Cependant les habitants de la région ne bénéficieront pas pleinement des rentes engendrées par les investissements étatiques, car la région du Sud-Est est celle qui est marquée le plus par une distribution inégale des terres en Turquie.

38 % des familles paysannes de la région sont sans terre. Ce taux atteint les 48 % à Urfa, où l'on note la plus importante concentration des propriétaires terriens, et 45 % à Diyarbakir. Pendant que 5 % des familles possèdent 65 % des terres, une grande majorité, soit 70 %, ne détiennent que 10 % des terres. (...)

Le fait que le GAP ne produira ses fruits que vers le milieu du XXI^e siècle, que la croissance dans la production agricole rencontrera de sérieux problèmes de marché, et

même si ces questions sont résolues, GAP par lui-même n'est pas suffisant pour solutionner les problèmes de développement du Nord-Est. Nous avons besoins d'un projet d'Anatolie de l'Est pour la région."

• « LE LIVRE ROUGE » DE L'ARMÉE TURQUE. Can Dundar, journaliste au quotidien turc *Milliyet*, saisit l'occasion de la polémique lancée par le vice-Premier ministre Mesut Yilmaz qui dans son discours au cours du congrès de son parti - où il a été élu, le 6 août, pour la cinquième fois, à une très forte majorité—, a mis en cause le concept de la sécurité nationale, domaine sacro-saint de l'armée turque, s'attirant ainsi les foudres de l'armée et des conservateurs, tous deux réunis dans l'Etat profond. L'armée turque n'a pas tardé à réagir en déclarant le 7 août qu'" il est dangereux de critiquer le concept de sécurité nationale car cela peut avoir des développements négatifs dans le pays... la sécurité nationale ne devrait pas être exploitée à des fins politiques... [et que] les matières concernant l'existence, le bien être...de la nation turque devraient être discutées sur des plate-formes sérieuses ". Par ailleurs, le quotidien turc anglophone *Turkish Daily News*, a, le 8 août, annoncé l'élaboration par l'Etat-major turc d'un nouveau document de politique de sécurité nationale remplaçant celui daté de 1997. Voici de larges extraits de l'article de Can Dundar publié sous le titre de " livre rouge " le 7 août :

" Dans un tiroir secret de l'Etat, il y a un livre avec une couverture rouge. Peu de personnes savent ce qu'il contient, mais les initiés disent que

c'est " la Constitution secrète de la Turquie ". Ainsi, la Turquie est régie selon les lois stipulées dans ce livre.

Parlons brièvement de l'époque du " rédacteur " de ce livre :

En 1949, un Haut Conseil de la Défense Nationale a été fondé à Ankara pour " échafauder la stratégie de la défense ". Ce conseil est composé de 17 ministres civils et du chef de l'état-major turc.

En 1961, la perte de confiance vis-à-vis des civils des militaires qui ont renversé Menderes a également eu des conséquences sur cette institution. Un conseil de sécurité nationale (MGK) a été fondé pour donner des " recommandations " en matière de défense. Le chef d'état-major, qui ne disposait jusque-là que d'une seule voix, a pris auprès de lui les trois autres commandants de l'armée. Le tableau était de 4 militaires pour 8 civils.

Avec la Constitution de 1982, le MGK a commencé à donner au gouvernement des " notifications " et non plus de " propositions " en matière de défense. L'équilibre dans le conseil composé de 10 membres a été modifiée au préjudice des civils : 5 militaires, 4 civils et le président de la république.

C'est probablement cette institution qui est appelée " l'Etat profond ", dont l'influence dans l'administration étatique n'a fait que s'accroître ces 50 dernières années.

Le cerveau du MGK est " le secrétaire général ". Son nom est peu connu, mais il est célébré comme étant " le Premier ministre de l'ombre ". 250 personnes travaillent sous ses ordres. Sa mission ; " assurer la continuité

de l'Etat "... Si l'on compare l'Etat à un cheval, assurer que le cheval galope dans la même direction sans tenir compte du changement de cavalier...

Comment cela se passe-t-il ?...

" Le président de la politique de la sécurité nationale ", qui est un des quatre adjoints du secrétaire général, élabore la stratégie. Du classement des menaces contre l'Etat à la politique économique, des priorités culturelles aux préférences en matière de la politique étrangère, tout sera rédigé dans ce document et puis cuisiné au secrétariat général pour être transformé en livre rouge. Après le MGK, il est d'abord approuvé par le conseil des ministres. Le Parlement, - même en sachant rien du contenu- ne peut voter de lois contraire à ce livre.

Tout pouvoir élu est invité à un briefing au secrétariat général du MGK dans les trois mois. On y explique au nouveau cavalier " la stratégie de la défense nationale ".

Et s'il y avait une quelconque contradiction entre le programme du nouveau parti au pouvoir et ce livre ?...

Il y a de cela des années, j'avais interpellé l'ancien secrétaire général du MGK, le général Dogu Bayazit, sur cette question :

" Le parti au pouvoir change de nombreux concepts de son programme lorsqu'il est mis au courant sur le fond de la politique de la sécurité nationale ", avait-il répondu.

C'est donc de cela que Mesut Yilmaz parle lorsqu'il dit que " l'on devrait soulever le rideau " sur le " syndrome de la sécurité nationale "...

" Le livre rouge " ouvre la voie à

ceux qui portent l'uniforme d'exercer sur les gouvernements un pouvoir despotique.

Même si les militaires prétendent que " le document de la politique de la sécurité nationale est approuvé par le conseil des ministres ", l'on a pu ouvertement constater à l'instar du 28 février que dans la pratique " le cheval " se débarrasse par tout moyen du cavalier qui ne respecte pas les décisions.

Depuis des années, à maintes reprises, en polémique avec l'armée pour ses sorties, défenseur obstiné de l'adhésion à l'UE qui " bouleversera les relations de pouvoir ", Yilmaz a touché la corde hautement sensible avec ces propos. (...)

On peut dire ce que l'on veut, après la fin de la guerre froide, alors que les dépenses en matière de défense n'ont fait que baisser partout dans le monde, le fait est que la Turquie qui prétend avoir combattu les menaces du séparatisme et de la charia, augmente ses dépenses militaires de plus 50 % - Un géant comme les Etats-Unis consacre 3 % de son PNB au budget de la défense - et la part du budget de la défense représente 5,4 % du PNB dans une Turquie en crise, cela ne peut que nous interpeller.

Connaître le contenu du " document de la politique de la sécurité nationale " qui définit tout notre avenir et discuter de la proportionnalité entre les menaces encourues et l'argent qui sort de nos poches est notre droit naturel.

Si la couverture du " livre rouge " s'ouvre, la Turquie ne sera pas la seule bénéficiaire puisque le MGK accusé trop souvent de " pouvoir de l'ombre " pourra également exploiter l'occasion ".

Ainsi que...

• NOUVELLES VICTIMES DE LA GRÈVE DE LA FAIM DES PRISONS TURQUES. Ali Koc, 30 ans, est décédé, le 8 juillet, dans un hôpital d'Ankara après avoir jeûné de façon intermittente pendant 251 jours. Détenu dans une prison d'Ankara, il était en attente de procès pour appartenance présumée au Front révolutionnaire de libération du peuple, une organisation interdite en Turquie. Il est la 28e personne à mourir en Turquie dans le cadre d'un mouvement de protestation contre le nouveau système pénitentiaire de haute sécurité qui isole les détenus.

Mahmut Gokhan Ozocak, 41 ans, membre de la même organisation, était décédé, au domicile d'un ami, le 4 juillet, à Izmir. M. G. Ozocak avait entamé son jeûne voilà plus de six mois alors qu'il purgeait une peine de 14 ans en raison de son appartenance à une organisation interdite. Il avait poursuivi sa grève de la faim après sa libération en mai 2001.

Le 3 août, Muharrem Horoz, 28 ans, est décédé dans un hôpital d'Izmit où il avait été admis dix jours auparavant en raison de la gravité de son état, après 236 jours de jeûne. Horoz, membre présumé du groupuscule maoïste clandestin Armée de libération des paysans et des ouvriers de Turquie (TIKKO), était jugé pour un attentat perpétré en mars 1999 contre le gouverneur de la province de Cankiri qui avait fait 3 morts et 10 blessés.

Le 31 août, avec le décès de Hülya Simsek, le nombre de personnes mortes des suites de la grève de la

faim contre les prisons de Type-F, s'est élevé à 32.

Hülya Simsek s'est éteinte au 285e jour de la grève de la faim. Elle avait entamé une grève de la faim à Bursa à la fin de l'année 2000, alors que les autorités turques avaient commencé à transférer de force des prisonniers d'un certain nombre de prisons du pays dans les nouvelles geôles de type-F. Par la suite, elle était venue à Küçükarmutlu (Istanbul), où elle est décédée.

Plus de 200 personnes, des détenus politiques et des membres de leur famille, sont en grève de la faim depuis l'an dernier. La plupart prennent de l'eau salée et sucrée avec des vitamines pour prolonger au maximum leur mouvement. Toutes protestent contre les transferts depuis des établissements traditionnels vers de nouvelles prisons, où les cellules n'abritent qu'un seul prisonnier, trois dans le meilleur des cas. Selon les grévistes de la faim, ce nouveau système place les détenus à la merci des gardiens. Les premiers transferts en décembre ont déclenché des affrontements qui ont fait 30 morts parmi les prisonniers et deux chez les militaires.

Par ailleurs, l'intervention, appelée " l'Opération de retour à la vie " en décembre 2000 des militaires turcs dans les prisons, continue à soulever de nombreuses polémiques. Le rapport d'autopsie d'Alp Ata Akçayöz, un des détenus de la prison d'Umraniye, victime de l'opération, indique clairement qu'il a été tué par " une arme de longue portée " de deux balles tirées d'une longue distance.

Dans une lettre adressée à la famille de la victime [ndlr : reprise par le

quotidien *Milliyet* du 10 juillet], Mehmet Akdemir, un de ses codétenus, écrit : " Ils ont percé huit trous dans le plafond avec des compresseurs... et y ont projeté des produits toxiques qui nous brûlaient de partout. C'était comme une chambre à gaz... Nous avons commencé à sortir par trois ou par quatre. Ata était dans le premier groupe... Et puis nous avons entendu trois ou quatre tirs ". La famille de la victime s'insurge et dénonce le fait que le rapport d'autopsie ne puisse être dans leurs mains qu'au bout de sept mois de lutte administrative.

• LE VETO TURC À LA FORCE DE RÉACTION RAPIDE EMPOISONNE LES RELATIONS AVEC L'UNION EUROPÉENNE. Le maintien du veto de la Turquie à la concrétisation de la force de réaction rapide décidée par les Quinze irrite de plus en plus l'Union européenne. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont, le 16 juillet, débattu du refus d'Ankara de donner son feu vert à l'utilisation des moyens de l'Otan par cette force de 60.000 hommes en cours de constitution au sein de l'UE.

" Le sentiment général, c'est que la Turquie ne devrait pas tenter de ralentir la mise en place de la politique européenne de défense et qu'elle devrait employer des moyens plus européens pour défendre ses thèses ", a déclaré Hubert Védrine, le chef de la diplomatie française. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a abondé dans le même sens en estimant que la Turquie ne devait pas espérer accélérer son adhésion à l'Union européenne en utilisant l'Otan comme moyen de pression : " On ne peut pas bloquer d'un côté et

croire qu'on parviendra à obtenir quelque chose de l'autre ".

Tous les pays de l'Otan sont d'accord pour que l'UE fasse appel aux outils de planification et aux moyens de l'Alliance lorsqu'elle utilisera cette force de 60.000 hommes qui, à partir de 2003, doit pouvoir mener des missions de maintien de la paix. Mais la Turquie, membre de l'Otan mais non de l'UE, veut être associée à la prise de décision dans l'UE, arguant du fait que la plupart des opérations européennes se dérouleraient dans son arrière-cour, affectant donc ses intérêts vitaux. Les diplomates turcs citent souvent l'exemple d'une hypothétique opération européenne à Chypre, qui se ferait avec les moyens de l'Otan sans qu'Ankara n'ait son mot à dire.

À Nice, en décembre 2000, les dirigeants européens se sont engagés à informer et à consulter Ankara, mais ne peuvent accepter l'intrusion d'un pays tiers dans leurs affaires. Un compromis avait été trouvé fin mai 2001, avant la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan, les Britanniques agissant comme médiateurs avec les autorités turques. Mais, selon plusieurs diplomates européens, les militaires qui détiennent un vrai pouvoir à Ankara ont refusé d'accepter le texte négocié par le ministre turc Ismail Cem.

La véritable échéance pour la levée du veto turc est fixée à la fin de l'année : si ce n'est pas fait à cette date, une véritable crise pourrait s'ensuivre.

• BARRAGE D'ILISU : LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE FAIT MACHINE ARRIÈRE

PRENANT EN COMPTE L'ASPECT ENVIRONNEMENTAL ET HUMAIN DU PROJET. Le gouvernement britannique a décidé d'abandonner son soutien au très controversé projet de construction du barrage d'Illisu, après la publication d'un rapport officiel dénonçant l'impact néfaste sur l'environnement et les droits de l'homme du projet, très loin de satisfaire les normes internationales. Le rapport ordonné en 1999 par Stephen Byers, ancien ministre du commerce et de l'industrie, indique que le projet risque de ruiner la vie des dizaines de milliers d'autochtones. Le rapport, à l'ordre du jour du gouvernement le 29 juin, dévoile que le projet causera notamment le déplacement d'au moins 70 000 Kurdes et la destruction de l'archéologique du site de Hasankeyf.

- **LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE DÉBLOQUENT UN CRÉDIT DE 3,2 MILLIARDS DE DOLLARS À LA TURQUIE.** Le Fonds Monétaire International (FMI) a, le 12 juillet, approuvé le déblocage d'un crédit stand-by de 1,5 milliard de dollars à la Turquie. La Banque Mondiale, l'institution de développement sœur du FMI, a de son côté et comme cela était attendu, accordé le même jour une aide supplémentaire de 1,7 milliard de dollars à Ankara.

Le conseil d'administration du Fonds a finalement apporté son soutien au programme économique mis en œuvre par ce pays et qui est soutenu par un crédit relais du FMI de trois ans. Le déblocage de ces nouvelles facilités financières intervient après que le gouvernement de Turquie eut accepté certaines conditions demandées par le FMI.

L'économie turque a été secouée, fin février 2001, par une grave crise financière, la deuxième en trois mois, qui avait entraîné une dévaluation de la livre turque de près de 50 % face au billet vert. L'économie turque a connu une contraction de 4,2 % au 1er trimestre de cette année.

- **LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE REFUSE D'APPLIQUER LA LOI D'AMNISTIE AUX PRISONNIERS POLITIQUES.** La Cour constitutionnelle turque a, le 18 juillet, décidé d'élargir le champ d'application d'une loi d'amnistie controversée entrée en vigueur en décembre, mais a refusé d'y inclure les " crimes perpétrés contre l'Etat ", imputés aux militants et aux prisonniers politiques dont Leyla Zana et ses collègues.

Hasim Kilic, vice-président de la Cour, a annoncé que l'élargissement concerne des délits comme l'extorsion d'informations sous la menace, évasion ou complicité d'évasion (de prison), incendie criminel et abus de pouvoir d'un fonctionnaire.

La Cour a en revanche rejeté toute application de l'amnistie aux membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dont son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin 1999 pour trahison et séparatisme pour les 15 ans de lutte armée du PKK contre l'Etat turc.

La loi prévoit donc ainsi une réduction de peine de dix ans avec sursis pour la plupart des prisonniers, y compris les meurtriers, mais exclut ceux condamnés pour séparatisme, viol, blanchiment d'argent, détournement de fonds,

constitution de bande armée ou torture.

Cette loi controversée visait au départ à vider les prisons turques surpeuplées d'une bonne partie de leurs détenus. À ce jour, quelques 23.000 des 72.000 prisonniers ont été libérés grâce à elle.

- **DEUX VILLAGES KURDES ÉVACUÉS DE FORCE, D'AUTRES SOUMIS À L'EMBARGO ALIMENTAIRE, DES VILLAGEOIS TORTURÉS, EXÉCUTÉS EN TOUTE IMPUNITÉ PAR LES GENDARMES TURCS.** Les organisations turques de défense des droits de l'homme ont vivement dénoncé l'évacuation forcée des villages kurdes d'Asat et d'Ortali (Bêzal) du district de Beytussebap (province de Sirnak) et l'embargo alimentaire imposé aux villages d'Ilicak (Germav), Dagalti (Tivor) et de Hisarkapi, toujours du même district, après la mort d'un soldat tué par l'explosion d'une mine. Selon les témoignages recueillis par ces organisations, les villageois auraient subi divers sévices et tortures par les forces de l'ordre sur place. Yilmaz Ensaroglu, président de l'association MAZLUM-DER, comparant les deux événements de la semaine impliquant la responsabilité de la gendarmerie [ndlr : l'intervention de la gendarmerie dans la commune d'Akkise (Konya- centre) et les faits du district kurde de Beytussebap] a dénoncé les réactions à géométrie variable de la presse et des autorités civiles et militaires turques : " Nous avons envoyé des observateurs pour les deux événements. Pour le premier [Konya], ils ont pu s'y rendre aussitôt et rédiger un rapport alors que pour le second le temps que les observateurs puissent se rendre sur place sains et saufs, nous étions plein d'inquiétudes. Ils sont arrêtés à tout

bout de champ et leurs cassettes et documents leur sont confisqués. Cela prouve bien évidemment, les différences manifestes dans les pratiques administratives et judiciaires existantes dans le pays. Les partis et une bonne partie des media ne franchissant pas les frontières tracées par la politique de l'Etat, l'opinion publique ne connaît pas la situation. En fait, le régime d'exception (OHAL) ne veut pas dire un régime sans droit, mais seulement que certains droits sont temporairement limités. Cependant dans notre OHAL, il n'y a ni droit et ni justice".

Les quotidiens nationaux ont totalement ignoré les événements de Betusebap, les observateurs des organisations de défense des droits de l'homme ont été, au cours de leur enquête, bousculés et brutalisés par les autorités sur place. Les villageois, peu loquaces du fait des pressions, ont par l'intermédiaire de leur maire déclaré qu'ils avaient quitté leur terre par leur propre volonté, les seuls dont Cafer Aslan et Rasim Acar, qui se sont risqués à parler ouvertement avec les observateurs se trouvent toujours en détention, accusés d'" *incitation de la population à la colère*". Après le témoignage de Rasim Acar, les avocats composant la délégation d'observateurs ayant peur pour sa vie l'avaient pourtant pris sous leur protection mais les gendarmes prétextant que ses papiers d'identité étaient susceptibles d'être des faux, ont réussi à l'arrêter et le placer en garde-à-vue. Ses avocats ont d'ores et déjà dénoncé les tortures (chocs électriques) subies par leur client au cours de sa détention. Contrairement à Konya, les commandants en poste à Sirnak ne semblent nullement inquiétés par les autorités judiciaires turques. Pis

encore, le colonel Levent Ersoz, en poste à Sirnak, directement mis en cause pour ses brutalités par Cafer Aslan et par la population de Sirnak, a été récompensé en devenant général (effectif le 30 août) et prendra le commandement de la gendarmerie de Diyarbakir.

• UNE DÉPUTÉE TURQUE POURSUIVIE POUR AVOIR DÉNONCÉ LA TORTURE. Le Parquet d'Ankara a, le 24 juillet, demandé la levée d'immunité parlementaire de Mme Sema Piskinsut, l'ancienne présidente de la Commission des droits de l'homme du Parlement turc, accusée d'avoir " *dissimulé*" les noms des victimes de tortures. Mme Piskinsut s'en défend en affirmant qu'elle préserve la sécurité de ces victimes qui se sont confiées aux parlementaires. Elle s'étonne d'autre part que les autorités turques cherchent plutôt à accuser ceux qui ont le courage de dénoncer la torture que de poursuivre et condamner les tortionnaires.

Mme Piskinsut est en disgrâce depuis qu'elle a dénoncé les violences à l'égard des détenus. Elle s'était attirée les foudres des autorités turques mais aussi de son propre parti qui lui avait refusé sa rénomination à la présidence de la commission parlementaire des droits de l'homme lorsqu'elle a apporté au Parlement des instruments de tortures retrouvés dans les commissariats turcs. Lors du congrès de son parti (le parti de la Gauche démocratique), elle s'était faite huer et violemment bousculer pour s'être présentée contre Bulent Ecevit.

• LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ETAT D'ISTANBUL RELÂCHE DR. ZEKI BUDAK. Après six mois de

détention à la prison de Bayrampasa à Istanbul, Dr. Zeki Budak, citoyen français d'origine kurde, accusé à tort d'être " *l'un des responsables du PKK à Cologne*", a été remis en liberté provisoire le 24 juillet par la Cour de sûreté de l'Etat N°1 d'Istanbul.

Cette libération est intervenue à la veille de la visite à Ankara de M. Hubert Vedrine, ministre français des Affaires étrangères. Dr. Budak sera fixé sur son sort définitif lors de l'audience du 4 octobre de son procès. D'ici là il lui est interdit de quitter la Turquie.

Chirurgien dentiste, engagé dans l'action politique pacifique (Association des droits de l'homme, Parti social démocrate d'Erdal İnönü) en faveur de la démocratie et de la reconnaissance des droits du peuple kurde, Dr. Budak avait dû quitter la Turquie en 1992 à la suite de l'assassinat de trois de ses frères, âgés respectivement de 20, 22, et 24 ans, par les forces paramilitaires turques dans le cadre de la terrible campagne de " *meurtres à auteurs non identifiés*", qui de 1992 à 1998, fit plus de quatre mille morts dans les rangs de la société civile kurde. Menacé de mort par la police politique (MIT), condamné à 3 ans et 6 mois de prison par une cour de sûreté pour " *avoir soigné des terroristes*", il s'était réfugié en France.

Il vivait depuis 1992 à Rouen. Marié à une enseignante française, devenu citoyen français, père de trois enfants, Dr. Budak, s'est rendu en Turquie pour rendre visite à son père âgé et malade. Sa peine ayant été amnistiée par une récente loi, il pensait qu'aucun obstacle légal ne s'opposerait à son retour en Turquie.

• **INTERDICTION DE LA DIFFUSION EN TURQUIE DES ÉMISSIONS EN TURC DE LA BBC ET DE LA DEUTSCHE WELLE.** Le Haut Conseil de la Radio et de la Télévision (RTUK), l'organe turc de surveillance de l'audiovisuel a, le 9 août, décidé d'interdire en Turquie les émissions en langue turque de la BBC et de la Deutsche Welle. Les autorités craignent que soient diffusées des informations favorables aux mouvements kurdes et autres mouvements dissidents, islamistes ou extrême-gauche. En 1999, une radio locale avait été suspendue pour avoir diffusé un reportage de la BBC en langue turque sur le " *Parlement en exil des Kurdes* ", aujourd'hui dissous. Le reportage avait été jugé dangereux pour l'unité de l'Etat turc.

Nuri Kayis, le président du RTUK a cependant expliqué qu'il ne soutenait pas cette décision, adoptée par le comité exécutif le 8 août. Il a même déposé un recours en justice pour obtenir l'annulation de la mesure. " *L'interdiction de ces radios va mettre la Turquie dans une situation très délicate vis-à-vis de l'opinion internationale* ", a estimé M. Kayis, parlant de la BBC et de la Deutsche Welle comme de deux des plus prestigieux médias du monde. Le président du RTUK Nuri Kayis a plaidé que ces émissions ne violaient pas la législation et a estimé que cette mesure avait été prise sur la base d'une mauvaise interprétation de la réglementation. Il a cependant convenu qu'il lui était impossible de changer l'avis de ses collègues du Comité exécutif et de les faire revenir sur leur décision d'interdiction. Alors qu'Ankara, qui cherche à rejoindre l'Union européenne, doit améliorer son bilan en matière de droits de l'homme et de libertés, cette

décision " pourrait placer la Turquie dans la position d'un pays anti-démocratique, manquant de liberté de communication mais pas de censure ", dit-il dans un communiqué.

Le comité exécutif du RTUK a fondé sa décision sur un article de la loi turque sur la télédiffusion qui empêche les médias étrangers de diffuser régulièrement ou en direct en Turquie en utilisant les moyens techniques de chaînes locales. La BBC et la Deutsche Welle avaient récemment commencé à émettre des programmes d'information en langue turque par le biais de NTV, une radio dépendant d'un puissant groupe gérant la principale chaîne de télévision spécialisée dans l'information en continu. La radio privée en continu NTV a donc cessé, le 10 août, de diffuser les programmes des deux radios étrangères, après avoir vu son appel rejeté par le Haut Conseil. Les Turcs peuvent toujours écouter BBC et Deutsche Welle en ondes courtes.

Reporters sans Frontières (RSF) a, le 10 août, dénoncé cette décision en la qualifiant d' " *entrave au pluralisme de l'information* ", et " *un pas en arrière par rapport aux engagements internationaux pris par la Turquie, notamment au sein du Conseil de l'Europe* ".

• **SELON LES DONNÉES 2000, 64 % DES AFFAIRES NON ÉLUCIDÉES CONCERNENT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT (DGM) DE DIYARBAKIR.** Selon les données 2000 de la direction générale des statistiques et des casiers judiciaires du ministère turc de la Justice, 64,3 % des dossiers, soit plus de 18 247 dossiers, des 8 parquets des cours de sûreté de l'Etat (DGM) en Turquie restent " *non élucidés* ".

C'est le parquet du DGM de Diyarbakir avec 81,9 % des dossiers (11 523 affaires) non élucidés qui arrivent en tête de cette liste, suivi des villes kurdes de Van avec 75 %, puis d'Erzurum avec 74,4 % et de Malatya avec 68,8 %. À Ankara, le pourcentage est de 39,9 %, à Adana de 18,2 %, à Izmir de 11,7 % et à Istanbul de 1,5 %.

• **L'ARMÉE TURQUE EXCLUT 15 DE SES OFFICIERS POUR " LIEN AVEC LES MOUVEMENTS KURDE ET ISLAMISTE ".** Un communiqué de l'armée turque a, le 4 août, annoncé l'exclusion de quinze officiers de ses rangs accusés d'être " *liés à des mouvements séparatistes kurdes et à des mouvements islamistes* ".

Selon le communiqué, les quinze officiers " *ont été renvoyés en raison d'une conduite incompatible avec la discipline militaire* ", expression qui désigne habituellement l'implication dans une activité favorable " *aux groupes séparatistes kurdes ou aux mouvements islamistes* ". La décision, entérinée par le Premier ministre Bulent Ecevit, a été prise lors d'une réunion du Haut conseil militaire qui a tenu sa réunion annuelle du 1^{er} au 3 août. Les décisions du Conseil sont sans appel et ne peuvent pas être contestées par une cour civile.

Un nombre record d'officiers - 232 - avaient été mis à la retraite au cours du mandat du premier Premier ministre pro-islamiste turc, Necmettin Erbakan, de 1996 à 1997. L'armée avait mené une campagne anti-islamiste qui a forcé M. Erbakan à démissionner en juin 1997. La Cour constitutionnelle a par la suite interdit son parti, le Parti de

la Prospérité (Refah), accusé " d'activités anti-laïques ".

• SELON LE RAPPORT 2001 DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DES NATIONS-UNIES, SUR 162 PAYS ÉTUDIÉS LA TURQUIE SE SITUE AU 82^{ÈME} RANG. Le rapport 2001 du développement humain des Nations-Unies, rendu public le 10 juillet, sous le titre de " Faire travailler les nouvelles technologies pour le développement humain " [Making New Technologies Work for Human Development], place la Turquie au 82^{ÈME} rang sur 162 pays étudiés au regard de l'index de développement humain 2001. Située au 85^{ÈME} rang l'année précédente, la Turquie enregistre une faible amélioration mais échoue une nouvelle fois à améliorer la qualité de vie de ses 65 millions d'habitants, tout en consacrant la plus importante part des dépenses publiques aux dépenses militaires avec 5 % du PNB [ndlr : 3,5 % du PNB en 1990]. Le taux des dépenses publiques en matière d'éducation est en faible augmentation mais le secteur du développement et de la recherche ne représente que 0,5 % du PNB.

Alfredo Witschi-Cestari, le coordinateur des Nations-Unies et le représentant du Programme de Développement des Nations-Unies (PNUD) en Turquie a déclaré au quotidien anglophone *Turkish Daily News* du 10 juillet que : " Ce qui est important ce n'est pas d'avoir la technologie mais la façon dont vous l'utilisez... Par exemple, en matière de santé, vous pouvez avoir

les meilleurs traitements médicaux à Istanbul mais un niveau extrêmement bas à Harran, Agri ou Mardin (régions kurdes)... La Turquie a un niveau important en termes de revenu et de croissance, mais non en termes d'accès à l'éducation et à la santé, ni d'accès des femmes à l'économie ".

• LA TURQUIE SIGNE UN CONTRAT D'UN MILLIARD DE DOLLARS AVEC LA CORÉE DU SUD POUR LA COPRODUCTION D'OBUSIERS. La Turquie et la Corée du Sud ont, le 20 juillet, signé, un contrat record d'armement d'un montant d'un milliard de dollars pour la coproduction d'obusiers. Le quotidien *Korea Herald*, dans son édition du 21 juillet, rapportant les propos du ministre coréen de la défense, affirme que c'est la compagnie sud-coréenne Samsung Techwin qui fournira des composantes d'obusiers à la Turquie, dont une vingtaine d'obusiers autopropulsés 155 mm d'un montant de 60 million de dollars au cours des deux prochaines années. L'accord est la première partie d'un contrat de 10 années au cours de laquelle la firme coréenne fournira des composantes pour plus de 300 obusiers.

La Turquie qui traverse une grave crise économique, n'a pas donné d'explication sur le financement de ce contrat d'un milliard de dollars. Les observateurs notent cependant la volonté d'Ankara de diversifier ses fournisseurs d'armes en réaction aux restrictions imposées par certains de ses alliés du fait de son médiocre bilan des droits de

l'homme. Ainsi, l'Allemagne avait au préalable refusé le transfert de technologie requis pour ces obusiers.

• LA COMMISSION EUROPÉENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLÉRANCE CRITIQUE LA TURQUIE. Le Conseil de l'Europe a déploré, dans un rapport publié le 3 juillet, que les dispositions pénales permettant de lutter contre le racisme et les discriminations en Turquie soient insuffisamment appliquées et même dévoyées pour réprimer le séparatisme.

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), dont une délégation s'est rendue en Turquie en novembre 2000, relève que l'article 312 du code pénal turc, qui sanctionne l'incitation publique à la haine pour des motifs liés à la classe sociale, à la race, à la religion, aux convictions ou au régime politique, " a été employé jusqu'à présent dans des cas d'incitation au séparatisme ou d'opinions fondamentalistes ".

En revanche, cet article " ne semble pas être utilisé " pour sanctionner des cas de " manifestations orales, écrites ou autres, notamment à caractère antisémite, visant des groupes minoritaires de Turquie ", déplore le rapport, adopté par la commission en décembre 2000.

Le rapport relève en outre que " la Turquie ne s'est pas à ce jour dotée de dispositions légales interdisant spécifiquement la discrimination raciale dans l'emploi ".

IRAK

Joyeux anniversaire, monsieur Saddam Hussein !

A l'occasion des festivités marquant le 64^e anniversaire de Saddam Hussein, une journaliste britannique décrit la vie quotidienne à Bagdad.

FINANCIAL TIMES

Londres

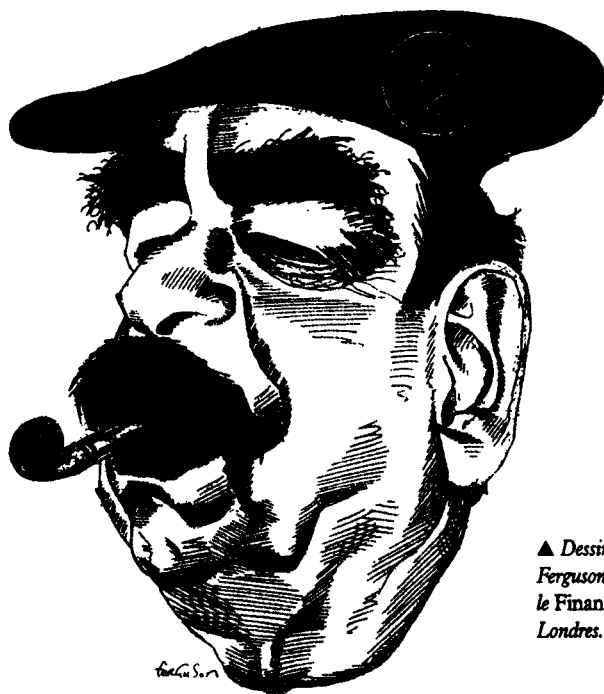
Pour son anniversaire, Saddam Hussein a invité des centaines d'étrangers et des milliers d'Irakiens à un tourbillon d'événements, de fêtes et de manifestations d'amitié. Les étrangers sont hébergés dans des hôtels de luxe aux frais du gouvernement ; les Irakiens se voient offrir un trajet en autocar, des sandwiches et un bref répit dans leur ordinaire. Dans les halls des hôtels, d'innombrables spectacles étranges se déroulent à nouveau : une troupe de danseurs tchéchènes âgés d'une dizaine d'années ; une délégation amicale somalienne ; des émirs du Golfe et des hommes d'affaires russes se prélassant ou négociant des contrats pétroliers, licites ou non. On voit aussi passer les tchadors noirs des "touristes ninjas", comme un photographe égyptien les appelle, des pèlerins iraniens qui viennent visiter les lieux saints chiites.

Officiellement, l'Irak est à court d'argent : les Nations unies, dans le cadre du programme "Pétrole contre nourriture", sont obligées de verser les revenus pétroliers du pays sur des comptes bloqués et disent à Bagdad comment les dépenser. Mais les Nations unies n'ont aucun contrôle sur les 100 000 barils de pétrole que l'Irak vend tous les jours par des voies qui échappent aux sanctions. Grâce aux 3 milliards de dollars des revenus

tirés de la contrebande, Saddam Hussein peut maintenir le moral de ses forces de sécurité au beau fixe, faire construire des dizaines de palais et financer les fastes de son anniversaire.

Le principal événement des festivités se déroule toutefois à Tikrit, sa ville natale. Là, des dignitaires du parti Baas et des personnalités arabes regardent des filles danser, des orchestres défilent et des rangées de sujets hurler des slogans à la gloire de leur dirigeant absent (il apparaît rarement en public). Le thème de l'Intifada est omniprés-

sent cette année, Saddam Hussein se jetant sur l'occasion pour se poser en grand héros arabe. On peut voir une exposition de photographies de l'Intifada et un sabre palestinien offert comme cadeau d'anniversaire. L'imbroglio palestinien, a récemment



▲ Dessin de Ferguson paru dans le Financial Times, Londres.

affirmé le ministre des Affaires étrangères koweïtine, représente pour Saddam Hussein une "bouffée d'oxygène politique".

ON NE SE REBELLE PAS AVEC LE VENTRE CREUX

Il est aisé de diaboliser les Etats-Unis quand, à cause de leur politique, on ne dispose de l'électricité que quelques heures par jour, de rations mensuelles qui s'épuisent dès la troisième semaine et d'eau non potable. Mais bien que la plupart des Irakiens parlent des agresseurs américains qui veulent mettre l'Irak à genoux, contrôler son pétrole ou dominer le monde, c'est avec perplexité et non avec hostilité. Avant les sanctions, les Irakiens n'avaient guère l'esprit contestataire. Aujourd'hui, ils l'ont encore moins, parce qu'on ne se rebelle pas avec le ventre creux. Saddam Hussein peut rétablir immédiatement la prospérité, disent certains, en autorisant l'inspection de ses installations militaires. Mais, politiquement, il vaut mieux rendre dépendantes pour leur survie 22 millions de personnes. Selon un diplomate occidental en poste à Bagdad, Saddam Hussein n'a jamais tenu aussi fermement les rênes du pouvoir

depuis dix ans. A l'hôtel Sheraton, deux chameaux attendent sur le parking, à côté des voitures. Ce sont des cadeaux pour le Président, de la part

de cheikhs jordaniens. Même le Koweït, le dernier pays à faire une fleur à Saddam Hussein, veut modi-

fier le système des sanctions de manière à ce qu'il touche le régime et non la population. La politique actuelle est aussi cruelle qu'inefficace, dénonce Hubert Védrine, le ministre des Affaires étrangères français. Des responsables américains et britanniques préconisent une réforme par la mise en place de "sanctions plus intelligentes", car ils savent que la politique actuelle apparaît inhumaine tout en permettant à Saddam Hussein de se poser en martyr et de triompher.

Derrière les murs de ses palais, le régime réclame "la levée de toutes les sanctions ou rien du tout", parce qu'il veut miner l'embargo de l'intérieur, pour se débarrasser des comptes bloqués, des inspecteurs d'installations militaires, de l'ingérence étrangère.

D'où le nombre croissant de vols commerciaux vers Bagdad en provenance de la Russie, de la France, de la Chine et d'autres pays, et la mise en place récente de vols intérieurs traversant les zones d'exclusion aérienne vers Bassorah. D'où aussi les "touristes ninjas" et deux gigantesques salons professionnels turcs dans deux mois.

Joyeux anniversaire, monsieur le Président !

Rose George

COURRIER INTERNATIONAL

DU 28 JUIN AU 4 JUILLET 2001

Sanctions on Iraq stir neighbors Turks and Kurds are anxious in advance of an expected UN decision tomorrow.

By Chris Morris The Christian Science Monitor July 2, 2001

HABUR, TURKEY - As United Nations officials prepare to discuss so-called "smart sanctions" on Iraq tomorrow, Turkey is increasingly anxious over the outcome of a debate that could profoundly impact its most economically depressed and politically sensitive region.

Although it has been a key US ally in containing Iraqi leader Saddam Hussein, Turkey has lost some \$40 billion in trade with its neighbor in the past decade of sanctions. No one feels it more than Turkey's most restive population, the Kurds.

To Turkey and other front-line countries, continued trade sanctions against Iraq are becoming untenable, forcing them to straddle alliances abroad and needs at home.

In the dusty border crossing of Habur - where the diesel trade dominates the local economy - a long line of trucks disappears into the distant heat haze. Men sit in narrow strips of shade sipping sweet tea, and the smell of oil pervades the dusty air.

"Of course we want to help our allies, but enough is enough," says Abdullah Erin, deputy governor in charge of the Habur border gate. "Everyone here wants the sanctions to come to an end, so we can trade properly with our neighbors like we used to."

The Turkish drivers buy their diesel oil from Iraqi Kurdish groups who control the other side of the border. The Kurds, in turn, buy it from Iraqi government officials farther south, and everyone makes a profit. The diesel trade is the main source of income to tens of thousands of families in this region.

The trouble is that the diesel trade violates UN sanctions, and pours hundreds of millions of dollars a year into the pockets of the Baghdad government. Western officials say Saddam Hussein's son Uday is one of the main beneficiaries.

The American- and British-proposed "smart sanctions" are designed to cut off these unofficial profits, which enrich senior Iraqi officials. The new regime would ease restrictions on many civilian goods entering Iraq through the UN oil-for-food program. But it would also tighten a weapons embargo and crack down hard on the oil-smuggling trade.

Russia opposes the new plan, and has threatened a veto at the UN Security Council. A decision has to be made by tomorrow, and there may be another temporary extension of the existing sanctions program as the diplomatic haggling goes on.

For the estimated 50,000 Turkish drivers who ferry diesel across the border in rickety trucks and tankers, the end of the trade would be a disaster. There is no other work in Turkey's poorest and most volatile region. Many local people agree that the economic hardship brought on by sanctions against Iraq played a part in provoking the Kurdish uprising against Turkish rule in the 1990s.

"People are nervous, they don't really understand what's happening," says Deputy Governor Erin. "They just want the chance to make a living."

Under these domestic pressures, the Turkish government is preparing the ground for normal trade ties. Despite strong American opposition, it sent an ambassador back to Baghdad this year for the first time since the 1991 Gulf War, and several business delegations have been allowed to fly to Iraq to discuss joint projects.

"If there is one issue where the Americans and the Turks do not see eye-to-eye, it is clearly policy toward Iraq," says Soli Ozel, who lectures on international relations at Istanbul's Bilgi University. "Many Turks are convinced that the Americans simply don't care what happens here, as long as they get their way."

US officials promise they will try to address the problems of the front-line states, but they also have their own strategic reasons for wanting to keep Turkey happy. American and British planes fly patrols over northern Iraq from an air base on Turkish soil, and the autonomous Kurdish region the planes seek to protect is just as dependent on the border trade as local Turks are.

The Kurds are the wild card in this complicated equation. Ten years ago, Iraqi Kurds fled across the mountains toward the Turkish border in the hundreds of thousands as the Iraqi government sought revenge for its humiliation in Kuwait. A decade later, the border trade keeps the Iraqi Kurds in relative prosperity, while Western air power guarantees their security.

"We're not scared of Saddam," says Selahattin, one of hundreds of drivers who must wait in line for several days to bring their cargo back into Turkey through the Habur gate. "As long as the border is open, everyone is safe."

Now, Washington sees northern Iraq as a potential building block for opposition to Saddam Hussein, but Turkey is suspicious of Kurdish intentions. It believes the Iraqi Kurds want to transform autonomy into full independence - a move that Ankara fears could destabilize Kurdish regions inside Turkey's own borders.

For that reason, Turkey would like to see central authority from Baghdad restored throughout Iraq, including the north, as soon as possible. It is, at best, a reluctant ally in the campaign against Saddam Hussein, even though Turkish officials acknowledge that he could still pose a serious threat to regional security.

While Washington and London believe trade and security issues in Iraq are deeply entwined, there is a growing clamor in the border lands for a change in approach. Many local people fear "smart sanctions" will be a step in the wrong direction.

At the Habur gate, the discussion centers on more immediate issues of economic survival.

"If the Americans want to fight Saddam, let them do it," says Mehmet, another driver on the dusty border road. "But they should leave us alone to get on with our business."

* * * * *

Iraq Uses Its Buying Power for Political Leverage Increasing Clout Complicates U.S. Efforts to Isolate Hussein

By Colum Lynch Washington Post July 3, 2001

UNITED NATIONS, July 2 -- For more than four years, France has been the world's largest beneficiary of trade with Iraq through a U.N.-sponsored humanitarian aid program, signing deals for more than \$3 billion worth of Peugeot minibuses, Renault garbage trucks, Alcatel communications equipment and other French goods.

But in the past year, France's privileged status has begun to fade. Irritated by Paris's opposition to illegal surcharges on oil exports and its training of U.N. weapons inspectors, Baghdad has slashed trade with its most important European supplier nearly in half.

The change illustrates how Baghdad uses its buying power to reward international allies and punish opponents, complicating efforts by the United States to isolate Saddam Hussein's government and prevent him from rebuilding his military or developing weapons of mass destruction.

Today, the Bush administration was forced to concede defeat, at least temporarily, on one of Secretary of State Colin L. Powell's chief foreign policy initiatives, an effort to win approval in the 15-member U.N. Security Council for an overhaul of the 10-year-old economic sanctions on Iraq.

One of the principal factors in the U.S. defeat was Iraq's financial muscle. It has been growing along with Baghdad's oil revenue, which has surged from \$4 billion in 1997 to \$18 billion last year. Moreover, analysts say Iraq has undertaken a broad shift in its trade policy, channeling ever more trade to its neighbors and making it harder for

Washington to secure their support. In the last six months of 2000, according to confidential U.N. records, Egypt signed more than \$740 million in contracts with Iraq, making it Baghdad's No. 1 trading partner. Following close behind is the United Arab Emirates, with \$703 million in business. Syria, meanwhile, buys as much as \$1 billion in oil from Iraq each year.

The Iraqi government has used this leverage to try to block the Bush administration's plan and, gradually, to erode the sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990. When the United States and Britain introduced a Security Council resolution that would lift restrictions on imports of civilian goods but tighten up on military-related items, Iraq halted its oil exports in protest on June 4.

To punish France, apparently for backing some aspects of U.S. policy, Baghdad cut its imports of French goods to \$310 million in the second half of 2000, down from \$616 million in the first six months of last year, according to U.N. records. Baghdad also has threatened retaliation against its neighbors, including Turkey and Jordan, if they go along with a U.S.-British proposal to tighten their borders and halt Iraqi smuggling.

"Politics is about interests. Politics is not about morals," said Iraq's U.N. ambassador, Mohammed Douri. "If the French and others will take a positive position in the Security Council, certainly they will get a benefit. This is the Iraqi policy."

The pressure clearly is having an impact.

Russian Foreign Minister Igor Ivanov warned last week that Moscow would veto the U.S.-backed sanctions resolution because it threatened Russia's commercial relations with Baghdad. Iraq owes Russia about \$8 billion, largely for past arms sales, and Russian companies are major middlemen in the Iraqi oil trade.

Syrian President Bashar Assad also told U.N. Secretary General Kofi Annan at a June 14 meeting that he would not allow U.N. inspectors into his country to enforce the U.S.-British plan. And Jordanian Prime Minister Ali Abu Ragheb sent Annan a letter warning that Jordan's cooperation "might very well threaten its social, economic and political stability."

Even some of Washington's most stalwart allies have been swayed by the prospect of gaining a foothold in Iraq's expanding oil economy. The Netherlands, where exports to Iraq dropped after it backed an American plan for weapons inspectors in 1998, has been pressing the 15-member Security Council to lift a ban on foreign investment in Iraq's oil sector.

Diplomats said the Netherlands, like many other countries, is eager to obtain commercial contracts for its own firms, including the powerful Royal Dutch/Shell Group.

"Iraq is using money and oil as a weapon against the international community," said James B. Cunningham, the acting U.S. ambassador to the United Nations. "My government is accustomed by now to Iraq's cynicism towards its own people, and to its bluster and threatening policies. We find it harder to understand, however, why others would join in playing that game when the status quo is clearly not satisfactory."

The U.N. Security Council first voted in December 1996 to allow Iraq to sell oil to purchase food, medicine and other humanitarian goods. Gradually, all limits have been removed on the amount of oil that Iraq can sell through the "oil-for-food" program, but the revenue must go into a U.N. escrow account, and Iraqi purchases are carefully reviewed by a Security Council committee.

Under the U.S.-British proposal, the council effectively would end restrictions on civilian imports. But it would establish a series of highly targeted or "smart" sanctions to prevent Iraq from smuggling oil through neighboring countries, evading U.N. scrutiny and using the profits to buy military supplies.

Some analysts contend that the Bush administration miscalculated the degree of opposition to this plan.

"I think we were naive in pressing for smart sanctions, first in enumerating to the world exactly what they were, second in believing we could realize them," said Larry Goldstein, president of the Petroleum Industry Research Foundation, a trade group in New York.

The Bush administration had hoped to win approval of the Security Council resolution this week. But resistance,

particularly from Russia, forced the United States and Britain today to agree instead to a five-month extension of the existing oil-for-food program. It is the second time that the administration has pushed back its self-imposed deadline for revamping the sanctions.

Britain's ambassador to the United Nations, Jeremy Greenstock, appealed to the council last week not to "allow national economic self-interest to hold up positive measures for the Iraqi people."

"The risk is that if we do not act now, the Security Council may never be in a position to act," he added. "There is no intention in this resolution to harm the economic interests of neighboring states or others doing legitimate business with Iraq. We expect to see an expansion of civilian trade which will benefit all."

Four of the five permanent members of the Security Council – the United States, China, France and Britain – reached agreement last week on a list of items with both military and civilian applications. Such "dual-use" imports would be subject to Security Council approval under the U.S.-British plan. But Russia did not accept the list.

The talks were deeply influenced by Iraq's growing economic might. France and China succeeded in drastically shortening the original U.S. list in part to allow unrestricted imports of items, including computers and telecommunications equipment, that their companies are trying to sell to Baghdad.

For instance, the French telecommunications company Alcatel has more than \$73 million in pending contracts with Iraq for microwave equipment, fiber optics, digital radio and other telecommunications devices, according to confidential U.N. records. Chinese companies, meanwhile, have more than \$80 million in pending contracts. The Pentagon suspects one of those firms, Huawei Technologies Co., of illegally providing Iraq with fiber-optic cable to improve its anti-aircraft missile batteries.

* * * * *

July 4, 2001

Turkey's Islamic Movement Divides

By SELCAN HACAOGLU Associated Press

ANKARA, Turkey (AP) - Turkey's Islamic movement is heading toward a split, with reformers looking to form a new party that will be less offensive to the country's strictly secular regime.

This follows a court ruling that banned the pro-Islamic Virtue Party for anti-secular activities after it decided to field women candidates who wear head scarves - the fourth such ban in three decades

"From now on we should make politics to win," said Abdullah Gul, a leading member of the reformists, setting the stage for a showdown between moderates and traditionalists.

The division comes amid a fall in the popularity of the Islamic movement.

The Islamic party has seen its share of the national vote fall from 21 percent just a few years ago to 15 percent in the last election. That drop came amid intense pressure from the military against the party, which did not call for an Islamic state but sought a relaxation of secular laws like the head scarf ban.

No date has been set for new elections, but they could take place as early as next year.

Reformists are already grouping around Recep Tayyip Erdogan, the charismatic former mayor of Istanbul, who is promising a more Western-oriented party that would focus on community work. The Virtue Party had been extremely successful in municipalities, where it provided services such as free ambulances for pregnant women and pencils for schoolchildren. Hard-liners are likely to group around traditional Islamic leaders like Necmettin Erbakan, the 73-year-old politician who has led the movement for the past three decades.

Erbakan, who served as prime minister in 1996, tried to expand ties with Muslim countries and visited Libya and Iran, angering secularists. He was forced to resign in June 1997 amid pressure from the military.

Erdogan has said the reformists will avoid confrontation with the secular establishment and pointed specific-

ly to the dispute over Islamic-style head scarves. Government employees and university students are barred from wearing the head scarves, a ban that the pro-Islamic party has always opposed.

Virtue deputy Merve Kavakci was thrown out of parliament after she entered wearing a head scarf. As part of the court ban she was barred from politics for five years.

"We will not field deputies with head scarves, we will not even field them for city hall councils," said Gul.

Former Virtue leader Recai Kutan said Tuesday he would do what he could to prevent divisions in the party from deepening.

"Our party has been closed but we are not defeated ... we take our strength from our unity and togetherness," Kutan said at a press conference. He said he plans to announce the formation of a new party within two weeks.

But only 25 of the party's 100 lawmakers attended the press conference, private NTV television reported, underlining the difficulties Kutan faces as he tries to keep the Islamic movement together.

"They have the democratic right to form a separate party, nobody can deny it," Kutan said of the reformists. "But our supporters won't look favorably on such a separation." Reformers feel that they have been blocked from power by traditional pro-Islamic leaders such as Erdogan.

"We have deep respect to those who brought the cause to this day, but now they should retreat to their corner," said Abdullatif Sener, another reformist. A court banned Erdogan's Welfare Party in 1998 and also barred Erdogan from politics. He is expected to lead a new party from behind the scenes.

Some secularists fear that Erdogan's softer tone is just a cover for more militant goals.

In the early 1990s, Erdogan said in a newspaper interview: "Democracy for me is not an objective but an instrument."

* * * * *

European Rights Body Urges Turkey to Act on Kurds

STRASBOURG, France, July 3 (Reuters) - Turkey should use the return of relative peace to the impoverished southeast of the country to improve minority rights for the region's Kurds, a European rights body said on Tuesday.

The European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) said in a report that reduced tensions in the area constituted "an ideal opportunity for a more open attitude towards cultural and linguistic plurality within Turkey." It said the areas where change was most urgently needed included the teaching of minority languages in schools, the possibility of broadcasting in languages other than Turkish, freedom of association and religious education.

ECRI is a body of the Council of Europe, a 43-nation rights watchdog of which Turkey is a member. Its report was based on a visit to Turkey by an ECRI team last November.

Clashes between Turkish soldiers and Kurdish separatist guerrillas have subsided since rebel leader Abdullah Ocalan, captured by Turkey in 1999, has ordered his followers to pursue cultural rights through political means.

Since Ocalan's capture, some 5,000 Kurdistan Workers Party (PKK) fighters have withdrawn into northern Iraq and Iran.

Southeast Turkey has been blighted by more than 16 years of armed conflict that has claimed 30,000 lives.

Ocalan has been sentenced to death for treason. He is challenging the verdict before the European Court of Human Rights.

* * * * *

Faute d'accord sur des sanctions « intelligentes », l'ONU prolonge son programme humanitaire en Irak

L'opposition de la Russie fait échouer un compromis élaboré par les Occidentaux et approuvé par la Chine

Faute d'un accord entre ses cinq membres permanents sur les sanctions dites « intelligentes » qui seraient imposées à l'Irak, le Conseil de sécurité

des Nations unies devait se contenter, mardi 3 juillet, de reconduire le programme « Pétrole contre nourriture ». De fait, la Russie, qui fait

désormais cavalier seul alors que la Chine s'est ralliée pour la première fois aux Occidentaux, a menacé de mettre son veto.

MERCREDI 4 JUILLET 2001
Le Monde

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant.

Pour la première fois depuis le début des négociations sur l'allègement des sanctions économiques en vigueur contre l'Irak, quatre des cinq grandes puissances membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont trouvé un accord sur les grandes lignes des sanctions dites « intelligentes ». Le principe de ces sanctions se résume ainsi : l'Irak sera autorisé à importer tous les produits dont il a besoin - hormis un certain nombre considérés à « double usage » civil et militaire - alors que depuis la mise en place, en 1996, du programme humanitaire de l'ONU « Pétrole contre nourriture », Bagdad n'est autorisé à importer que quelques produits de première nécessité.

Depuis vendredi, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Chine se sont mis d'accord sur une liste de douze pages de produits interdits. Cet accord est le fruit d'un compromis, piloté par la France, entre la liste de quelque trente pages présentée par Londres et Washington et celle, de sept pages, introduite par Paris. La décision de Pékin de se joindre aux Occidentaux isole, pour la première fois, la Russie, dont le propre projet de

résolution présenté au Conseil est jugé « trop ambitieux ».

Le texte russe, qui demande la suspension des sanctions économiques contre Bagdad, en échange du simple « déploiement » des inspecteurs en désarmement dans ce pays, n'est acceptable par aucun des pays membres du Conseil. En brandissant la menace d'opposer son veto, Moscou a néanmoins réussi, lundi 2 juillet, à bloquer la mise aux voix de la résolution britannique. Ainsi, dans « l'intérêt de l'unité du Conseil », il a été convenu de renouveler, mardi, par une résolution purement technique et pour une période de cinq mois, le programme humanitaire.

PROGRÈS INSUFFISANT

Cette décision a l'avantage de permettre la reprise des exportations de pétrole irakien suspendues par Bagdad depuis le 4 juin. Le Koweït la soutient avec enthousiasme parce que, comme le souligne un diplomate, l'émirat est « le principal bénéficiaire » de la reprise des exportations du pétrole irakien, dans la mesure où il perçoit, à titre de compensations, entre 2 et 3 milliards de dollars par an de la vente du pétrole irakien.

L'accord entre quatre des cinq

grandes puissances sur la liste des produits interdits peut être considérée comme un énorme progrès, mais il ne suffit pas. Les Pays-Bas, membre non permanent du Conseil, ont proposé que soit incluse dans le texte la reprise des investissements en Irak. Cette proposition, soutenue par Paris et qui permettrait à l'économie irakienne de redémarrer, fera l'objet de négociations avec Washington et Londres dans les semaines à venir.

La France propose aussi des mesures permettant la reprise du trafic aérien à destination et en provenance de l'Irak. Paris demande en outre que soit débloquée la somme de 600 millions d'euros, tous les six mois, pour des dépenses locales en Irak et surtout pour la remise en état de l'industrie pétrolière du pays. Selon des diplomates, ces propositions, qui bénéficieraient de l'accord de la plupart des pays membres du Conseil, peuvent, si Moscou s'y prête, être acceptées par Washington, le département d'Etat, sous la direction du général Colin Powell, se montrant « assez flexible ».

Quant aux objections russes, disent les diplomates, elles doivent être réglées « au plus haut niveau » entre Moscou et Washington. Le

changement d'attitude « inattendu » de la Chine, qui auparavant s'était toujours ralliée aux positions russes, serait dû à un accord « pragmatique » entre Pékin et Washington : les Etats-Unis ont en effet accepté de débloquer, au sein du Comité des sanctions, des contrats chinois de vente de produits à l'Irak d'un montant de 90 millions de dollars. « En échange », Pékin a approuvé la liste.

De passage à New York jeudi, Riyad El Qaïsi, vice-ministre irakien des affaires étrangères, a participé à un débat public sur l'Irak. Lors d'une intervention de plus de deux heures et demie, il a réitéré une litanie de griefs contre Washington et Londres, et accusé le bureau de l'ONU chargé du programme humanitaire de dépenses inutiles au détriment du peuple irakien. Il s'est en particulier indigné du fait que le coût de la nourriture de chaque chien renifleur de la commission du désarmement est de 1 200 dollars par mois, alors que l'ONU ne consacre que 120 dollars par mois à l'alimentation de chaque Irakien.

Afsané Bassir Pour



DU 28 JUILLET AU 4 AOUT 2001

SYRIE

Etre jeune "hittiste" à Damas

Le chômage des jeunes est devenu le fléau de la société syrienne. Sept cent mille diplômés seraient aujourd'hui sans emploi.

AN NAHAR

Beirut

J'ai été invité récemment à donner une conférence consacrée aux problèmes de la jeunesse en Syrie. Le public de cette

conférence était essentiellement composé de jeunes issus de la classe moyenne damascène. J'avais décidé d'insister dans mon exposé sur le fait qu'aujourd'hui 65 % des Syriens ont moins de 25 ans et que, par conséquent, la société syrienne est une société jeune. Pour autant, cela signifie-t-il qu'on puisse la qualifier de "moderne" ? La société syrienne ne demeure-t-elle pas

traditionnelle, dans la mesure où la jeunesse est soumise à des valeurs qui ne lui sont pas propres ?

La jeunesse d'une société en mouvement qui, sur une période de quarante ans, est passée du capitalisme au socialisme, avant de revenir au capitalisme, est forcément concernée par des questions d'ordre pratique et moral. Dans ces conditions, comment la jeunesse

syrienne vit-elle ces bouleversements ? Y a-t-il aujourd'hui en Syrie une crise des valeurs ? Cette jeunesse se satisfait-elle du cadre familial patriarcal dans lequel elle vit ?

A peine avais-je fini cette introduction que des dizaines de mains se sont levées pour demander la parole. Je me suis alors dit : "Ça y est, maintenant ils vont commencer à se plaindre du système de valeurs qui règne dans le pays aujourd'hui, comme nous l'avons fait, nous aussi, dans les années 50." Mais non, ce qui les préoccupait avant tout, c'était le chômage.

Ainsi, un étudiant qui, dans deux ans, va décrocher son diplôme d'ingénieur en électricité a fait part de son désir d'abandonner ses études parce qu'il venait de trouver un boulot de chauffeur de minibus. Un autre s'est plaint de ne pas pouvoir se rendre dans les pays du Golfe, où les possibilités d'emploi sont nombreuses, alors qu'en Syrie il n'y a pas de travail. Je leur ai alors demandé : "Mais n'avez-vous tout de même aucun problème avec le système de valeurs qui domine notre société ?" Une jeune fille m'a répondu : "Bien sûr que si, mais nous ne voulons pas changer une structure familiale qui nous per-

met au moins de survivre. Se révolter contre elle signifierait notre perte."

Après deux heures de discussion et de témoignages pessimistes,

j'ai vraiment commencé à me demander si la Syrie avait encore un avenir.

Selon les statistiques, il y a aujourd'hui en Syrie 7 000 000 chômeurs parmi la nouvelle génération qui sort de l'université ou d'autres écoles et instituts. Pour les faire travailler, il faudrait déboursier pas moins de 7 milliards de dollars !

Il existe de nombreux exemples qui illustrent le danger du chômage et celui qui est lié à la façon dont les autorités y répondent. Ainsi, une administration a annoncé récemment qu'elle avait besoin de 80 nouveaux fonctionnaires : 12 000 candidats se sont

alors présentés, mais 40 des 80 nouveaux fonctionnaires requis ont été engagés grâce au "piston" d'un seul ministre ! Par ailleurs, lorsque des postes de gardiens de nuit sont proposés, on constate que même des médecins ou des ingénieurs postulent !

Lorsqu'on se promène dans les villes de Syrie aujourd'hui, on se croirait en Algérie, avec tous ces jeunes sans emploi qui restent dans la rue sans rien faire, appuyés contre un mur. Là-bas, ils les appellent des "hit-tistes" [hit veut dire mur en arabe]. Que nos dirigeants, qui craignent l'"algérianisation" de la Syrie, regardent de près ce nouveau phénomène de "hit-tisme".



▲ Dessin de Farzat paru dans Al Watan, Koweït.

Michel Kilo

Liberation 4 JUILLET 2001

Pas d'allègement de l'embargo en Irak

Le programme «pétrole contre nourriture» est prolongé de cinq mois.

New York de notre correspondant
Malgré d'ultimes tractations, l'ONU n'a pas pu se mettre d'accord sur un allègement de l'embargo imposé à l'Irak. Face au risque d'un veto russe, Américains et Britanniques ont préféré ne pas soumettre leur plan au vote du Conseil de sécurité et devaient hier prolonger le programme «pétrole contre nourriture» de cinq mois. Tout en assurant que «l'objectif de réforme était toujours là».

L'échec des négociations est un revers cinglant pour le président George W. Bush. C'est Washington, en effet, qui a proposé, il y a six semaines, une révision de l'embargo imposé à Saddam Hussein depuis 1991 et a mis sur pied un ensemble de sanctions dites «intelligentes», qui devait supprimer notamment toutes les restrictions sur les importations de biens non militaires vers l'Irak. Dès son entrée en

fonction, Bush avait reconnu que les sanctions actuelles ne marchaient pas et qu'il fallait «une nouvelle formule».

Contrebande. L'idée américaine était donc de permettre à Saddam Hussein de dégager plus de revenus pour venir en aide à ses populations civiles, tout en renforçant le contrôle sur les marchandises militaires et en tentant de mettre un terme à la contrebande qui existe avec les pays de la région. Une liste de biens dits «à double usage» (militaire et civil), qui devaient être soumis à l'approbation de l'ONU pour leur entrée en Irak, avait en outre été élaborée.

Face à la proposition anglo-américaine toutefois, la Russie est restée intraitable. Début juin, le Conseil de sécurité

avait ainsi reconduit le régime «pétrole contre nourriture» pour un mois seulement – contre les six mois traditionnels – afin de se donner le temps de négocier. Mais si la France et la Chine se sont ralliées au plan de Londres et Washington – en réduisant notamment la fameuse liste des biens à double usage –,

«En privé, les Américains disent que les Russes se fichent pas mal des populations irakiennes mais veulent la fin de l'embargo pour reprendre le commerce avec l'Irak.»
Un diplomate

Moscou a estimé que la proposition ne faisait que retarder «ce qui devait être l'objectif final: la levée totale des sanctions».

L'ambassadeur russe à l'ONU, Sergueï Lavrov, a même fait une contre-proposition visant à une suspension de l'embargo

après un éventuel retour d'une commission de désarmement à Bagdad. Et un entretien de dernière minute entre le secrétaire d'Etat américain Colin

Powell et son homologue russe Igor Ivanov n'a pu rapprocher les positions. Même si les Britanniques assurent que le dialogue n'est pas coupé avec Moscou, les futures tractations s'annoncent difficiles. «En privé les Américains disent que les Russes se fichent pas mal des populations irakiennes mais veulent la fin de l'embargo pour reprendre le commerce avec l'Irak», résume un diplomate occidental.

Victoire. Du côté de Bagdad, en tout cas, la reculade des Nations unies a été saluée comme une victoire. L'Irak avait suspendu ses exportations de pétrole le 4 juin dernier afin de protester contre «toute nouvelle discussion sur de nouvelles sanctions». Saddam Hussein devait attendre le vote onusien sur le programme «pétrole contre nourriture» avant de décider de reprendre ou non son commerce d'or noir ●

FABRICE ROUSSELOT

TURQUIE

Une démocratie dans laquelle les partis n'ont pas leur mot à dire

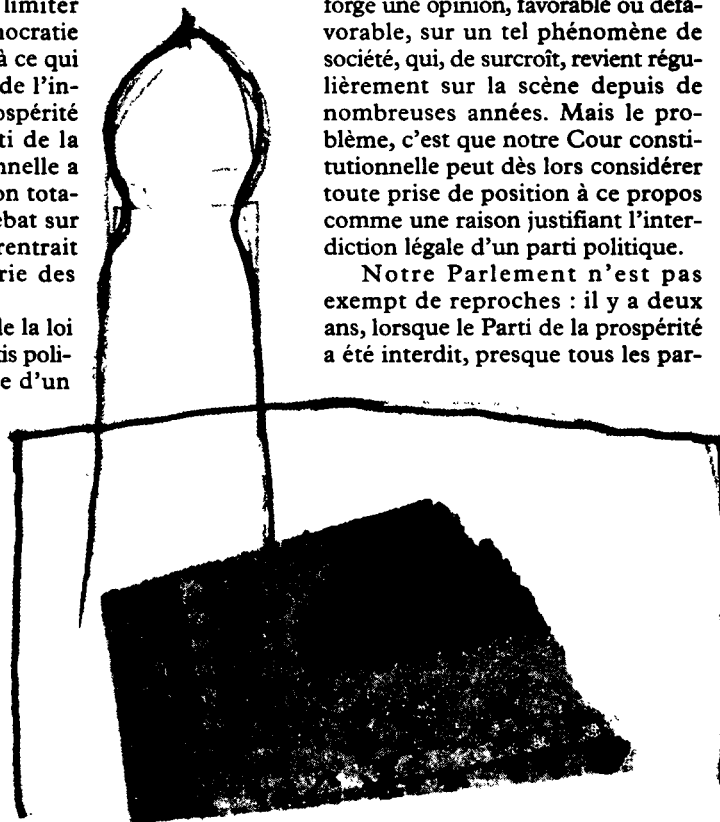
Fin juin, la Cour constitutionnelle a interdit le Parti de la vertu et démis de leur mandat 2 des 105 députés que comptait ce parti islamiste. Cette décision bafoue les principes démocratiques, estime le quotidien *Radikal*.

RADIKAL
Istanbul

Il n'est sans doute nul besoin de rappeler que l'interdiction du Fazilet (Parti de la vertu [islamiste]) sur décision de la Cour constitutionnelle va limiter à terme l'exercice de la démocratie en Turquie. Contrairement à ce qui s'était passé en 1999, lors de l'interdiction du Parti de la prospérité [le Refah, ancêtre du Parti de la vertu], la Cour constitutionnelle a considéré cette fois, de façon totalement univoque, que le débat sur le port du voile islamique rentrait désormais dans la catégorie des "interdits politiques".

De toute façon, du fait de la loi et de la Constitution, les partis politiques disposent en Turquie d'un champ d'action déjà très limité. Il faut savoir, à titre d'exemple, qu'un parti proposant simplement dans son programme la suppression de la Direction des affaires religieuses [qui permet à l'Etat turc de garder la tutelle sur l'exercice de la religion] peut, sur la seule base de cette proposition, être interdit légalement. Dans un cadre aussi étroit, nos politiciens sont considérablement limités dans leurs prérogatives.

▼ Dessin de Jordi Barba paru dans *La Vanguardia*, Barcelone.



Depuis les années 80, la Turquie est confrontée à la question du foulard islamique. Il ne se passe pas de jour sans qu'un scandale éclate à ce sujet à l'entrée d'une université. Dans ce contexte, il est impensable que les partis politiques turcs ne se soient pas forgé une opinion, favorable ou défavorable, sur un tel phénomène de société, qui, de surcroît, revient régulièrement sur la scène depuis de nombreuses années. Mais le problème, c'est que notre Cour constitutionnelle peut dès lors considérer toute prise de position à ce propos comme une raison justifiant l'interdiction légale d'un parti politique.

Notre Parlement n'est pas exempt de reproches : il y a deux ans, lorsque le Parti de la prospérité a été interdit, presque tous les par-

lementaires furent d'accord pour affirmer que, d'une part, il était décidément trop facile d'interdire un parti en Turquie et que, d'autre part, l'espace politique turc était beaucoup trop étroit. Or, depuis, ils ne semblent pas avoir fait quoi que ce soit pour faire évoluer la situation. La toute récente tentative de modification de la Constitution ne peut être considérée dans ce contexte que comme une initiative beaucoup trop tardive.

Bien sûr, cela ne diminue en rien le rôle de la Cour constitutionnelle dans cette affaire. En effet, les membres de cette prestigieuse institution auraient pu adopter une interprétation beaucoup plus large de la Constitution et ouvrir ainsi le champ de la démocratie. Malheureusement, les juges ont privilégié une lecture strictement littérale et très antidémocratique de la Constitution. On aurait souhaité que la Cour constitutionnelle rende des décisions conformes – ou, en tout cas, non contraires – à la Convention européenne des droits de l'homme et à l'esprit des valeurs occidentales dans ce domaine. En effet, on ne peut que s'étonner que les juges de la Cour constitutionnelle adoptent, lorsqu'ils doivent trancher, une attitude exactement opposée à l'esprit profondément démocratique des études qu'ils publient.

İsmet Borkan

DU 5 AU 11 JUILLET 2001

Courrier
INTERNATIONAL

TURQUIE

Bientôt deux mouvements islamistes

L'interdiction du Parti de la vertu va sans doute donner naissance à plusieurs tendances, à l'image de l'évolution de la société turque.

SABAH
Istanbul

Les dissensions qui, depuis des années, couvaient au sein du Fazilet (Parti de la vertu) vont maintenant s'étaler au grand jour et sans doute déboucher très officiellement sur la création de deux nouveaux partis qui vont se partager l'héritage. C'est la première fois que l'on assiste à une telle division au sein du mouvement islamiste turc. A y regarder de plus près, on se demande d'ailleurs comment cet éclatement n'a pas été consommé plus tôt. En effet, qu'un mouvement apparu il y a trente-deux ans se distingue toujours en 2001 par son unité signifierait donc que la base sociale de ce mouvement

n'a pas évolué en trois décennies. Or rien n'est plus improbable.

Au cours de ces trente dernières années, la Turquie a vécu les changements les plus rapides du XX^e siècle. La mondialisation a touché de plein fouet la base du mouvement islamiste turc et l'a fait évoluer. Les mouvements islamistes dans le monde musulman ont également vécu différentes expériences. Certains, en tentant de s'intégrer au système, sont devenus modérés, tandis que d'autres ont développé un discours islamolibéral où ont carrément basculé dans le terrorisme. Dès lors, comment expliquer que le mouvement islamiste

turc ait pu parvenir jusqu'à nos jours avec cette structure rigide d'un seul parti et d'un seul leader ?

Cela tient tout d'abord aux pressions extérieures. En effet, l'oppression et les menaces continuellement exercées par l'Etat ont freiné les dissensions internes et renforcé les réflexes d'"union pour pouvoir survivre". Ensuite – et il s'agit peut-être là de l'explication principale –, le mouvement islamiste turc s'est toujours distingué par une tradition d'obéissance absolue au chef, le tout dans le cadre d'une culture politique marquée par une structure de confrérie où la discipline et la hiérarchie sont respectées, où l'individualisme est considéré comme une faute. Dans de telles conditions, l'éclatement d'un mouvement mis sous pression par l'Etat et affaibli par ses traditions d'obéissance n'a pu être possible que "grâce" à une décision anti-démocratique, à savoir la décision par la Cour constitutionnelle d'interdire le Parti de la vertu.

Ce qui devait arriver a eu lieu. Le mouvement islamiste est bel et bien en train de se recomposer en fonction de l'évolution de ses identités. Il s'agit là, indiscutablement, d'une évolution et d'une maturation de notre paysage politique.

Gülray Cöktürk

SONDAGE

Des islamistes sur la voie de la modération

Selon un sondage effectué récemment auprès de l'électorat islamiste turc, une majorité de femmes et d'hommes de moins de 40 ans souhaitent que le parti qui succédera au Fazilet se situe davantage au centre de l'échiquier politique turc et qu'il adopte un style résolument modéré. Ces résultats devraient faire réfléchir nos censeurs, ceux qui veulent absolument interdire le port du voile. En effet, plus le niveau de l'enseignement s'améliore en Turquie, plus la tendance à la modération se renforce ! Cela signifie donc que la base électorale du Parti de la vertu n'a rien à voir avec une armée de fanatiques.

Malheureusement, en Turquie, nous n'avons jamais pensé la laïcité et la modernisation en tenant compte de facteurs sociologiques tels que l'urbanisation, les dynamiques libérales individuelles, la classe moyenne éduquée ou la communication. En effet, nous avons réduit ces notions à une idéologie officielle fondée sur une vieille loi régissant le port du couvre-chef et nous avons repoussé les jeunes étudiantes voilées qui, en voulant suivre un enseignement universitaire laïc, souhaitaient accéder à la classe moyenne ! Néanmoins, ces dynamiques sociales, qui forcent même l'Iran des mollahs au changement, annoncent clairement l'émergence en Turquie d'une société moderne très diversifiée. Taha Akyol, *Milliyet*, Istanbul

Sous couvert de lutte contre le racisme, Ankara réprime le séparatisme

STRASBOURG (Conseil Europe), 3 juil (AFP) - Les dispositions pénales permettant de lutter contre le racisme et les discriminations en Turquie sont insuffisamment appliquées et sont même dévoyées pour réprimer le séparatisme, a déploré le Conseil de l'Europe dans un rapport publié mardi.

La commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), dont une délégation s'est rendue en Turquie en novembre 2000, relève que l'article 312 du code pénal turc, qui sanctionne l'incitation publique à la haine pour des motifs liés à la classe sociale, à la race, à la religion, aux convictions ou au régime politique, "a été employé jusqu'à présent dans des cas d'incitation au séparatisme ou d'opinions fondamentalistes".

En revanche, cet article "ne semble pas être utilisé" pour sanctionner des cas de "manifestations orales, écrites ou autres, notamment à caractère antisémite, visant des groupes minoritaires de Turquie", déplore le rapport, adopté par la commission en décembre 2000.

Le rapport relève en outre que "La Turquie ne s'est pas à ce jour dotée de dispositions légales interdisant spécifiquement la discrimination raciale dans l'emploi".

La Turquie est aux prises depuis 1984, dans le sud-est du pays, à la rébellion séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le PKK a officiellement mis fin en septembre 1999 à ses activités armées, à la demande de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin 1999 pour trahison et séparatisme.



3 juillet 2001

Kurdish Parties Move To Normalize Relations

Radio Free Europe/Radio Liberty By Charles Recknagel July 5, 2001

Kurdish northern Iraq, separated from Baghdad by a U.S.- and British-patrolled no-fly zone, is showing signs of an ever-healthier economy, with new schools opening and some shopping centers larger than those in the capital. In recent months, the region's two rival Iraqi-Kurd factions have taken new steps to improve cooperation. But RFE/RL correspondent Charles Recknagel reports the two sides remain far apart on the biggest issues, including how eventually to reunite Iraqi Kurdistan under a single administration.

Prague, 5 July 2001 (RFE/RL) -- Over the past year, northern Iraq's two rival factions -- the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) -- have taken several new steps to ease tensions between them.

Last month, the two sides agreed to start a first repatriation of 40 families from KDP-controlled Arbil to PUK-controlled Sulaymaniyah. Another 32 families are to be repatriated in the opposite direction. At the same time, both parties have agreed to return property to the displaced persons whom they had previously accused of sympathizing with the other side.

The repatriation addresses what has long been one of the sorest points between northern Iraq's two ruling forces. That is: what to do about the 3,000 families -- a total of some 15,000 people -- who were turned into refugees by the fighting between the two factions.

That fighting came as the PUK, which has long controlled the eastern areas of northern Iraq along the Iranian border, and the KDP, which controls the western part along the Turkish border, waged a war for territory throughout much of the 1990s. The two sides reached an early power-sharing agreement when northern Iraq fell out of Baghdad's control in the wake of the 1991 Gulf War. But the agreement soon fell apart and the two groups battled intermittently prior to signing a U.S.-brokered accord in September 1998.

Both sides now say they hope that by accepting the return of a handful of displaced families, they can build confidence for the full return of all refugees in the coming months. In some cases, the refugees have been homeless for nearly a decade, living in garages, unfinished houses, and schools, surviving on aid handouts and by doing odd jobs.

Over the past three months, the PUK and KDP have also lifted many checkpoints guarding the frontier between them and ended requirements that businessmen and other travelers obtain permission to cross. They have also agreed to make it easier to exchange professors and members of Kurdish non-governmental organizations.

Fouad Hussein, an Iraqi Kurd academic who visits the region frequently, says all this is a sign of increasingly open dialogue between the two rival parties.

"The most important change is that there is an open dialogue between both parties and especially between both leaders of the KDP and PUK. And of course people can watch that and hear about that and see that. Both sides are emphasizing peace and emphasizing continuing talking to each other, while in the past sometimes they had negotiations but at the same time [the negotiation] was [only] for a short time and then they were attacking each other. [Now] both sides are saying we don't have any alternative except the peace process and reaching a peace agreement."

Both KDP leader Massoud Barzani and PUK leader Jalal Talibani agreed in 1998 to work toward reuniting their administrations. They also agreed to reconstitute an autonomous regional parliament, while remaining committed to Iraq's territorial integrity.

But progress toward a single administration and legislature has been slow. The two sides remain at odds over how to fully share their revenues and how to have full political representation on each other's territory. They also have been unable to agree on preparing for general elections to replace the former regional parliament, which disbanded in 1992 amid fears of renewed factional fighting.

For the moment, no elections have yet been scheduled. Both sides appear to have decided they first must reach a comprehensive peace agreement settling the outstanding disputes between them. Hussein says:

"The election is a point which must come after they reach a peace agreement and they sign that. Two high-level groups are now working on the general lines of a peace agreement, but they have got also sub-groups dealing with aspects of security, refugees, aspects of the economic situation. So, in many fields they have reached an agreement. But on how to deal with the parliament, they still are talking about that."

The general easing of tensions between the KDP and PUK comes as northern Iraq in recent years has experienced a mini-economic boom that has made it easier for both groups to live with their still-unresolved political differences. Standards of living have improved as northern Iraq -- for decades an economic backwater -- has become a crossroads for fuel trading between Baghdad and Turkey. The trading has grown into a multimillion-dollar business, with the Iraqi oil going directly into Turkey's state-supervised fuel-distribution system in violation of UN sanctions. Oil-industry analysts estimate that Turkish trucks each day bring some 100,000 barrels of petroleum products and crude oil from Iraq.

The smuggled oil, upon which the KDP levies transit taxes through its territory, has long been tolerated by the West as a price for Turkish cooperation in other areas, including hosting U.S. and British planes that patrol the no-fly zone. But in recent months, the trading has become a focus of U.S. and British proposals to levy "smarter" sanctions on Iraq, aimed at tightening border controls against smuggling.

While the KDP has profited from the fuel trading, the PUK has levied taxes on trade between Iraq and Iran and between Turkey and Iran. Much of this commerce is in smuggled consumer goods and alcoholic beverages, which are prohibited in the Islamic Republic of Iran. In addition, both the KDP and PUK administrations have benefited from the UN awarding northern Iraq 13 percent of the revenue Baghdad earns through legal oil sales under the oil-for-food program. That 13 percent is distributed outside of Baghdad's control both as humanitarian aid and in contracts to improve the area's infrastructure. The money involved has grown proportionally as Baghdad's oil revenues under the oil-for-food program have surged from \$4 billion in 1997 to \$18 billion last year.

The improved economic situation has enabled both the KDP and PUK administrations to build scores of new schools and institute compulsory education at the primary-school level. Over the past three years, many villages have acquired schoolhouses and the practice of double-shifting students -- operating morning and evening schools in the same building to accommodate an excess of students -- has ended. The region's three universities have acquired computers and there are plans to introduce computer instruction at the secondary-school level.

At the same time, the improving economy has brought growing Turkish business interest in the region. Turkish companies have invested in shops and hotels and are participating in rebuilding bridges and highways both in the KDP and PUK areas under the oil-for-food program's infrastructure contracts.

The KDP had for many years been allied with Turkey against the PUK, which in turn was allied with the rebel Turkish-Kurd PKK, or Kurdistan Workers' Party. But since Ankara's capture of PKK leader Abdullah Ocalan two and a half years ago, the PUK has also moved closer to Turkey and joined in fighting the PKK, some 2,500 of whom are in strongholds along the mountainous Iran-Iraq border.

Iran, too, has sought in recent months to expand ties with northern Iraq. While lacking Turkey's commercial appeal, it has sought to build links to both factions' areas through cultural exchanges and activities.

In one other sign that northern Iraq is increasingly becoming a more stable region, some expatriate Iraqi Kurd businessmen have also begun returning to the region from Europe. Fouad Hussein says:

"I have seen some Kurdish businessmen who are living in Europe and they have been back to invest some money there in Iraqi Kurdistan. So, that is new, actually. Because usually the Kurdish businessmen, Iraqi Kurds, were not satisfied with the political situation there and so [did not feel] encouraged to invest their money there."

Hussein says some university teachers have also returned from Europe, in another vote of confidence in the peace process. That suggests that northern Iraq already has come a long way in overcoming its factional differences -- at least in the minds of its own people -- even as a formal peace agreement still remains well over the horizon.

(Radio Free Iraq's Sami Shores contributed to this report.)

* * * * *

Turquie Violences sexuelles dans les commissariats et les prisons.

Eren contre Goliath

Sacrée juriste européen de l'année, Eren Keskin impose le droit dans un pays où justice, pouvoir et armée font aisément ménage à trois.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

Elle est debout dans une petite salle du rez-de-chaussée du palais de justice de Beyoglu Adliyesi à Istanbul. Elle a troqué le costume noir doublé de vert des avocats turcs pour une simple robe rouge à bretelles. Seule fantaisie, un bracelet de perles jaunes, rouges et vertes, discrète manière d'arborer les couleurs kurdes dans un pays où le mot même n'est pas toléré. Pour la cinquantième fois, l'avocate Eren Keskin, vice-présidente de l'Association des droits de l'homme de Turquie, était sur le banc des accusés ce vendredi 15 juin. Son crime? Avoir diffusé dans la presse un rapport médical sur les violations sexuelles subies par les Mères de la paix (femmes militant pour une solution pacifique au problème kurde) lors d'une garde à vue dans la gendarmerie de Silopi, ville du Kurdistan, du 4 au 7 octobre dernier. Que les faits dénoncés soient vrais ou pas ne semble pas importer réellement à la justice turque, le procureur n'estimant pas opportun d'entendre les « Mères » concernées qui piétinent dans le hall. Est-ce la présence d'une importante délégation étrangère (1)? Toujours est-il que le procès est rapidement reporté au 16 août sous le fallacieux prétexte de défaut de signature du ministère de la Justice (sic) sur un document.

Le fait ne trouble pas Eren Keskin. Après une conférence de presse improvisée sur les marches du Palais de Justice, la jeune femme se rend sans sourciller au local de l'Association des droits de l'homme, où elle reprend la parole devant une assemblée de familles de prisonniers, avant de s'emparer du téléphone pour préparer une réunion à Genève. Tout en révisant un dossier qu'elle doit plaider dans l'après-midi sur une personne accusée de

sympathie avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

« Quand elle est arrivée à l'association, nous avons un peu tiqué », chuchote Seyran, une jeune militante. Le khôl, qui allongeait ostensiblement son regard, la coiffure savante, le rouge vif qui redessinaient sa bouche surprenaient un milieu visiblement plus habitué à l'austérité. « Non seulement on s'y est fait, précise Seyran, mais on s'est vite aperçu que si elle ne nous ressemblait pas à l'extérieur, elle était formidable. En plus, c'est une sacrée bossue. » Effectivement, l'énergie d'Eren Keskin n'a d'égal que sa méthode et son courage. Malgré les procès et les menaces, en dépit d'un mari avocat incarcéré pour

avoir défendu Abdullah Öcalan, leader du PKK, la jeune femme ne lâche rien. Pire, elle invente sans cesse, cherche les failles d'un régime honni pour y insérer l'index qui dérangera. Ainsi, en 1997, elle ose entamer officiellement « un projet pour aider les femmes victimes de violences sexuelles par les autorités dans les prisons ou lors des gardes à vue ». Ce faisant, la militante s'attaque à un Goliath à faces de Janus. Si elle attaque de front le pouvoir, elle se heurte aussi à la société: « Non

seulement le sexe est tabou chez nous; si bien que, faute d'informations, la plupart des femmes sont bien en peine de définir ce qu'est une agression sexuelle, argumente l'avocate, mais la violence est tellement répandue, de l'école au foyer, de l'instituteur au mari, que nous l'avons intégrée, intériorisée. » **Sacrée juriste européen de l'année le 27 mai** dernier à Hambourg, Eren Keskin n'a de cesse d'user de la loi turque pour imposer le droit dans un



Arrestation lors d'une manifestation à Istanbul contre la répression militaire dans les prisons turques.

pays, où justice, pouvoir et armée font aisément ménage à trois. Mais les outils dont elle dispose sont peu adéquats. En effet, le droit turc ne reconnaît comme viol que la pénétration d'un vagin par un sexe d'homme. Dès lors, sodomie, fellation, utilisation d'objet n'existent pas. Si l'imagination du législateur laisse à désirer, l'inventivité des bourreaux est sans limite. « Une jeune femme a été mise en garde à vue durant 15 jours avec son enfant de trois ans. Non seulement les autorités ont torturé le gamin pour obtenir des noms, mais ils ont obligé à un rapport entre le fils et sa mère avant de lui brûler les mains et le dos avec des cigarettes, rapporte Eren Keskin. Mais le juge n'a pas voulu des rapports médicaux que nous lui présentions et a demandé l'examen d'un médecin légal, autrement dit officiel. Si ce dernier n'a pu que constater les tortures, il a refusé de les dater. Si bien que les gendarmes n'ont pas été inquiétés, les tortures ayant pu se dé-

rouler avant la garde à vue. » Un exemple sordide parmi les 117 dossiers que le collectif a péniblement pu rassembler. Par crainte des représailles et par peur d'un rejet familial, les témoignages sont en effet rarement spontanés. Les avocates tentent donc de détecter les cas au détour d'un article de presse ou lors des visites dans les prisons, puis essayent de convaincre les victimes de témoigner. Ce premier stade passé, l'entreprise ne fait que commencer. Il faudra ensuite trouver le juge qui accepte d'ouvrir le procès. Face aux refus ou aux acquittements, le comité se tourne vers la Cour européenne des droits

de l'homme. La procédure est longue et, sur les 25 dossiers présentés à Strasbourg, un seul a été jugé, donnant raison à Sukran Aydin et condamnant la Turquie à une amende de 8 milliards de livres turques.

Dans ce combat, Eren Keskin a besoin de soutien. Moral mais aussi matériel, notamment pour mettre en place les structures d'accueil nécessaires à ces femmes meurtries, souvent reniées par leur famille après avoir témoigné. Un peu de générosité pour armer le pot de terre contre le pot de fer.

ANGÉLIQUE SCHALLER

(1) La délégation regroupait des représentants d'organisations (Ligue des droits de l'homme, Médecins du monde, Planning familial, Syndicat des avocats de France), d'associations (Femmes solidaires, Aix Solidarité, Solidarité Liberté, Aime le Maudit) venus de Marseille, Montpellier et Paris; ainsi que le vice-président communiste du conseil général des Bouches-du-Rhône, mandaté pour représenter le PCF sur cette mission. Pour contacter le comité: proje-siddet@yahoo.com

Kurde et féministe

« Nous savons trop qu'après les révolutions les femmes sont facilement renvoyées dans les maisons. Pour empêcher cela, une seule solution: développer la conscience politique! » s'exclame Suna Parlak, directrice du Dicle Kadın Kultur Ve Sanat Merkezi, centre culturel et artistique des femmes. Si un calendrier affichant une superbe femme en tenue de combat aux côtés d'un homme déguenillé de corvée de patates a récemment été édité par le PKK

(Parti des travailleurs du Kurdistan), Suna ne s'en laisse pas conter et prépare l'avenir. Assistée d'une trentaine de bénévoles, la jeune fille multiplie les conférences sur les droits de la femme, dans les quartiers déshérités d'Istanbul, mais aussi dans d'autres villes comme Van ou Diyarbakir, à l'est du pays.

Autre facette du Dicle, l'intervention sanitaire. De femmes à femmes, ces militantes féministes tentent d'informer sur la contraception tout en luttant contre la version du

« planning familial » développée par le gouvernement turc. « Un rapport militaire stigmatisant le nombre d'enfants dans les foyers kurdes a été remis au gouvernement, explique Semra. Depuis, on nous a mentionné une centaine de cas où des femmes se seraient fait enlever les ovaires à leur insu, lors d'une hospitalisation. Cela a un nom: la stérilisation forcée. » Un difficile combat mené avec les seuls deniers collectés dans les ateliers de tapis montés par l'association.

Ankara condamnée pour le meurtre d'un Kurde par des miliciens



STRASBOURG, 10 juil (AFP) - 18h50 - La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné le gouvernement turc, mardi à Strasbourg, pour le meurtre d'un homme d'origine kurde, critiquant sévèrement "les risques qu'il y a à utiliser des volontaires civils pour des fonctions quasi policières".

Mehmet Serif Avsar avait été enlevé par sept hommes, dont cinq gardes de village (des civils), et un inconnu qui fut identifié quatre ans plus tard comme pouvant être un sergent de l'armée, actuellement en fuite à l'étranger.

Le corps de la victime avait été retrouvé le 7 mai 1994 à l'extérieur de Diyarbakir. Près de six ans plus tard, les gardes ont été condamnés l'un à vingt ans de prison pour meurtre, les autres à six ans et huit mois de prison pour séquestration.

Dans son arrêt, la Cour européenne a souligné que cette affaire mettait en lumière "les risques qu'il y a à utiliser des volontaires civils pour exécuter des fonctions quasi policières".

Il a été établi qu'à cette époque, des gardes de village étaient utilisés régulièrement pour toutes sortes d'opérations officielles, y compris l'arrestation de suspects, souligne la Cour.

Aucun contrôle n'a été exercé sur les gardes effectuant des missions en dehors du district, relèvent les juges européens. Par ailleurs, les gardes de village n'étaient pas soumis à la discipline et à la formation que subissent les gendarmes et les policiers, ce qui pouvait conduire à des abus.

La Cour européenne a alloué près de 80.000 livres sterling à la famille de la victime pour dommages moral, matériel et frais.

U.S. DEPARTMENT OF STATE Daily Press Briefing Index

Monday, July 9, 2001 BRIEFER: Richard Boucher, Spokesman

QUESTION: Thank you. Several weeks ago there were reports that the Iraqis were moving troops north towards the Kurdish areas of Iraq. Over the weekend, there was an Iraqi newspaper that is reported to have said that the Iraqis were going to take back the Kurdish areas of their country.

Do you have any reaction to this? Do you know anything more about troops movements and whether they are in any threatening posture?

MR. BOUCHER: I would have to check and see if there is anything new on troop movements. I haven't checked on that for a while. I would say that our policy remains the same, our commitment remains strong. We have operations, northern and southern watch, that prevent the Baghdad regime from using airpower to repress their people. This also provides a deterrent against Iraqi action and a warning should any action be considered. And you will remember that we have made quite clear, so-called red lines, one of which would be an Iraqi move towards the north.

So none of that has changed, and we have been quite clear on our policies on those points.

QUESTION: I just want to clarify. So if ground troops attacked Kurdish targets in the north, then US planes would strike the Iraqi troops?

MR. BOUCHER: Eli, I didn't give you an, "if A, and B, then C." It's not formulaic in that manner. We have made quite clear that we have capabilities and we have options and that should Iraq do certain things, we would respond as we determined appropriate at a time and place of our choosing.

* * * * *

Meeting Tomorrow in Suleymania to Discuss the Revitalisation of Kurdistan Parliament

Source: Ismael Zayer Al-Hayat, London-based Arabic-daily, 8th July 2001

Kurdishmedia.com (Translated) - By R. M. Ahmad

The Higher Coordination Committee between Kurdistan Democratic Party (KDP), headed by Barzany, and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), headed by Talebany, will meet tomorrow in Suleymania after good progress in the normalisation of the relationships between both Kurdish administrations. These improvements represented in the shape of returning the displaced people and demilitarisation of the contact line.

The Higher Coordination Committee established after Washington Peace Agreement of 1998 and it is expected to give new interpretation of the disagreed parts of the Washington Peace Agreement regarding the work of the Kurdistan Regional Parliament and the transitional nature of its activities during the first three months.

The last three months have seen a good improvement of relations between both parties, which helped to overcome most of the obstacles against normalisation in Kurdistan. It is expected tomorrow's agreement between both parties will complete normalisation, open their representative offices in both areas and lead to the preparation to elect a new parliament within 9 months.

* * * * *

Talabani: We Work Towards Unified Kurdistan

July 6, 2001 KurdishMedia.com

London (KurdishMedia.com) 8th July 2001: Talabani said that the PUK is working towards the unifying Kurdistan under the rule of one elected parliament and unified government, he talked to the graduation ceremony of the University of Sulemani on Tuesday. Talabani did not say whether he would press for a fresh general election. But he emphasised that the "peace campaign" will continue.

Talabani valued the cooperation between all three Kurdistan Universities, Sulemani, Salahadeen and Duhok. Away from Sulemani, the ceremony of youngest Kurdistan universities was conducted. Duhok University was established by a law from the Kurdish Parliament on 31 October 1992. This year 304 students have graduated.

* * * * *

Dahouk University holds graduation ceremony

Iraq Press July 9, 2001

Dahouk - Amid signs of increasing stability in the semi-independent Kurdish enclave in northern Iraq, the University of Dahouk held a ceremony to celebrate the graduation of 307 of its students.

The batch included 19 postgraduate students, among them a Ph.D. holder - the highest degree the university has awarded since its foundation in 1992.

The enclave, administered by rebel Kurds away from central government authority in Baghdad, is showing signs of healthier economy. New schools, shopping centers larger than those in Baghdad and infrastructure projects are being built across the region. The enclave's two main rival factions - Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - have taken serious steps to improve ties and set up a joint administration.

The growing stability and an improved economy have already lured several Kurdish university professors in Europe to take up teaching posts in the region's three universities. Most professors at Dahouk University are Kurds with degrees from Iraqi universities. The teaching staff also includes Arab professors and expatriate Kurds.

Scores of expatriate Kurdish professors attended a symposium in Arbil in April held to discuss higher education in the region. Delegates from the region's three universities - Arbil, Sulaimaniya and Dahouk - were also present

* * * * *

Oil-rich Iraq rations fuel

Iraq Press July 11, 2001

Sulaimaniya, Iraq Press, July 11 - Iraq's Oil Ministry has set a limit on the amount of fuel Iraqis can buy.

The rationing, which the ministry said was introduced to halt meddling in official fuel rates, covers kerosene, liquefied gas and gas oil.

Details on the new rationing are not available yet but it is believed the measure has been taken to set a limit on the smuggling of oil by-products to the semi-independent Kurdish enclave in the north.

The authorities encourage organized smuggling whose profits go to either state-run coffers or influential officials. But they usually fight attempts by individuals who try to cash in on the smuggling of commodities, particularly oil to Iraqi Kurdistan. The move will apparently have an adverse impact on the thousands of Iraqis engaged in the smuggling business between government-held territory and the Kurdish enclave.

Filling stations, particularly in Mosul which borders the Kurdish provinces of both Dahouk and Arbil, will be put under strict monitoring as the authorities have set a limit on the quantities of by-products they are allowed to buy and sell to the public. Meantime, senior Oil Ministry officials are said to be involved in the smuggling of fuel to Iraqi Kurdistan and last week they managed to send 27 trucks to the area. Smuggling has become the regime's major foreign cash earner as its revenues from official oil sales are deposited in a U.N.-controlled account in New York.

It is estimated that the government makes at least one billion dollars a year from illegal shipments of oil to Turkey, Syria, Jordan and other countries.

* * * * *

Sanctions on Iraq

Smart exit

CAIRO

The end of the smart sanctions

FOR once, Saddam Hussein can justly declare victory. His mortal foes, America and Britain, had been plotting to tighten the 11-year siege of his regime by making United Nations sanctions "smarter". But the threat of a Russian veto at the Security Council scuppered months of inter-continental haggling. This week, the old "dumb" sanctions were extended unchanged. The smart ones may now be sunk for good.

Iraq would, of course, prefer to see the sanctions lifted altogether. Mr Hussein's hapless people remain stuck with the UN's four-year-old oil-for-food programme (which allows Iraq to buy "humanitarian" goods with its oil money) as their only source of sustenance—plus a good bit extra, growing all the time, from government-controlled smuggling. This is not just depressing in economic terms, but morale-destroying to any Iraqi with dreams for the future. Even as his enemies were being forced into retreat, Mr Hussein's victory was tarnished by reports of two of his senior envoys to the UN asking for asylum.

The turn of events also leaves Iraq with an ever heavier debt to Russia (it already owes it something like \$8 billion, mainly for ancient arms deals). Iraq has long been wooing the Russians with promises of lucrative contracts and concessions in its oil fields. Now, as voting on smart sanctions neared, Iraq's pledge soared close to \$21 billion-worth of business, or so the Baghdad rumour-mill suggested. Whether or not that is anywhere near the truth, Russia will not have sold its veto cheap.

More happily for Iraq's rulers, the prolonging of the current system preserves the breaches they have systematically poked through the sanctions wall. The growing gaps sustain a thriving underground trade which, together with kickbacks and surcharges on some legal contracts, is by now thought to be worth about \$3 billion a year. This is still far less than the \$18 billion that Iraq earned last year from its legal oil sales. But the underground income goes straight to the Iraqi regime to spend as it will (not necessarily on the needs of ordinary Iraqis), unlike the legal money that goes into a UN-controlled escrow account and has nearly a third lopped off for war-restitution and the UN's not inconsiderable expenses.

The smuggling income, which smart sanctions were designed to cut off, gives Mr Hussein plenty of leeway to influence



Hands up for dumb sanctions

people. In particular, three of Iraq's neighbours—Turkey, Syria and Jordan—have grown dependent on its cheap oil and hungry market. Small wonder that all three voiced strong doubts over the American-British plans. Through a recently reopened pipeline, Syria is believed to be importing up to \$1 billion-worth of Iraqi oil a year at a huge discount. And in Jordan, a country that relies on Iraq for all its energy needs and a third of its exports, a recent opinion poll found 83% of respondents against taking part in smart sanctions.

Britain and America had hoped to counter such hostility by protesting that smart sanctions would both relieve the suffering of the Iraqi people and encompass mechanisms to compensate their neighbours. A main purpose of the new scheme—apart from the wish to plug the holes in dumb sanctions—was to shift the blame for Iraqi suffering away from the UN and to the Iraqi regime itself. In the words of Sir Jeremy Greenstock, Britain's envoy at the UN, "There will be no reason why Iraq cannot import a full range of civilian goods, and Iraq will have no pretext to blame the UN for the suffering of the Iraqi people. The new proposals will nail that false charge once and for all."

This public-relations exercise collapsed. Instead, a long argument developed on which civilian or dual-use goods would be subject to review by a UN monitoring committee. The bickering over details became so prolonged and intense that the principle of the new sanctions, once apparently accepted by all the veto-wielding members of the Security Council, was again questioned by Russia.

At an open council debate on the issue, Britain and America appeared isolated. Even France, which, after a falling-out of sorts with Iraq, has been backing smart sanctions, wondered how Britain could want to keep a ban on foreign investment while also claiming it wanted oil-for-food to turn into oil-for-development. The convoluted wording of the new proposal was seen to be veiling stringent and intrusive controls on trade and finance, keeping Iraq a soup kitchen, albeit a more efficient one.

Delegates from neutral countries, such as India and Malaysia, bluntly called for sanctions to be lifted rather than rejigged.

This was also the gist of a short counter-resolution tabled by Russia which returned to the first principles of the 1991 UN ceasefire resolution by saying that civilian sanctions should be dropped once the UN arms inspectors had reported that "a reinforced system of ongoing monitoring and verification in Iraq is fully deployed". But that hope remains remote so long as Iraq refuses all weapons inspections.

Russia was no doubt acting largely out of self-interest. Even so, its determination not only to stop smart sanctions, but to steal the terms of debate, captured the general mood. Most of the world, by now, is more weary of the siege of Iraq than wary of what they assume, rightly or wrongly, to be a much diminished enemy. ■

Turkey

Hardball from the Fund

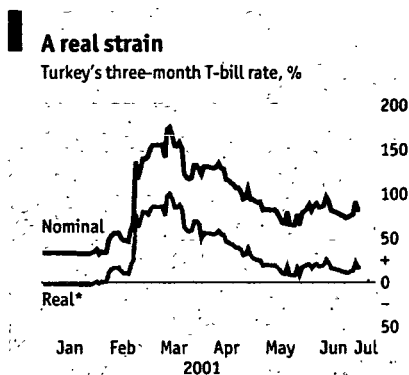
ANKARA

Turkey is playing politics with its recovery programme, says the IMF

ON JULY 2nd the International Monetary Fund said that it was delaying Turkey's next \$1.6 billion instalment of emergency funds until it was satisfied that the three-party coalition government had shown its commitment to a \$15.7 billion economic programme signed in May. The Fund's chief objection is the brazenly political colour of appointments to the board of Turk Telekom, slated for privatisation. The programme needs to get back on track, if Turkey is to avoid another bout of financial jitters.

The IMF programme had many conditions, and one was that a new board for the telecom monopoly should have professional, non-political appointees. The IMF saw the appointments—which keep the same chairman and include four Nationalist Action Party stooges—as the last straw. The World Bank followed the IMF by delaying \$1.7 billion of public-sector and agricultural loans.

Kemal Dervis, Turkey's economy minister, was in Washington, DC, this week trying to put the programme back on the



*Nominal deflated by consumer-price inflation
Sources: J.P. Morgan Chase; National statistics

rails. That seemed likely to need more changes to the Telekom board. (Mr Dervis had a fierce battle just to get two professionals, and retired military ones at that, on to the new board.) Or it would need some smart talking with the IMF's managing director, Horst Köhler. Mr Dervis, a former World Banker, is good at Washington-speak. In Ankara, though, the knives are out. His support in the cabinet is falling.

Turkey's financial markets remained fairly calm, in the belief that a compromise could be found in Washington. IMF insiders acknowledge that Turkey has made progress on other parts of the programme. At the heart of reforms is a restructuring of the banking system, which nearly collapsed during Turkey's crisis last February. State banks have since been recapitalised or merged. A first step was taken this week to close Emlak Bank, a redundant state

mortgage bank. Under-capitalised private banks, under a deposit-insurance umbrella, are being sold or closed.

The finance ministry's chief challenge is to get to grips with the burden of domestic debt, now equivalent to 79% of GDP, while capping inflation and stabilising the exchange rate. In June, the government swapped \$7.4 billion-worth of short-term domestic bonds for paper with a longer maturity, some of it indexed to the dollar exchange rate. That encouraged Turkey's big banks—which were nearly killed by short currency positions in February—to hedge their dollar liabilities with these

dollar-indexed bonds.

In return, the finance ministry expected them to show more appetite for bidding in subsequent bond auctions. Yet the banks have been reluctant—suspicious, like the IMF, that politics will stymie reform, drive up inflation and sink their newly bought bonds. Last week, the ministry had to offer bonds yielding 92% before the banks would buy them. That was seven percentage points higher than its target, which implied a real interest rate of around 18%.

Unless this programme bites, and inflation comes down, things will remain hard for Turks. "The taste has gone out of our bridge game in the local café," says a retired headmaster. Nobody takes risks in the bidding any more. The losers have to buy a round of tea, at 150,000 liras (12 cents) a glass. ■

TURQUIE Les prisonniers s'opposent à la réforme des conditions de détention depuis neuf mois

Mort d'un 28^e gréviste de la faim

Istanbul :
Éric Biegala

Ali Koç, 31 ans, s'est éteint dimanche soir à l'hôpital de Sincan, près d'Ankara. Il est la 28^e victime d'une grève de la faim poursuivie par les prisonniers d'extrême gauche pour protester contre leurs conditions d'incarcération. Si l'on ajoute les victimes du raid lancé en décembre 2000 pour faire cesser ces jeûnes, le bilan total s'élève à 60 morts, dont deux policiers. Vu la détermination des autorités et celle des grévistes, il est à craindre que l'hécatombe se poursuive.

L'affaire remonte à 1991, lorsque le gouvernement institue l'isolement pour les détenus politiques. Ceux-ci sont environ 12 000 en Turquie dont quelque 8 000 condamnés pour

liens supposés avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Pauvrement administrées, les prisons turques sont alors organisées en vastes dortoirs où les « politiques » se sont vite regroupés. Au fil des années, certains pénitenciers sont même devenus de véritables centres d'endoctrinement où les pouvoirs publics n'ont plus accès.

L'isolement ne sera pas mis en œuvre avant 2000, date à laquelle sont construites les premières prisons à cellules individuelles ou de trois personnes, dites « de type F ». Les détenus d'extrême gauche entament immédiatement protestations et grèves de la faim pour ne pas y être transférés, se disant certains d'être battus par les gardiens une fois isolés. Il est vrai que la réputation des commissariats, où de simples prévenus sont régulièrement

torturés, ne plaide pas en faveur de l'isolement.

Les Kurdes, qui forment le gros des prisonniers politiques, s'abstiennent de participer à ces actions. Ils ne seront pas inquiétés lors de l'assaut de la gendarmerie en décembre, une opération qui fait 32 victimes. A l'époque, le pouvoir affirme que la plupart d'entre elles se sont immolées par le feu. Un rapport du Comité de prévention contre la torture du Conseil de l'Europe, confirmé par une étude plus récente de médecins légistes turcs, indique au contraire que des détenus sont morts dans un incendie allumé du fait de l'action des forces de l'ordre.

Dans la foulée, environ un millier de prisonniers politiques sont transférés manu militari dans les prisons de « type F ». Selon le barreau d'Istanbul, 500 d'entre eux sont mis à

l'isolement. Aucun prisonnier « kurde » n'ayant, semble-t-il, été transféré, les avocats se demandent si un accord, au moins tacite, n'est pas intervenu entre le PKK et le pouvoir.

Du côté de l'extrême gauche, les grèves de la faim n'en continuent pas moins, les détenus demandant la fin de l'isolement. Les autorités font la sourde oreille, même si elles ont consenti certains gestes. Quelques dizaines de détenus — les plus mal en point — ont vu leurs peines suspendues pour raisons de santé. L'un d'eux est tout de même décédé jeudi dernier. Le gouvernement a également autorisé les directeurs de pénitenciers à permettre aux détenus méritants quelques activités collectives. Mais les décès se poursuivent.

Régulièrement intimidées, les médias pratiquent une auto-censure des plus efficaces et

seul le quotidien *Radikal* (libéral) évoque la situation dans ses colonnes.

Mécontent de cette couverture, le ministère de la Justice a d'ailleurs obtenu la suspension des recettes publicitaires du

quotidien pendant cinq jours au mois de juin. Dans le même temps, il autorisait les imams du directorat des affaires religieuses à exercer un ministère moral dans les pénitenciers. Le directeur de l'administration

religieuse expliquait le bien-fondé de cette assistance - facultative - du fait de la « liberté de conscience » qui doit être garantie jusque dans les prisons.

Souvent agnostiques ou de

confession alévie, les détenus politiques redoutaient depuis plusieurs semaines de telles mesures qui, selon eux, s'apparentent à de la « propagande sunnite ».

Le Monde 11 JUILLET 2001

La Commission consultative des droits de l'homme propose une « refonte globale » de la politique d'asile

Elle estime que la situation actuelle est « peu respectueuse des droits fondamentaux »

Dans un avis remis, lundi 9 juillet, à Lionel Jospin, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH) propose une « refonte globa-

le » de la politique d'asile française. Dénonçant un « système dont nombre d'aspects sont choquants sur le plan humain », elle propose la création d'une

autorité administrative à l'« indépendance totale » et un droit de recours suspensif pour les reconduites à la frontière.

UNE « REFONTE globale ». C'est ce que propose la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH) en matière de politique d'asile de la France. Dans un avis remis à Lionel Jospin lundi 9 juillet et rendu public mardi 10 juillet, l'instance consultative placée auprès du premier ministre et réunissant les représentants d'associations de défense des droits de l'homme et des administrations suggère une « profonde réforme des conditions d'exercice du droit d'asile ». Il s'agit de « substituer à un système dont nombre d'aspects sont choquants sur le plan humain et peu respectueux des droits fondamentaux » une série de mesures cohérentes permettant de donner « sa pleine dimension » au droit d'asile. La CNCNDH préconise la création d'une « autorité administrative indépendante » ad hoc.

Aux yeux de la commission, la situation actuelle de la politique d'asile n'est guère satisfaisante. Le système est « complexe », les intervenants sont trop nombreux et les délais de réponse sont trop longs, ce qui place les demandeurs d'asile dans une situation « souvent délicate ». L'avis rappelle ainsi les sévères critiques de la Cour des comptes, qui avait dénoncé le « cadre peu lisible » de cette politique, et celles du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) (*Le Monde* du 28 avril). Sur les 39 000 demandes enregistrées en l'an 2000, 30 000 ont été exami-

nées mais seuls 5 000 statuts de réfugiés ont été octroyés. « Cette situation chaotique demandait des mesures d'urgence », insiste Gérard Fellous, le secrétaire général de la commission.

Dans un premier temps, la CNCNDH met en scène ce que pourrait être une véritable réforme de l'asile. Une autorité administrative indépendante, dont les membres et le président seraient nommés par le premier ministre, serait seule compétente pour traiter à la fois les questions relatives à l'accès au territoire - notamment les zones d'attente - et les décisions d'octroi du statut de réfugié. Elle jouirait d'une « indépendance totale » et d'une dotation annuelle permettant « une autonomie budgétaire ».

La compétence de cette autorité s'exercerait « dès l'arrivée à la frontière du demandeur d'asile ». C'est à elle que les candidats adresseraient leur demande. Cette nouvelle instance remplacerait donc l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et les services spécialisés des préfectures. Le candidat à l'asile serait immédiatement informé de ses droits, bénéficierait d'un interprète « dans une langue qu'il comprend » et se verrait délivrer par le ministère de l'intérieur un titre de séjour spécifique. L'instruction de son dossier ne devrait pas excéder six mois (contre neuf à dix-huit mois en moyenne actuellement); le demandeur devrait bénéficier des

« garanties de procédure les plus fermes » : instruction contradictoire, entretien obligatoire, assistance d'un avocat. En cas de refus, l'étranger pourrait exercer un droit de recours suspensif de toute mesure de reconduite à la frontière. Autant de droits dont les demandeurs actuels sont partiellement ou totalement privés.

DES AMÉLIORATIONS IMMÉDIATES

Dans l'attente de la mise en chantier de cette réforme par le premier ministre, la CNCNDH préconise, « en tout état de cause », des améliorations immédiates. Dès son arrivée sur le territoire, le demandeur d'asile doit voir, selon la commission, sa demande de protection par l'Ofpra réellement examinée. Son maintien en zone d'attente devrait être examiné dans les mêmes délais que ceux prévus en cas de garde à vue (24 heures et non plus quatre jours, comme actuellement). Le refus d'admission doit de plus pouvoir faire l'objet d'un recours suspensif des mesures d'éloignement.

« Si le rôle des préfectures devait être maintenu », explique l'avis, une autorisation provisoire de séjour devrait être « immédiatement » remise au demandeur d'asile. La commission appelle par ailleurs l'Etat à « assumer la responsabilité de la domiciliation » des demandeurs, soit via le service public, soit en subventionnant des associations pour cette mission. Dans la procédure d'examen des dossiers des candidats à l'asile,

les mêmes garanties que celles proposées dans la réforme devraient être offertes.

La commission a souhaité également formuler des recommandations sur les conditions de vie des demandeurs d'asile, sans faire de distinction entre demandeurs d'asile conventionnel (se réclamant de la convention de Genève) ou territorial. Elle préconise ainsi le rétablissement de l'autorisation de travail six mois après la date du dépôt de la demande d'asile. Pour l'hébergement, des places en centres d'accueil spécifiques doivent être proposées pour tous les demandeurs. Quant à l'accompagnement social, la commission propose le développement de « plates-formes » où les étrangers trouveraient aide et conseils juridiques.

Enfin, constatant l'interprétation « restrictive » de la convention de Genève par les autorités françaises, ce qui conduit à la mise à l'écart d'étrangers persécutés par des forces non gouvernementales et à la multiplication du nombre de déboutés, la CNCNDH recommande la reconnaissance du statut à toute personne qui établit que « sa vie ou sa liberté est menacée dans son pays ». Dans le même élan, la commission demande l'octroi d'un titre de séjour à tout étranger débouté dont le pays fait « l'objet d'un moratoire de renvoi ».

Sylvia Zappi

July 11, 2001

Iraq says Iranian agents bombard Baghdad district

BAGHDAD (Reuters) - Iraq said on Wednesday Iranian agents fired three projectiles at a Baghdad district, wounding one person and damaging houses.

In Beirut, the Iranian-based Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) said in a statement it had fired 16 Katyusha rockets at four official sites, including a presidential palace, in the Iraqi capital.

The official Iraqi News Agency (INA), quoting a security source, said the assault targeted a residential area in the Karkh sector of Baghdad and occurred at 1 a.m. Wednesday.

"The criminals fired three 133-mm projectiles and this cowardly act...wounded one citizen and damaged some houses and property," the source said. Iraq condemned "this criminal act" and said the Iranian authorities bore responsibility for it, adding that Iraq "reserves its right to retaliate in due course."

Earlier, Qatari al-Jazeera television reported that four explosions rocked a residential area in Baghdad early on Wednesday, wounding one resident.

The SCIRI statement said its guerrillas fired 122-mm Katyushas at a presidential palace, radio and television station building, an intelligence service post and a government complex. It said it fired four rockets at each of the targets and reported direct hits. The Shi'ite Muslim group said the attack was in retaliation for repeated attacks by Baghdad authorities against religious figures and its continued oppression of the Iraqi people.

Sciri is one of the largest Iraqi opposition groups and claims to have between 4,000 and 8,000 fighters operating inside Iraq. It has vowed to topple the Iraqi government.

Tension between Iraq and Iran, at war from 1980 to 1988, has risen in the last few weeks over cross-border attacks by the Iraq-based People's Mujahideen Organization, the main exiled Iranian opposition group.

Iran has in the past retaliated to Mujahideen attacks by launching strikes against the group's positions in Iraq.

Last month, the Mujahideen rebels said they had fired rockets at four Iranian government buildings in Tehran, causing casualties and heavy damage. In April, Baghdad said Iran had fired 56 Scud missiles at camps inside Iraq belonging to the People's Mujahideen, killing two people and wounding 17 others.

* * * * *

Turkey welcomes joint missile-defense offer

Jerusalem Post By Arie O'Sullivan July, 10 2001

ANKARA (July 10) - Faced with a growing Iranian missile threat, Turkish defense officials have welcomed an Israeli offer to help set up a joint missile-defense umbrella employing the Arrow anti-ballistic system.

In a one-day visit to Turkey yesterday, Defense Minister Binyamin Ben-Eliezer said it was agreed to seek US approval to sell the Arrow anti-ballistic rockets and the powerful Green Pine radar system to Turkey. The Turks said they were keen on the idea, Israeli defense sources said.

Israeli and Turkish officials have been discussing the matter for months, but it was only publicized yesterday.

The missile shield was just one of a number of breakthroughs for lucrative defense deals the visit managed to achieve. The most promising of these is an offer to upgrade 170 Turkish M-60 tanks and co-production of the advanced Gil anti-tank rocket, defense officials said. Israel also said that the offers to sell Turkey a spy satellite as well as attack helicopters were resurrected after France and the United States blocked the transfer of military knowhow due to Turkey's alleged human rights abuses.

"The purpose of this visit is mainly to strengthen the strategic ties between both countries and to encourage joint

projects between the defense establishments," Ben-Eliezer said. The defense minister added that land forces from both Israel and Turkey would soon hold joint maneuvers.

This follows three years of joint naval maneuvers and intensive joint exercises between the two air forces.

"The air forces train together, the navies train together, and I hope that soon the land forces will also train together. This strategic cooperation is coming to life," Ben-Eliezer said.

Chief of General Staff Lt.-Gen. Shaul Mofaz is scheduled to pay a long overdue visit to Turkey on July 26. Defense ties have become so strong that the IDF recently raised the number of military attaches from one to three.

As Israel's second-most important strategic ally after the United States, Ben-Eliezer said he told his Turkish counterparts that Israel expects Iran to get hold of nuclear weapons in 2005, and Teheran has recently completed successful tests for the 1,300-km range Shihab 3 surface-to-surface missile.

"Just imagine that a nuclear weapon would be in the hands of what we call fundamentalist elements that will endanger not only Israel but in my opinion the whole of the Middle East and definitely the free world," Ben-Eliezer told reporters after his meeting with Turkey's powerful chief of staff, Gen. Huseyin Kivrikoglu.

Israel wants Turkey to purchase and deploy the Green Pine radar, the radar from the Arrow anti-ballistic missile defense system, against the Iranian threat.

But Turkey is undergoing a severe financial crisis and the lucrative multi-billion dollar defense deals that Israel had hoped to cash in on now appear frozen.

In fact, the purpose of former prime minister and defense minister Ehud Barak's trip here last August was to get negotiations back on track. But 11 months later, nothing has been decided and Israeli defense sources said that the Turkish military has not even earmarked funds for a theater missile defense system.

Still, Turkish Defense Ministry Sabahattin Cakmakoglu said the visit by Ben-Eliezer was a "stimulating point in our relations." The Turkish defense minister said the meeting yesterday "would bring a momentum to our bilateral and military relations."

Turkish officials also assured Israel that its firms had not been eliminated from at least four major tenders potentially worth over \$4 billion. The major deal is one by Israel to upgrade 170 Turkish M-60 tanks in a deal worth hundreds of millions of dollars. Israel is in competition with the US-based General Dynamics. Later this week, a delegation of Israeli experts on the tank upgrade will be coming to Turkey to talk price.

A second offer made by Israel was to jointly develop and produce the Gil anti-tank rocket. In a bid to sweeten its offers, Israel has proposed to Ankara that they then sell the Gil to a third country, senior Israeli defense officials said. Another project resurrected during Ben-Eliezer's visit was the military intelligence satellite based on the Israeli Ofek 3.

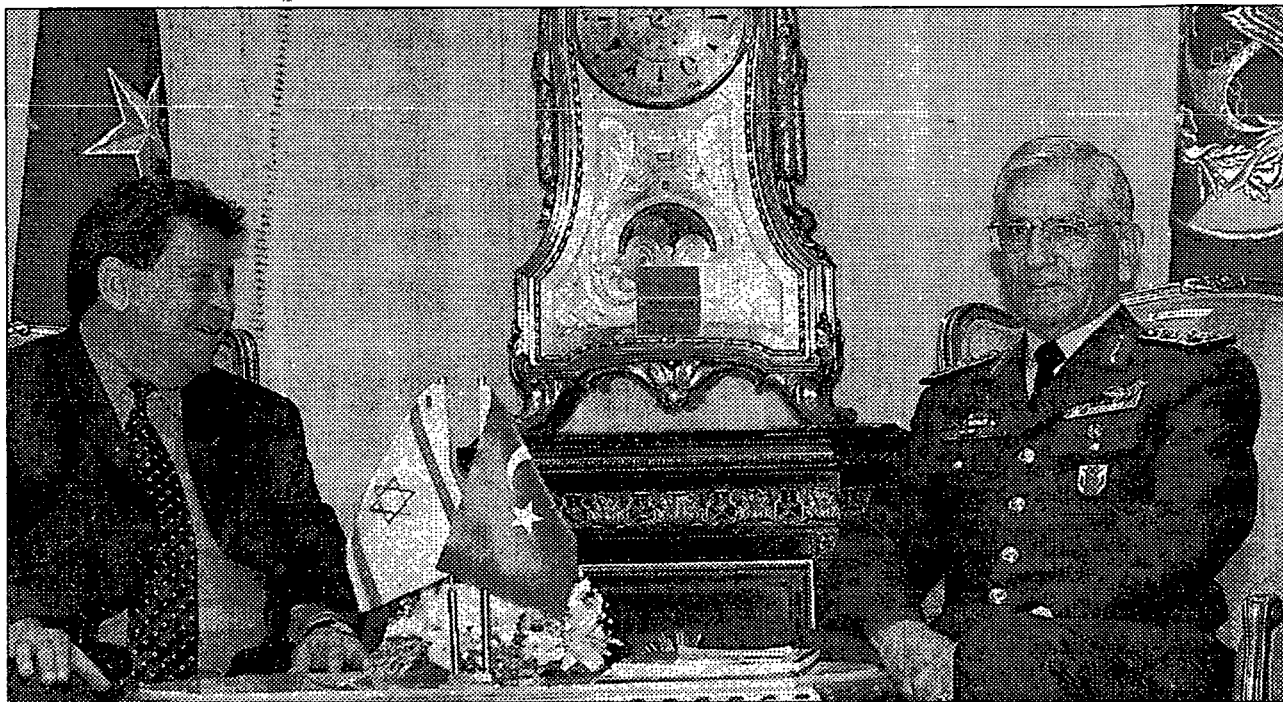
France won the bidding on that deal last year, but Turkey canceled that agreement in retaliation for France's accusations that Turkey committed genocide against the Armenians. Israel Aircraft Industries is expected to resubmit its offer, worth some \$270 million, when the tender is reopened.

The final deal involves a joint venture with Russia to sell Turkey 145 attack helicopters in a deal worth about \$1.5 billion. Turkey had already announced it chose the US-based Bell firm, but has kept the Russian-Israeli consortium as the secondoption should Congress refuse the transfer of technology licenses to Turkey. There are indications that this may happen. "I am not the man who came to sign deals now," Ben-Eliezer said.

But in closed-door meetings, the defense minister, accompanied by top defense officials, reviewed the \$1 billion in defense deals already made with Turkey and went into details over the items on the agenda now.

"Having this giant country behind us not only as our friends, but as a strategic supporter is a great asset," Ben-Eliezer said.

* * * * *



Burhan Ozbilic/The Associated Press

MILITARY TALKS — The Israeli defense minister, Benjamin Ben-Eliezer, left, meeting with the Turkish chief of staff, General Huséyin Kivrikoglu in Ankara on Monday. They reviewed the growing ties between the two armies.

Turks and Armenians Seek to Reconcile

By Douglas Frantz
New York Times Service

ISTANBUL — Prominent private citizens from Armenia and Turkey, including former government officials, put the final touches on Monday to a reconciliation commission intended to open the way for a new era in relations between two neighboring countries divided by nearly a century of conflict and hatred.

The participants have been meeting discreetly for many months. On Monday they spoke for the first time publicly about an effort that is likely to evoke strong reactions among Turks and Armenians worldwide.

The private Turkish-Armenian Reconciliation Commission is trying to foster cooperation and communication that will lead to direct talks between the governments of Armenia and Turkey.

"This is not a substitute for what the Turkish and Armenian governments must do, but it can contribute momentum and develop recommendations," David Phillips, an American who teaches conflict-prevention at the Diplomatic Academy of Vienna, said in a telephone interview from Geneva, where he moderated Monday's meeting.

Turkey broke diplomatic relations and closed its border with Armenia almost a decade ago, after war broke out between Armenia and Azerbaijan, a tra-

ditional ally of Turkey's. The deeper division, however, is rooted in the dying days of the Ottoman empire.

By most historical accounts, the Ottomans killed more than a million Armenians between 1915 and 1923 in a concerted effort to eliminate the Armenian population from what is now Turkey. Armenians have waged an international campaign to have the events recognized as genocide.

Turkish officials reject calling the killings genocide. They dispute the number killed and the circumstances. In a recent government publication, Turkey said there were far fewer deaths and that Turks were also killed when Armenians rebelled against the Ottoman government.

The 10-member commission will not attempt to determine the validity of either position. Instead, it will explore ways to bridge gaps that have arisen over the intervening decades, participants said.

"The intent is not to find what the truth is, but it is to open new horizons for the future and enhance mutual understanding," Ozdem Sanberk, the executive director of a private foundation in Istanbul and a former Turkish ambassador to Britain, said before leaving for the meeting.

Alexander Arzoumanian, the chairman of the main opposition party in Armenia and a former foreign minister, said the commission offered a chance to

overcome past conflicts by opening a dialogue. "What we need is to have people talk about the past," he said from Geneva.

Several commission members said initial suspicions and wariness among members gave way to an encouraging degree of cooperation and understanding. But they said uncertainties remained, including how the public will react to the commission.

"I'm sure there are people who will give us a chance, and people who are interested in keeping the situation the way it has been," Van Krikorian, a lawyer from New York and the chairman of the Armenian Assembly of America, the largest Armenian-American advocacy group, said from Geneva. "It may crash and burn."

Armenian-Americans are among the harshest critics of Turkey's treatment of Armenians, but Mr. Krikorian said he expected the majority to welcome direct dialogue between the parties.

One of the biggest challenges, according to some members, will be persuading Turks and Armenians to recognize their starkly different psychological interpretations of what happened from after 1915.

Vamik Volkan, a commission member and psychiatry professor at the University of Virginia, said the killing of forebears by Turks was now part of the identity of most Armenians, but Turks were taught little about the events.

Mesure de rétorsion irakienne à l'encontre de la France

9 juillet 2001 BAGDAD, Irak (AP) -- Le ministre irakien du Commerce, Mehdi Saleh, a annoncé lundi que Bagdad ne considérerait plus la France comme un partenaire commercial privilégié puisque Paris soutient la proposition britannique de révision des sanctions imposées depuis onze ans à l'Irak.

"La France n'aura pas la priorité dans les contrats commerciaux avec l'Irak à l'avenir", a déclaré le ministre à l'occasion de l'inauguration d'une zone franche à la frontière entre l'Irak et la Syrie.

La France et la Russie sont considérées comme les deux principaux partenaires commerciaux de l'Irak depuis au moins 30 ans et bénéficient d'une priorité dans les contrats de construction et d'exploitation pétrolière. Mais le président Saddam Hussein a décidé de punir les pays qui soutiendraient la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et de récompenser les autres. AP

Les kurdes demandent à avoir une mosquée pour les sunnites à Téhéran



TEHERAN, 10 juil (AFP) - 8h57 - Deux députés représentants de la communauté kurde d'Iran au Parlement (Majlis), ont demandé au Guide de la république islamique l'ayatollah Ali Khamenei d'autoriser la construction d'une mosquée pour leur minorité sunnite à Téhéran.

"Nous demandons à notre cher Guide d'autoriser la construction d'une mosquée à Téhéran pour les kurdes sunnites", a affirmé mardi devant le Parlement Rahman Behmanech, député de Mahabad, ville kurde située dans la province iranienne de l'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest de l'Iran).

Un autre député, Hassel Dasseh, élu de la ville de Piranchah et de Sardacht (nord-ouest), avait formulé le même souhait dimanche devant le Majlis.

Les deux députés ont demandé la levée des restrictions, auxquelles les membres du clergé sunnite kurde sont soumises, selon eux, par rapport aux religieux chiïtes.

L'Iran, pays de plus de 62 millions d'habitants, est à 95% chiïtes.

Les députés kurdes dénoncent régulièrement ce qu'ils appellent "campagne de répression et l'interdiction de culte" dont est victime la minorité kurde sunnite en Iran qui compte environ 6 millions de personnes.

En février dernier et pour la première fois, un Institut culturel pour la minorité kurde d'Iran a été inauguré à Téhéran à l'initiative des députés kurdes.

Au lendemain de la Révolution islamique de 1979, un soulèvement kurde, toutes tendances politiques confondues, avait été maté par l'armée et les Pasdaran (Gardiens de la Révolution) et les partis représentant cette minorité, en particulier le PDKI et le Komeleh communiste, avaient été interdits.

Arrestation en Allemagne d'un haut responsable présumé du PKK



KARLSRUHE (Allemagne), 11 juil (AFP) - 14h39 - Un haut responsable présumé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été arrêté lundi à Bochum (ouest), a indiqué mercredi le Parquet fédéral.

Un Kurde de nationalité turque âgé de 44 ans, dont le nom n'a pas été communiqué, est soupçonné d'appartenance à une organisation terroriste formée au sein du PKK et dont les membres ont tué plusieurs "traîtres" et seraient à l'origine de plusieurs incidents criminels contre des établissements turcs et allemands.

Selon les enquêteurs, l'homme arrêté, condamné à trois ans de prison en 1998 pour avoir commis des crimes en 1996, aurait, dès sa libération en février 2000, pris la tête de la région centre, qui regroupe notamment les villes de Cologne, Duesseldorf et Bonn.

Le PKK est interdit depuis 1993 en Allemagne, à la suite d'une vague d'attentats terroristes contre des intérêts turcs et allemands dans le pays. Depuis août 1996 toutefois, les autorités le considèrent comme une organisation criminelle et non plus comme une organisation terroriste.

Polémique autour d'une photo iranienne anonyme

Deux photographes s'indignent que cette image au destin tragique, montrant des Kurdes fusillés, soit absente de l'exposition « Regards persans »

L'IMAGE est terrible. Son auteur est anonyme mais il obtint le prix Pulitzer en 1979 pour ce document en noir et blanc, pris quelques mois après la révolution iranienne. Une dizaine de rebelles kurdes, les yeux masqués par un bandeau blanc, tombent sous les balles d'un peloton d'exécution, à l'aéroport de Sanandaj, le chef-lieu de la province du Kurdistan. Des hommes sont encore debout, d'autres s'affaissent. Cette photo aurait pu - aurait dû ? - figurer dans l'exposition « Regards persans. Iran, une révolution photographique », que la Ville de Paris présente à l'Espace Electra.

Elle n'y est pas, et la polémique surgit. Car le destin de l'image est également tragique. Six prises de vue sont faites. Une image paraît le lendemain en « une » d'*Etelaat*, le quotidien du soir de Téhéran, déchaînant la colère de l'ayatollah Khomeiny. Les négatifs sortent d'Iran, et les tirages sont publiés à 2 000 reprises dans la presse internationale ; certains sont placardés sur les murs des grandes villes iraniennes. Mahmoud Abkhoran, un jeune soldat, photographe amateur, réalise d'autres images de l'exécution. Il les cache, ne les publie pas. Engagé volontaire dans la guerre contre l'Irak, il est repéré par un gardien de la Révolution, et fusillé en octobre 1980.

Pour « rappeler cette mémoire », deux frères iraniens installés à Paris, Reza et Manoocher Deghati, qui font partie des quarante-cinq photographes et vidéastes présents dans l'exposition parisienne, ont voulu montrer le document oublié. « Son auteur sait qu'un photographe amateur a été exécuté à sa place, par erreur », ajoute Reza Deghati. Devant le refus des organisateurs d'exposer le document, les frères ont demandé par lettre, le 2 juillet,

« d'enlever [leurs] images et noms du catalogue et de décrocher l'ensemble de [leurs] photographies ».

Reza Deghati, coloriste réputé, publie dans le *National Geographic* et vient de réaliser un film sur le commandant Massoud, en Afghanistan. Manoocher Deghati, qui regrette aussi de ne pas avoir pu montrer une photo qu'il a prise de pendaisons publiques, en 1980, à Téhéran, travaille pour l'AFP. Leur réputation est internationale.

COMMISSAIRE ABASOURDIE

Constatant que l'ambassadeur d'Iran en France assistait au vernissage, que des sponsors comme Iran Air étaient présents, les photographes accusent le régime iranien « d'être derrière cette censure. Or nul ne peut oublier le nombre de journaux fermés, de journalistes, penseurs, écrivains emprisonnés, disparus, assassinés ». Ainsi, le journaliste Morteza Firouzi, ancien rédacteur en chef du journal réformateur *Iran*



MAZDAKWEBISTAN

« Son auteur sait qu'un photographe amateur a été exécuté à sa place par erreur », dit le photographe Reza Deghati.

News, a été libéré, tout en restant sous contrôle judiciaire, après quatre ans de prison pour « espionnage », a rapporté, le 9 juillet, l'agence iranienne Irna.

Michket Krifa, la commissaire de l'exposition, installée à Paris, est abasourdie. « Je n'ai reçu aucune pression d'Iran. Je suis libre, cette exposition est libre ! » Elle affirme que les sponsors ne concernent pas son exposition, qui sera présentée en octobre au Musée d'art contemporain de Téhéran. Aurait-elle pu y montrer ces photos d'exécution ? « Je ne sais pas. Mais je n'en veux pas ! Je ne veux pas montrer du photojournalisme brut mais des auteurs, des photos esthétiquement belles. Je ne fais pas de politique et en même temps, je montre des photos de jeunes

drogués, de solitude ou de mélancolie. Je n'ai pas l'impression de faire un cadeau au régime iranien. Il me semble plus fort de traduire une violence sans montrer du sang. »

Michket Krifa accuse Reza et Manoocher Deghati de « faire leur show, d'attirer la couverture à eux ». Ceux-ci ont accepté de participer à l'exposition, sont venus au vernissage, ont posé sur une photo de groupe. C'est après avoir vu le résultat final qu'ils ont changé d'avis, posant une question de fond : « Michket Krifa ne voulait pas de photos dures. On ne peut pas parler de l'Iran sans photos dures quand on sait ce que ce régime et quand la révolution et la guerre ont fait un million de morts. »

Michel Guerrin

Révolution de l'image à Téhéran

REGARDS PERSANS, IRAN, UNE RÉVOLUTION PHOTOGRAPHIQUE, Espace EDF Electra, 6, rue Récamier, Paris-7^e. M^o Sèvres-Babylone. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 19 heures. Tél. : 01-53-63-23-45. 15 F et 30 F (2,3 € et 4,6 €). Jusqu'au 31 août. Catalogue, éd. Paris Musées, 176 p., 245 F (37,35 €).

En Iran, la révolution islamique fut aussi photographique. Dès les premières émeutes, en 1979, les agences diffusent les images d'Abbas ou de Kaveh Golestan. Le photojournalisme acquiert ses lettres de noblesse, marquant un tournant dans l'histoire de la photo en Iran. La fascination des Iraniens pour l'image se confirme : elle est étudiée à l'université - plus de 1 500 étudiants aujourd'hui -, permet d'explorer des voies plastiques et garde un regard incisif sur la société. L'exposition « Regards persans. Iran, une révolution photographi-

que » célèbre à travers quarante-cinq photographes et vidéastes, vivant en Iran ou en exil, un dynamisme ignoré en Occident et sous-estimé en Iran.

Dans les films iraniens, de nombreux personnages de jeunes femmes photographes, artistes ou journalistes symbolisent la modernité. De fait, les femmes, qui représentent 60 % des étudiants en photographie, partagent équitablement les murs de l'Espace Electra. Dès l'entrée, Isabelle Eshraghi donne le ton avec *Les Filles de l'an 2000*. Dans l'ensemble, les jeunes photographes portent un regard ethnographique sur leur société, comme Peyman Hooshmandzadeh, qui fréquente les lutteurs traditionnels, ou Behrouz Mehri, qui entrebâille la porte des prisons avec *Les Laissés-pour-compte*.

L'humour, très présent dans la presse, au prix parfois de lourdes condamnations, traverse l'exposition, des fresques murales de dirigeants enturbannés prises par

Jamshid Bayrami, aux photos de Shadi Ghadirian de jeunes femmes en costume qadjars avec une sono à la main. L'humour gagne aussi les installations vidéo de Ghazel, qui incarne le dynamisme de la jeunesse. Comme beaucoup, elle commence par des expositions underground d'installations éphémères, puis expose dans l'une des nombreuses galeries qui fleurissent à Téhéran. Pour elle, « la plus grande difficulté ne vient pas de la censure, mais de l'hostilité du public pour les installations ».

VICTIMES ET MARTYRS

Révéillé par la révolution, le photojournalisme s'enracine avec la guerre Iran-Irak (1980-1988). Les dirigeants transforment les victimes en martyrs, adaptant la tradition iconographique chiite glorifiant le sacrifice. Mohamad Islami Rad témoigne de ces mises en scène macabres avec des portraits des soldats au cœur de tulipes qui recueillent le sang des martyrs. Manoocher photographie la fontaine de sang du cimetière des

martyrs de Téhéran, quand, plus sobre, Saïd Jambozorghî montre le torse d'un soldat inconnu, identifié soixante jours après sa mort, un portrait de Khomeïny épingle sur la poitrine. Une des forces de l'exposition est de soulever la complexité des représentations de la guerre et de

mettre en évidence combien la perception d'une même image évolue avec le temps.

Ainsi, l'icône de martyr n'est plus glorificatrice mais accusatrice. Les photos des émeutes étudiantes de 1999 répondent aux images de 1979, inscrivant une continuité esthétique et politique entre les générations

révoltées. Le commissaire iranien de l'exposition, Seïfollah Samadlian, rédacteur en chef de la revue *Tassvir* (20 000 exemplaires), insiste sur cette continuité. Seule *Tassvir* avait osé publier des photographes réfugiés à l'étranger. Dans deux mois, ces derniers seront pour la première fois exposés en Iran. Les temps ont chan-

gés. « Notre objectif est de faire découvrir aux dirigeants culturels et au public iranien le dynamisme et le talent de la création photographique en Iran, à l'égal du cinéma internationalement reconnu », explique Seïfollah Samadlian.

Agnès Devictor

L'impasse de la grève de la faim des détenus turcs

Après 28 morts, l'extrême gauche se mobilise.

Istanbul de notre correspondant

Les grèves de la faim jusqu'à la mort des détenus de l'extrême gauche armée sont entrées hier dans leur 266^e jour, et la majorité de l'opinion publique turque continue à garder le silence. Le bilan de ce mouvement d'une durée sans précédent s'élève pourtant déjà à 60 morts, dont 2 gendarmes: 32 détenus qui avaient cessé de s'alimenter ont été tués pendant l'assaut sanglant lancé contre 20 prisons, le 19 décembre 2000. Depuis, 28 grévistes de la faim ont succombé, malgré la prise de vitamines et d'eau sucrée pour tenir plus longtemps. Une quarantaine d'autres seraient dans un état critique, selon l'Association des droits de l'homme, qui, soutenue par une vingtaine de partis de gauche et d'organisations professionnelles, appelle à une manifestation dimanche à Istanbul pour briser le mur du silence.

Fin des dortoirs. Le ministère de la Justice refuse toujours tout dialogue avec les grévistes, considérés comme des «terroristes», qui poursuivent leur mouvement dans les prisons de «type F», soit des cellules pour 1 ou 3 personnes. Les grèves de la faim illimitées avaient commencé à l'automne pour bloquer la création de ces quartiers de haute sécurité pour les détenus accusés de terrorisme ou condamnés à de longues peines.

Quelque 10 000 prisonniers politiques, en majorité des Kurdes accusés d'appartenir au PKK (Parti des travailleurs), purgent ainsi leur peine dans



Portraits de détenus grévistes brandis à Ankara, le 9 juillet.

plus de 40 prisons du pays. «Les cellules de type F signifient l'isolement, la torture et la mort en silence», clament les prisonniers de l'extrême gauche, les associations de parents des détenus et celles des droits de l'homme. «Les Turcs n'aiment pas la vie solitaire, ils veulent être toujours en groupe, en communauté», disent également les psychosociologues. Les autorités avaient décidé de supprimer le système des cellules-dortoirs abritant jusqu'à 200 prisonniers, qui favorisait le contrôle des groupes terroristes ou des mafias sur les détenus. Le Premier ministre Ecevit parlait de «libérer les terroristes

de leur propre terrorisme».

Les grévistes et leurs défenseurs ont néanmoins marqué un point important à la suite de la publication par le quotidien *Radikal* (centre gauche, 50 000 exemplaires) du rapport officiel des médecins légistes sur les victimes de l'assaut du 19 décembre. Ce rapport confirme les témoignages des détenus, dont six ont été tués par balles. Les autres seraient morts asphyxiés. Il contredit sur de nombreux points la version officielle, selon laquelle les prisonniers s'étaient immolés après avoir résisté avec des armes à feu.

Le mouvement est plus que jamais dans l'impasse. Les prisonniers veulent que les autorités négocient avec eux. Cette revendication est approuvée par Daniel Cohn-Bendit, coprésident de la commission mixte Turquie-Conseil de l'Europe, qui, au début du mois de juillet, s'était rendu dans les prisons de type F. Il avait dénoncé «la mentalité rétrograde voire stalinienne des organisations d'extrême gauche turque», mais avait aussi qualifié de «terrible» le régime carcéral des prisons de type F.

Impasse. Le DHKP-C (Front-Parti révolutionnaire de la libération populaire), organisation d'extrême gauche interdite qui prône la guérilla urbaine, est la principale formation qui dirige le mouvement. Les spécialistes estiment que cette organisation est en déclin, et que la majorité de ses militants est en prison ou en Europe. Le dogmatisme de DHKP-C empêcherait plusieurs organisations de gauche ou kurdes ainsi que des personnalités politiques de soutenir le mouvement.

«A court terme, personne ne voit de solution. Car les deux parties, le gouvernement et les prisonniers, en particulier le gouvernement, ne semblent pas être assez flexibles pour empêcher de nouvelles morts», estime un journaliste qui avait servi sans succès d'intermédiaire entre le ministre de la Justice et les prisonniers. Mais il veut croire que «l'Europe devra intervenir plus activement pour pousser le gouvernement à trouver une solution» ●

RAGIP DURAN

MP complains of "discrimination" against Iranian Kurds

July 10, 2001 IRNA

Tehran, July 10, IRNA -- An MP from western city of Mahabad Rahman Behmanesh here Tuesday complained of alleged discrimination against Iranian Kurds, saying they were being neglected when it came to the allocation of the state budget for national reconstruction.

The deputy from the border city with Turkey in the West Azarbaijan province also slammed what he called "biased and self-interested appointment" of officials and the tendency not to use local people at the head of state organizations in Kurdish areas. "The Kurdish people are disfavored from political, economic and civic point of view and forgotten in the development process," he said during a speech at the open session of the parliament.

The MP also asked Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei to see to "the improvement of Sunni clerics' conditions" and those of Sunni seminaries.

Behmanesh also appealed for a general amnesty from the Supreme Leader for Iranians exiles "who liked to return to the country." Kurds, said to be of Aryan descent which the majority Persians in Iran have their roots in, constitute six percent of about 63 million population of the country.

Most of them are Sunni in the Shia majority country and are given equal rights in the Islamic Republic's constitution.

Iranian Kurds are mostly located in mountainous areas in western Iran, neighboring Turkey and Iraq. There are other ethnic groups in the country, mostly Azaris who number more than 20 million, as well as Turkmen, Arabs, Baluchis, Armenians and nomadic groups.

There are also small communities of Christians, Jews and Zoroastrians in the country, each having representatives in the Iranian parliament.

Surrounded by ethnic strife and separatism in neighboring Turkey, Iraq, Afghanistan and the Caucasus, Iran has remained immune to unrest among its patchwork of Azeri, Kurdish, Baluchi, Turkmen and Arab minorities as well as other minorities.

The Islamic Republic however has successfully united its ethnic groups in Islam.

"Let me express one sentence to you in your own sweet language," Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei, an Azari from northwest Iran, said in a speech in his home region last year.

"The Turk and the non-Turk peoples of Iran are all brothers, Muslims and devoted to the Islamic system in Iran," he said in Azari.

* * * * *

Commemorating Dr. Ghassemlou's Martyrdom and the Loss of Kak Salam Azizi

July 13, 2001 Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI)

Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) in the period of its 56 years of struggling history has left behind many vulnerable stages. Hard and difficult struggle filled with strained circumstances, heaped up with sudden events and unpleasant tragedies. In the past, the despotism of monarchy, and in this period the reactionary regime of Islamic Republic's oppression have continuously been waging on our Party as a disturbing nightmare. These regimes have not withheld from any inhumane plans and actions for the elimination of our Party leadership, surrendering its members, and to put an end to its political and organizational history.

Qazi Mohammad who was the founder, and the leader of PDKI, and the establisher of the Kurdistan Republic was hanged on March 30, 1947 on the order of Mohammad Reza Shah, only with the offense that he had lived for the Kurds, and had been in the service of his national aspirations. No doubt, the unpleasant tragedy of July 13, 1989 too was not only painful that it will never vanish from the memory of the Kurds, but it also afflicted and touched upon the hearts of democratic liberation activists, and defendants of human rights globally.

It was in this day, that Dr. Ghassemlou, the Secretary-general of our Party, and Abdullah Ghaderi-Azar, member of the Central Committee and the official representative of the Party in Europe, were assassinated in the city of Vienna by the terrorists of Islamic Republic. A plan that the regime's mercenaries had drafted in the name of negotiation ended with the assassination of Dr. Ghassemlou and his comrades. Regime's authorities had hoped to achieve from this terror the demise of our Party, the disappointment of the people of Kurdistan in their just cause that the PDKI had been leading.

Dr. Ghassemlou was a talented and a capable personality of our Party. Within the organization and the Kurdish community, he was a popular and a well-respected individual. He was not only a charismatic leader within the Kurds, but he was also known as a knowledgeable individual in diplomacy and a messenger of peace and dialogue in the world of politics, in international community, and democratic organizations, and his global fame emanated from these characteristics.

Ghassemlou's mission to lead PDKI dates back to 1950. When he started to perform this mission, from PDKI had remained a big name, but a destroyed city. It was because of his leading role that the political-organizational structure of the Party was redrawn from the start, and was organized based on a modern platform that was reflective of the contemporary conditions of struggle, and a developed programme and charter for the Party was proposed. After these changes, absolutism was abolished in the Party forever; internal democracy flourished; meetings, conferences and conventions took place; the leadership of the Party was elected from these conferences and conventions; collective cooperative activities proliferated; the principle of criticism --aimed at eliminating shortages and solving difficulties-- and development was given top priority; education and training of members with organizational courage, and struggle in the direction of raising their level of political-organizational knowledge spread, and organization became the most important weapon of political activeness.

The thesis of living Ghassemlou on healthy internal relations were blended with mutual understanding and friendship; not only the borders between accountability and friendship did not fall and were not disrupted, but also each on its own place was respected. The circumstances were changed in a way that the member of the Party from the top of the pyramid to its bases, transformed to the members of a family. The effects of such changes on the members were so drastic that they considered the Party theirs, and were extremely active in preserving their Party personality.

Dr. Ghassemlou theorized the Party's relations with the Kurdish organizations and parties in a way that the layout of these relations should be analyzed as a historical necessity, and established on the basis of mutual respect and non-intervention in each other's affairs, and most importantly no Kurdish organization should allow itself to establish regional and international relations with countries on behalf of another organization.

Ghassemlou believed in the unity of the Kurdish nation. It was from this perspective that he published "Kurdistan and Kurds". However, his world understanding of the Kurdish issues was very realistic. He had felt all the obstacles that had been created by the sensitive geographical location of Kurdistan. He would critically analyze the level of capability and power of the international forces in the Middle East region. In this analysis it was important that between "national interest" and "political consideration", he had chosen "the possible". This thesis was followed by the synthesis slogan of "Democracy for Iran, Autonomy for Kurdistan", a slogan that has still remained as the strategic slogan of the Party, and has gathered members and sympathizers under its umbrella.

Ghassemlou observed a special dialectical relationship between "national democracy" and "regional autonomy", and identified a precise and logical relationship method that the Party developed with national Iranian organizations. These relations were rooted on the basis of finding common grounds and mutual respect, and the avoidance of any emerging hegemonic force. Those segment of organizations and national parties that respected democracy and the rights of oppressed nationalities of Iran were placed on the front ranks of the organizations that the Party should establish relations with, and it was meant that these relations should be strategic and long-term. PDKI in this respect also attained many important achievements. Its prestige increased day by day among the popular masses of Iran and other democratic political personalities and nation-wide organizations. The political-organizational capability and credit of the Party in regards to the destiny of Iranian political alternative has reached a scale that any national or united democratic or progressive front in Iran without the cooperation or participation of PDKI is considered weak and incomplete.

Ghassemlou's thesis in regards to the presence of the Party in international gatherings and communities was also very effective and decisive. Previously, if there existed any relationships between our Party and the inter-

national groups and organizations, it was not reflective of our Party's resistance circumstances and conditions. It was Ghassemlou who with experience and awareness of the culture and politics of Eastern and Western European countries, cleverly and masterly strived on these matters and experimented many ways, and showed to the world a real image of a democrat; it reached a stage that now mainly as a result of his non-top struggle, PDKI has been admitted to the ranks of Socialist International as a member to carry across the just demands of the Kurds in Iranian Kurdistan to the world via this universal tribune.

Ghassemlou had dedicated the last 20 years of his life serving Party objectives. He was himself a school of humanity, national sentiment, and performance of Party affairs. The change that he brought into the Party organism was so effective, dynamic, and appropriate that after his martyrdom left behind a strong, firm Democratic Party with many experiences. The precious lessons and advices that the companions of Democrat had learned from the school of Ghassemlou, had brought them about in a way that they had remained in the stage of struggle with a firm belief and a courage more than before; by keeping the ranks of the Party united, they remained faithful to the path of development, and did not allow the anti-ethnic regime, the Islamic Republic to carry out its polluted objectives.

As we look into the month of July, and turn the daily pages of this month, we see that aside from the tragic event of July 13, 1989, we have also encountered another doleful event in 15 July 1999, and sadness and mourning has hurt the hearts of our democratic comrades once more. It was the sudden death of our valued comrade, Sayid Salam Azizi, member of Politburo of the Party. In this day, his heart stopped due to a sudden illness and this striving comrade bid farewell with his companions.

Comrade Salam Azizi was a real democrat and one of the loyal students of Dr. Ghassemlou. He too had dedicated the last two decades of his life to fight and struggle in the ranks of PDKI. In the direction of serving his objectives, he left aside his personal life, abandoned his post and state appointment, and joined the fighting force of the Party, and as a devoted and a fighting comrade dedicated all his capabilities and knowledge to perform his Party responsibilities. Truthfulness, merit, ingeniousness, firmness were some of the eminent social characteristics of Kak Salam that assisted him in this leadership role. He was elected as a member of Politburo for 10 years, and in this important and honourable post carried out his duties. Kak Salam was a public figure, and an extremely successful family man. He was very respected by all those who had close contact with him. Kak Salam was one of the most important assets of the Party and an energetic PDKI cadre. With his death, PDKI endured a heavy loss to its organizational structure. It has only been the courage and the sacrifices of children of Democrat who have been able to compensate the loss of this comrade and appeased the painful hearts of family and friends.

In the 12th anniversary of the assassination of Dr. Ghassemlou, and the 2nd anniversary of the absence of Kak Sayid Salam Azizi, comrades and co-fighters, along with a authentic and faithful praising to the spirits of these two live leaders, we renew our promise with their virtuous souls and the popular masses of Kurdistan that we remain the continuous followers of their proud path until the realization of their holy objectives, and the slogan of "victory or death" will remain as the lighthouse of our struggle.

* * * * *

Turkey cited for unfair trial of Kurdish deputy Leyla Zana

AFP July 17, 2001

STRASBOURG, July 17 (AFP) - 17h46 - The European Court of Human Rights ruled Tuesday that jailed Kurdish former deputy Leyla Zana and three other ex-members of parliament had received an unfair trial in Turkey.

The four were sentenced to 15 years in prison by the Ankara State Court in 1994 for separatist activities and links to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) of Abdullah Ocalan. The PKK took up arms against Ankara in 1984 for Kurdish self-rule in the predominantly Kurdish southeast.

The court ruled Tuesday there had been a violation of article 6 of the European Convention on Human Rights because the Ankara court, which included a military judge, was not "an independent and impartial tribunal."

"The court further held, unanimously, that the applicants' rights ... had been violated, in that they were not informed in time of modifications to the charges against them and that they had not been able to have key witnesses questioned," a statement from the court said.

In their petition, the four had complained that they were convicted of "putting forward, as parliamentarians, the views of the Kurdish population in Turkey and of having developed peaceful solutions to the Kurdish problem."

The court, in a unanimous decision, ordered that each plaintiff receive 25,000 dollars (29,400 euros) in damages and 10,000 dollars in expenses. The court decided not to rule on other complaints from the four related to freedom of expression, freedom of association and the ban on discrimination.

Diplomatic sources said the ruling could lead the 43-member Council of Europe to demand a review of the cases of Zana, Selim Sadak, Hatip Dicle and Ohran Dogan, that could result in their release from jail.

All four were members of parliament and belonged to the now-defunct Democracy Party (DEP). Zana, who is currently in Ulucanlar prison in Ankara where she has been visited several times by European parliamentarians, received the European Parliament's Sakharov freedom of thought award while in prison in 1995.

The DEP's 15 members of parliament, among them Zana, entered parliament on a social democratic ticket in 1991 and caused an uproar by taking their oaths in Kurdish instead of Turkish, the official language.

Three years later, the party was banned with some of its administrators being sentenced to jail for collaborating with the PKK and some fleeing to Europe in anticipation of lengthy jail terms.

* * * * *

A No-Fly, Yes-Democracy Zone: Iraqi Kurdistan Offers a Model for a Post-Saddam Future

Washington Post By Carole O'Leary July 15, 2001

While conducting research in Iraq last month, I visited an academy where law enforcement trainers were trying to mold a kinder, gentler police force. In Saddam Hussein's Iraq, this would be a doomed venture. But I was in Iraqi Kurdistan – where a safe haven for Kurds was created by the Western allies after the 1991 Gulf War, and where democratic institutions are beginning to flourish as Saddam's influence shrivels.

Though largely unintended, this crucible of democracy is a welcome byproduct of the military arrangements that followed the Gulf War. Yet in recent months Defense Secretary Donald Rumsfeld has been contemplating a cut-back of the U.S. sorties over the no-fly zone north of the 36th parallel. The argument for doing so is that sooner or later, Iraqi anti-aircraft gunners will get lucky and shoot down a U.S. plane, and our military will be forced to retaliate.

But any reduction in patrolling the no-fly zone would be wrong. The impact of the U.S. and British flights extends well south of the 36th parallel, throughout the Kurdish-controlled areas. Kurds I visited in such cities as Sulaymaniyah believe their safety is dependent on the nearby allied presence; and indeed, despite occasional taunting advances, Saddam's troops have left the Kurds essentially alone since 1991. One day historians just might view Iraqi Kurdistan as the precursor of the post-Saddam Iraq many of us would like to see: a democratic society with a stable, federal government.

Even if this bright future never dawns, Iraqi Kurdistan's people – mostly Kurds, but also Turkomans and Arabs – deserve credit for nurturing an increasingly robust civil society in spite of Baghdad's obstructionism. Moreover, they deserve America's respect, since history has mostly denied them any form of self-governance. In the nasty game of musical chairs that followed the breakup of the Ottoman Empire, the Kurds have been left standing. Though the fourth-largest ethnic group in the region, the Kurds have never been able to establish and maintain their own country, and have remained powerless minorities wherever they lived.

The U.S. government, however, has paid no attention to the impressive things that have been happening in the area. Furthermore, there seems to be a blackout in the media as well. In late May, Iraqi Kurdistan's Dohuk and Irbil provinces held elections in which 15 political parties participated; Sulaymaniyah held its municipal elections in February 2000. International non-governmental organizations provided technical advice to the observers, and U.N. staff served on the monitoring committee. These are the first free and fair elections held in Iraq since 1957 – and they were ignored in the Western media.

Similarly, few foreigners are aware of the progress being made in Iraqi Kurdistan toward building a civil society. In Irbil, I visited the Runahee ("Light") Foundation, a women's organization that provides care for people who are blind or visually impaired – in some cases, by Saddam's chemical weapons attacks. At the University of Sulaymaniyah, students are conducting a census of the areas devastated by Iraqi forces during Saddam's 1987-88

genocidal attack on the Kurds. As well as counting residents, they will serve as oral historians, recording the testimonials of the survivors and the families of those killed.

Meanwhile, the oil-for-food money that has been misused in the rest of Iraq is being put to good use in Iraqi Kurdistan. There are no starving babies there; satellite dishes, banned in Saddam's Iraq, sprout from the roofs of mud-brick houses in Kurdish villages; and Internet cafes are proliferating as the populace gamely embraces globalization.

To put these scenes in perspective, one must contrast them with what happened here before the intervention. In the spring of 1987, as the Iran-Iraq war ground to a stalemate, the Baghdad regime turned its attention to collectively punishing Kurds for their support of Iran. A military assault, led by Saddam's cousin Ali Hassan Majeed, was launched to depopulate rural areas whose residents were believed to be disloyal. Iraqi forces routinely used chemical weapons against men, women and children, killing thousands in one attack on the town of Halabja; they are also suspected of having used biological weapons. By the winter of 1988, more than 4,000 villages had been destroyed, more than 100,000 civilians had been slaughtered, some 180,000 others had disappeared, and Iraqi Kurdistan's infrastructure had been devastated.

While in Sulaymaniyah last month, I entered the burned-out remnants of a former prison that, a decade ago, had swarmed with Saddam's intelligence officers and torturers. In one cell were six precisely aligned meat hooks. On the wall of another was a pencil sketch of Superman, scrawled in a childish hand; age clearly presented no barrier to a regime determined to be an equal-opportunity killer.

The horror came to an end in 1991, when the general uprising that followed Iraq's defeat in the Gulf War led to the establishment of the no-fly zones, and the safe haven for Kurds.

The political and educational accomplishments of Iraqi Kurdistan in the 10 years since then deserve to be preserved and enhanced. At the universities of Dohuk, Salahaddin and Sulaymaniyah, the faculties are thirsting for up-to-date curricula and teacher training to reinforce the political progress. Each of these universities is desperate to establish ties with faculties and schools in the West. Public health workers are particularly needed to deal with the aftermath of years of chemical, biological and traditional warfare.

Many institutions that might help have all but given up on trying to get into the area, however, because of the difficulty of the journey. There are no local airports (and, in any case, the no-fly zone prohibits civilian flights as well), so American educators, journalists and public health experts must enter overland, relying on the goodwill of the neighboring Turkish, Iranian and Syrian governments. The United States should put pressure on these neighbors -- particularly Turkey, as a NATO ally -- to provide easy access for journalists, educators and non-governmental organizations. At the Turkish border crossing, visitors are often denied permission to enter, or may be forced to wait at checkpoints for hours, even during these blistering summer months.

In contrast, I learned from a British reporter that his crossing from Iran at Haj Umran had been speedy and uneventful. Since Americans still find it difficult to get visas to Iran, that access point is less useful to us -- but the ease of the Haj Umran crossing should be applauded by U.S. officials, as should every other access point that offers the same flexibility and efficiency.

Conversely -- and even more importantly -- the no-fly zone must be maintained, reinforced and arguably expanded into a no-drive zone, formally prohibiting Iraqi tanks from crossing the 36th parallel. (Currently, the United States might choose to intervene if Saddam's forces moved in by land, but is not obligated to do so.) Should the Iraqi army ever violate this safe haven, no part of which is any farther from Republican Guard positions than Washington is from Richmond, it would not only crush this experiment in democracy, but destabilize the entire region, sending as many as 3 million refugees into Iran and Turkey. I'm no military expert. But it seems common-sense that a reduction in air patrols over the no-fly zone would only make it more difficult to keep track of Saddam's emplacements and troop movements. Such a reduction would embolden Iraqi troops -- putting U.S. and British forces in more danger, not less. What is needed is an unequivocal and muscular U.S. presence in the region, a projection of power, the only language Saddam comprehends. Iraqi Kurdistan represents the future the United States should want for all of Iraq. It has become the leading edge of liberty there. As long as Saddam Hussein remains in power, our no-fly zone is the protective hand cupped over the Kurds' flickering experiment in cultural and political pluralism. If this democratic flame is to be fanned and possibly spread throughout Iraq, the United States must not let it be snuffed out.

Carole O'Leary is a scholar in residence at the American University Center for Global Peace, where she oversees the Mustafa Barzani Global Kurdish Studies program.

POLITIQUE

Création d'une commission de réconciliation arméno-turque

Une commission de réconciliation arméno-turque vient de voir le jour à Genève, à l'issue de plusieurs mois de discrètes négociations entre personnalités arméniennes, turques, américaines et russes.

Cette commission de nature privée, c'est-à-dire non gouvernementale, est composée de dix membres. Elle comprend six personnalités turques et quatre arméniennes ou d'origine arménienne. Côté turc, on notera la présence de Gunduz Aktan, ancien ambassadeur aux Nations unies à Genève, Ozdem Sanberk, ancien vice-ministre des Affaires étrangères, Ilter Turkmen, ancien chef de la diplomatie, Ustun Erguder, ancien président de l'Université Bogazici, Sadi Erguvenc, général à la retraite et Vamik Volkan, psychiatre à l'Université de Virginie ; côté arménien, les quatre représentants dans la commission sont Alexandre Arzoumanian, ancien ministre des Affaires

étrangères, David Hovhannissian, ancien ambassadeur en Syrie et actuellement maître-assistant à l'Université d'Etat d'Erévan. Van Krikorian, président de l'Armenian Assembly des Etats-Unis et Andranik Mihranian, ancien conseiller du président russe Boris Eltsine sur les questions de politique étrangère, et membre de l'Union des Arméniens de Russie.

La commission a vocation à promouvoir le dialogue entre Turcs et Arméniens, ainsi qu'à encourager l'amélioration des relations entre l'Arménie et la Turquie. A cet égard, la commission de réconciliation soutiendra des initiatives communes en matière économique, touristique et culturelle, des actions conjointes dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de l'enseignement et des médias.

Mise sur pied avec, semble-t-il, l'accord tacite

d'Ankara et d'Erévan, sans pour autant qu'aucun des deux gouvernements ne soit partie prenante à cette initiative, la commission adressera aux deux Etats des recommandations en vue de faciliter leur rapprochement.

Certes la question du génocide de 1915 et des 1 500 000 victimes arméniennes demeure épineuse ; mais le rôle de la commission n'est pas de valider l'histoire, car il consiste plutôt à favoriser l'établissement d'un dialogue direct entre les deux pays.

Cette initiative privée, soutenue par le département d'Etat (Affaires étrangères) américain, a été saluée par le Prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel, qui voit en elle un « miracle », considérant que « si les Turcs et les Arméniens peuvent se rencontrer et dialoguer, cela signifie que d'autres peuvent le faire aussi ».

IRAK

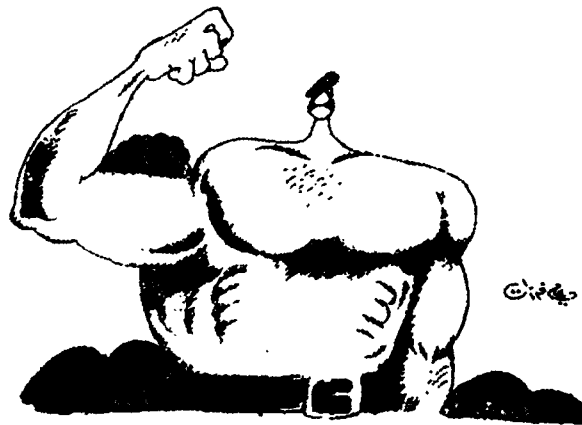
Drôle de victoire de la part de Saddam Hussein

Les Irakiens crient victoire après le report du projet américano-britannique de « sanctions intelligentes ». Et ils se félicitent désormais du retour au programme Pétrole contre nourriture, hier dénoncé comme le mal absolu...

AL HAYAT
Londres

En lisant la presse irakienne de ces derniers jours et en écoutant les déclarations des dirigeants de ce pays, qui saluent « la victoire remportée par l'Irak, qui a repoussé les assauts du mal », ou encore « le veto irakien qui a ébranlé l'Amérique, l'a roulée dans la fange, a brisé sa capacité de nuisance et a vaincu les forces de la tyrannie », on se dit qu'on a sans doute manqué l'un de ces événements grandioses qui changent le cours de l'Histoire. On pense qu'on a dû tomber dans une faille de l'espace-temps ou qu'on a été distrait pendant quelques-unes de ces secondes qui valent un siècle, exactement comme les héros de science-fiction.

Et puis on se réveille pour revenir à la réalité. Et la réalité, c'est que la menace des Russes d'utiliser leur droit de veto contre le projet américano-britannique connu sous le nom de « sanctions intelligentes » a contraint le Royaume-Uni à ajourner la présentation de cette résolution devant le Conseil de sécurité des Nations unies, lequel, en conséquence, a maintenu pour cinq mois supplémentaires le



▲ Saddam Hussein.
Dessin de Farzat
paru dans Al Watan,
Koweït.

programme Pétrole contre nourriture.

C'est donc un nouveau délai qui aura été causé par la position russe, elle-même provoquée par le projet américain de bouclier stratégique antimissiles et peut-être aussi par l'insistance occidentale à déférer Milosevic devant le Tribunal pénal international de La Haye. Car la Russie a gardé le souvenir de sa grandeur passée et entend être respectée du fait des pouvoirs dont elle dispose, comme son droit de veto au Conseil de sécurité ou la possession de têtes nucléaires. Parallèlement à ce défi lancé par les Russes, on aura par ailleurs assisté à l'effondrement de la

position française, qui met fin à l'espoir de voir se constituer un contre-pôle européen pouvant – à défaut d'efficacité – au moins se prévaloir d'une certaine indépendance.

Il se trouve donc que la France soutient l'initiative américano-britannique des « sanctions intelligentes », tout comme la Chine. L'Irak a ainsi perdu deux de ses alliés habituels. Que s'est-il décidé, dès lors, au début de la semaine dernière ? L'Irak devra appliquer pendant encore cinq mois une résolution du Conseil de sécurité qui suspend sa souveraineté sur ses richesses naturelles et, pis encore, annule les mécanismes et les conditions d'une levée des sanctions. Cette résolution consacre un état de fait, en lui adjoignant la légitimité et la protection d'une décision des Nations unies.

Le pouvoir irakien, de toute manière, se conduit comme un condamné à mort qui considère que chaque jour supplémentaire gagné par une manœuvre ou une autre est une victoire suprême. Ce pouvoir se conduit avec un manque de mémoire effrayant et un manque de vision stratégique ahurissant, au point que le maintien du programme Pétrole contre nourriture devient un objectif

pour lequel il est prêt à se battre jusqu'au bout, alors qu'il le considérait il y a encore quelques mois comme le mal absolu. C'est ainsi que, dans l'espoir que "la Russie laisse resurgir son sentiment national" – pour reprendre la formule d'un responsable irakien –, on abandonne l'idée d'isoler les Etats-Unis sur la scène internationale en gagnant de nouveaux amis prêts à braver l'embargo, et que l'on perd en plus

les alliés d'hier...

Une dernière question, par pure curiosité : le vacarme médiatique irakien concernant cette "victoire éclatante" est-il à usage purement national et vise-t-il simplement à créer un rideau de fumée pour dissimuler certaines réalités ou bien traduit-il douloureusement l'étendue de l'isolement du régime et son incapacité à influencer sur la réalité ?

Nahla Chahal

SYRIE

Les leçons d'une visite "réussie"

La visite mouvementée du président syrien en France et les réactions de la presse de Damas suscitent quelques remarques du quotidien libanais *An Nahar*.

AN NAHAR
Beyrouth

Si nous exigeons des Européens qu'ils se défassent de leur complexe de supériorité, nous devons exiger de nous-mêmes que nous nous défassions de notre complexe d'infériorité. Cela passe par la redécouverte de notre histoire, par le biais de méthodes de recherche modernes, faisant de notre patrimoine une base solide sur laquelle nous pourrions bâtir l'avenir... Pour une fois, pas de quoi être en désaccord avec l'éditorial de nos confrères du quotidien syrien *Al Baath*, qui tire les leçons, nécessairement positives, de la visite à Paris du président Bachar el-Assad.

Cette visite est bien sûr une réussite, et il ne fait nul doute qu'elle doit être considérée comme une étape importante dans l'amélioration de l'image de la Syrie auprès des capitales occidentales. Mais le saut audacieux permettant à l'éditorialiste d'*Al Baath* de passer d'un succès diplomatique à la mention d'un "début de large reconnaissance internationale de

la mission civilisatrice de la Syrie dans l'histoire humaine" n'est-il pas justement en contradiction avec cette aspiration à se défaire d'un complexe d'infériorité ? Et ce complexe ne se manifeste-t-il pas, au premier chef, dans cette nécessité de provoquer un adoubement occidental afin de convaincre l'opinion publique locale ? Ce complexe n'est-il pas consacré par cette éternelle maladie de la presse arabe qui la pousse à vouloir faire croire aux citoyens que la vie publique d'un pays quelconque est totalement paralysée lorsqu'il a l'honneur d'être visité par un dirigeant arabe ?



L'Orient/Le Jour

◀ Office dans une synagogue de la vieille ville de Damas sous le portrait géant de Hafez el-Assad. La communauté juive en Syrie ne compte plus que 200 membres. 150 juifs vivent à Damas, 30 à Alep et 20 dans le nord-est du pays.

C'est peut-être à cette occasion qu'il serait temps d'utiliser des "méthodes de recherche modernes", comme la lecture de la presse du pays hôte, le suivi des bulletins d'informations diffusés sur les chaînes par satellite ou encore la navigation sur Internet, toutes activités qui seraient à même de mieux évaluer l'importance de ces visites, sans les gonfler démesurément ni s'aveugler devant les réserves et les critiques qu'elles suscitent.

Pour estimer qu'une visite d'Etat est "réussie", il faut écouter attentivement les réactions suscitées, et en premier lieu celles des officiels français concernant les points de désaccord – même si elles sont restées dans les limites de la courtoisie –, sans oublier les manifestations d'opposants syriens et libanais sur place, appelant au respect des libertés, de la démocratie et de l'indépendance du Liban.

Nous sommes prêts à croire que la visite à Paris du président syrien a réussi, entre autres succès, à faire la preuve d'une "mission civilisatrice syrienne". Mais quant à se débarrasser de certains complexes d'infériorité, l'étape parisienne inspire quelques réflexions dans ce domaine, en attendant qu'un jour nous voyions un président syrien montrer le même sourire devant des protestations qui émanent de membres du conseil municipal d'une ville syrienne ou libanaise, que celui affiché devant les conseillers municipaux de Paris*. Ou bien acceptant d'être interrogé par la commission des affaires étrangères du Parlement libanais, par exemple, ou pourquoi pas devant une commission des droits de l'homme dont la création a été réclamée par le député syrien Mamoun al-Homsî. **Samir Kassir**

* Le 26 juin, le président Assad a reçu un accueil glacial à la Mairie de Paris. Certains élus municipaux ont essayé de perturber la cérémonie, accusant l'hôte syrien d'antisémitisme.

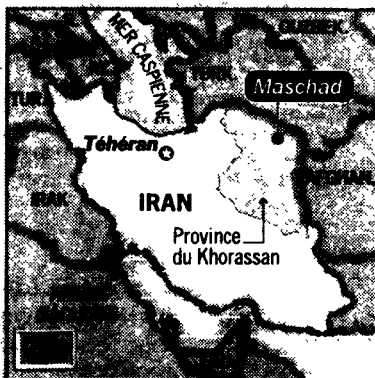
MORT AU «VICE» DANS LA VILLE SAINTE D'IRAN

Meurtres en série à Maschad: 17 prostituées assassinées.

13 JUILLET 2001



A Maschad, les dix-sept assassinées ont le même mode opératoire: les femmes sont transportées avec leur tchador sur le dos dans leur tchador. Leur corps abandonné au milieu de la rue.



Maschad envoyé spécial

De loin, on dirait que la coupole du mausolée de l'imam Reza, couverte de plaques de cuivre dorées qui captent le soleil, roule comme une boule de feu sur la ville sainte. Autour gravitent les autres coupoles, turquoises et azur, de l'immense sanctuaire autour duquel s'articule la deuxième ville d'Iran par sa population. Tout le centre de Maschad, au nord-est du pays, a comme aspiré le ciel, un ciel de faïences éblouissantes. Mais l'ombre la plus dense n'est jamais loin de la lumière la plus vive. A quelques rues du cœur de la ville sainte se

dissimule un autre monde, celui de la drogue, de la prostitution. Celui des meurtres en série aussi.

Réseau de tueurs. En quelques mois, dix-sept prostituées ont été étranglées à Maschad par un mystérieux réseau. Celui-ci semble avoir agi par conviction religieuse, les victimes ayant été retrouvées enveloppées dans leur tchador. Avec cette affaire, connue sous le nom des «meurtres de l'araignée», l'Iran a découvert combien la prostitution, strictement interdite, sévèrement punie et supposée ne plus exister depuis la fin du régime du shah, gangrène le pays. Infiltré par la police, le réseau de tueurs vient enfin d'être démantelé. On ignore s'il y a eu des arrestations.

A Maschad, on ne peut échapper au sanctuaire de l'imam Reza. Bon an, mal an, le mausolée attire entre 12 et 15 millions de pèlerins, générant une richesse fabuleuse pour la ville. A l'intérieur, l'intensité des prières étouffit. On dirait qu'elles font vibrer les murs. Ici, les corps ont déserté la prison du monde, les esprits ont fui les cerveaux. Les autres lieux saints de l'islam chiite ou sunnite semblent tièdes à côté. Pourtant, le très bas monde n'est pas loin. A quelques minutes de voiture. Place Moghadam-Tabarssi, par exemple. Mehdi, un

chauffeur de taxi, a l'habitude d'y transporter des clients. Il fait plusieurs fois le tour du grand carrefour en klaxonnant les femmes sur les trottoirs. Si l'une d'elles se retourne, cela indique qu'elle se prostitue. Mais cette fois, ça ne marche pas.

Alors, Mehdi descend de sa vieille Peykan. La jeune femme avec laquelle il revient est

«Toutes ces femmes viennent des milieux les plus pauvres et se prostituent pour pouvoir acheter de l'opium.» Mehdi, chauffeur de taxi

encore plus murée dans son tchador que celles qui passent dans la rue. On ne voit que ses yeux. Elle accepte de parler puis, découvrant l'interprète, craint un piège, se rétracte et s'enfuit. Même manège avec une autre jeune femme qui, visiblement, est sous l'emprise de stupéfiants. «Toutes viennent des milieux les plus pauvres et se prostituent pour pouvoir acheter de l'opium ou de l'héroïne. Pas nécessairement pour elles mais pour leur mari, leur père ou leurs frères», explique Mehdi. Selon lui, le prix d'une «femme de rue», comme on les appelle en Iran, est en général de 10000 rials (10 F) et de 50000 (50 F) si la fille est très jeune. Chef du Comité de lutte contre la drogue, Hossein Ketabdar confirme dans son bureau

du gouvernorat que les dix-sept assassinées avaient des dossiers dans ses services. La plupart d'entre elles étaient ce qu'on appelle en Iran des «femmes de camion», c'est-à-dire des prostituées au service des chauffeurs routiers qui, souvent, les rémunèrent avec une dose d'héroïne. La drogue dévaste Maschad et toute la province du Khorassan. Selon le même responsable, qui cite une étude officielle, il y aurait entre 200000 et 250000 drogués sur les 6 millions d'habitants que compte la ville.

Pendaison. Les ravages de la drogue ne se limitent pas à Maschad. Le long de la frontière irano-afghane, longue de 725 km, c'est à une véritable guerre au quotidien que se livrent trafiquants afghans et policiers iraniens, lesquels ont eu 3500 tués ces vingt dernières années sur l'ensemble du pays. «L'an dernier, on a per-

du 102 hommes et déjà 62 cette année. Les quantités saisies il y a un an et dans le seul Khorassan s'élèvent à quarante tonnes, dont cinq de morphine pure», précise Ketabdar. Les arrestations, elles, se comptent par milliers. La mort par pendaison attend les trafiquants arrêtés en possession de plus de 30 grammes d'héroïne. «Les jeunes s'ennuient, explique Mohsen, un commerçant. Comme ils n'ont rien à faire, ils se droguent. Sur mes dix copains, huit fument chaque nuit de l'opium. Même les pères acceptent aujourd'hui de donner la main de leurs filles à des jeunes en sachant qu'ils se droguent.»

Dans un premier temps, l'une des hypothèses des enquêteurs était que les prostituées assassinées l'avaient été à cause de leurs relations avec les trafiquants. L'hodjatoleslam Hossein Ghazali, directeur du quotidien *Khorassan*, n'a jamais cru à cette piste. Ses journalistes ont longuement enquêté sur ces assassinats, à la différence d'une police bien lente à réagir. Lorsque celle-ci a été remplacée par une «équipe

spéciale» venue de Téhéran, les tueurs ont salué sa venue à leur manière: en deux semaines, trois autres prostituées étaient assassinées. «C'est nous qui les avons surnommés les meurtriers de l'araignée. Parce que ces femmes ont été piégées de la même façon qu'une araignée attrape une mouche», précise le religieux. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'une bande organisée est derrière les assassinats: le mode opératoire est toujours le même; les victimes sont étranglées avec leur foulard, puis enveloppées dans leur tchador et le corps est abandonné dans la rue ou un canal.

Aucune d'elles n'a subi de violences sexuelles. «Maschad est une ville de culture et un lieu de religion très ouvert. Mais il y a aussi des religieux très fermés. Et certaines personnes avec certaines pensées ne peuvent pas accepter ce genre de femmes.» En clair, c'est pour «purger» la ville sainte de la dépravation que les tueurs ont assassiné les «femmes de rue». C'est ce que sous-entend aussi le journal (conservateur) *Iran News*: «Les vieilles ruelles délabrées qui entourent le sanctuaire ont encouragé des pratiques immorales et on se demande pourquoi les officiels compétents n'ont pas pris les

mesures qui s'imposent [...]. Assurément, des musulmans sincères ne peuvent tolérer que la prostitution et le vice dévastent la sainte cité de Maschad.»

Commando. Dans les villes iraniennes, c'est toujours le bazar qui est le mieux informé. A Maschad, cette fois, les marchands se montrent circonspects et répètent ce qu'ils ont lu dans les journaux. Mais Mamad-Reza, un petit vendeur de jus de fruit de 13 ans, accepte de colporter ce que les *bazari* savent sur l'affaire: les prostituées auraient été tuées à l'issue de véritables opérations commando. «D'abord, ils kidnappent les filles avant de les tuer. Ils agissent à bord de deux voitures. Ils sont deux par véhicule.» Pour le journal *Hamshari*, organe de la municipalité de Téhéran et le plus vendu des quotidiens iraniens, les meurtriers opèrent au-delà de la ville sainte. Selon lui, pas moins de 26 assassinats au total «au mode opératoire similaire» ont été commis ces trois dernières années dans la seule province du Khorassan ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Turquie: les patrons français plaident l'investissement malgré la crise



ANKARA, 13 juil (AFP) - Une délégation de patrons français du Medef a plaidé vendredi la confiance pour la Turquie en crise et a appelé à investir dans ce pays, après avoir été reçue par le Premier ministre Bulent Ecevit.

"Notre visite est un signal d'encouragement à investir dans le long terme dans ce pays en lequel nous avons confiance", a souligné lors d'une conférence de presse le président du Medef (Mouvement des Entreprises de France) Ernest-Antoine Seillière.

"Les pays émergents ont par le passé connu des crises violentes (...) C'est peut-être même au moment des doutes qu'on peut avancer plus vite", a-t-il fait valoir, en rappelant que les entreprises françaises sont déjà les premières en terme d'investissement en Turquie.

La visite de la délégation du Medef, représentant une cinquantaine de grandes entreprises françaises, est intervenue alors que la Turquie en crise connaît de forts remous liés aux doutes sur la capacité du gouvernement à appliquer un programme de réformes conclu avec le Fonds monétaire international.

Elle clôt également les turbulences dans les relations entre les deux pays après la reconnaissance par la France du génocide arménien mi-janvier.

Les entreprises françaises, en particulier dans le domaine de l'armement, ont été durement affectées par la colère turque consécutive.

Mais entre-temps, la Turquie a été frappée fin février par une grave crise financière qui a vu une dévaluation de la livre turque de près de la moitié de sa valeur face au dollar, et l'a poussée à appeler une nouvelle fois à la rescousse le FMI.

La délégation du Medef a eu jeudi à Istanbul des entretiens avec des représentants de l'organisation patronale turque Tusiad et a rencontré vendredi à Ankara le ministre de l'Economie Kemal Dervis et M. Ecevit.

Israel to Base Ground Forces in Turkey

DEBKA-Net-Weekly July 13, 2001

The official purpose of the Israeli defense minister Binyamin Ben Eliezer's brief hop to Ankara on July 9 was to discuss with Turkish defense chiefs - and his opposite number, Sabahattin Cakmakoglu, in particular, a transaction for the manufacture in Turkey of Israel's anti-missile missile Arrow. The Turks became interested after viewing the Arrow system in action during the joint US-Turkish-Israeli Anatalian Eagle air force exercise last month. Turkish defense chiefs were impressed above all by the Arrow's radar system, Green Pine, which proved its tracking prowess in the air space over Syria, North and Central Iraq, South and East Iran and the Moslem republics of Central Asia. Neither Turkey nor Israel has the financial resources, roughly \$2.5 billion, for constructing an Arrow missile production line in Turkey. They decided therefore to turn to Washington for help.

Another important item of discussion was a second transaction for Israel to upgrade the armor, engines, steering and location systems of Turkey's fleet of 300 M-60 tanks of US manufacture. That project too is worth app. \$2.5 billion.

Turkey's missing \$5 billion for urgent defense projects, staggering though it is, was not the top item on Ben Eliezer's agenda in Ankara. DEBKA-Net-Weekly's military sources disclose that his discussions with Cakmakoglu focused on three unpublished issues: Iran's nuclear threat to Israel and Turkey; the creation of a combined Turkish-Israel coordination command center, backed by US synchronization of the two countries' air and missile defenses; and the establishment of a second coordination command center for pulling together the functioning of Turkish and Israeli ground forces.

These coordination projects will for the first time locate Israeli armored ground forces in Turkey, and vice versa.

According to DEBKA-Net-Weekly's military sources, Israeli and Turkish defense chiefs agreed to transfer to South Turkey a vanguard Israeli tank brigade, with Chariot-3 tanks in early August, for joint training exercises with Turkish tank units.

Under this heading, Israeli tank officers will demonstrate to Turkish commanders the workings of the navigation, communications and armament systems fitted on Israeli tanks, with a view to installing them in the improved versions of the Turkish M-60s. The Israeli tank unit will be succeeded by an armored infantry brigade, which will conduct maneuvers together with Turkish armored infantry. This would be the first time that Israeli Defense Forces armored and infantry brigades carry out maneuvers overseas, and in a Moslem country to boot.

It was agreed that after the exercises, Israeli skeleton tank and armored infantry commands would stay behind in Turkish bases to start building the infrastructure for a permanent Israeli armored unit presence. The end-purpose of this project is to have two Israeli tank brigades and three armored infantry units permanently stationed in Turkey with the option of using Turkish bases for assaults against Syrian and Iraqi targets should those countries go to war. A similar arrangement already exists for Israeli air bombers and fighter craft, twelve percent of which are now permanently based in Turkey. Israeli also maintains the same proportion of its missile boat and submarine fleet in Turkish naval bases.

* * * * *

Dix réfugiés kurdes irakiens en grève de la faim depuis 10 jours

COPENHAGUE, 17 juil (AFP) - 18h00 - Dix réfugiés kurdes irakiens ont entamé mardi leur dixième jour de grève de la faim pour tenter de persuader les autorités danoises de revenir sur leur décision de les expulser, a indiqué leur porte-parole, Shadman Salih.

Il a rencontré mardi, avec un des grévistes, les responsables de l'office de l'immigration afin que soient réexaminées les demandes d'asile du groupe, rejetées précédemment.

"La situation est très grave, et notre espoir a presque disparu" a déclaré Shadman Salih, à l'issue de cette rencontre, à l'agence danoise Ritzau.

Sur le point d'être refoulés, les dix réfugiés du camp de la Croix-Rouge, à Hinnerup (près d'Aarhus), se disent décidés à continuer leur grève de la faim jusqu'à l'obtention de leur permis de séjour.

Depuis 1999, l'office danois de l'immigration n'accorde plus automatiquement le droit d'asile aux réfugiés du nord de l'Irak.

Les inédits du Quai d'Orsay (5/12)

Turquie, 1904

«Libération» vous propose un voyage autour du monde d'il y a un siècle, à travers le regard des diplomates, obscurs ou célèbres, qui l'ont chroniqué dans les dépêches et photos envoyées au Quai d'Orsay. Textes et photos, inédits pour la plupart, ont été exhumés des archives avec la coopération du ministère des Affaires étrangères.

Dans son grand bureau aux lambris dorés du palais de France, en plein cœur de Péra, le quartier européen de Constantinople, capitale ottomane que les Turcs appellent Istambul, l'ambassadeur Ernest Constans est perplexe, en ce 16 juin 1904: «Les nouvelles du Sassoun parvenues à Constantinople de sources diverses sont encore trop contradictoires pour que mes collègues et moi puissions dès maintenant mesurer la gravité des événements.» A Istambul, la vie continue comme à l'accoutumée, mais, à plus de 1000 kilomètres à l'est, les massacres d'Arméniens par la soldatesque du sultan et les bandes kurdes ont repris. Depuis plusieurs mois, l'ambassadeur a averti Paris que

quelque chose se préparait au sud de la région de Mouch, sur le Sassoun, «district montagneux qui comme jadis le Monténégro est pratiquement indépendant de la domination ottomane». Dans la capitale, les autorités ottomanes dédramatisent. Le grand vizir assure que «plus de 600 rebelles arméniens ont fait leur soumission» et que le calme serait en train de revenir. En revanche, le consul à Van, M. Robin, parti en mission, décrit une situation alarmante: «Les autorités paraissent absolument décidées de régler la question du Sassoun en faisant complètement disparaître l'élément arménien de cette contrée.» Il cite de nombreux exemples de violences - maisons brûlées, civils abattus de sang-froid sous prétexte qu'ils seraient des fedais, des combattants nationalistes.

Complaisance. Le vali (préfet) Ferid Bey affirme crûment: «Ce pays était autrefois essentiellement kurde et il est juste qu'il revienne à ses premiers possesseurs.» Le consul Robin est catégorique: «Après un mois de conseils courtois dont Ferid Bey n'a tenu aucun compte, Votre Excellence estimera peut-être avec moi qu'il est de toute nécessité de faire sentir à ce haut fonctionnaire que la patience a des limites et que mes collègues et moi ne sommes pas venus à Mouch uniquement pour tenir la comptabilité des crimes dont il assume la responsabilité et qu'il semble encourager peut-être par ordre supérieur.» La gêne de l'ambassadeur est d'autant plus forte qu'à plusieurs reprises il a été critiqué dans la presse parisienne d'opposition, notamment celle de gauche, pour ses complaisances jugées excessives vis-à-vis de la Porte, ainsi que l'on appelait le gouvernement des sultans ottomans. Les nouvelles du Sassoun mobilisent à Paris l'association Pro-Armenia, patronnée par des grands ténors de la gauche parlementaire comme Georges Clemenceau ou des intellectuels de renom comme Anatole France. «Les épouvantables carnages de 1894 ont repris au Sassoun où opèrent depuis le 20 avril 40000 soldats turcs et les tribus kurdes armées par ordre du gouvernement», s'alarme l'association dans un communiqué du 25 mai.

Ernest Constans veut néanmoins garder la tête froide et recouper toutes les informations. «Des renseignements communiqués par nos consuls il résulte qu'aucune analogie ne saurait être établie entre les événements actuels et ceux de 1894: le mal n'affecte plus cette fois un caractère général et paraît avoir été déterminé par une série d'incidents locaux», a-t-il écrit le 31 mai. Il y aurait eu vingt-cinq villages brûlés. On parle de milliers de victimes. «Je crois que c'est une exagération, insiste l'ambassadeur, le Patriarche lui-même se refuse à toute évaluation.» La question arménien-



Ernest Constans ambassadeur à Constantinople, embarque pour la France, le 26 août 1901.

«Les Arméniens les représailles

Ambassadeur à Constantinople, Ernest

Orfa
Des Arméniens, en 1904. Les civils sont les premiers à faire les frais de la répression.



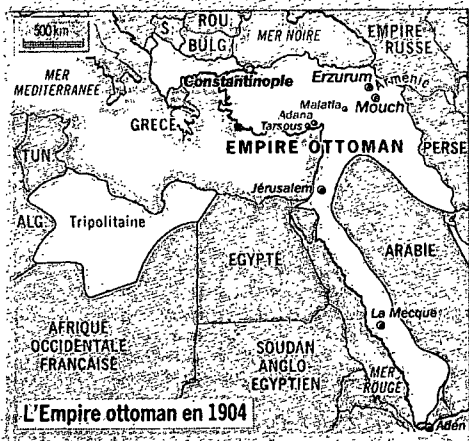
Ernest Constans

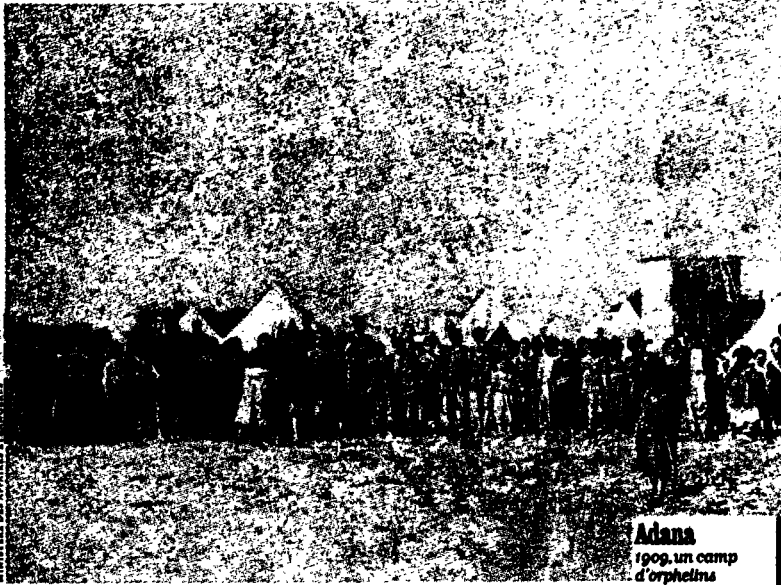
3 mai 1833. Naissance à Béziers.
1872. Entrée au conseil municipal

de Toulouse, où il est professeur agrégé de droit.
1876. Député à Toulouse (Union

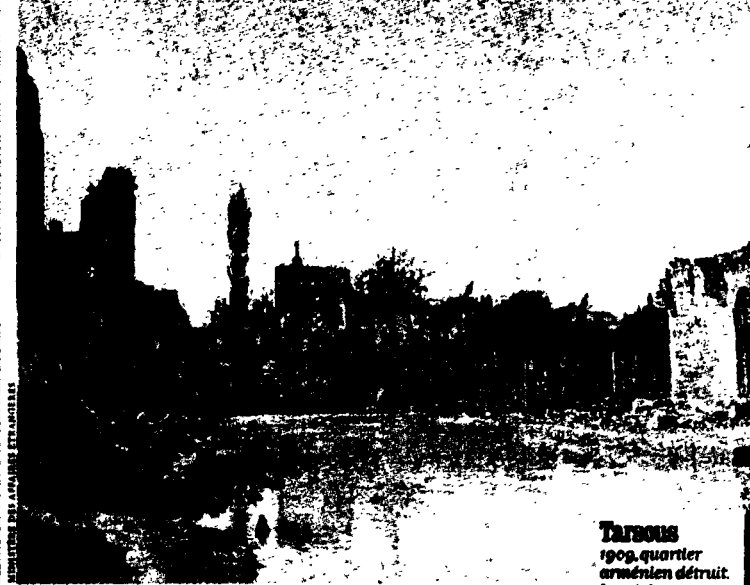
républicaine, centre gauche). Membre de plusieurs cabinets ministériels,

anticlérical convaincu.
1889. Ministre de l'Intérieur, il joue un rôle de premier plan dans la lutte contre le général Boulanger.
1890. Sénateur.
1898. Ambassadeur à Constantinople, il entretient de très bons rapports avec le sultan Abdül-Hamid, surnommé «le Sultan rouge» pour avoir été l'instigateur des grands massacres d'Arméniens en 1894. Il quitta le pays après la révolution jeune-turque, en 1908.





Adana
1909, un camp
d'orphelins
arméniens.



Tarsous
1909, quartier
arménien détruit.
Les violences ont
commencé en
1894.

savent que seront féroces»

Constans reste gêné devant la tragédie.



Malatia
Des Arméniennes.
en 1904. Femmes,
enfants, vieillards
tomberont dans la
misère.

ne mobilise sans trêve les diplomates en poste dans l'Empire ottoman depuis l'année terrible de 1894, où les premiers grands massacres ont coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers d'Arméniens. Les troupes turques y ont eu leur part. Mais, le plus souvent, ils ont été le fait des Kurdes qui vivent dans les mêmes régions. Les autorités laissent faire ou même encouragent ces tueries. Le sultan Abdul Hamid, surnommé «le Sultan rouge» pour son extrême cruauté, a décidé de punir les Arméniens «déloyaux».

Indépendance. Longtemps fidèles sujets, ils veulent à leur tour – après les Grecs, les Serbes et les Bulgares – créer leur nation indépendante, aux dépens de l'Empire ottoman qui agonise. Un comité national et révolutionnaire est apparu. Ses combattants multiplient les coups de main. Ils veulent se faire entendre de l'Europe. Celle-ci reste muette. «Les Arméniens disséminés aux quatre coins de la Turquie et de l'Arménie proprement dite sont partout mêlés aux musulmans. Ajoutez que l'Arménie est déjà morcelée entre la Turquie, la Perse et la Russie et qu'au cas fort improbable où à la suite d'une guerre l'Europe proposerait la création d'une Arménie, il serait presque impossible de fixer l'orientation du nouvel Etat», expliquait en 1894 Paul Cambon, prédécesseur de Constans à Istanbul, qui ne croyait même pas à la possibilité d'une province privilégiée disposant d'une semi-autonomie car nul ne peut dire où commence et où finit l'Arménie.

Après 1894, les nationalistes arméniens montent des opérations spectaculaires jusque dans les villes, comme l'assaut de la Banque ottomane à Istanbul. En 1902, ils ont préparé l'attaque d'une ambassade pour briser l'indifférence du monde. «Ils savent que les représailles seront féroces mais ils préfèrent ce massacre sanglant dont l'horreur servira leur cause à l'extermination silencieuse et systématique qui finira par anéantir leur race», a analysé dans un télégramme Ernest Constans, qui a eu vent de ce projet finalement abandonné. Le drame du Sassoun est donc une tragédie longuement annoncée. Dans l'Est anatolien, la guérilla se poursuit comme les représailles contre les populations civiles. «C'est sur les Kurdes que notre nouvel agent fait retomber la principale responsabilité des troubles qui règnent dans la région de Mouch [...]. Les quelques méfaits dont se rendent coupables les fedais ne sauraient être mis en comparaison avec l'extermina-

tion méthodique de la race arménienne par les Kurdes», a dénoncé M. Grenard, vice-consul à Erzurum. «Du travail de M. Grenard, il ressort clairement que les autorités ottomanes poursuivent sans relâche l'élimination de la population arménienne au profit des musulmans c'est-à-dire des Kurdes. Par l'interdiction de circuler, le commerce des Arméniens a été ruiné; non seulement leurs biens leur sont peu à peu enlevés mais encore, sous les prétextes les plus variés, ils sont arrêtés et condamnés», constate, en août 1903, Ernest Constans, soulignant que les civils arméniens se réfugient vers le Sassoun, «mais les Turcs ne paraissent plus disposés à laisser subsister ce dernier asile de la race arménienne».

Répression. L'assaut sur le Sassoun a commencé en mai 1904. La répression s'est ensuite étendue aux villages de la plaine. Les civils en font les frais, alors que les fedais, eux, réussissent le plus souvent à le crocheter. A Mouch, M. Robin constate: «Le villageois arménien de la plaine change tout à fait d'allure, ce n'est plus l'Arménien pusillanime, c'est maintenant l'homme poussé à bout, qui, demain, ayant tout perdu, maison, femme, enfants, troupeau, ira grossir les rangs des révolutionnaires proprement dits. Il ne veut plus se laisser tondre sans mot dire par les fonctionnaires et les Kurdes.» Les femmes, les enfants, les vieillards affluent vers le chef-lieu dans un état d'extrême misère. Le consul rapporte: «Je suis littéralement assiégé dans la maison que j'occupe par plusieurs centaines d'affamés à qui j'ai fait remettre tout ce qu'il y a de pain disponible.» Ernest Constans préfère attendre, comme il l'écrit le 16 juin, que son consul sur le terrain ait achevé son enquête, «afin de me permettre d'agir auprès de la Porte en toute connaissance de cause». Ces violences dans l'Est anatolien et les massacres d'Arméniens continueront. En 1915, les autorités ottomanes, soupçonnant les Arméniens de pactiser avec la Russie, déplaceront la population vers l'Irak. Des massacres massifs seront organisés. Près d'un million et demi d'Arméniens auraient été tués (300000 à 500000, reconnaissent les Turcs) dans ce qui sera le premier génocide du XX^e siècle.

MARC SEMB
avec MAROLE BRUT
et PIERRE FOURNIE (photos)
aux Archives de Quai d'Orsay

se rendent coupables les fedais ne sauraient être mis en comparaison avec l'extermina-

July 15, 2001

Saddam Invites Kurds to Make Peace with Baghdad

BAGHDAD (Reuters) - Iraqi President Saddam Hussein (news - web sites) invited Kurdish rebel foes on Sunday to open dialogue with Baghdad, Iraqi state-run television said. "We want any solution with as few losses as possible, when the solution is among our people," the television quoted Saddam as saying.

The remote mountainous enclave of northern Iraq, controlled by two rival Iraqi Kurdish groups, has been outside Baghdad's control since the end of the 1991 Gulf to end its occupation of Kuwait. U.S. and British jets patrol no-fly zones set up after the expulsion of Iraqi troops from Kuwait to protect Kurd dissidents in northern Iraq from attack by Baghdad forces. The Iraqi president said Baghdad had left the northern area alone until now to allow the Kurds to deal with their own problems and that fear of intervention by Baghdad has kept the two rival Kurdish factions from harming the Kurdish people.

"We wanted our people in Kurdistan region...to deal with the events and circumstances, good and bad in details to reach a satisfaction of their own choice," Saddam said, during a ceremony to award him the sash and shield of al-Jihad (holy war). Baghdad has severed all ties with Kurds in the north, who have aligned themselves with other Iraqi opposition groups and have publicly vowed to topple the government in Baghdad.

The two sides held inconclusive talks in 1991. In 1992 the Kurds held elections for a parliament and established a regional government in which the rival Kurdistan Democratic Party and Patriotic Union of Kurdistan share power.

* * * * *

July 16, 2001 New York Times

U.S. Reassures Iraqi Kurds on Protection From Baghdad

By THOM SHANKER

WASHINGTON, July 15 — The Pentagon has assured Iraqi opposition leaders that it will not let Saddam Hussein use Iraqi airspace to attack the Kurds or to threaten Baghdad's neighbors, a Defense Department official said.

But a review of Iraqi policy is still under way, officials said, and the administration might decide that the two no-flight zones over southern and northern Iraq could be enforced with fewer jet-fighter patrols.

President Bush ordered the review of American strategy to isolate and disarm Iraq, a strategy that includes economic sanctions and support of opposition groups. The review of the no-flight zone policy was driven by escalating dangers to American and British pilots. Iraqi air defense stations are increasingly skilled at zeroing in on the patrols and Pentagon officials wanted to measure the threat against the benefits of continuing the low-grade war.

Senior Pentagon officials met on Friday with four members of the Iraqi National Congress, an opposition group based in London, to discuss the no-flight policy. "We regard the no-fly policy as extremely important," Sharif Ali bin al-Hussein, a member of the leadership council of the Iraqi National Congress, said in an interview. Sharif Ali and a Pentagon official said that the Iraqis were reassured that the policy would be maintained but the methods may be revised. "The principle of maintaining the no-flight zones is not in question," said an administration official. "The question is how you do that: the number of flights; how you respond; rules of engagement. Those are still being reviewed. And they are the guts of the issue."

Military commanders have listed four proposals. One would leave the operation unchanged. Another would eliminate enforcement of the no-flight zones entirely — which is not under consideration. Another proposal would step up American and British attacks on Iraqi radars and antiaircraft positions. The fourth proposal would sharply reduce patrols. The opposition leaders also lobbied this week for an increase in financial assistance for the Iraqi National Congress from Washington.

Sharif Ali said his organization wants to gather information and make contact with opposition forces within Iraq — but would mount no armed attacks to topple Mr. Hussein.

* * * * *

15 July, 2001, Turkish Probe issue 443, Copyright © Turkish Daily News

The story of Eastern and Southeastern Turkey

Mustafa Sonmez

Before discussing the problem of underdevelopment in Eastern and Southeastern Turkey, it would be useful to give a profile of the people living in the region. On a rough count, we know that the majority in the region are Sunni Kurds, but not everyone living there can be categorized as Kurdish. Sunni Kurds live in the cities of Hakkari, Van, Agri, Bitlis, Mus, Diyarbakir, Urfa and with less concentration in Mardin, Kars, Bingol, Erzurum, Elazig, Tunceli, Erzincan, Adiyaman, Malatya, Antep, Maras and Hatay. Significant numbers of them have migrated to western cities over many decades. Apart from these groups, there are the Alevi Kurds, who are estimated to make one third of the Kurdish population. They are concentrated around Bingol, Tunceli, Erzincan, Elazig, Malatya, Sivas, Maras and Yozgat. Most Sunni and Alevi Kurds speak the dialect of the northern Kurdish group, Kirmandji, and a minority speak Zaza. This is still not an entire list of people who live in the east. First of all, there is a significant number of Sunni Turks. The Dadas of Erzurum belong to this group. Then there is the Alevi Turks around Erzincan, Erzurum and Sivas. Shiite Azeris live near Erzurum, Agri, Igridir and Van. The Karapapah and the Terekeme who are Sunni Azeris live around Kars. There are Sunni Arabs living in various parts of the southeast. Although they have considerably declined in numbers, Assyrians live around Mardin, Keldanis, around Sirnak and Hakkari and the Southern Caucasians near Kars.

There is no official effort to determine the numeric size of these groups. Until 1965, the census included a question on the mother tongue and secondary language with Kurdish being one of the choices. In the last such census in 1965, 2.2 million people declared Kurdish as their mother tongue, with 1.15 million calling it their second language. In 1965 the population in Turkey was 31.4 million. These numbers show that a little over 10 percent of the population was familiar with Kurdish. Many social scientists and politicians believe that this number does not accurately reflect the population in Turkey with Kurdish roots, but it is not far off the mark either. Only one thing is clear: Turkey has been discussing the Kurdish problem, which has occupied her agenda continuously, without proper demographic data, and in the dark.

Secondly, the question of how to geographically define the Eastern and southeastern regions must be answered. Which cities will be included in the "region" and which ones will be excluded? How will we "divide" up the country? According to the 1990 administrative division, 19 cities are included in the Eastern and southeastern regions. Gaziantep, Sivas, and Kahramanmaraş are the three cities whose inclusion in the region is disputed. However, these are transitional cities. They face both the east and the west of the country. Either in terms of

demographic or socio-economic indicators, they do not carry Eastern and southeastern characteristics and thus are not included in my definition of these regions. Having reached a certain clarity regarding the concepts, we can now turn to the problem of underdevelopment. First, let us take a snapshot of the situation.

The Mus-Kocaeli difference: 1 to 11

Turkey ranks high among countries with a severe problem of regional inequality. As such, it is burdened with the economic and political dimensions of this reality which is an important part of the Eastern-Southeastern problem. Passing years have only widened the gap. The difference between Kocaeli in the west, the city which has the highest Gross National Product (GNP) per capita in Turkey, and Mus, which has the lowest, is 1 to 11.

The most well-off cities of the east and southeast are Elazig, Malatya and Diyarbakir. However, even these cities fall short of the national average for per capita income. The poorest cities of Turkey and the region are Mus, Agri, Bitlis and Bingol. In these cities, the GNP per capita is below that of many countries in Africa.

The income gap

As we already saw, the per capita income of the poorest city in the region is only one-eleventh of that of an industrial center in the west. The region as a whole ranks last in economic growth and development. It also gets the

smallest share from the national disposable income, and has considerable pools of poverty. Using the State Statistical Institute (SIS) figures, we get the following picture:

In the region where subsistence agriculture is still prevalent, land inequality is at monstrous proportions, the climate is harsh, and where for the past 15 years an off-and-on civil war has been fought, is home to 1.947 million families or 14.5 percent of all families in the nation. On the other hand, the region uses only 10.2 percent of the national income. In the region, the average income per family is \$3,851, 30 percent below the national average.

The region's per family income is 43 percent below the Marmara and Aegean regions where the figure is \$6,834, and 66 percent behind Istanbul where it is \$11,637.

The richest province in the area is Erzurum, where the average income per family is \$6,067. This figure is 10 percent above the national average. Another important center in the area is Malatya where average income is \$4,600. The average income per family in Diyarbakir is \$3,567. It is interesting that Gaziantep, usually considered the most economically developed city in the region ranks below Diyarbakir at \$3,400.

Why underdevelopment?

There are various historical and social reasons for the disparity in income and development between the east and the west of the country. Turkey's historical articulation model with western capitalism, and the priorities of the people who guided this model, played as much a role in the underdevelopment or the slow transition to capitalism in the area, as the climate and geography.

When choosing the place or sector to make an investment, the alternative with the lowest costs and the highest return is preferred. This is the universal and constant rule of economic behavior. The same rule was applicable to Turkey in the second half of the 19th century as the country was integrating with Western capitalism. The Ottoman Empire's process of integration with the world markets began at that time in those areas most accessible to western capitalism, that had better transportation and market connections. The first of these areas was Istanbul and its surrounding region. Izmir in the Aegean and Adana and its hinterland in the Mediterranean were prime candidates because of their rich agricultural and raw material potential and their proximity to the sea for capitalist penetration. The division of labor between the Ottomans and the west was roughly like this: The west would sell industrial goods and buy agricultural and mineral raw materials. So the first railroads, ports, and other infrastructure would be built in these coastal areas with relatively high income and relatively easy transportation. The investments to facilitate trade relations, such as starting financial institutions and commercial companies were made in these regions, and the economic and social networks that accompanied these developments naturally followed suit. Some sections of Central Anatolia and the Black Sea regions, and all of Eastern-Southeastern Anatolia were left behind in this capitalist expansion.

In Eastern-Southeastern Anatolia, agriculture was the primary source of income in rural areas and in the cities craftsmanship started by Armenian and Greek traders was dominant. Some cities were relatively better connected to the markets. In the Southeast, Urfa, Mardin, and Diyarbakir provinces could reach the world markets from the Mediterranean via Aleppo. In the east Erzurum was a vital intersection in the Trabzon-Tabriz trade route that integrated Erzurum and its hinterland to the world economy. But, these partial and local developments lacked the size and dynamism to transform the region along capitalist production relations. In short, we can say that the winds of Western capitalist development that started in the second half of the 19th century and continued into the early years of the Republic failed to reach the East and the Southeast.

When the world economy suffered from the devastation of the great crash of 1929, the young Republic turned inwards. It raised its tariffs to protect the economy from destructive world competition and began the process of industrialization through statist policies in the 1930s and 1940s. Yet again this process overlooked the Eastern and Southeastern provinces. The dearth of roads and other infrastructure in the region, as well as poverty and the lack of skilled human resources played an important role in this choice. Furthermore, a number of Kurdish rebellions until 1940 hindered investments in the region.

In the 1950s when capitalist expansion was under way worldwide and in Turkey, the East and the Southeast developed to the extent that they benefited from populist multi-party politics. A few of the sugar and cement factories that were scattered around the country were built here. In the 1960s and 70s when domestic markets gained some depth due to domestic capital accumulation, the East and the Southeast experienced some capital development, and slowly the transition to capitalism began. However, investments in manufacturing, electrical power, and mining undertaken by the state did not have a blooming effect on private capital accumulation and

entrepreneurship in the region. As agriculture and husbandry which were the primary source of income could barely keep afloat, thanks to government subsidies, the region's ranking as the least developed and the poorest in the country did not change during this period of domestic market led growth. Government incentives for underdeveloped regions did not secure the necessary flow of investments into this region.

In the 1980s, the reduction in government subsidies and the freezing of investments by the State Economic Enterprises (SEE) had a significant effect on the East and the Southeast. In this region, where population growth was much higher than the national average, production and income per capita decreased. Agriculture and husbandry were on decline, and unemployment became the primary problem, especially for the youth, contributing to the creation of a social base for terrorism.

In the mid-80s, investments related to GAP (Southeastern Anatolia Project) were a partial remedy for economic problems, but failed to produce positive effects that spread to the entirety of the region. The civil war that erupted in mid-80s put both lives and property in danger and played a determining role in the region's economic downturn. Several measures taken by the government like the "village guard" system, started a period when conditions of a "war economy" became dominant. This unproductive economy mainly dependent on government spending, while providing nothing more than limited sustenance of daily life for a part of the population, also contributed to the demise of the productive activity in the region. The methods used by the state to insulate the people from the Kurdistan Workers' Party's (PKK) appeal shook their trust in the government and had a discouraging effect on trade activities that relied on investment and entrepreneurship. The negative effects of manpower and capital desertion continued at an increasing rate during the '80s and the '90s, the years the region's population was squeezed between the state and the PKK.

The flight of capital and manpower

The difference in prosperity and income between Western and Eastern-Southeastern Turkey continues to cause the flight of manpower and capital. This flight gains velocity during certain periods. Years of manpower and capital flight hurt the development process. Internal migration data on manpower potential is truly striking.

According to the 1990 census, the region's population was 9.365 million. The same data show that there are about 12 million people who were born in eastern cities. This means that 30 percent of the region's population, that is 3.607 million persons have migrated to the west and are living there. Due to both economic and political reasons, this ratio may have increased by 1 to 2 percentage points by 1997. Hence, one out of every three Easterners is living outside the region. For some cities, this ratio is over 50 percent. If we take Tunceli as an example: 53 out of 100 people have migrated. Only half of the 463,000 people who have registered Erzincan as their place of birth are still living there. Kars, whence migration has accelerated after 1980, has 45 percent of its people living in other places. 42 percent of Siirt's, 36 percent of Erzurum's, 35 percent of Mardin's people live away from their city of origin.

The cities with the lowest migration rates in the East and the Southeast are Diyarbakir, Urfa, Van, Batman, Sirnak and Hakkari. Some 15 to 20 percent of their people have left their land and migrated. However in these provinces there is considerable movement from rural areas to the city center. Mandatory village evacuations and fear of violence led the villagers to pour to the cities where most live in abject poverty.

Migration: where to and why?

Where did all these people go? To the big cities of course, with Istanbul as the favored destination. Once more, the 1990 census shows that 1.057 million people born in the East are living in Istanbul. This means that close to 15 percent of Istanbul's population are easterners. The largest group of easterners in Istanbul are people from Kars, 215,000 strong. They are followed by 150,000 from Erzincan, 141,000 from Malatya and 130,000 from Erzurum.

The second center of attraction after Istanbul is Izmir. In 1990, 327,000 easterners were living in Izmir and half of all those were from Erzurum (56,000), Kars (51,000) and Mardin (46,000).

Adana is the third big city with eastern migrants. In 1990 there were 263,000 of them in Adana, which gets most of its migration from southeastern cities like Urfa, Mardin, Adiyaman and Diyarbakir. The introduction of cotton cultivation in Cukurova in the second half of the 19th century that created employment opportunities as cotton pickers, made the southern cities a long-standing migration center. Adana was followed by Mersin and Antalya. Thus, the Mediterranean region became a destination for migration, especially for southeasterners.

Both the struggle to make a living and personal safety play their parts in this movement. For the north of the region, economic reasons are more important. This has been the case for decades. In 1965, the 19 cities of the East

and the Southeast generated 10.6 percent of Turkey's GNP. At the end of the 1970s, in 1979, this share dropped to 8.6 percent, and in 1995 to 7.4 percent. As stated earlier state investment had gone down, the balancing effect of SEEs on underdevelopment had decreased, husbandry had declined, and the migration caravan had become ever more populous by the year.

GAP investments brought relative liveliness to some city centers. Military spending and the income from the village guard system generated some business volume. However the Gulf War, the shutting down of the oil pipelines, and the "low intensity conflict" environment had made it harder to earn a living while the risks for personal safety have risen substantially.

Is GAP the magic wand?

Finally, a few words must be said about GAP in the East- Southeast's development paradigm. GAP is exciting both as a utopia and as a process. Its cost is not insignificant either. This project has swallowed a lot of cash in the past 10-15 years, and will continue to do so. But when it is completed, it will bring high returns to Turkey. All of this sounds good. However, the missions and expectations that are invested in GAP are such that they would almost have you believe in GAP as Turkey's savior, a magic wand that will turn everything it touches into a rose garden. GAP is all good and well, but it is not a magic wand. First we must see and evaluate GAP's effect on the region.

It is clear that GAP will create significant changes in the social and economic structure of Sanliurfa and other southeastern cities like Diyarbakir, Adiyaman, Mardin and Siirt. However, we need to think about the dimensions of this development and how its benefits will be distributed. First of all, the growth resulting from construction activities will stop as soon as the project is over. In other words, when GAP investments that consist of 13 basic projects are completed, the increased value added in the construction sector will not continue. Although the new construction activities related to urbanization will continue to support the construction sector, this does not mean that the high growth rate will continue.

Likewise, hydroelectricity generation will have limited effects on the region. The forward and backward linkages in this sector are almost nonexistent. The investments in power generation made in the region fail to create sub-industries and businesses that are related to this sector. Three quarters of the power generated in Turkey is for industrial use. Since industries are established in the west, power generated in the east is consumed in the west. According to Turkish Electricity Corporation (TEAS) data, whereas the average power consumption per person in Turkey is 625 kWatt/hour annually, this figure is 349 kWatt/Hour in the east. A significant portion of the power generated by GAP will be consumed in the west, and the rest will be exported. It is true that in recent times a speedy industrialization related to cotton spinning and weaving has been taking place in the GAP region and its neighboring cities, If this development continues, power consumption may increase. However this will not bring about an immediate radical change in the picture. Once they are in service, the effects of hydroelectric power plants on unemployment will be very limited. Manpower needed to run a giant power plant is roughly 100-200 people.

Land ownership in the GAP region

The permanent positive effects to the GAP region will come from investments in irrigation. GAP, which will irrigate 80 percent of irrigable lands, will cause significant changes in production relations in agriculture. However the southeasterners will not fully benefit from the rents generated by these state investments. Because as noted earlier the Southeast has the most unequal land distribution in Turkey.

To state it briefly, 38 percent of peasant families in the region are landless. This ratio goes up to 48 percent in Sanliurfa where there is the highest concentration of land ownership, and to 45 percent in Diyarbakir. While 5 percent of families own 65 percent of the land, a vast majority of 70 percent own only 10 percent. Despite having been targeted by successive governments for land reform programs that were invariably undermined by local powerholders, there are still entire villages owned by individuals or families.

On the positive side, the new patterns of land use and investments in agriculture are likely to transform the region as a whole. When production for the market begins to predominate, and large lands turn into capitalist farms by better irrigation, the capitalist farmer-agricultural laborer differentiation process will speed up. Those who will lose out as a result of mechanization in agriculture will migrate to the cities, the population composition and the urban texture will show noticeable changes. If the agribusinesses are established in cities with the help of productivity

increase in agriculture, then the population that has migrated from rural areas will be used as manpower in factories. The speed of capitalization in agriculture and industry will determine whether there will be migration into the region. This change in the social fabric of the Southeast will, undoubtedly bring about its own institutions.

In short, as GAP investments raise the value added in agriculture, the region's ranking on the development scale within Turkey will move up considerably.

Although GAP investments appear to be just regional projects, their sheer volume had effects that reverberated throughout Turkey. The business volume generated by GAP investments in construction were important for large contractors based in Istanbul and Ankara. These companies that built their businesses in the Middle East and Libya in the beginning of the 1980s, had a difficult time when these countries reduced their investments due to their declining oil income. The acceleration of investments in GAP was a big boost for these contractors. Activities at GAP continued even when the economy was in a general slump, and sustained the firms that supplied the construction sector as well as the contractors.

The total capacity of the 18 hydroelectric power plants to be built in the GAP region will be 7621MW. With this investment Turkey will be using 25 percent of its hydroelectric power potential of which she is using only 10 percent today.

Those firms that produce the supplies like fertilizers, pesticides and tractors that are needed for the developing agriculture of the GAP region will also benefit from it. The project will create a significant domestic market for western producers. Assuming that 150 kg of nitrous and 200 kg of phosphorus fertilizer per hectare will be used in irrigated areas, it is estimated that fertilizer consumption will increase by 46 percent in irrigated areas and will reach 638,000 tons. Likewise the number of tractors in the region will go up from 22,000 to 42,000 in 2010 with the transition to irrigation.

The abundance in agricultural production will bring advantages to manufacturing industries like textiles and foods that use industrial crops and oil seeds. If other conditions are suitable, with the increase in agricultural production, foreign and domestic capital that wish to be at an advantageous proximity to Middle East markets and to the raw materials will find a welcoming environment for industrial investments.

GAP & Eastern Anatolia

As of now GAP investments have little effect on other eastern cities outside the Southeast. For example, although the southeastern cities' share from the national income has increased relatively during the 1980s and the 1990s, the decline in the income of other eastern cities continues. GAP investments created jobs for eastern workers, but these were mostly temporary. If the developments in agriculture lead to the development of agricultural industries in the region as GAP is completed, part of the westbound migration of manpower and capital from the East might change direction and head towards the GAP region.

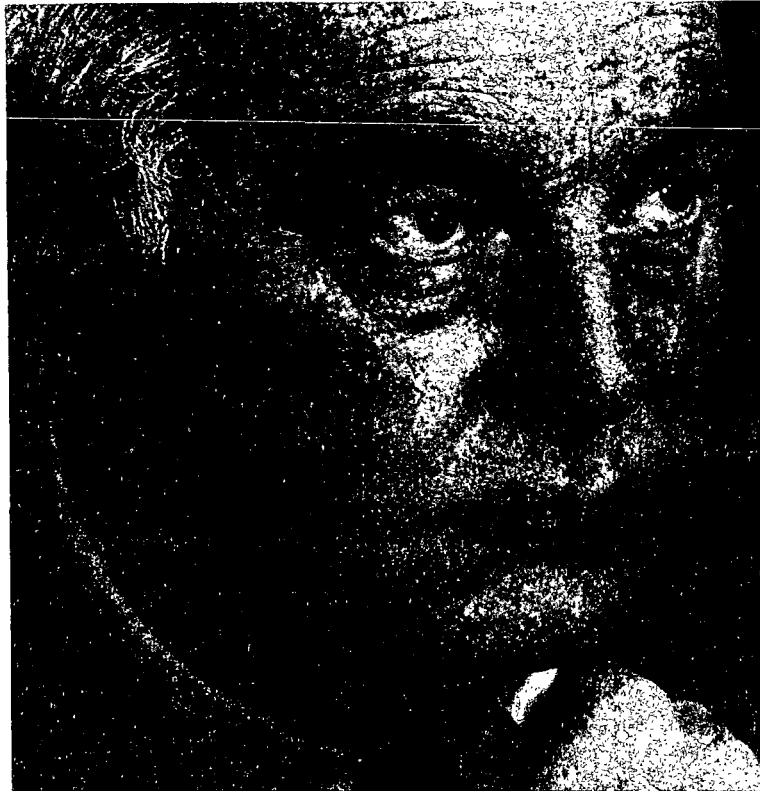
The realization of GAP's promise for the region, for western capital, and eastern cities largely depends on finding foreign markets. The surplus generated by increased production will have to be exported. This requires the use of agricultural technologies that are at par with the world as well as the diplomatic skill not to alienate the countries with potential markets.

In today's world incredible increases in agricultural productivity are possible through the use of genetic research and biotechnology. This has turned many industrialized nations that were agricultural importers into agriculturally self sufficient countries that might even have surpluses. It appears that by the end of the 21st century less developed nations will have an increasing demand for food while industrialized western nations will have a bigger surplus. The United States and the European Union don't look too hopeful as potential markets for the agricultural surplus that will follow the completion of GAP. On the other hand the Middle East and North African nations are the most likely profitable markets for GAP's increased production that will result from irrigation.

A diplomatic issue that will have a bearing on GAP's future is the "water problem." The water that will be held in the dams might create tensions with neighboring countries. When Turkey's consumption of water from the Tigris and the Euphrates increases due to irrigation, the water problem with Iraq and Syria might escalate.

In short, besides the fact that GAP will not bear its fruits until well into the 21st century, the growth in agricultural production will meet serious market problems. Even if these problems are solved, GAP by itself is not enough to solve the developmental problems of the northeast. We need an Eastern Anatolia Project for that region.

- *Mustafa Sonmez has published many books on the Turkish economy and is a frequent contributor to many publications.*



Battling to Save Turkey

Kemal Dervis provokes resentment and hope in a job that no one could envy

By MARYANN BIRD

IT'S HARD TO KNOW WHAT WORRIES Kemal Dervis more—the amount of resentment he provokes among the distributors and beneficiaries of the Turkish state's largesse or the degree of hope he inspires in the reform-minded and the downtrodden. Critics say Dervis, the former World Bank vice president appointed in March as Minister of State with responsibility for the economy, doesn't really understand his homeland. He is, some contend, too "American" to deal with the political parties, bureaucrats and other entrenched interests that run the country's governmental and financial machinery. But Dervis' backers see him as the only hope of achieving a truly democratic society and a well-regulated market economy.

Supporters were prominent in the western textile-manufacturing city of Denizli three weekends ago when Dervis

visited. An audience of businessmen vigorously applauded his recipe for getting Turkey out of its crisis. "You are our hope," Abdulkadir Uslu, chairman of the local chamber of commerce, told him. Nihat Zeybekci, head of Denizli's textile and ready-to-wear export association, was also impressed: "He was aware of even quite detailed problems of the region. He had his hand on the pulse."

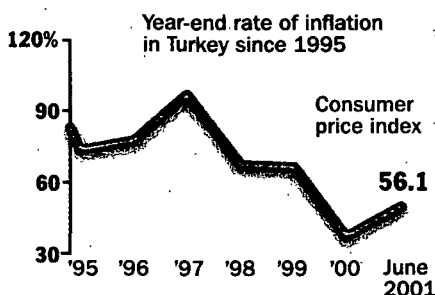
Dervis himself is uncomfortable with all the attention. "It's not healthy to focus on one person," he muses. Dervis, 52, was lured to Ankara from the Bank's Washington headquarters to pull the country back from the economic brink. He stepped in last February after the markets concluded that Turkey's politicians had lost the will to end a vicious cycle. The government was paying astronomical rates to attract lenders and then still higher rates to roll over what they had just borrowed. When confidence snapped, the lira lost half its value. The IMF

and the World Bank offered a record-breaking loan, but on strict condition that the government keep to a program of deep structural reform.

A political outsider, Dervis is an insider where it counts: in Turkey's critical relationship with international lenders. "I am hoping to concentrate on the success of this economic program," he says, "and that's really my only aim." Things are not quite so simple in Turkey, however, where economics and politics are tightly intertwined, where the machinery of state has long propped up corrupt or inefficient sectors, where opinion polls indicate that all political parties are loathed in roughly equal measure, and where 10 governments have come and gone in the last 10 years. The credibility of Turkey's economic program is in the hands of Dervis and his small team of advisers. If the program fails, Turkey will likely be a marginalized, economic disaster area for the foreseeable future. Suc-

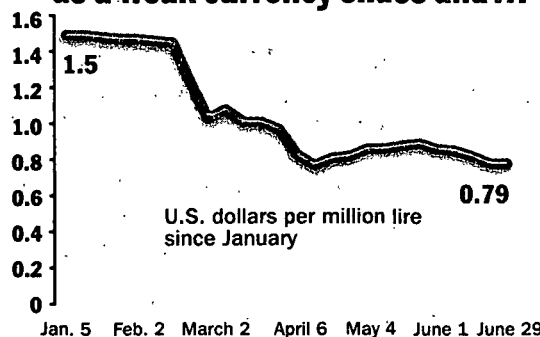
ALBERT FACELLI—SIPA

Inflation is still rampant...



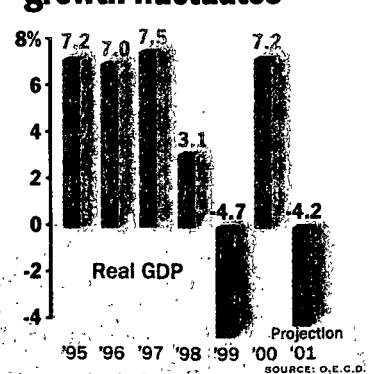
SOURCE: STATE INSTITUTE OF STATISTICS

as a weak currency slides and...



SOURCE: DOW JONES & COMPANY

growth fluctuates



SOURCE: O.E.C.D.

cess—virtually demanded under the IMF's stringent rescue conditions and a precondition of the country's aspirations to join the E.U.—will bring about a revolution in Turkish politics.

Dervis is pushing a program designed to bring down interest and inflation rates, stabilize the lira and stamp out corruption. Belt tightening is not enough. The country must radically restructure its institutions, committing itself to a long list of legislative and executive actions covering reform of the banking sector, rationalization of agricultural subsidies and preparation of Turk Telecom for privatization. Parliament has passed 17 laws to move Dervis' program along. "He understands better than anyone just what a macroeconomic restructuring entails," says Ajay Chhibber, the World Bank's country director for Turkey.

The high personal profile that helps Dervis sell his reforms irritates some of his government colleagues. "Anything the IMF says, you do," complains Aydin Ayaydin, a parliamentary deputy of the center-right Motherland Party. "Anyone would think you were taking orders from them." Many of Dervis' fellow politicians would clearly like to see him fail. "There is one person in Ankara who knows what he is doing and a hundred trying to stab him in the back," observes a Western diplomat.

Dervis' popularity with ordinary Turks—so far—indicates how tired they are of successive inept governments whose policies have drained their wallets and their savings. Dervis was mobbed by supporters on recent visits to the southern cities of Antalya and Gaziantep—prompting the leader of the radical-right Nationalist Action Party (M.H.P.) to accuse him of behaving like a party leader himself.

How firmly Dervis can steer Turkey through its economic woes remains unclear. The IMF and the World Bank have just postponed a meeting at which they were to consider releasing \$3.26 billion, the second tranche of nearly \$16 billion in emergency loans agreed in February. The IMF had demanded that a professional board of directors be appointed for Turk Telecom. The M.H.P. insisted that some political appointees be retained. Dervis conceded, and now finds himself trying to convince the lenders to approve the cave-in, which will not help investor confidence.

Devlet Bahçeli, the M.H.P. leader, said of a reported threat by Dervis to resign: "Let him if he wants. It might even be a good thing." The only problem is, if he did go, he could well take the Turkish economy with him. —Reported by Andrew Finkel/Denizli

OPPOSITION POLITICS

A Maverick Goes Mainstream

When the state security court sent Istanbul's Mayor Recep Tayyip Erdogan to jail in 1998, his pro-Islamic Virtue Party wept crocodile tears. The courts, guardians of the secular Turkish state, had been lying in wait for the charismatic Erdogan. So when he recited a well-known poem at a political rally, it was their chance to pounce. Their verdict was that quoting "minarets are our bayonets" amounted to using religion to incite hatred—but many believe his greater crime was appealing to voters who wouldn't normally opt for a party with an Islamic reputation. The Virtue Party's aging leadership and the Turkish

rebel M.P.s, tired of the autocratic leadership of the disbanded Virtue Party, into a new party of their own.

Opinion surveys suggest that an Erdogan-led party—one that would battle corruption and value individual liberties above the needs of the state—would stand a good chance at the polls. Turkey's economic crisis has cut deep, and many of those hurt by unemployment and rising prices are looking for someone to voice their woes. Some argue that getting the buses to run on time and water from the reservoirs to the taps in a city like Istanbul, home to nearly a fifth of the Turkish population, is good training for running the country at

large. Erdogan was born and raised in that city, and he acquired a reputation as an able and honest administrator with the common touch.

Erdogan confronts one major obstacle, though. Despite his release from jail, he faces a five-year ban from holding political office. Turkey's Minister of Justice has already suggested that any new party founded by Erdogan cannot be legally established. The mayor will contest and even defy the ban, hoping that parliament will keep its pledge to make the amendments to the constitution that would get him off the hook. But he may well have to lead from the wings, not the best spot from which to shift the Islamic movement into the political center.

These days Erdogan chooses his words carefully. He no longer talks of minarets and bayonets but of "making moral values a pillar of modern administration." The Islamic rhetoric of



STRAIGHT TALK: Erdogan hopes to skirt a five-year ban on holding political office to start a new party

establishment mistrust one another, but they mistrust Erdogan even more. He threatened to head a popular movement neither could control.

Now it's Erdogan's turn to weep tears, but of joy. In 1999 he was released after serving four months of a 10-month sentence. On June 22 Turkey's Constitutional Court banned the Virtue Party for being a "focal point of anti-secular" activities, a development that leaves Erdogan, 47, in perfect position to lead a large number of

seven years ago is gone. He presents demands, like permission for women to wear Islamic headscarves at universities, not as threats to the secular state but as basic rights. Even so, a Turkish establishment that includes the army still suspects his moderation is just façade. Other critics say he's too provincial to reform Turkey and lead it into the E.U. His reply, still to be tested, is that no one else can persuade ordinary Turks that these goals are within their reach. —By Andrew Finkel/Istanbul

Secret rape and execution of 20 PKK guerrillas in Bingol

by Turks KurdishMedia.com July 17, 2001

Diyarbakir-Kurdistan (KurdishMedia.com) 17 July 2001: Leaked autopsy reports from Diyarbakir this month confirm that a mixed group of twenty male and female Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas were captured by Turkish forces in the Bingol area last month. The autopsy reports provide forensic evidence that the guerrillas - male and female alike - were first raped then executed and the corpses burned afterwards to conceal the evidence using some incendiary chemical substance.

Sources from the region assert that contrary to their wishes, details of the killings and nature of the incident have deliberately been kept from the public on the orders of PKK leader, Abdullah Ocalan. Ocalan is alleged to have said that publication of the news would be "harmful to the present process" in which the PKK leadership seeks conciliation with the Turkish government.

Commentators opposed to the concealment of such incidents in a "peace" process they view as being overtly one-sided argue that the publication of such important and shocking incidents as these are vital to the public interest.

The people of the region must not be kept in the dark about events deeply affecting their perceptions of political process. They must be allowed a say in the government of their own affairs. Press sources concerning the "Bingol affair" insist on remaining anonymous due to the risks to their personal security but state that the incident can be independently confirmed by official requests made for access to the autopsy reports.

* * * * *

OHAL at 15 years

Turkish Daily News July 19, 2001

The state of emergency called Emergency Rule (OHAL) introduced on Jul. 19, 1987 is now into its 15th year, the Anatolia news agency reported yesterday. At first, martial law had been introduced into certain provinces in East and Southeast Anatolia on Jul. 12, 1980 because of escalating terrorist action, but was upgraded to OHAL in 1987 when separatist terrorists began mounting bloody attacks in eight provinces. OHAL has been extended 42 times since being declared by the late President Turgut Ozal.

The first provinces to be covered by OHAL were Bingol, Diyarbakir, Elazig, Hakkari, Mardin, Siirt, Tunceli and Van. The provinces of Adiyaman, Bitlis and Mus became covered by the definition "neighboring provinces". Later on Adiyaman, Bitlis, Batman and Sirnak were to be covered by OHAL's scope. At its height, OHAL covered 13 provinces, but with the reduction in the terrorist threat, only four provinces: Diyarbakir, Sirnak, Hakkari and Tunceli are still covered. The OHAL region has been run by six "super" governors with special powers above and beyond those of regular provincial governors. One governor, Aydin Arslan, died in office in 1999. The current OHAL Governor is Gokhan Aydiner.

To date, some 29,712 Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorists have been caught or killed or have surrendered within the boundaries of OHAL. A total of 1,117 village guards and 5,040 security forces personnel have been martyred as a result of terrorist activity within OHAL.

* * * * *

Kurdistan Democratic Party Denies It Refused Dialogue With Baghdad

Al-Hayat July 18, 2001

Ankara -- The Kurdistan Democratic Party [KDP] has denied a Reuter report citing its representative in Ankara as saying that the party refuses to engage in dialogue with Baghdad. Hoshyar Zibari, official spokesman for the KDP, has told Al-Hayat that the party has not officially responded to Iraqi President Saddam Husayn's proposal, and that the party's representative in Ankara is not present in Turkey at present.

He described the statements cited by Reuter as "irresponsible." He issued a statement saying: "The party is interested in emphasizing that it is studying what was mentioned in the Iraqi president's speech, and it will announce its position on the proposals. The party has always believed and still believes in a political solution to the Kurdish issue within the framework of a unified Iraq, in order to reinforce Arab-Kurdish fraternity. Any future solution must be compatible with the sacrifices of the Kurdish people and the new situation in the region."

The Iraqi president had called for solving outstanding problems with the Kurds through dialogue between Baghdad and the Kurdish parties away from foreign interference.

* * * * *

Bid to revamp tourism industry in Kurdistan

Iraq Press July 19, 2001

Arbil - The authorities in the semi-independent Kurdish region in northern Iraq are trying to restore the region's tourist facilities devastated by wars and crippling U.N. trade sanctions.

The Kurdish mountainous region was once a magnificent attraction for hundreds of thousands of wealthy Iraqis in the central and southern parts of the country.

The scorching heat of Baghdad, where temperatures might brush 50 degrees centigrade at this time of the year, forced many residents to escape to the scores of tourist destinations in the region some of them rising up to 6,000 feet above sea level. But almost two decades of civil war and neglect have taken a heavy toll of tourist facilities. For years most of them were no-go areas reserved for government troops and militias fighting Kurdish rebels.

In the early 1970s the government invested heavily in the industry, building tourist villages, hotels, casinos and supermarkets. These are now mostly rundown and occupied mainly by internally displaced people, victims of the regime's wars and internecine fighting between rival Kurdish factions.

But the collapse of the tourist industry has not halted the flow of tourists to the region. By nature Iraqi Kurdistan is endowed with fabulous scenes as 92,000 square kilometers of its area are occupied by mountains with flowing streams. A heat wave that has pushed temperatures up to 45 degrees centigrade in the cities of Dahouk, Arbil and Sulaimaniya is currently spurring thousands of Kurds to head to the mountains where local farmers have erected modest chalets of reed, leaves and branches to receive them. Despite travel curbs, hundreds of Iraqis from government-controlled areas have also traveled to the region.

Aware of the financial benefits of tourism, the region's authorities have earmarked part of their meager resources to breathe life into some of the rundown facilities.

Private investors are also involved though at a modest scale. The uncertainty looming over the region's political future prevents private entrepreneurs from embarking on large-scale projects.

But once stability returns, tourism will undoubtedly become the region's main cash earner.

It was and perhaps it still is a dream for millions of Iraqis, particularly those living in the center and south, to spend part of the scorching summer days in the Kurdish mountains. Resorts like Sarsink, Beikhal, Salahideen, Kali Alibek Waterfalls and Shaqlawa are household names in Iraq. The tourist villages at the artificial lakes of Derbendikhan and Dokan in the Province of Sulaimaniya were among the most advanced and attractive in the Middle East, drawing tens of thousands of tourists a year.

But travel to the region from other parts of Iraq is restricted at present. Meantime, only a few would afford to make the trip to the Kurdish mountains even if the travel curbs were removed.

The once relatively prosperous nation has been reduced to poverty as a result of wars and devastating U.N. trade sanctions imposed for Iraq's 1990 invasion of Kuwait.

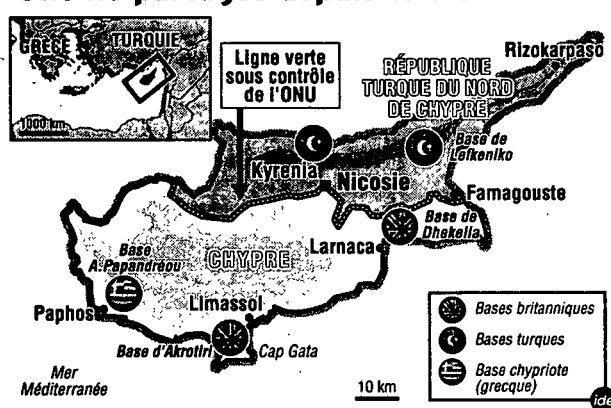
* * * * *

UNION EUROPÉENNE La partition de l'île, turque au nord et grecque au sud, reste l'un des problèmes les plus épineux de l'élargissement

Chypre, un casse-tête en quête d'Europe

La question de Chypre était hier au menu des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne réunis à Bruxelles : une île divisée entre le Nord (turc), militairement occupé par 30 000 à 35 000 soldats d'Ankara, et le Sud (grec), qui négocie actuellement avec l'Union en vue d'une adhésion qui pourrait advenir avant un an. Les Quinze sont-ils prêts à accueillir ce casse-tête ? Ont-ils encore le choix ? « Tous les efforts doivent être faits pour obtenir un règlement politique », a rappelé hier le ministre français aux Affaires européennes, Pierre Moscovici. « Ce n'est pas un préalable mais ce serait préférable, a-t-il précisé. Nous considérons qu'il est important de mener de front et jusqu'au bout les pourparlers de réunification et les négociations avec l'UE. Je crois que ce serait une erreur de commencer à réfléchir aux modalités d'adhésion d'une île divisée. » À Bruxelles on admet fonder sa stratégie sur un « pari », celui d'une « réunification à la dernière minute » : ce scénario serait « pris en compte » dans les négociations. Mais la clé est à Ankara, sans doute entre les mains de l'état-major turc.

Une île partagée depuis 1974



LE FIGARO MARDI 17 JUILLET 2001

Nicosie et Limassol : de notre envoyé spécial Philippe Gélie

Le jour où Chypre entrera dans l'Union européenne, il y aura au moins un Turc pour s'en réjouir : « Ce sera la récompense de tous mes efforts », dit Eshref, 39 ans, arrivé clandestinement du nord de l'île il y a un an avec femme et enfants. « Je suis sûr que beaucoup d'autres Chypriotes turcs feront comme moi, ajoute-t-il. L'économie, l'Europe, tout va plus vite ici »

Trop, peut-être. Face au casse-tête posé par ce pays coupé en deux depuis l'invasion turque de 1974, les Quinze s'en tiennent jusqu'à nouvel ordre à la politique de l'autruche : « Il ne serait pas intelligent de spéculer sur ce que nous ferons si les négociations d'adhésion s'achèvent sans un règlement de la question chypriote », vient de déclarer Günter Verheugen, le commissaire européen à l'élargissement.

Pourtant, on y est presque : en pointe des pays candidats à l'Union, Chypre a déjà clos 22 des 31 chapitres de « l'acquis communautaire ». « Nous aurons terminé au début de l'année prochaine, prévoit Georges Vassiliou, ancien président de la République chargé de mener la négociation avec Bruxelles.

Après, nous n'aurons plus qu'à attendre la première vague de l'élargissement. Pas trop longtemps, j'espère. »

La perspective est loin d'être aussi nette. Souvent omise dans l'énumération des favoris à l'accession, l'île d'Aphrodite pâtit de l'occupation militaire de 37 % de son territoire, qui « pose problème à la PESC », la diplomatie commune : l'an dernier, Günter Verheugen jugeait le dossier assez « dangereux » pour prier la Grèce de ne pas exiger l'inclusion de Chypre dans la première vague d'adhésions.

« Le conseil européen décidera en fonction de tous les facteurs pertinents, y compris celui de la partition de l'île, vient-il de répéter. L'adhésion d'une Chypre unifiée reste le meilleur instrument pour assurer la stabilité régionale et la cohabitation pacifique entre le Nord (turc) et le Sud (grec). »

C'est oublier qu'en décembre 1999, à Helsinki, les Quinze ont décidé qu'une solution de la question chypriote n'était plus une « condition préalable » à l'adhésion. Depuis, les diri-

geants grecs de la République du sud, seule internationalement reconnue, s'appliquent à rester les meilleurs élèves de la classe. De sorte que l'heure de vérité approche : « Si l'Europe veut que l'élargissement ait lieu,

Chypre fera partie du premier groupe », assure le porte-parole du gouvernement, Michalis Papa-

petrou.

La stratégie semble imparable : les Quinze répètent que chacun sera jugé sur ses seuls progrès ; et l'élargissement se décide à l'unanimité, la ratification de chacun des Quinze étant nécessaire. « Je ne vois pas un seul député grec donner son aval à la Pologne s'il y a un veto à l'adhésion de Chypre », dit Georges Vassiliou.

« Si nous n'entrons pas dans l'UE parmi les premiers, ce sera uniquement pour des raisons politiques, ajoute le ministre des Affaires étrangères, Ioannis Kassoulides. En pratique, cela

signifiera donc que nous devons attendre la Turquie. Autant nous renvoyer aux calendes grecques ! »

L'humour n'est que de surface. Dans l'effort d'harmonisation exigé des pays candidats, Chypre a prévu d'investir quelque 2 milliards d'euros, plus du quart de son PIB. Des réformes ont dû être engagées dans plusieurs secteurs clés de l'économie (voir ci-après). « Notre détermination est très forte car elle correspond au désir d'intégrer une grande famille pacifique, souligne M. Vassiliou. L'adhésion de Chypre bouleversera l'équilibre régional. »

C'est justement ce que redoute Ankara, qui entretient 35 000 soldats dans la partie occupée : « Pas question d'accepter un fait accompli » qui va « approfondir la division de l'île », martèle le MCK, le puissant Conseil national de sécurité turc, en menaçant d'y riposter « très fermement ».

Rauf Denktash, le vieux président de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), recon-

nue par la seule Turquie, s'est retiré des « négociations de proximité » parrainées par l'ONU en novembre dernier. Il veut la « pleine égalité » pour son État au sein d'une confédération. Les Chypriotes grecs s'en tiennent à la formule entérinée par les Nations unies : une fédé-

« Je ne vois pas un seul député grec donner son aval à la Pologne s'il y a un veto à l'adhésion de Chypre »

ration bizonale et bicommunautaire assortie d'une démilitarisation totale. Devant ce blocage, les chances de l'UE d'accueillir Chypre avec son problème augmentent tous les jours. Côté turc, on menace d'annexer le nord en représailles. Côté grec, on dramatise en soulignant que cela ruinerait la candidature de la Turquie elle-même. « Notre adhésion sera le catalyseur d'une solution, veut croire Georges Vassiliou. Une fois convaincus qu'ils ne peuvent pas l'empêcher, les Turcs changeront d'attitude. »

Ce pari n'est pas vraiment de nature à rassurer les Européens.

Pourtant, leur « diplomatie commune » brille par son absence. Günter Verheugen dit « travailler de façon intensive à une solution », mais le haut représentant Javier Solana n'est jamais venu à Nicosie. Tandis que les « émissaires spéciaux » de l'UE sillonnent les Balkans ou le Proche-Orient, aucun n'épaule le Péruvien Alvaro de Soto, médiateur de l'ONU. La PESC « aurait pourtant ici une opportunité unique de démontrer son efficacité sans risque d'embrasement militaire », souligne un diplomate.

Il y faudrait un activisme plus intense. Mais, paradoxalement,

le gouvernement chypriote ne l'appelle pas de ses vœux : il craint qu'une implication trop grande de l'Europe dans la recherche d'une solution ne pèse sur le processus d'adhésion. « Il est plus sage que l'ONU reste le maître d'œuvre afin de distinguer les problèmes », plaide Ioannis Kassoulides.

Ainsi, sans crier gare, Chypre a inversé la donne, comme si un règlement politique passait désormais par l'adhésion : « Les Chypriotes turcs voteront avec leurs pieds, comme les Allemands de l'Est », promet Georges Vassiliou.

Eshref le croit, qui a fui la

RTCN via les bases militaires britanniques héritées de l'époque coloniale : « L'armée turque et les colons envoyés d'Anatolie sont les vrais maîtres là-bas, dit-il. Ils prennent nos terres et nous n'avons pas de travail. » Signe du malaise : les demandes de passeport déposées par des habitants du Nord dans les ambassades de la République du Sud ont été multipliées par dix l'an dernier.

A Limassol, Eshref a commencé sa nouvelle vie dans la misère et sous l'étroite surveillance de la police. Mais du moins, c'est presque l'Europe.

L'argent sale et les égouts

Nicosie :
de notre envoyé spécial

Au paradis des sociétés offshore et des pavillons de complaisance, le plus gros problème posé par l'adhésion à l'Europe concerne... les égouts.

Dans son bureau high-tech de Nicosie, Panikos Poulos, directeur de la planification et cheville ouvrière des négociations avec Bruxelles, ne l'avoue pas sans pudeur : ce volet de « l'acquis communautaire » - 31 chapitres, soit 80 000 pages de règles et d'obligations à intégrer dans la réalité locale -, représente le premier poste de dépenses liées à la marche vers l'Europe. « La loi communautaire exige que toute commune de plus de 2 000 habitants soit équipée du tout-à-égout, explique-t-il. Mais à Chypre, près de 400 villages en sont encore dépourvus. » Les travaux nécessaires exigeront un investissement de 755 millions d'euros, soit 40 % du coût total de l'harmonisation (environ 2 milliards d'euros). Pour les mener à bien, l'île bénéficiera d'une tolérance jusqu'en 2012 : « La période transitoire la plus longue que nous ayons obtenue », souligne M. Poulos.

Ces dérogations temporaires négociées par les postulants fournissent une bonne mesure des difficultés rencontrées pour s'adapter aux exigences européennes. Ainsi, les Chypriotes soulignent à contrario qu'ils ont déjà clos le chapitre sur la libre circulation des capitaux, malgré leur réputation de laxisme : « Le système que nous avons mis en place a été jugé satisfaisant par

les experts européens », fait valoir l'ancien président de la République Georges Vassiliou, responsable des pourparlers d'adhésion.

A Moscou, le procureur général accuse pourtant la mafia russe de blanchir quelque 12 milliards de dollars par an à Chypre. « Nous n'avons jamais été un centre de blanchiment d'argent, rétorque M. Vassiliou. Les flux financiers sur l'ensemble de l'île représentent 70 milliards de dollars par an, dix fois moins que ce que brassent en une journée certaines grandes banques mondiales. »

Les autorités ont dû néanmoins créer une unité de renseignement financier, rattachée au ministère de la Justice, qui peut bloquer tout transfert de fonds suspect. Une loi a plafonné à 100 000 dollars les dépôts en liquide et imposé une certaine transparence aux intermédiaires financiers. Et le gouvernement a entrepris de collaborer avec les instances internationales, notamment avec le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, sur les comptes ouverts par l'ancienne nomenklatura de Milosevic en violation de l'embargo contre la Serbie.

A ce prix, le groupe de travail du G 8 a crédité Chypre d'un « système complet de lutte contre le blanchiment » et ne l'inclut pas parmi les « juridictions non coopératives ». Le Fonds monétaire international

(FMI) a également rendu un avis favorable.

Pour satisfaire l'Europe, l'île a aussi dû mettre de l'ordre dans un autre secteur qui fait sa fortune : les pavillons de complaisance. A la fin de l'année 2000, 2 728 navires étaient enregistrés dans les ports de Larnaka ou de Limassol, soit un bateau pour 200 habitants. Cette activité qui a fait surgir 13 000 armateurs en 25 ans s'est développée au détriment d'une sécurité maritime de plus en plus chère aux Quinze, et particulièrement à la France depuis le naufrage de l'Erika.

Mais « nous avons mis au point un plan d'action détaillé qui commence à produire ses effets », assure Panikos Poulos. Dorénavant, les autorités maritimes refusent d'enregistrer des bateaux âgés de plus de quinze ans. Le nombre des incidents en mer ainsi que le taux de détention dans les ports étrangers ont diminué de moitié en deux ans. Et Chypre a pu clore le chapitre sur les transports.

Avec les compagnies offshore, le problème risque de prendre une autre ampleur. En un quart de siècle, près de 50 000 sociétés ont été créées sous ce régime, et

on estime que 25 000 sont toujours actives. A condition d'appartenir à des étrangers et d'exercer leurs activités hors de l'île, elles bénéficient d'un taux d'imposition de 4,25 %, contre 25 % (au maximum) pour les sociétés « on shore ». Un système qui n'est pas toléré par l'Union européenne. D'ailleurs, Nicosie s'est déjà engagée vis-à-vis de l'OCDE à cesser sa « concurrence fiscale déloyale ».

La négociation n'a pas encore débuté avec les experts de la Commission européenne et, officiellement, les autorités n'ont pas arrêté leur position. Toute la difficulté consistera pour elles à relever le taux d'imposition sans décourager le « bon » secteur offshore, comme dit Georges Vassiliou : les quelque 1 200 sociétés qui entretiennent du personnel et des bureaux sur place, assurant près de 5 % du PIB national.

« Nous ne sommes pas stupides, nous n'allons pas nous aligner sur la lourde fiscalité allemande », promet Georges Georgiou, responsable du secteur à la Banque centrale chypriote. Un taux de 10 % à 12 % pour tout le monde, sur le modèle irlandais, devrait finalement être retenu. A la plus grande satisfaction des entrepreneurs locaux.

D'autres changements seront sans doute plus difficiles à faire accepter : l'imposition de la TVA sur les livres ou les vêtements pour enfants, ou encore la consolidation financière de coopératives locales vieilles d'un siècle. Mais l'adhésion à l'UE « relève de la pure politique », rappelle M. Georgiou. Et Chypre est prête à en payer le prix.

Ph. G.

A Moscou, la justice accuse la mafia russe de blanchir 12 milliards de dollars par an à Chypre

Les Chypriotes turcs dans l'impasse

Nicosie-nord :
de notre envoyé spécial
Éric Biegala

« Ce qui va se passer ? C'est bien simple : l'Europe va intégrer la partie grecque de Chypre ; la Turquie va intégrer Chypre-nord et nous allons disparaître... De toute façon, nous sommes en voie d'extinction. » Ulas, la trentaine, est amer. Comme de nombreux Chypriotes turcs, il préférerait nettement intégrer l'UE plutôt que la Turquie mais il n'a pas le choix. Alors les Chypriotes turcs quittent l'île, d'autant que la situation économique de la partie nord s'est dramatiquement aggravée en quelques mois.

Chypre est coupée en deux depuis 1974. Cette année-là, l'armée d'Ankara intervenait en réponse à un coup d'État fomenté à Nicosie par la junte militaire grecque. Depuis 27 ans, les choses n'ont pratiquement pas bougé. La Turquie maintient 30 000 hommes de troupe dans le tiers nord du territoire où une « République turque de

Chypre du Nord » (RTCN) a été auto-proclamée en 1983. Une ligne de front, où les Casques bleus de l'ONU patrouillent, sépare les communautés.

Les efforts des Nations unies ou de la diplomatie américaine pour les réunir n'ont pour le moment rien donné. Les pourparlers sont d'ailleurs au point mort : depuis la fin de l'année dernière, la partie turque refuse de les poursuivre. Environ 205 000 personnes résident en RTCN mais seules 165 000 sont reconnues citoyens de la République autoproclamée. « Nous estimons qu'il y a 65 000 à 70 000 personnes venues de Turquie après 1974 », précise Muharem Faiz de la Comar, le principal institut de sondage de Nicosie-nord. « Selon notre dernière étude, 32 % des chypriotes turcs sont en faveur d'une réunification de l'île sous forme de fédération, 27 % préféreraient une confédération et 23 % se disent favorables à une séparation en deux États distincts. Seuls 7,7 % souhaitent une intégration de Chypre-nord avec la Turquie. »

C'est pourtant cette dernière option qui est actuellement défendue, tant

par Rauf Denktash, le « président » de la RTCN, que par les autorités turques d'Ankara, si Chypre devait adhérer à l'Europe. Pourtant, « 95 % de la population veut entrer dans l'UE, la plupart du temps pour des raisons économiques », explique encore Muharem Faiz. Le revenu moyen de Chypre-nord est sensiblement plus élevé que celui de la Turquie (4 000 dollars au lieu de 3 000) mais reste nettement en deçà de Chypre-sud (15 000 dollars).

A la suite de la crise financière turque, la livre a perdu 45 % de sa valeur en 4 mois. Intimement liée à celle de la « mère patrie », l'économie de Chypre-nord est en train de périlcliter. « Il ne nous reste qu'une seule solution : partir », explique Mehmet, un ami d'Ulas. De plus en plus nombreux sont les chypriotes turcs qui demandent un passeport de la République de Chypre. « La semaine dernière, c'est une famille entière qui est passée à Chypre-sud », raconte Ulas.

Difficile à estimer, le nombre des candidats à l'exil semble important. « Sur les 40 étudiants qui étaient avec moi au lycée en 1991, à peine 4 ou 5 sont encore là », explique Murat Kanatli, 28 ans, qui milite dans un petit mouvement d'opposition à Rauf Denktash. Faire évoluer les choses ne sera pas facile. Le vote des immigrés de Turquie favorise systématiquement

l'équipe Denktash.

« Régulièrement, on voit arriver des gens du continent qui se font inscrire juste avant la constitution des listes électorales ; selon nos projections, le nombre d'inscrits sera de l'ordre de 80 % de la population en 2002. Ce qui est impossible à moins de faire voter les enfants de 10 ans », remarque Muharem Faiz qui n'hésite pas à parler de « manipulations ».

Quant à l'opposition déclarée, elle n'a pas la vie facile. Le journal *Avrupa* (« Europe ») a, par exemple, subi deux attentats à la bombe en six mois. Le gouvernement vient d'être remodelé pour en faire sortir Mustafa Akinci, seul à militer pour une reprise des pourparlers de réunification. Vendredi dernier, une manifestation d'opposants a réuni 3 500 personnes pour demander la reprise des pourparlers.

L'année dernière, 10 000 à 20 000 manifestants ont défilé dans les rues de Nicosie pour protester contre la mainmise de la Turquie et la gabegie financière du régime. Pour la première fois, les Chypriotes avaient largement conspué Rauf Denktash, mais ce dernier n'en a cure. « On nous dit de ne pas rater le train de l'Europe... mais c'est un train grec et nous refusons de le prendre. Personne ne veut considérer notre souveraineté et c'est inacceptable », martèle le chef de la RTCN. « Le passé reste mon actualité », résume le vieux leader. C'est peut-être ce que lui reprochent aujourd'hui les Chypriotes turcs.

Saddam Hussein renouvelle son appel au dialogue aux factions kurdes irakiennes



BAGDAD, 15 juil (AFP) - 20h59 - Le président irakien Saddam Hussein a appelé dimanche les factions kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak au dialogue pour trouver une solution équitable au problème kurde, rapporte la télévision irakienne.

"Transmettez mes salutations aux Kurdes et dites-leur qu'aussitôt que vous serez préparés au dialogue (...), nous y sommes prêts", a déclaré Saddam Hussein devant des députés kurdes loyalistes venus le décorer de l'"insigne du jihad pour la libération de la Palestine et d'Al-Qods".

"Celui qui fait partie d'un Etat comme l'Etat irakien a davantage d'honneur que celui qui appartient à un petit territoire insignifiant", a ajouté Saddam Hussein, en insistant sur "l'unité de tous les Irakiens".

Le Kurdistan irakien s'était soulevé contre le régime au pouvoir à Bagdad dans la foulée de sa défaite dans la guerre du Golfe en 1991. Depuis, cette région est disputée par les deux principales factions kurdes rivales.

La partie est du Kurdistan d'Irak frontalière de l'Iran est contrôlée par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), dirigée par Jalal Talabani, et le secteur proche de la Turquie est contrôlée par le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani.

Le président irakien a appelé les Kurdes à "chasser de la région d'autonomie kurde (les provinces de Souleimaniya, d'Erbil et de Dohuk) toute présence étrangère".

Le pouvoir central a plusieurs fois accusé les deux factions kurdes rivales d'être soumises aux pressions américano-britanniques, qui entravent tout accord avec Bagdad.

Abbas Abdi, proche conseiller du président Khatami:

«En Iran, la démocratie prendra du temps»

Téhéran envoyé spécial

Idéologue et proche conseiller de Mohammad Khatami, Abbas Abdi est aussi l'un des chefs du Front islamique de la participation, le parti du président iranien. Ancien membre du groupe des «étudiants de la ligne de l'imam (Khomeiny)», l'une des organisations les plus radicales sur laquelle s'appuya le fondateur de la république islamique pour éliminer les «modérés» après la révolution, il fut l'un des stratèges de la prise d'otages de 1979 à l'ambassade américaine. Devenu l'un des principaux dirigeants réformistes, il explique dans une interview exclusive à *Libération* les difficultés qui attendent le président iranien pour son second mandat.



Meeting de soutien à Khatami pendant la campagne présidentielle, en juin 2001 à Téhéran.

Le président Khatami ne va-t-il pas rencontrer les mêmes embûches que lors de son premier mandat?

Cela va être comme avant. Car si ces embûches n'existaient pas il n'y aurait pas de raisons de faire des réformes. Il faut d'ailleurs qu'elles apparaissent pour qu'on puisse les éliminer, les digérer. Il en sera ainsi jusqu'à ce qu'on arrive à la démocratie. **Mais ces embûches, on n'a pas l'impression qu'il y en ait moins aujourd'hui que lorsqu'il a conquis le pouvoir...**



Abbas Abdi.

ront, de plus, l'objet d'une enquête. **Mais tous ces journalistes en prison. Quand la répression va-t-elle s'arrêter?** Si vous regardez bien, les journalistes emprisonnés se comptent sur les doigts de la main. En France, vous avez payé un prix beaucoup plus élevé pour la démocratie. Vous regardez les journaux qui ferment, moi, ceux qui ouvrent [...]. Ces journaux veulent continuer sur le chemin de la démocratie et détruire ceux qui s'y opposent. Il est normal que ces derniers cher-

chent aussi à détruire les journaux. **Quand même, des dirigeants de l'opposition libérale religieuse (3) sont depuis des mois en prison. Du temps de l'ex-président Rafсандjani, ils y restaient moins longtemps...**

La durée n'est pas importante. A l'époque, il suffisait d'écrire un petit article pour aller aussitôt en prison. Aujourd'hui, ce n'est qu'après des discussions très longues qu'on les envoie en prison. Avant, on n'avait pas de nouvelles d'eux, on ne savait pas quel tribunal s'occupait d'eux, s'ils avaient des avocats et lorsqu'ils sortaient de

prison, ils se cachaient le visage. Aujourd'hui, ils sortent la tête haute. C'est donc très différent. Avant encore, en prison, ils disaient du mal de Rafсандjani. Maintenant, ceux qui sont en prison disent du bien de Khatami. Et ils n'ont pas appelé à voter blanc mais à voter pour lui.

Mais si les réformes vont aussi lentement, ce sont plus vos petits-fils que vos fils qui vont en profiter...

On ne peut pas écourter la durée de leur mise en œuvre. Ou alors très peu. Sinon, quelque chose d'autre en découlera. La démocratie prendra du temps. Les réformes ne veulent pas détruire ceux qui sont en place et y sont hostiles mais leur faire comprendre qu'ils doivent venir dans le camp de la réforme.

Menaces sur les réformes

A quelques semaines de la formation du nouveau gouvernement, des proches de Khatami ont averti les Gardiens de la révolution de créer des réseaux de renseignement parallèles pour contrôler leur mouvement en Iran, afin d'éviter un scénario similaire à celui du mouvement des Renseignements. Ils ont un projet de système pour protéger des données télécommunications, à l'instar de ce qui se fait dans les pays occidentaux. Le système est conçu pour protéger les données de la communication électronique, y compris les données de la communication par satellite. Le système est conçu pour protéger les données de la communication électronique, y compris les données de la communication par satellite. Le système est conçu pour protéger les données de la communication électronique, y compris les données de la communication par satellite.

19 JUILLET 2001



Quelles seront les priorités de Khatami?

D'abord, renforcer la société civile et les organismes qui ne dépendent pas de l'Etat. Ensuite, privatiser l'économie de façon à affaiblir un peu le rôle de l'Etat. Enfin développer les médias et desserrer le monopole du pouvoir sur l'information. Si l'on arrive à ces résultats, on aura fait un grand pas en direction de la démocratie. **Craignez-vous que vos adversaires réagissent violemment?**

Tout est possible en Iran. Des fermetures de journaux, des arrestations, ... Mais, au regard de l'élection présidentielle, on voit que de tels actes donnent des résultats très négatifs. Les dernières arrestations (de réformateurs, ndlr) ont joué en notre faveur. Elles ont renforcé notre unité. En

fait, nos adversaires ont joué toutes leurs cartes. Il leur en reste une: faire intervenir les militaires.

Vos adversaires peuvent-ils aller jusque-là?

Non. Ils peuvent arriver à cette conclusion que les militaires sont la dernière solution mais celle-ci n'est pas applicable.

Si les réformes tardent, n'allez-vous pas être dépassés par les étudiants ou la rue?

Il n'y a pas de retard dans les réformes. Simplement, tout n'est pas en notre pouvoir. Une partie du travail à faire est entre les mains de ceux qui sont hostiles aux réformes et nous devons leur faire comprendre qu'il leur faut les accepter. Si c'était facile, on irait plus vite (...). Nous sommes aux prises avec deux problèmes:

le premier est une structure antidémocratique et le second est la religion. En Europe, vous avez réglé ce problème étape par étape. Avec une structure antidémocratique (l'absolutisme monarchique, ndlr), vous avez réglé le problème de la religion. Nous, malheureusement, sommes confrontés à ces deux problèmes en même temps, ce qui nous complique la vie ●

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN

1) L'hiver 1998, trois intellectuels et un couple d'opposants ont été assassinés à Téhéran. C'est le président Khatami qui a mis fin à ces meurtres en série en ordonnant une enquête.

2) Un des responsables des services secrets impliqués dans les assassinats. Il s'est «suicidé» en prison avec de la mousse dépilatoire, selon la version officielle.

3) Comme Ezatollah Sahabi, dont l'état de santé inquiète beaucoup ses proches.

TURQUIE. Le gouvernement Ecevit est discrédité, l'économie paralysée et les réformes exigées par le FMI en panne

Le régime d'Ankara en décomposition

Istanbul : **Éric Biegala**

Un gouvernement sans aucun soutien, une opposition interdite, l'économie paralysée et une intégration européenne en panne : une fois de plus la Turquie se retrouve face à une crise de régime larvée. Au point que certains exigent le remplacement du cabinet Ecevit par un « gouvernement intérimaire », ranimant du même coup les craintes d'une nouvelle intervention militaire. *« Ceux qui viennent de lancer une campagne en faveur d'un gouvernement de technocrates n'en sont peut-être pas conscients mais ils font chanceler les bases de la démocratie »*, prévenait ce week-end un communiqué du premier ministre Bülent Ecevit. Reste que la démocratie « à la turque » est aujourd'hui plus que branlante.

Certes, la crise qui dure depuis le mois de février est largement structurelle et l'actuelle équipe ne peut en être tenue pour seule

responsable. Elle sanctionne deux décennies de clientélisme politique forcené, deux décennies qui ont vu tous les partis passés au gouvernement se partager banques et autres institutions publiques et pourvoir ainsi leurs affidés en postes, leur électoralat en subventions et leur formation en espèces sonnantes et trébuchantes. L'absence de règles en matière de financement de la vie publique a largement encouragé les dérives.

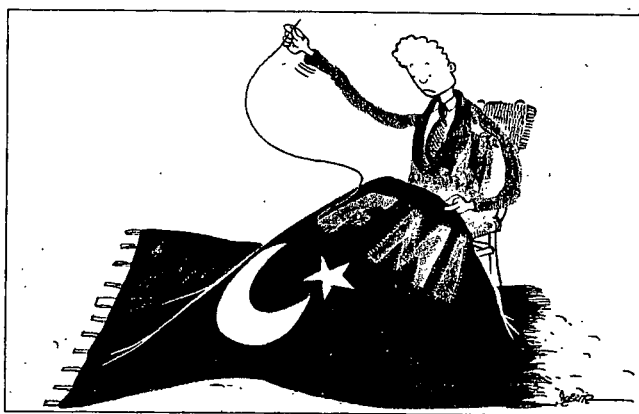
Reste que les maladresses accumulées par le gouvernement Ecevit depuis février ont contribué à saper la confiance.

Contrainte de renoncer aux parités fixes, la Turquie a vu la valeur de sa monnaie chuter de plus de 50 % face au dollar en cinq mois. Dans une économie fortement « dollarisée », cette dégringolade a entraîné le gel des investissements comme des échanges, les opérateurs attendant que le taux de change se stabilise. Conséquences immédiates : la mise à pied d'environ 500 000 personnes et une flambée inflationniste.

Le résultat politique ne s'est pas fait attendre. Selon un son-

dage publié début juillet, aucun des partis existant en Turquie n'obtiendrait plus de 7 % des voix si des élections devaient se dérouler aujourd'hui. Du côté des bailleurs de fonds internationaux, on est à peine plus confiant. En effet, Le FMI ne s'est pas contenté d'une simple lettre d'intention, il a exigé de chacun des trois chefs de la coalition gouvernementale l'engagement personnel d'appliquer le programme de réformes en échange duquel 15,3 milliards de dollars doivent être prêtés au pays.

La précaution n'était pas superflue : la mise en œuvre du plan s'est en effet heurtée à la



LE FIGARO JEUDI 19 JUILLET 2001

Comme aime à le répéter le premier ministre, « il n'y a pas d'alternative »

mauvaise volonté gouvernementale dès qu'il s'est agi d'entamer la privatisation de Türk Telekom. En réponse, le FMI a gelé ses décaissements pendant dix jours. Le bras de fer a provoqué la panique des marchés qui, depuis, semblent avoir perdu toute confiance dans la capacité de l'équipe Ecevit à mettre en œuvre le plan de réformes. En conséquence, le taux des emprunts d'État avoisine aujourd'hui les 100 % pour une inflation de 60 %, la dette publique continue d'enfler et la monnaie poursuit sa chute.

Décrédibilisé aux yeux du public, des marchés et des bailleurs de fonds, le gouvernement Ecevit aurait dû démissionner depuis longtemps, seulement voilà, comme aime à le répéter le premier ministre, « *il n'y a pas d'alternative* ». L'armée, qui a chassé les islamistes du pouvoir

en 1997, a clairement fait comprendre qu'elle n'entendait nullement les voir y revenir. Le parti islamiste vient d'ailleurs d'être dissous. Résultat en forme de paradoxe relevé par Bekir Coskun dans le quotidien *Hürriyet* : le cabinet Ecevit « *ne reste en place qu'à cause de la crise qu'il a lui-même générée. C'est sans doute le seul exemple au monde d'un gouvernement qui survit du fait même de son incompétence* ». Quelques jours plus tard, le même journal appelait à la formation d'un gouvernement de hauts fonctionnaires « *ayant le soutien de l'armée* » et susceptibles de conduire les réformes préconisées par le FMI avant de préparer des élections.

Le paysage politique est en train de se recomposer. Les plus modernistes des islamistes ont entrepris de fonder un nouveau parti conservateur emmené par l'ancien maire d'Istanbul, l'un des rares politiciens à avoir conservé une réelle aura

En face, les libéraux de droite et de gauche comptent sur Kemal Dervis, le ministre de l'Économie récemment débauché de la Banque mondiale pour mettre en œuvre le plan du FMI. Lui

aussi jouit d'une vraie crédibilité, mais sans parti et sans appui manifeste, il reste pour le moment isolé.

Nombreux sont pourtant ceux qui s'élèvent contre la perspective d'un « *gouvernement intérimaire* », l'expression rappelant

trop les administrations semi-militaires des années quatre-vingt. Pour l'éditorialiste Ferai Tinç par exemple, la crise économique « *provient de (notre) incapacité à établir un système*

démocratique transparent. Il n'est pas possible de la résoudre avec des formules extrêmes telles qu'un gouvernement de technocrates. Il faut abandonner ces solutions anachroniques, assure-t-elle avant de conclure sur une profession de foi européenne : Nous avons de

grandes ambitions et nous avons fait un choix, celui de l'intégration à l'UE. »

Malheureusement le régime traîne les pieds là aussi. En mars dernier, un programme national d'adoption de « l'acquis » européen a été rendu public mais il demeure flou quant à certaines questions cruciales telles que les droits des minorités, le rôle de l'armée, la peine de mort, sans même parler des blocages de la Turquie concernant l'intégration de Chypre ou la défense européenne. « *Au-delà de l'adoption formelle des règles de l'Union, ce sont les mentalités qu'il faudra aussi changer* », remarque un diplomate. Certains auront manifestement du mal à s'adapter. Le ministère de la santé, par exemple, vient juste d'exiger que les élèves des écoles d'infirmières soient toutes vierges et entend expulser les contrevenantes. Les tests de virginité censés vérifier la moralité des femmes non mariées sont pourtant interdits en Turquie depuis 1998.

Bourse aux changes sur le pavé d'Istanbul

Istanbul : de notre correspondant

« *Voilà, c'est là : au moins la moitié des liquidités turques passe par ici !* » explique Murat, un jeune courtier en jean et blouson de cuir. « *Ici* », ce n'est ni une banque ni un comptoir mais une venelle de 2 m de large sur 15 m de long : la rue des Orfèvres du quartier de Tahtakale. Dans les bons jours, près d'un milliard de dollars y passent de main en main. C'est surtout là que s'apprécie la valeur de la livre turque (TL) et que l'on vient prendre le pouls de l'économie en ces jours de crise.

Pour les touristes qui entrent dans le grand bazar d'Istanbul par la porte de Nuruosmaniye, la vision de l'atroupement dans la rue des Orfèvres tient de l'échauffourée. Une cinquantaine de personnes s'apostrophent dans ce minuscule réduit. De temps à autre l'un des protagonistes quitte le cercle pour téléphoner nerveusement sur son portable.

Mais le touriste comprendrait-il le turc qu'il n'en serait guère plus avancé : rue des Orfèvres on hausse le ton pour des « *quarts* », des « *draps* », des « *pleins* » ou des « *reines* » et l'on négocie en « *pièces* » ou en « *tonnes* », autant de nom de code pour respectivement les deutsche marks, les francs, les dollars, les livres sterling, les milliers et les millions. « *J'ai 200 pièces de*

quart à vendre », lance un grand moustachu signifiant qu'il met 200 000 marks sur le marché. Ce matin la valeur du mark s'apprécie autour de 600 000 TL. Chacun des courtiers de la rue des Orfèvres travaille en fait pour un bureau de change situé dans le grand bazar, l'immense marché couvert aux 4 000 échoppes.

« *Nos patrons sont reliés aux « fils » des agences internationales et nous tiennent au courant des cours par téléphone ou VHF* », explique Engin, 40 ans, qui exerce à Tahtakale depuis une dizaine d'années. Les premiers téléphones portables de Turquie ont d'abord été employés dans le quartier mais nombre de

courtiers utilisent aussi le talkie-walkie : « *À l'usage, cela revient moins cher* », explique Selçuk, qui possède deux émetteurs en plus de son portable.

Une antenne relais a d'ailleurs été installée sur le toit dominant la rue des Orfèvres. La plupart des transactions ne se concluent pas à moins de 10 000 dollars (plus de 70 000 F), mais ces derniers jours des offres à 3 000 ou 4 000 dollars sont parfois retenues. « *Un bon « buffet » [bureau] négocie entre 20 millions et 30 millions de dollars par jour* », explique Murat qui estime que le volume total des transactions quotidiennes se situe entre 3 00 millions et 500 millions de dollars, « *alors qu'il atteignait le milliard la semaine dernière* ».

Des transactions qui se soldent par des échanges en liquide : il n'est pas rare de voir un coursier transporter un million de dollars d'un bureau à l'autre, parfois dans un simple sac en plastique. « *Il n'y a pas de problèmes de sécurité : tout le monde se connaît et la culture de la pa-*

role donnée garantit le sérieux des affaires », assure un autre courtier qui spéculé sur le marché de l'or, à 10 m de la sortie de la rue des Orfèvres.

Avec le régime des changes flottants institué à la suite de la crise de février, tout le monde en Turquie est suspendu aux valeurs de Tahtakale. Aujourd'hui, c'est la chaîne de télévision Kanal D qui est venue prendre la température. Les mesures gouvernementales y sont disséquées, les attentes du marché également. Le taux de change interbancaire n'est guère pris en compte, les positions risquées des banques turques sur les marchés internationaux sont en effet bien connues et ne reflètent qu'imparfaitement la réalité du marché.

Pour tous, la rue des Orfèvres est le véritable baromètre de la valeur de la livre. Hier, le dollar s'y négociait à 1:390 000 livres. La monnaie turque a perdu la moitié de sa valeur en cinq mois.

E. B.

"For trade to happen, restrictions on the movement of people must be lifted first," Syrian Ambassador Said Al-Bunni says

Barbed wire, politics divide Syria and Turkey

Ayla Jean Yackley

The minefields, gun towers and barbed wire along the border between Turkey and Syria have divided both nations and families for generations.

"I have five brothers who live across the border," says 47-year-old Hamit Caliskan, born in Reyhanli, Turkey, beneath the Syrian hills just metres (yards) away. "I see them once, maybe twice, a year."

In this quiet town of 40,000 people who raise livestock and farm the verdant fields of Hatay province in southeastern Turkey, simmering territorial disputes between faraway Damascus and Ankara have blighted commerce, severed cultural ties and scattered relatives.

Syria's claim over Hatay, which it calls Liwa al-Iskandaron, has embittered relations with Turkey since colonial ruler France ceded the province to Ankara in 1939. Damascus has never recognised the move.

But recent diplomatic overtures may ease the strain along this flash point of the Middle East.

Relations thaw after Ocalan expelled

Tensions peaked in 1998 when the Turkish army sent tanks to the border persuading Syria to separatist outlawed organization PKK's leader Abdullah Ocalan. A thaw set in after Ocalan was captured a year later, tried and sentenced to death for treason.

A security pact sealed an end to the row.

Travel restrictions eased. Families who once lobbed presents over the barbed-wire border fence during Muslim holidays now apply for two-month visas to visit Syria.

"Our elders are all in Syria, but no one knew each other before the visas," says Emine Tarpinc, a 34-year-old mother of five. "Now we come and we go."

She laments the Turkish government's decision to introduce a \$50 fee on all Turkish citizens leaving the country, aimed at raising state revenues to stave off months of economic upheaval.

"If a relative dies, he must be buried immediately in Islamic culture," she says. "By the time we go to Ankara with our passports, we miss the funeral."

Said Al-Bunni, Syria's ambassador to Ankara, says efforts are underway to do away with the visas altogether.

"For trade to happen, restrictions on the movement of people must be lifted first," Al-Bunni says.

Last month, Turkey and Syria signed an agreement to boost bilateral commerce.

Trade revenue between the two neighbours netted \$450 million last year, up from almost nothing in 1998, and could reach \$1 billion by the end of 2001, Al-Bunni says. "That is still less than the potential and aspirations of both sides," he adds.

Caliskan says trade between family members is probably twice the official figures.

"People here want Arabian coffee, and our friends in Syria want Turkish tea," he says. "We should have a border gate where trade is more free. We're paying the price for state politics."

Tarpinc struggles on in the family fields of sunflowers and onions. Her hands are tough and calloused, her face deeply lined by the searing sun. She says more trade between Syria and Turkey would ease her hardship.

"Maybe we wouldn't have to work so hard," she says. "Maybe we could leave the fields and open stores."

Thorny issues set aside for now

Turkey and Syria have held low-level military contacts in recent months, and diplomats and trade officials have shuttled back and forth across the border.

Al-Bunni says Syrian President Bashar al-Assad has agreed to visit Ankara, though a date has not been set.

"This gesture from Syria stems from (Turkish President Ahmet Necdet) Sezer's visit to Damascus last June for (late Syrian President Hafez) Assad's funeral," Al-Bunni says.

"Sezer's first trip abroad was to Syria, and we received that message with love and admiration," he says. Seyfi Tasan, who heads a foreign-policy think tank in Ankara, calls such efforts "quiet improvement".

"Relations are calm, but it is not ostentatious," he says. "Both sides will keep their bigger differences to one side to allow for economic relations to gradually take hold."

The two nations have been at loggerheads for years over the Euphrates river, which Syria relies on for irrigation, power and drinking water. Turkish dam projects upstream cut off too much of the flow, Syria says. Turkey says years of drought have made it difficult to release 500 cubic metres of water a second, promised in a 1987 water-sharing protocol.

"Encouraging economic relations will eventually provide the pressure for just solutions to our differences," Al-Bunni says.

Ethnic Arabs of Hatay tied to Turkey

The towering Taurus mountains sweep down from Anatolia into northern Hatay, marking the start of the Levant at the eastern end of the Mediterranean Sea.

Long verandas ring the Syrian-style stone houses of Reyhanli, and families recline outside on woven carpets and pillows during the blistering summer heat.

Old women, many with faded tattoos on their faces, wear cool white scarves to cover the hair. Their printed skirts are bright and colourful. Men tug at their moustaches or run Islamic worry beads through their fingers.

Everyone speaks Arabic, their culture tied to that of Syria's.

"Our roots are in Syria," Tarpinc says. "That is why we dress the way we do, eat the food we do and speak Arabic."

But reunion with Syria has few supporters in Reyhanli. "We are much freer here than we would be in Syria. It's better here," says fruit seller Tahir Cember. "I don't want to live under the Syrian regime. I don't know anyone who does."

Syria no longer actively presses its claim on Hatay, says Tasan, the diplomatic analyst. But Turkey expects a complete disavowal to turn the page with Syria.

"One of the simplest steps Syria could take is to show the area is inside Turkey in the maps that appear in Syrian school books," he says.

Reyhanli - Reuters

Un nouveau statut pour les réfugiés Suayip Adlig approuve l'appel de Paris

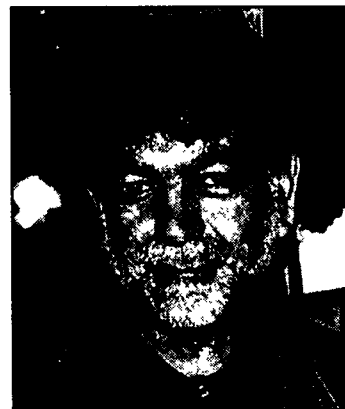
Le 16 juin dernier, Suayip Adlig, militant de la cause kurde, installé à Cherbourg, était reçu à l'Assemblée nationale. Avec près de 600 autres personnes, bénéficiaires comme lui du statut de réfugié, il a approuvé l'appel de Paris. Un texte qui demande aux états de renforcer la convention de Genève qui fête cette année son cinquantième anniversaire. Transmis au Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève, ce texte fera l'objet d'une diffusion universelle et sera envoyé à tous les présidents des parlements du monde. « C'était une journée hautement symbolique, dé-

clare Suayip Adlig. Mais au-delà de la manifestation au Palais Bourbon, il était urgent de revoir le statut de 1951 qui ne correspondait plus aux besoins des réfugiés et principalement des réfugiés politiques à travers le monde ».

Le 12 décembre, les États signataires de la convention de Genève ainsi que les représentants de plusieurs organisations se réuniront pour ratifier l'appel. « Cela devrait changer pas mal de choses : d'abord permettre un traitement plus rapide des dossiers, mais aussi faciliter l'accès au logement, à un tra-

vail, à l'apprentissage de la langue du pays d'accueil. Globalement une intégration plus rapide », espère Suayip Adlig.

Parallèlement, le HCR prépare une base de donnée des réfugiés éminents. Cinquante personnes en France ont été choisies pour en faire parti en fonction de leur parcours exemplaire. Suayip Adlig est l'un d'eux et espère que cette campagne sur les personnalités réfugiées aide « à ouvrir la conscience de l'opinion publique internationale ».



Le Haut commissariat pour les réfugiés, basé à Genève, a demandé à Suayip Adlig de faire parti de sa base de données des réfugiés éminents.

The Guardian Saturday 21 July 2001

The fall of Jeffrey Archer

Accusations fly over funds from Kurdish charity and prime minister's attempt to get job in heritage department for his cricketing chum

Major 'wanted to make novelist a minister'

Kevin Maguire,
Richard Norton-Taylor
and Paul Kelso

John Major considered making Jeffrey Archer a minister after overcoming Whitehall opposition to secure a peerage for his fellow cricket loving Tory, it emerged yesterday.

The then prime minister tried to give the millionaire author a government post after his 1992 election win.

David Mellor, made heritage secretary after the victory, said yesterday that Mr Major asked him to accept the newly ennobled Lord Archer of Weston-super-Mare as part of his team.

Mr Mellor, aware of growing evidence against a man who yesterday woke up in prison on the first morning of his four year sentence for perjury, feared he was a liability and refused.

"John Major suggested I take him on as a junior minister in the Department for National Heritage. I was reluctant," Mr Mellor told BBC radio.

Mr Major is thought to have considered making the former bodybuilder, PE teacher, and Oxford athletics blue the sports minister, but dropped the idea after encountering opposition.

The disclosure will raise questions about Mr Major's judgment, and leave top Tories horrified at how close Archer got to joining the government despite resigning earlier over the Monica Coghlan case.

Mr Major, one of the few prominent Conservatives on Thursday to express sympathy for Archer, secured the peerage for his cricketing chum in 1992 after overcoming earlier establishment opposition.

Lady Thatcher was furious in 1990 when the honours scru-



From high life to low point: Archer with his cricketing pal John Major at Lord's in 1994, and the disgraced peer leaving the Old Bailey in a prison van on Thursday

tiny committee rejected her nomination for Archer after taking "informal soundings".

The committee checks whether candidates are a security risk or have a criminal record. The three members who initially snubbed Archer are believed to have been Lords Shackleton, Grimond, and Pym. Lord Pym, the only one of the trio still alive, was unavailable for comment.

Lady Nicholson, a former Conservative vice-chairwoman, questioned whether all the money raised by Archer's 1991 Simple Truth appeal, on behalf of Iraqi Kurds who were displaced by the Gulf war, had reached the Kurds. Speaking on Channel 4 news last night, the Liberal Democrat peer said: "The Iraqi Kurdish people told me that they felt that they have been cheated. By which they meant funds had been raised and had not been delivered to them."

The Simple Truth appeal was sparked by a TV report Archer saw with his son James, who

urged his father to act. In partnership with the British Red Cross and promoter Harvey Goldsmith, Archer staged a pop concert in London and other global venues. Archer also flew round the world raising money from governments. He claimed the eventual total raised was £57m, £31m of which was donated by foreign governments and did not pass through the Simple Truth books.

This has led some to suggest that Archer inflated the amount raised, and claimed credit for raising funds that were to be donated anyway.

The novelist's charm, hard work and now infamous Krug and shepherd's pie parties won him acceptance at the top of the Tory party where colleagues ignored persistent evidence that he was a liability.

Mr Mellor — along with the Tory leadership hopeful Ken Clarke — avoided Archer's parties. "I think quite a lot of us came to regard Jeffrey Archer as an unstable character," said Mr Mellor.

Now a broadcaster and business consultant, Mr Mellor said: "He is not a Robert Maxwell figure, he is not someone who would eat babies for breakfast. But there was something about Jeffrey, his ambition, and his inability to separate fact from fiction, that meant he was a ticking time bomb throughout his time in the Tory party."

From the platform in Blackpool during October 1999, Archer declared to loud applause: "I'm proud to tell this conference I'm supported by Margaret Thatcher, the former prime minister, I'm supported by John Major, the former prime minister, I'm supported by William Hague, the next prime minister."

Yesterday Lady Thatcher and Mr Hague, who both supported Archer's bid to be London mayor, maintained radio silence over a crook they once so vocally endorsed.

Barzani Emphasizes The Importance Of The Democratic Role

Kurdistan Observer July 21, 2001

In a column published by the London-based Al Zaman yesterday, the KDP leader Massoud Barzani was reported to emphasize the importance of the democratic role played by the Kurdish communities abroad, indicating that it is important to find a mechanism among the party members that matches with the new realities in the Kurdish region. This came during a meeting with the representatives of the KDP's 6th branch which was convened in Salahuddin last Thursday.

The report added that Mr. Barzani had met several times last week with the representatives of the Kurdish Regional Government abroad and KDP officials in Europe.

Al-Zaman also reported that the joint committee between the KDP and PUK for the affairs of the internally displaced people in Kurdistan had met in Suleymaniah.

It was decided to prepare the list of the third round of returnees to go home next week. They also agreed to work seriously to prepare the fourth round of returnees to go home soon.

Last month, in accordance with the agreement of the Higher Committee for Peace between the KDP and PUK, for the first time, 40 exiled families in Arbil were allowed to return to their homes in Suleymania in exchange for 35 families from Suleymania to their homes in Arbil.

* * * * *

UN official smuggles explosives from Baghdad to Kurdistan

July 21, 2001 KurdishMedia.com (Translated) - By R. M. Ahmad

Source: Asharq Awssat, London-based Arabic-daily, by Shamal Akrawy, 21st July 2001

(Arbil-Kurdistan on 20th July 2001. Informed Kurdish sources in Arbil reported that the security forces of Kurdistan Regional Government (KRG-Arbil), yesterday the first, discovered an attempt to smuggle in explosives to Kurdistan from Iraqi government controlled areas.

The smuggler is a Tunisian National works for UN and lives in Baghdad. The smuggler was driving a UN vehicle from Baghdad to Arbil when he was stopped for routine check by Kurdish security check point at the line of contact with Iraqi controlled areas. After the discovery of the explosives, the smuggler and the vehicle taken away for investigation.

This is the first incident of its kind. UN has complained many times about the obstacles created by Iraqi Government against its works in Kurdistan, especially preventing UN from employing non-Arab nationals in Kurdistan. UN has been forced to leave Iraqi Government to choose its employers working in Kurdistan.

Iraqi Government still creates obstacles against UN officials coming to Kurdistan. It is interesting just a few days ago, explosives discovered near UN office in Arbil.

* * * * *

July 21, 2001 New York Times

Great Divide Widens as Economy Worsens

By DOUGLAS FRANTZ

ISTANBUL, July 20 — A black Porsche Carrera swings to the curb and two doormen in tuxedos rush to open the doors for the driver, who is in wraparound designer sunglasses and his passenger, a young woman wearing a short red silk dress and improbably high heels. Whisked past the paparazzi, they disappear into Laila, a sprawling club on the Bosphorus where the city's hip and rich party away the summer nights.

Not far away, Unsal Akayoglu is pulling off his white jacket and ending another 12-hour day as a waiter in a sweltering traditional Turkish restaurant. He will take three buses home to the small apartment he shares with his

mother. He pays almost half his monthly earnings of \$160 in rent and can no longer buy meat or fresh fruit. Istanbul is like many cosmopolitan cities with its mix of rich and poor. But as Turkey ends the fifth month of the worst economic crisis in its modern history, the gap between the wealthy elite and struggling poor is growing wider and more visible.

The Turkish lira has lost nearly 50 percent of its value against the dollar, sending the purchasing power of average Turks plunging as accompanying inflation pushes prices higher at double-digit rates.

Though Turkey is not prone to mass demonstrations, concerns have increased among political leaders about the potential for a social explosion as the poor watch the rich glide along seemingly unscathed, particularly in the country's showcase city.

Istanbul has long regarded itself as a first world city in a developing country. The Bosphorus is lined with spectacular villas, and the best boulevards boast chic European shops and five-star restaurants. Affluent young Turks are educated at private universities here and abroad. But over the last three decades, the character of the city has been transformed by the arrival of millions of people escaping the impoverished villages of the Anatolian heartland. Instead of a haven of last resort, these internal migrants more often confront another empty dream of social mobility, without the skills or education to make a living.

Even those with a job barely earn a living wage. Base pay for the majority of Turkey's workers is about \$85 a month. Per capita income among Turkey's wealthiest 5 percent last year was \$10,172 a year, compared with \$396 for the poorest 5 percent. Instead of being kept out of sight as they are in many places, Istanbul's poor live in hovels with no running water, a stone's throw from mansions. Thousands of unemployed men line the Bosphorus, fishing for their meal as yachts glide past. For every shiny Porsche, there is an old man pushing a cart heavy with scraps gleaned from garbage bins.

"Turks live more intimately than people in the United States," said Faruk Birtek, chairman of the sociology department at Bosphorus University. "The poor are much more visible because they live around the corner."

One of the most popular new television shows follows two contestants trying to live on \$85 a month. More often, however, Turkish television focuses on the lives of celebrities and the rich. Newspapers were filled with stories last week of a businessman who spent \$1 million on a party in Istanbul to celebrate his son's circumcision.

Ostentatious displays of wealth were once taboo in Turkey, so the differences were less obvious. Close-knit families also served as a safety net and psychological buffer against poverty. But many people left extended families behind when they moved to Istanbul, and the grinding poverty has brought new strains.

The Istanbul police reported a third more muggings in the first five months of this year than in all of last year, though the city is still regarded as safe. The country's president, Ahmet Necdet Sezer, vetoed legislation to reduce subsidies for tobacco farmers this month, saying it would cause too much added suffering. The military-dominated National Security Council discussed the potential for social unrest at a recent closed meeting, according to newspapers.

Laila's high-flying customers got a taste of social unrest on a recent Saturday. As the sports cars and limousines lined up to deposit their occupants, 20 young men appeared, chanting slogans. "The plunderers are here," they shouted. "Where are the laborers?" The club's security guards hustled them away.

Sefik Oztek, Laila's owner, was philosophical about the demonstration. "They once demonstrated outside Parliament," he said. "Now it's Laila, because this is where the power is." Mr. Oztek, 38, surveyed his domain from a banquet room near the top of the multilevel club on the Bosphorus. Seven restaurants, three bars, several huge video screens and countless speakers blasting music were arrayed before him. On a busy night, 4,000 people jam the club. Most pay a \$16 cover charge, though V.I.P. cards were sent to 2,500 celebrities and big spenders before the season started in June. Prices vary at the restaurants, but dinner and drinks for two runs about \$100.

Mr. Oztek, who pays \$1.25 million to rent the space for the summer, said the hard times have not hurt business. "People are conscious of the crisis, so we pay extra attention to prices and quality," he said. "But we offer a few hours of escape and relaxation."

The story is different at most restaurants in Istanbul. Managers of places in all price ranges said the devalued lira and economic uncertainty had cut revenues deeply.

"In the last six months, we have lost two-thirds of our clients," said Kazim Kaya, who owns the traditional restaurant in the Taksim neighborhood where Mr. Akayoglu works as a waiter. "My costs keep increasing," Mr. Kaya said, "but I can't reflect it in my prices. I don't want to lose any more customers."

Mr. Kaya, 38, knows the wages he pays do not allow his waiters to live comfortably. Sometimes he does not have the money to pay them on time, he said, and no one can afford to take time off, let alone have a vacation.

Sitting at a small table in a corner of the mostly empty restaurant, Mr. Akayoglu, 46, was pessimistic. "This country is a third world country," he said. "They say it is improving, but it is not. We spend only on basic nutrition, just trying to live through another day."

Distrust of the government is high. If elections were held today, no established party, including the three that make up the current government, would get enough votes to sit in Parliament, according to a recent nationwide poll.

"You have extreme lack of trust in the state about anything getting better, and the economic insecurity for an overwhelming majority of society," said Hale Boratav, chairman of the psychology department at Istanbul's Bilgi University. "It's hard for people to be optimistic."

* * * * *

July 20, 2001

Turkey Islamists Announce New Party

ANKARA, Turkey (AP) - Turkish Islamists launched a new political party Friday, a month after the top court banned the country's only pro-Islamic party saying it violated laws enforcing secularism.

The establishment of the Prosperity Party follows the closure of the Virtue Party, which had 102 members in parliament before it was closed down. Two of those legislators were banned from politics by the court while the remaining 100 legislators are now independent. Fifty-one of them joined the Prosperity Party.

Other legislators are grouping around Recep Tayyip Erdogan, the former mayor of Istanbul and one of the most charismatic politicians in Turkey. The Prosperity Party is expected to mostly attract hard-liners. Erdogan and his allies are expected to form a more moderate party that will concentrate on social welfare and will not take steps that will anger the secular establishment.

The Virtue Party was banned after it sent a women deputy to parliament wearing an Islamic-style headscarf. Women are banned from wearing Islamic-style headscarves in government buildings.

Erdogan is expected to launch his new party within two weeks. Turkish Islamists have long called for a relaxation of secular laws including those banning headscarves.

Virtue became the fourth Islamic party to be closed down in three decades. The Islamic movement briefly came to power in 1997, but was forced out by the staunchly secular military.

* * * * *

Iraqi businessmen visit Kurdistan to boost trade

BAGHDAD, July 24 (AFP) - A delegation of Iraqi businessmen has visited northern Kurdish provinces of Iraq, areas outside Baghdad's control, to examine ways of boosting trade, a newspaper reported Tuesday.

The delegation, led by Zuhair Abdul Ghafur Yunis, head of Iraq's chamber of commerce federation, visited Suleimaniyeh "to study with the town's chamber of commerce ways to boost trade," said Al-Iraq, mouthpiece of Kurds loyal to President Saddam Hussein. According to the paper, the two sides noted "the importance of taking advantage of the benefits offered by the free-exchange agreements Baghdad has sealed with other Arab countries."

The paper did not specify when the visit took place. The three provinces of Arbil, Suleimaniyeh and Dahuk have since 1991 been controlled by rival Kurdish factions in defiance of Baghdad. On July 15, Saddam Hussein called for the Kurdish factions to engage in dialogue to find an equitable solution to the Kurdish problem.

* * * * *

Ecevit to the Iraqi Minister: 'Second gate to be delayed due to technical problems'

Turkish Daily News July 25, 2001 by SAADET ORUC

The second border gate planned to be built between Turkey and Iraq is to be delayed due to "technical problems" Turkish Prime Minister Bulent Ecevit told Iraqi Oil Minister Amir Muhammed Rasheed in Ankara on Tuesday.

A senior official, who was present at the meeting between Rasheed and Ecevit, told the Turkish Daily News that Iraqi oil minister, who is visiting Ankara to co-chair the Joint Economic Committee meetings, raised the issue of the second border gate during the 33-minute-long talk with the Turkish premier.

"Prime Minister said that it is not time to build the second border gate due to technical problems," a senior official said, stating that the second border gate issue will not be on the agenda of the Turkish side during the Joint Economic Committee (JEC) talks which was scheduled to start late afternoon on Tuesday. Rasheed was received by Ecevit on Tuesday, together with State Minister Edip Safer Gaydali, co-chairman of the Turkish-Iraqi JEC, Foreign Trade official Kursat Tuzmen and officials from the Turkish Embassy in Baghdad. The Prime Minister invited Iraqi Vice President Taha Yassin Ramadan and the Iraqi deputy prime minister Tariq Azez to Turkey. The 13th JEC meeting was launched on Tuesday and will continue for two days.

A memorandum of understanding is scheduled to be signed between the two sides. Turkey and Iraq both plan to increase volume of trade and seek new areas of cooperation in the field of economy. However, the second border gate, despite prior expectations, will not be discussed at the talks, due to the preference of the Turkish side. The plans to build such a gate caused a tension not only between Turkey and its Western allies, but also the Kurdistan Democratic Party (KDP) controlling two-thirds of the northern provinces of northern Iraq, naming it as "Autonomous Region of Iraqi Kurdistan." A key Turkish diplomat visited northern Iraq recently to clarify Turkish policy on the region.

The KDP had recently expressed its displeasure over messages coming from Ankara, but the misunderstandings were eliminated following the efforts paid by the above mentioned diplomat in the region.

* * * * *

Saddam's son earns millions from media empire

Iraq Press July 26, 2001

Sulaimaniya - President Saddam Hussein's eldest son Udai has reaped 510 million Iraqi dinars (approx. 250,000 dollars) from commercials in the first six months of this year.

According to an accountant in the Shebab or Youth Television the profit posted in the six-month period does not include the hard cash earnings for advertisements by foreign companies. The accountant, who refused to be named, said each month about 90 million dinars are ferried to Udai's bank accounts. Udai is Iraq's media magnet. Besides the television, he owns a radio and 11 newspapers which monopolize advertising in Iraq. The accountant, who was on a visit to Sulaimaniya, said Udai also piled up skyrocketing profits from newspaper advertising. Udai's media empire grew significantly after Iraq's 1990 invasion of Kuwait. He is said to have looted best presses available at the time in the oil-rich emirate and installed them in Baghdad.

The accountant said Udai also owns three advertising companies whose agents roam the country for commercials mainly those congratulating his father and declaring their loyalty. Two of Udai's most close associates, Raheem Mazed and Jawad al-Ali, coordinate with government offices and cabinet ministers for commercials. Previously, Saddam had issued an order to restrict all government commercials in the Finance Ministry's gazette. But apparently, Udai's television and other media outlets have shrugged off the order.

* * * * *

• LE NOUVEL OBSERVATEUR

19-25 JUILLET 2001 •

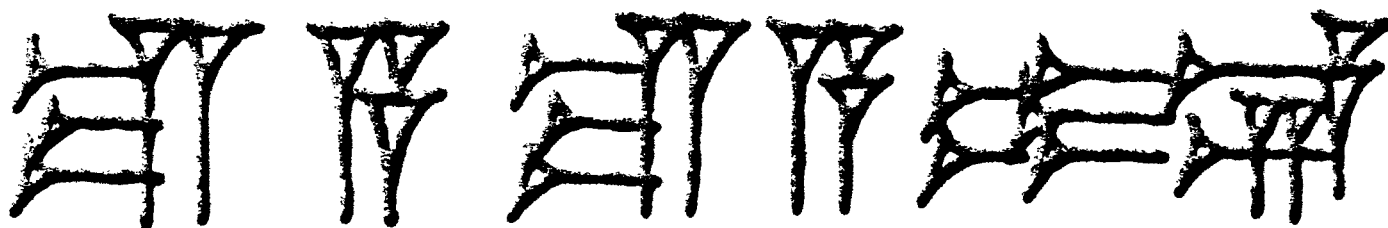
Des tablettes datées de 3300 av. J.-C.

Les mots magiques de Sumer

En Mésopotamie est née l'écriture cunéiforme, la plus ancienne connue à ce jour. Créée pour le commerce, elle est vite devenue une activité mystérieuse et sacrée qui ordonne le monde et met les hommes en communication avec les dieux

De notre envoyé spécial Jean-Paul Mari

Ce soir-là, fort heureusement, Grotefend était ivre. Dans cet obscur appartement allemand de Göttingen, une nuit de 1802, Georg Friedrich Grotefend fête entre potaches son brillant succès aux examens, ces humanités – latin et grec ancien – qu'il maîtrise aussi bien que le vieux perse, l'hébreu et quelques idiomes secondaires. Au moment où Grotefend lève haut sa dixième chope de bière, son œil embué aperçoit sur un coin de cheminée un objet bizarre recouvert d'inscriptions anciennes et rapporté par un marchand d'un voyage à Persépolis. Tout excité, l'étudiant fait aussitôt le pari que les signes ne sont pas de simples dessins mais bien une écriture inconnue datant d'avant Jésus-Christ ! Le lendemain, une fois dégrisé, Grotefend entreprend de démontrer sa fulgurante intuition. Il sait qu'Hérodote a laissé la liste des rois de l'époque perse, retrouve le texte grec et lui restitue une phonétique perse. Puis il compte les signes, les compare, identifie les mots du vieux perse tracés dans cette écriture mystérieuse, traduit et lit le nom de Darius... Il s'agit bien d'une liste de noms des rois achéménides qui s'étale sur trois mille cinq cents ans ! Georg Friedrich Grotefend a gagné son pari. A 27 ans, il vient de déchiffrer le cu-



néiforme, la plus vieille écriture du monde. On boit beaucoup. Et on oublie.

Jusqu'en 1833, quand le major général sir Henry Creswicke Rawlinson arrive en Perse comme agent politique de Sa Majesté. Nommé quelques années en Inde, il a appris l'arabe, l'hindoustani et le persan moderne. Le diplomate, major de cavalerie et grand sportif, adore galoper dans les monts du Zagros. Ce jour-là, devant lui, pendant que son cheval souffle devant le rocher de Béhistun, il observe, à une centaine de mètres de hauteur, le bas-relief et les mille deux cents lignes d'inscriptions en trois langues. Du sommet de la montagne, Rawlinson jette une corde, pose une échelle de guingois au sommet du rocher et travaille... « *Debout sur la plus haute marche de l'échelle, sans autre support que mon corps maintenu le plus près possible du rocher à l'aide du bras gauche, tandis que ma main gauche tenait un carnet de notes et la droite un crayon, je copiai ainsi les inscriptions supérieures, et l'intérêt de mon occupation m'enlevait tout sens du danger.* » Le bas-relief célèbre les exploits de Darius le Grand et non pas les tribus captives d'Israël comme le pensaient les savants de l'époque. Rawlinson refait le che-

entre Damas au nord et Babylone au sud où je cherche les vestiges de la grande cité antique de Mari.

Le désert brûle, sans une flamme, sans un souffle, sans un bruit. Une poussière de paille venue de champs lointains tapisse d'or le sol, poudre d'argile noire si lourde qu'elle colle au palais et aux semelles. Le cours ancien de l'Euphrate passait là autrefois, bordé d'un canal long de 120 kilomètres creusé par les anciens pour accueillir les embarcations qui remontaient ce fleuve du désert. Mari ? En apparence, le paysage reste désespérément nu.

Soudain, on bute sur un tumulus qui émerge, comme une petite digue au ras d'un océan à sec. Puis un trou. Et un autre, plus grand. Au fond de celui-ci, un départ de puits, avec des parois concaves, bien dessinées. Encastrée dans une paroi, une anse marque la



● **L'écriture cunéiforme remonte le Tigre et l'Euphrate jusqu'aux plateaux syriens.**

min de Grotefend sur la liste des rois achéménides et déchiffre à son tour le vieux perse. Il perce ensuite le mystère de l'élamite et achoppe sur la troisième langue, l'akkadien-babylonien. D'autres, plus tard, achèveront son travail. Les trois langues sont écrites en cunéiforme, la plus ancienne écriture du monde, née en 3300 av. J.-C. au pays de Sumer, l'Irak d'aujourd'hui. Si belle, si élaborée et si puissante qu'elle va d'emblée se diffuser et noter pendant trois mille ans une quinzaine de langues et dialectes, jaillir des plaines de Mésopotamie et remonter les cours du Tigre et de l'Euphrate jusqu'aux plateaux syriens avant d'envahir le monde alentour. Elle est d'abord passée par ici, près de la frontière actuelle entre l'Irak et la Syrie, à égale distance



Inscriptions sur le temple de Girsu à Lagash (2050 av. J.-C.)

forme d'une grande jarre, garde-manger du passé. On descend avec précaution la pente des siècles étalonnés par l'épaisseur de la couche d'alluvions et, peu à peu, s'ouvrent sur une profondeur de 20 mètres les entrailles d'une ville. A l'abri d'un grand chapiteau de toile posé par les archéologues, l'éblouissante lumière s'adoucit et les murs résonnent des chants de milliers d'oiseaux venus ici construire leur nid. On plonge dans la semi-obscurité par des volées de marches, des corridors obscurs et de long couloirs de 5 mètres de haut qui tournent à angle droit. Une voûte, on se plie ; de l'autre côté, une grande place, finement dallée, entourée d'arches, avec au centre un puits profond et sa margelle intacte : le cœur du palais de Mari.

Assis dans la fournaise de juin, à travers la voile de poussière qui tremble, les yeux mi-clos, je revois, derrière leur vitrine du Musée de Damas, chacune des précieuses statues

Iku-Shamagan, roi de Mari (3^e mill. av. J.-C.)



«Que l'initié instruisse l'initié, le profane ne doit pas voir!», ordonnent les tablettes

exhumées ici. Celle qu'on appelle l'Adorant, corps de pierre, mains jointes et yeux de lapis-lazuli exorbités par leur éternelle contemplation. Celle, lourde et sensuelle, d'une chanteuse. Ou ce bronze vert de femme nue, petits seins hauts et sexe bien dessiné, tête couronnée d'or fin, épaules gracieuses, le cou fin et très dégagé, des mains absentes offrant ce qui devait ressembler à l'amour. Ici vivaient côte à côte les rois et les déesses, Lamgi-Mari et Ishtar « au vase jaillissant ». Combien d'autres encore enfouis sous cette épaisse croûte de boue sèche ? Plus on s'enfonce dans le sol et plus on atteint des choses anciennes. D'autres statues attendent sûrement mais surtout d'autres tablettes d'argile, écrites en signes cunéiformes, en langue sumérienne ou en akkadien, chroniques de ce tout début du monde. Pourtant, à chaque goutte de pluie, à chaque rafale du désert, quand l'eau et le vent creusent leur sillon têtù, c'est la base d'un mur en terre crue, une paroi de palais, de temple ou une chambre royale qui s'effondre. Creuser, chercher, c'est mettre au jour des trésors qui vont aussitôt disparaître. Trouver, c'est condamner ; mais préserver, c'est ne jamais voir, ne jamais savoir. La sublime cité de Mari fond lentement. Comme toutes les cités du pays de Sumer, à 600 kilomètres plus au sud, elle appartient à la civilisation de l'argile et de l'eau.

« Lorsqu'en haut le ciel n'était pas nommé, qu'ici-bas la terre n'avait pas de nom, seuls l'océan primordial, Apsû, de qui naîtront les dieux, et la mer génitrice, Tiamat, qui les engendrera tous, mélangèrent ensemble leurs eaux. Aucun dieu n'était encore apparu, n'était appelé d'un nom, ni pourvu d'un destin ; [alors], en leur sein, des dieux furent créés », dit le poème de la création (Babylone, fin du II^e millénaire av. J.-C.).

L'homme de Sumer savait d'où venait le monde. Au cœur de la basse Mésopotamie, « le pays entre deux fleuves », il suffit d'observer les deltas du Tigre et de l'Euphrate quand ils se jettent dans la mer, les marécages où affleurent des sources d'eau douce, et ce limon argileux qui flotte à la surface, s'agglomère, devient magma, îlots, îles, terre humaine. L'homme de Sumer savait d'où il venait : « Que l'on égorge un dieu... avec la chair et le sang de ce dieu, [la déesse] Nintu mélange de l'argile/afin que dieu

même et l'homme se trouvent mêlés ensemble dans l'argile... », dit le mythe d'Atrahasis.

Au début, il n'y avait rien. La plaine de Mésopotamie était nue, aride et poussiéreuse et les brutales crues du Tigre et de l'Euphrate n'étaient pas nourricières mais dévastatrices. Pas de bois de construction, pas de pierre monumentale, pas d'or, pas de lapis-lazuli, de cornaline, de diorite, pas de métaux précieux à échanger. Tout manque à l'homme et il va tout créer : l'irrigation, la roue, la technique du cuivre moulu, la métallurgie, la sculpture à l'image des dieux, des palais à l'architecture monumentale et des cités-Etats, unies par un pouvoir fort. Il va surtout inventer l'écriture. Comme son dieu Enki, divinité de la sagesse et de l'invention qui s'empare d'une motte de terre, la mélange à l'eau et à la salive de la déesse mère, l'homme de Sumer va créer une civilisation à partir de rien, d'un peu de boue.

Depuis le sixième millénaire, il a appris à modeler des *calculis*, petites figurines d'argile, jetons aide-mémoire qui matérialisent le nombre de jarres de céréales, de bovins ou de troupeaux de moutons. Pour commercer, il lui faut passer des contrats à distance et garder une trace indiscutable de la marchandise envoyée. A force de malaxer sa motte de glaise humide, le Sumérien finit par y enfoncer son pouce, ouvre un orifice, enferme les calculis à l'intérieur et scelle cette « bulle » d'un sceau. En cas de litige, un mois ou un an après, il suffit de briser la bulle pour retrouver le compte originel. Très



Statue de Mari (14^e av. J. C.)

vite, il va plus loin en inscrivant des chiffres et des pictogrammes à la surface de la bulle : une croix dans un cercle indique un animal dans son enclos. La magie de l'écrit rend vite les calculis inutiles et la bulle s'écrase en coussin d'argile puis en tablette rectangulaire. Les pictogrammes et les sceaux royaux, devenus signes et caractères, finissent par noter le son et les rois peuvent faire résonner leurs noms et celui des dieux.

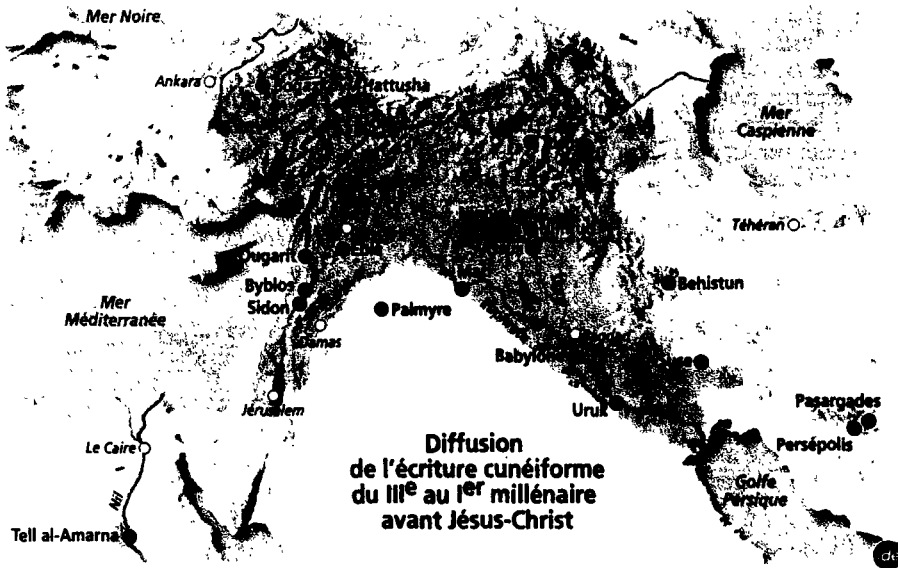
A Uruk, en basse Mésopotamie, l'ancien pays de Sumer, on retrouvera les plus vieux documents du monde, datés de 3300 av. J.-C., des milliers de tablettes pictographiques qui enferment toutes les archives administratives de l'antique cité. Face à sa tablette d'argile, le scribe renonce à une écriture cursive, aux formes courbes et rapides. Avec son roseau taillé à la main – le calame –, il préfère appliquer en biseau des signes en forme de clous ou de coins inventés, dit la légende, par le roi-prêtre Enmerkar d'Uruk. Le souverain voulait ouvrir la route caravanière vers les mines

de lapis-lazuli d'Afghanistan. Il envoie un messager en Iran négocier des trésors avec le roi de la fabuleuse cité d'Aratta, là où les murailles sont de lapis et les crêtes des coqs en cornaline ! A force d'aller et retour à travers la montagne, le pauvre messager, épuisé, finit par oublier le message. Alors, le seigneur d'Uruk « lissa l'argile avec les mains, en forme de tablette, et il y écrivit des mots. Jusque-là, aucun mot n'avait été écrit sur l'argile. Mais sous le soleil de ce jour, il en fut ainsi ». Par le miracle de la légende, le seigneur iranien d'Aratta, recevant la tablette, comprend aussitôt l'écriture inventée : « Il regarda l'argile et fronça les sourcils ; les mots étaient des coins ! » Clou, coin, *cuneus* en latin... l'écriture s'appellera cunéiforme.

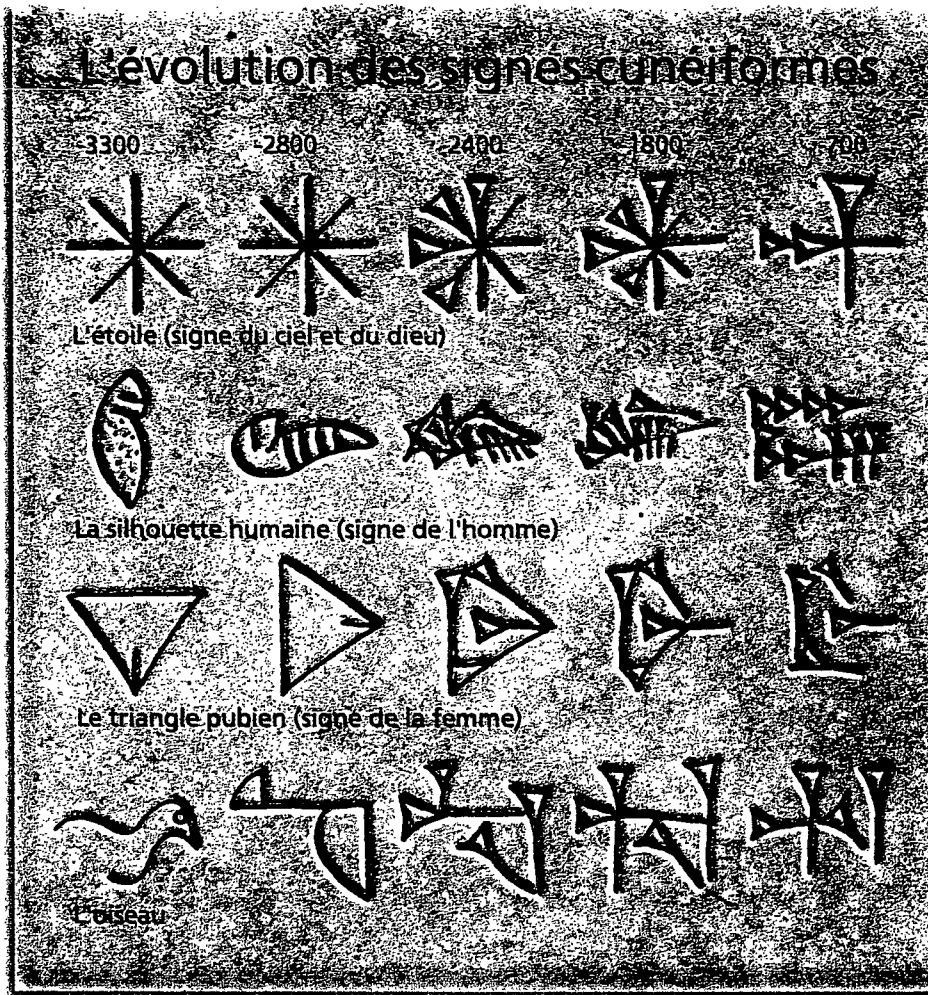
Elle a des pouvoirs extraordinaires ! Elle peut inscrire des noms, des mots, la parole et le son, une véritable baguette magique qui rend visible ce qui ne l'était pas. « Communiquer avec l'invisible, c'est entrer en contact avec le domaine des morts et celui des dieux... l'écriture est donc sacrée », dit Clarisse Herrenschildt, chercheuse au CNRS. Les scribes commencent aussitôt à établir de longues listes encyclopédiques, un objet face à une quantité, la largeur d'un terrain, l'importance des récoltes, chaque profession, de l'artisan au prêtre, tous les noms d'animaux réels ou mythiques, celui des hommes, des rois, des dieux. Vite ! Il faut tout noter. « Je suis émerveillée chez eux par cette volonté farouche de vouloir tout cataloguer, tout expliquer, prémices des sciences à venir... », dit, fascinée, Béatrice André-Salvini, conservateur en chef au département des Antiquités orientales du Louvre.

Il s'agit de nommer le monde, de l'inscrire, d'en faire un recensement précis pour maintenir l'univers en ordre. La chose est sacrée, donc

● Comme son dieu de la sagesse Enki, l'homme de Sumer va créer une civilisation à partir de rien.



Diffusion de l'écriture cunéiforme du III^e au I^{er} millénaire avant Jésus-Christ



secrète et ne doit pas tomber entre toutes les mains : « Que l'initié instruisse l'initié, le profane ne doit pas voir », ordonnent les tablettes d'argile. D'ailleurs, quand Anzu, l'oiseau mythique, profite de ce que le conseiller des dieux, Enlil, prend son bain pour lui dérober la tablette des destins, « les fonctions divines cessèrent aussitôt... partout se répandit une stupeur muette, le silence régna... ». Le chaos. Jusqu'à ce que la précieuse tablette retrouve sa place. On ne joue pas avec l'écriture, c'est un instrument de civilisation et d'influence. La langue sumérienne a beau avoir laissé la place à l'akkadien vers 2000 av. J.-C., l'écriture cunéiforme reste incontournable : « Un scribe qui ne connaît pas le sumérien est-il vraiment un scribe ? », ironise un dictionnaire akkadien. Partout, les scribes copient et recopient les « grandes listes sumériennes » en les enrichissant de leur propre langue. La méthode d'enseignement se propage dans tout le Proche-Orient, du golfe Persique à la mer Noire et en Méditerranée, en Anatolie, chez les Hittites, à Ebla, Jérusalem, Suse l'iranienne et à Ougarit qui inventera l'alphabet. Ou à Mari, porte sublime du cunéiforme et étape clé du transit commercial, entre la plaine meuble de Mésopotamie et les plateaux assyriens du nord, entre deux géographies, deux mondes, celui de la lumière et celui des barbares.

● **Après avoir inventé l'encyclopédie, les Sumériens créent un dictionnaire quadrilingue.**



Tablette sumérienne

Qu'ils étaient brillants, ces rois d'Uruk ! Même si la mémoire écrite a perdu le nom archaïque des premiers souverains, il nous reste Ur-Nanshé, roi de Lagash, au sud de la Mésopotamie, vers 2500 av. J.-C., le promoteur du grand commerce international. Puis Sargon d'Akkad, guerrier et conquérant qui crée le premier empire. Sargon dont la légende dit qu'il a été trouvé enfant... dans un panier de roseau flottant sur le Tigre et recueilli par une princesse de la cité de Kish. Devenu l'échanson du roi, il fonde une dynastie qui va durer un siècle et demi avant de tomber sous les coups des invasions nomades. Ils ne savaient pas, ces barbares, qu'en mettant le feu aux cités d'argile crue ils faisaient cuire des dizaines de milliers de tablettes inscrites, trésors de grâce poétique désormais insensibles au temps ! Et quand Sumer renaît, au XXII^e siècle

av. J.-C., le grand souverain Goudéa fait flamboyer la littérature en consacrant des milliers d'hymnes à Ningirsu, le dieu-oiseau-tonnerre.

Tous inventent quelque chose d'essentiel. Quatre siècles plus tard, Hammurabi promulgue son « Code des lois » et élève Babylone au rang de capitale, cité enviée, pillée, rasée et sans cesse reconstruite. Sa langue, véhicule diplomatique sans cesse enrichi, s'écrit toujours en cunéiforme mais elle est devenue horriblement compliquée : « De tous les métiers humains dont le dieu Enlil a nommé les noms, il n'a nommé le nom d'aucun métier plus difficile que l'art du scribe... », se plaint une tablette. Après avoir inventé l'encyclopédie, les hommes du pays de l'argile mettent au point des dictionnaires quadrilingues agglutinant avec le sumérien, l'akkadien, l'araméen, le babylonien ou l'éblaïte. Et, à l'âge d'or, une tablette mathématique secrète livre les dimensions de la tour à étages du dieu Marduk à Babylone, la tour de Babel de la Bible. Sept siècles avant notre ère, Assurbanipal, grand scribe et dernier roi assyrien, fait rechercher et copier toutes les « grandes listes », les présages et les textes littéraires dont on retrouvera des dizaines de milliers de fragments et deux mille textes originaux : « J'ai rassemblé la sagesse d'Akkad, de Sumer et de Babylone », dit Assurbanipal. Le sage peut triompher : il vient de créer, à Ninive, la première bibliothèque universelle de l'histoire. Puis trop d'écriture tue l'écriture. Les scribes, écrasés par un art si complexe qu'il est devenu inaccessible, renoncent peu à peu à le transmettre et la magie disparaît. Ensuite ? Ensuite rien. Le silence des siècles, un grand sommeil qui ressemble à la mort des grandes cités enfouies sous leurs décombres. Le monde moderne oublie ses origines.

Il faudra attendre l'intuition d'un étudiant allemand un peu ivre et surtout la cavalcade de sir Rawlinson, génial déchiffreur du cunéiforme, pour ressusciter « une des plus grandes langues littéraires du monde, agglutinante, très riche, superbe ! », dit Jean-Jacques Glassner, chercheur au CNRS, qui rêve sur les centaines de milliers de tablettes qui restent à traduire dans les caves du British Museum. Et les fouilles continuent ! Bien sûr, il nous manque encore les nuances et une partie de la phonétique des scribes anciens mais nous possédons leurs manuels scolaires, leurs grammaires et leurs dictionnaires, tout ce qui servait aux maîtres sumériens à enseigner à leurs jeunes têtes brunes, élèves vieux de cinq mille ans.

Assis dans la poussière d'argile brûlante de Mari, je regarde autour de moi ces remparts de terre crue, témoins d'une civilisation née de rien, à cette écriture lumineuse, engloutie et ressuscitée. L'homme de Sumer savait déjà tout de ce déluge à venir, il l'avait inscrit sur la onzième tablette de l'épopée de Gilgamesh : « Lorsque arriva le septième jour... l'calme redevint la mer, et silencieux le vent mauvais, le déluge cessa. [Je regardais le temps : [partout] c'était le silence, et toutes les populations étaient redevenues argile. »

JEAN-PAUL MARI

● LE NOUVEL OBSERVATEUR

19-25 JUILLET 2001 ●

Ethnic Cleansing in Iraq

Michael Rubin
The New Republic

(July 25, 2001)

When Americans think ethnic cleansing, they think of Bosnia, Kosovo, Rwanda. They don't think of Iraq. But that's because most Americans don't go to places like Banasiaw, a checkpoint along the border between the U.S.-patrolled safe haven in northern Iraq and Saddam Hussein's distinctly unsafe terrain to the south. In Banasiaw, the ethnically cleansed-Iraqi Kurds, Turkmans, and other non-Arabs forced from their homes by Saddam's men-constitute a brisk traffic. "We had two expelled families arrive just today," says a Kurdish commander named Jamal. Two families today. Another four tomorrow. They've been coming for years. According to the U.S. Committee on Refugees, the number of internally displaced persons in northern Iraq increased from around 640,000 in 1994 to almost one million in 1999. And thousands more are expelled every year.

Saddam's ethnic cleansing isn't new. In fact, he was once famous for it. In 1988, during the Iran-Iraq War, Saddam's forces carried out the infamous Anfal Campaign-razing some 5,000 villages in northern Iraq, relocating populations into well-guarded "collective towns," and using chemical weapons against those who did not move fast enough. By the end of the year, approximately 182,000 non-Arabs had been massacred. But, over time, Saddam has grown more savvy about public relations. Today, by carefully controlling press access, he keeps his ethnic cleansing from international view. Indeed, to listen to many in the United States and Europe, you'd think the main cause of suffering in Iraq today is not Saddam, but the U.S.-led sanctions campaign against him. In the swelling towns of northern Iraq, however, they know better.

Abdullah, 44, a married father of six, tells a typical story. He was an elementary school teacher in the oil-rich city of Kirkuk, a veteran of the eight-year Iran-Iraq War, and a conscript in the Iraqi occupation of Kuwait. One day last spring, several policemen and an official from Saddam's ruling Baath Party (which foments racism against Kurds and other non-Arabs) pushed their way into his house without warning. They confiscated the family's U.N. oil-for-food-program ration cards, then ordered Abdullah and his elderly parents to accompany them to the security headquarters "for five minutes," while his wife and six children waited at home.

When Iraqi security finally released him-not five minutes but one week later-they told Abdullah that his parents would remain in jail until the entire family agreed to abandon their home and property. Abdullah relented. Three weeks later, the family left, having lost their house and two cars, not to mention the quarter-million Iraqi dinar bribe they paid police in order to get back their U.N. ration cards (so they could get food when they arrived in the northern Kurdish safe-haven).

Abdullah said his expulsion was due to "Saddam's oil strategy. He does not want any Kurds in areas of oil wealth." The Iraqi dictator, it seems, suspects Kurds and Turkmans of disloyalty and feels his country's precious oil reserves would be safer surrounded by ethnic Arabs. The expulsions have grown so frequent, Abdullah added, that "there is no Kurdish family in Kirkuk who is not waiting for the knock on their door."

Many Kurds have no choice but to wait. According to several refugees in Bardiqariman, a tent city in the safe haven that held 1,660 people the day I visited, the Iraqi government no longer allows Kurds to hold good jobs unless they reregister their ethnicity as Arab. Some Kurds try to do just that, but it often doesn't work. Saddam's henchmen still cleanse them from oil-rich areas, but, in an ironic nod to their assumed identity, many are banished not to the Kurdish north but to non-oil-producing areas in the Arab south. I asked one family in the northern town of Kalar how they got there. After I pointed out a few discrepancies in their accounts, they admitted, embarrassed, that they had tried to change their identity to Arab but were expelled anyway. Torture isn't widespread, but it isn't exactly unheard of either.

Qasim, 57, told me how security police snatched him and his family from their house in Khanaqin, then savagely beat him in jail while his wife and daughters sat in the adjacent cell. After one particularly harsh beating, Qasim's daughter Bisma explained, blood oozed from her father's ears; he has been deaf ever since. Other families tell similar stories. Seventy-three-year-old Nadeema cares for her son, who suffers from brain damage the result of a severe beating by Iraqi officers in 1994 during a round-up of young Kurdish men. Despite her family's subsequent expulsion to Sulaymaniyah in the north, she considers herself lucky, explaining, "Most families in Khanaqin never saw their sons again."

And the abuse can also be more subtle. Ruhnak, a 37-year-old woman, told me that Iraqi security officers arrested her and demanded she divorce her husband, whom they accused of working against the government. When she refused, they expelled her four children from school and told her they would stop her U.N. oil-for-food rations if she did not leave Khanaqin. She now lives in the city of Kalar across the border in the safe haven.

According to Zahir Shukur Bapir, head of the governing Patriotic Union of Kurdistan's Displaced Persons Bureau in Darbandikhan, the capital of the Kurdish-controlled section of the Kirkuk governorate, "Every governorate [under Saddam's control] has an Office of Peoples' Issues from where they order expulsions." An emerging paper trail backs up his claim. In one two-year-old document, recently smuggled into the safe-haven, one of Saddam's governors issued detailed expulsion instructions, attaching a list of 1,380 people to be expelled over the course of three months. Separately, the September 19, 2000, edition of the official Iraqi newspaper Sawt al-Ta'amim (Voice of Nationalization) reported the distribution of 10,000 plots of confiscated land to members of the Iraqi military and security forces. Saddam's government quickly pulled the paper from newsstands, but dissidents had already sent a few copies to the north.

Life for the Kurds expelled to tent cities in northern Iraq is bleak: Temperatures exceed 100 degrees during the summer, then fall below freezing in the winter. Drinking water is scarce. Most displaced persons say they want to return home but cannot do so while Saddam remains in power. Most of the refugees think Saddam views the Bush administration's ongoing effort to soften the sanctions regime as a sign of weakness. And, as they know all too well, Saddam usually responds to weakness with aggression. Asked about returning home, Muna, a recent arrival from Khanaqin, referred to Saddam's legendary chemical weapons attack in 1988: "We are too afraid of another Anfal," she said. Perhaps the Bush administration should be as well.

Michael Rubin, a Carnegie Council fellow and visiting scholar at The Washington Institute for Near East Policy, recently returned from nine months in northern Iraq.

• LE NOUVEL OBSERVATEUR

19-25 JUILLET 2001 •

Il y a un an Bachar el- *Le faux*

Un espoir de liberté était né à Damas. Mais entre les « loups féroces » et les « loups gentils », le nouveau président est sous surveillance. Un an plus tard, les Syriens se demandent s'ils ne se sont pas trompés...

Bachar el-Assad en visite officielle à Paris le 25 juin

Assad succédait à son père

printemps DE DAMAS

De notre envoyée spéciale. Garance Le Caisne

C'est un peu comme si tout à coup l'air était devenu plus doux. Une brise de liberté s'est levée sur les collines de Damas. Légère, inespérée, elle a ranimé une société syrienne plongée dans le coma par trente années de dictature. Dans les rues de la capitale, les portraits obsédants de l'ancien président Hafez el-Assad, décédé le 10 juin 2000, ont été décrochés. Le matin, la presse étrangère – notamment libanaise – est distribuée plus tôt dans les kiosques. Comme si les censeurs l'avaient seulement survolée. Le soir, les Damascènes s'attardent dans les nouveaux bars et restaurants qui viennent d'ouvrir. Des intellectuels pensent à créer des salles de spectacle indépendantes.

« Aujourd'hui, on peut critiquer le régime sans risquer automatiquement la prison. Nous respirons un peu, nous nous sentons plus libres même si c'est encore une liberté enchaînée. » L'homme qui parle est un ancien prisonnier politique. Membre éminent du Parti d'Action communiste, il est sorti de prison l'année dernière après dix-huit ans passés derrière les barreaux. Dans la salle climatisée du Havana, le café intello du centre-ville où l'on fume le narguilé, cet homme à la silhouette fragile préfère encore rester anonyme mais il parle sans baisser le ton. Ces derniers temps, les services de renseignement sont plus discrets.

Le Sagraman - Corbis Syria

Ce dimanche soir, il se rend à la maison de Jamal Atassi. A côté de l'université de Damas, la villa blanche de cette figure politique, nassérien mort il y a un an et demi, accueille tous les mois une *mountadat*, un forum. Plus de 200 personnes s'entassent sagement dans les cinq pièces de la villa. Professeurs, universitaires, écrivains... Les retardataires resteront debout dans l'escalier ou sur le trottoir, l'oreille tendue vers des haut-parleurs. Trois quarts d'heure d'exposé puis une heure de questions-réponses, pas plus de cinq minutes par intervenant. Critique du régime, du manque de pluralisme, de l'absence de liberté... Officiellement, la *mountadat* de Jamal Atassi, comme toutes les autres, est interdite. La police pourtant ne bougera pas. « On vit perpétuellement entre l'interdit et le permis, explique l'écrivain Michel Kilo, ténor de l'opposition. Tout est interdit. La police laisse faire jusqu'au moment où elle dit que c'est terminé. Dans un an, elle pourra décider d'emprisonner les participants à cette *mountadat* ce soir-là. »

Jamais depuis trente ans les Syriens n'ont connu un tel sentiment de liberté. Jamais non plus ils n'ont senti à quel point ils étaient encore prisonniers du régime et combien cette liberté nouvelle, qui les laisse stupéfaits, est superficielle. Après la mort de Hafez el-Assad, son fils et successeur Bachar, élu dans la tradition locale – c'est-à-dire avec 97,29% des voix –,

avait promis « la démocratie » et « le respect de l'opinion des autres ». Les intellectuels y avaient cru. Jeune, moderne, parrain d'internet en Syrie, Bachar semblait sincère. Un an après son élection, le doute s'est installé. Aujourd'hui les Syriens ne savent plus quoi penser. Et avec le temps qui passe ils sont de plus en plus nombreux à se demander s'ils ne se sont pas trompés. Qui est réellement ce président de 35 ans aux si bonnes manières ? Auraient-ils raté une occasion en laissant filer le « printemps » de Damas, cette période historique qui a vu l'éclosion de plus de 70 forums dans tout le pays jusqu'à ce que Bachar y mette brutalement fin ?

Tout avait pourtant si bien commencé ! En juin 2000, c'est en effet comme un soulagement que la plupart des Syriens accueillent la disparition du dictateur. Quatre mois après sa mort, une pétition réclamant le respect des droits de l'homme, le retour des libertés fondamentales et la fin de l'état d'urgence – en vigueur depuis 1963 – circule même à Damas. C'est une première. 99 intellectuels et artistes la signent. Aucun ne sera inquiété. En janvier, ils sont un millier à signer une autre pétition formulant les mêmes revendications. Entre-temps, les *mountadats* – les forums – se sont multipliés.

« C'était incroyable, se souvient ce profes-

800 prisonniers d'opinion

Le sort du journaliste dissident Nizar Nayyof, enlevé le mois dernier en plein centre de Damas, puis remis en liberté avant d'être autorisé à se rendre à Paris, où il est arrivé dimanche, montre à la fois que des changements sont intervenus en Syrie dans le domaine des droits de l'homme et que ces changements restent limités. Agé de 40 ans, presque aveugle, Nizar Nayyof était l'un des prisonniers d'opinion les plus connus au monde. Membre du Comité de Défense des Libertés démocratiques en Syrie, rédacteur en chef de « la Voix de la démocratie », il avait été libéré le 6 mai après neuf ans de prison. Il a été enlevé le 20 juin et détenu quarante-huit heures par des « services » syriens, juste avant de donner une conférence de presse dénonçant les atteintes aux droits de l'homme dans son pays. C'est sous la pression des organisations de défense des droits de l'homme et du gouvernement français qu'il a été remis en liberté et autorisé à se



Nizar Nayyof

Calabre - Gamma

rendre en France pour recevoir des soins : il souffre de lésions à la colonne vertébrale et d'un cancer des ganglions lymphatiques.

L'affaire Nayyof en témoigne : la situation des droits de l'homme s'est légèrement améliorée en Syrie depuis l'élection de Bachar el-Assad, le 10 juillet 2000. 600 prisonniers politiques ont été libérés en novembre. Certains d'entre eux, membres des Frères musulmans, étaient détenus sans jugement depuis 1979. Les arrestations arbitraires et l'usage systématique de la torture ont diminué.

Trois nouveaux journaux ont été autorisés. Mais il reste encore au moins 800 prisonniers d'opinion. Et si la vétuste prison de Mezzé, à Damas, a été fermée, celle de Palmyre, l'une des pires du Proche-Orient, existe toujours. Située en plein désert, non loin du célèbre site touristique, elle est réputée pour ses cellules en sous-sol où les détenus sont confinés à l'isolement pendant des années. ■ G. L. C.

seur de sciences politiques à l'université. Il y avait tous ces gens qu'on ne connaissait que de nom. On était là tous ensemble, pour la première fois, à oser dire publiquement ce qu'on disait chez nous. La société civile se redécouvrait, s'apercevait qu'elle existait encore. » Les mountadats sont-elles allées trop loin ? Trop vite ? Mi-février, le vice-président Abdel Halim Khaddam parle de « lignes rouges » à ne pas franchir. Bachar les définit un mois plus tard. Plus question de critiquer le parti Baas, l'héritage de Hafez el-Assad, l'unité nationale, l'armée. A moins d'obtenir une autorisation, il est désormais interdit d'organiser une mountadat. Pour les intellectuels, le coup est rude. D'autant plus qu'il vient du président.

« Il aurait fallu passer à la vitesse supérieure, ne pas se contenter de paroles et faire bouger les syndicats, les milieux professionnels », analyse aujourd'hui le metteur en scène Omar Amiralaye, collaborateur d'Arte. Pas facile. Après trente ans de dictature, la peur est toujours là. « Nous avons perdu le sens de l'organisation », continue Omar Amiralaye. En fait, personne n'a critiqué la personnalité du président, ni remis en question sa légitimité. La société l'a immédiatement adopté. Hafez el-Assad avait imposé dans l'inconscient collectif son image de père de la patrie. A sa mort, les Syriens se sont sentis responsables de ce dauphin orphelin. Comme s'il fallait le sauver des mains de la vieille garde au pouvoir. »

Parachuté à la tête de l'Etat par son père, l'ancien étudiant en ophtalmologie à Londres n'appartient à aucun pilier du régime : ni aux appareils de sécurité, ni à l'armée, ni au parti Baas dont il a formellement pris la tête, lors d'un congrès expéditif, dix jours après la mort

de son père. « C'est sa grande faiblesse », analyse un professeur d'arabe qui a participé activement aux mountadats et à la rédaction des pétitions. Pour cet enseignant, le régime est composé de trois courants : la vieille garde, les « loups féroces » et les « loups gentils ». Les deux premiers sont conservateurs, le troisième réformateur. Les chefs de file de la vieille garde sont le vice-président Abdel Halim Khaddam et le ministre de la Défense Moustapha Tlass. Anciens compagnons de route de Hafez el-Assad, ce sont les caciques du régime, hostiles à tout changement, politique ou économique, qui mettrait en péril leurs privilèges et ceux de leurs fils, assis sur de juteux monopoles. Ils craignent aussi de devoir un jour rendre des comptes et de ne pouvoir jouir d'une paisible retraite.

Les « loups féroces » sont des officiers de la sécurité d'Etat et de l'armée qui ont également servi sous Hafez el-Assad. Plus jeunes, ils souhaitent pérenniser le système pour avoir à leur tour leur place au soleil. Le plus connu est le propre beau-frère de Bachar el-Assad : Assef Chawkat, numéro deux des Renseignements militaires.

Restent les « loups gentils ». Eux aussi veulent leur part du gâteau, mais ils ont conscience que le pays doit être réformé pour répondre un minimum aux exigences internationales et attirer les capitaux étrangers. Quitte à autoriser l'émergence d'une société civile. Le tout sous contrôle. C'est la théorie de Bahjat Souleiman, numéro deux de la Sûreté d'Etat.

« Aucun des trois courants n'est capable de gouverner seul, précise le professeur. Il y a perpétuellement un jeu d'alliances. Au début, rien n'était

clair. Puis le courant réformateur de Bahjat Souleiman, proche de Bachar, a semblé prendre l'avantage. » Quand l'héritage de Hafez el-Assad a commencé à être critiqué dans les forums, les courants de la vieille garde et des « loups féroces » se sont sentis menacés. « Ils ont compris que leur tour pouvait arriver. Ils se sont alliés pour affaiblir Bahjat Souleiman. Depuis, Bachar est entre les mains de la vieille garde. »

Hors courants, Bachar el-Assad est isolé. Les hommes sur lesquels il peut compter viennent en majorité de la Société syrienne d'Informatique qu'il dirigeait avant d'être élu président. Ministres, de l'Enseignement supérieur comme Hassan Riché ou du Plan comme Issam Zaïm ; gouverneur de Damas et président de la Société d'Informatique comme Ghassan el-Lahham... Ils lui sont fidèles mais ne pèsent pas lourd. Bachar n'a pas réussi à les imposer. Depuis un an, une seule tête nouvelle est apparue au palais présidentiel : Saadallah Agha el-Qallah, chef du bureau chargé de la presse. Proche du président, cet ingénieur en topographie est un grand musicologue. Nommé juste avant la visite d'Etat en France de Bachar fin juin, il s'est surtout fait remarquer, à Paris, par une prestation qu'un journaliste syrien juge « pitoyable ».

Pour le reste du personnel du palais, « ce sont les mêmes personnes que du temps du père, jusqu'au traducteur et à la sténo ! », rapporte un diplomate occidental en poste à Damas. Faiblesse, excès de prudence ? « Bachar n'a pas les hommes pour remplacer la vieille garde », avoue Ghassan el-Lahham, qui connaît le président depuis quinze ans. A l'image des cinq enfants de ce fondateur du Baas, ancien ministre à la retraite, qui sont partis vivre aux Etats-Unis et au Canada, l'élite syrienne a fui. Impossible de trouver une famille de la haute société qui n'ait au moins un fils ou une fille émigrés à l'étranger.

Bachar a pourtant promis des réformes. Mais jusqu'où peut-il aller sans remettre en question sa propre légitimité ? Descendant du Prophète et héritier légitime du royaume marocain, Mohammed VI a pu se permettre d'installer à ses côtés des hommes nouveaux. Bachar, lui, n'est que le fils de son père, qui l'a installé sur cet étrange trône de la République arabe syrienne. Qu'il tente réellement de tourner la page, de remettre en question l'héritage paternel et tout s'écroule. Y compris son propre pouvoir. La vieille garde ne s'est pas privée de le lui répéter.

La situation régionale a aidé ces conseillers du pire. L'élection d'Ariel Sharon au poste de Premier ministre d'Israël en février et la multiplication des manifestations anti-syriennes au Liban, ces derniers mois, ont permis aux durs de crier au complot. Dorénavant, ceux qui critiquent le régime sont au mieux des irresponsables, au pis des traîtres. Le durcissement des relations avec Israël, après le raid de l'aviation israélienne sur une station radar syrienne dans l'est du Liban le 1^{er} juillet, n'arrange pas les affaires du camp réformateur.

A Damas, l'air est devenu plus doux mais le rêve est passé. « Nous vivons un moment bizarre, mêlé d'attente et de sentiment d'impuissance, estime Omar Amiralaye. Le pire est qu'on se demande si cette période grise ne va pas durer des années. »

GARANÇE LE CAISNE



Le Dr. Bachar El-Assad en visite d'Etat à Paris

Faisant fi d'une campagne pro-israélienne d'hostilité (1) et de dénigrement, rarement égalée à l'encontre d'un chef d'Etat en visite officielle en France, le président syrien Bachar El-Assad est arrivé, comme prévu et très ponctuellement, le lundi 25 juin à Orly, où il fut accueilli par le ministre Jean Glavany, représentant le gouvernement français, l'ambassadeur de Syrie, le Dr. Elias Najmeh, l'ambassadeur de France Charles-Henri d'Aragnon, les représentants du Corps diplomatique arabe, ainsi que de nombreuses personnalités syriennes et françaises.

Le Dr. Bachar El-Assad était accompagné de son épouse Asma, d'une délégation officielle comprenant le vice-président Abdelhalim Khaddam, le ministre des Affaires étrangères Farouk El-Charaa, le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur Mohammed El-Imadi, le ministre de l'Enseignement supérieur Hassan Richeh et le ministre des Transports Makram Obeid. Il s'y ajoutait une trentaine d'hommes d'affaires syriens.

Il retrouva très vite à l'Elysée le président Jacques Chirac pour un entretien en tête-à-tête de 90 minutes, suivi d'une réunion élargie en présence des conseillers de son hôte et du côté syrien du vice-président Abdelhalim Khaddam et du ministre des Affaires étrangères Farouk El-Charaa. Rencontre cordiale, fructueuse, et positive d'après les commentaires entendus des deux parties.

Mme. Catherine Colonna, la porte-parole de

l'Elysée, de son côté a confié aux journalistes que les principaux sujets abordés furent d'abord celui de la paix au Proche-Orient, que le président Bachar El-Assad avait basé sur le respect mutuel entre toutes les confessions en Syrie et dans la région, et qu'il donnait une priorité à la modernisation et à la formation des hommes, c'est-à-dire à l'adaptation des Syriens, hommes et femmes, aux technologies de pointe, en particulier à l'informatique, ce qui entrera dans le cadre des projets d'accords franco-syriens (création d'une école supérieure de gestion, développement de l'enseignement de la langue française, du tourisme entre les deux pays, etc).

Il a bien évidemment été question de l'Europe au cours de la discussion à propos de l'accord d'association avec l'Union européenne, sans oublier l'économie, Paris est déficitaire par rapport à Damas dans ses échanges.

Au dîner à l'Elysée, assistaient plus de 200 invités, dont, en plus des officiels et diplomates syriens et français, on remarquait la présence de l'ancien premier ministre Raymond Barre et de son épouse, l'ancien ministre Dominique Perben, Michel Habib-Deloncle, Hervé de Charette, le président de l'IMA Camille Cabana, l'homme d'affaires Jean-Luc Lagardère, l'ambassadeur Henri Servant, président de l'Association d'Amitié France-Syrie, le journaliste et écrivain Patrick Seale, la déléguée générale de la Palestine Leïla Shahid, le directeur de la Mai-

son des Cultures du Monde Cherif Kaznadar, le Dr. Osman Aïdi, etc...

Les deux Présidents dans leurs allocutions mirent en relief l'importance d'une grande politique d'amitié et de coopération entre la France et la Syrie, mais aussi entre l'Europe et le Monde arabe. A noter que le président Bachar El-Assad, reviendra dans sa conférence de presse, sur cet aspect du français en souhaitant qu'elle devienne la deuxième langue en Syrie. Il a aussi déclaré qu'il se rendrait au Sommet de la Francophonie à Beyrouth, s'il y était invité.

Au deuxième jour : Partenariat et clarification

Le programme du 26 juin débuta par un petit déjeuner à l'hôtel *Marigny* avec le Président et un certain nombre de dirigeants du MEDEF (le patronat français) parmi lesquels on remarquait les chefs de grandes entreprises françaises.

Dans ses propos, le Dr. Assad a insisté non seulement sur la nécessité de concrétiser des partenariats entre les entreprises française et syriennes dans un climat de confiance qui favoriserait des investissements dans les deux sens, mais

aussi sur l'impérieuse nécessité de profiter du savoir-faire français dans les domaines de la formation et du management.

Au delà des échanges de vues, cette rencontre franco-syrienne a permis aux hommes d'affaires des deux parties de faire des propositions concrètes et d'évoquer des projets de partenariat précis, notamment dans le domaine de l'industrie de transformation et de l'agroalimentaire.

A 11h, le président Bachar El-Assad, son épouse et la délégation qui l'accompagnait, assistèrent à une réception donnée en leur honneur à l'Hôtel de Ville de Paris, par le maire de Paris Bertrand Delanoë, dans le grand salon archicomble. Dans les gravées réservées au Conseil de Paris, on remarquait la présence de l'ancien ministre gaulliste Jacques Toubon.

A noter aussi, lui faisant vis-à-vis, le député MDC Jean-Pierre Michel, le recteur de la Mosquée de Paris, le Dr. Dalil Boubakeur, Michel Habib-Deloncle, le Dr. Osmane Aïdi, etc.

Dans les discours échangés à cette occasion, le maire de Paris et son hôte ont souligné les liens traditionnels entre la France et la Syrie; et M. Delanoë n'a pas manqué de clamer solennellement « l'attachement de la France aux droits fondamentaux et aux valeurs démocratiques condamnant fermement le racisme, l'antisémitisme, l'exclusion et la négation de l'histoire ».

Un incident se produisit au moment où le Président syrien allait prendre la parole, lorsqu'un élu du Conseil de Paris se leva en brandissant une affichette hostile à l'invité d'honneur du maire de Paris. Le service d'ordre expulsa rapidement le perturbateur, et le président Bachar El-Assad, qui ne s'était pas départi de son sourire, pu prononcer son discours, dont il lut la conclusion en français.

Après un déjeuner de travail à Matignon avec le premier ministre Lionel Jospin, le président Bachar El-Assad se rendit à l'Institut du Monde arabe où il fut reçu par le président Camille Cabana et le directeur général le Dr. Nasser El-Ansary, pour une visite d'oeuvres syriennes, et un échange de discours et de cadeaux, en présence des membres du Corps diplomatique arabe et de plusieurs personnalités.

La fin d'après-midi fut consacré à l'Assemblée générale, à un échange entre le président Bachar El-Assad et plusieurs membres de la Commission des Affaires étrangères, présidée par le député François Loncle. Les députés abordèrent en particulier la position syrienne dans le processus de paix, vis-à-vis du Liban, et sur les relations franco-syriennes. Le Président syrien fut ensuite l'hôte à dîner du président de l'Assemblée Nationale, M. Raymond Forni.

Ce même jour, *Le Figaro* publia une page entière, sous forme de publicité de l'Association « La Communauté syrienne » qui souhaitait la bienvenue au président Bachar El-Assad. Dans l'après-midi, plusieurs centaines de Syriens défilèrent près du Rond Point des Champs Elysées, en brandissant des calicots sur lesquels on pouvait lire des slogans favorables au chef de l'Etat syrien et à l'amitié franco-syrienne.



Le président Bachar El-Assad et le premier ministre Lionel Jospin.

Au troisième jour : Rencontre avec la presse

Quatre heures avant de reprendre l'Airbus présidentiel de la Syrianair pour Damas, le président Bachar El-Assad a reçu la presse à l'Hôtel Marigny dans une salle archicomble, qui n'avait pu contenir tous les journalistes qui s'y étaient rendus.

Parmi les nombreuses questions qui étaient posées, le président Bachar El-Assad a notamment déclaré : « Chacune des parties concernées par le conflit israélo-arabe doit assumer ses responsabilités dans le respect de ce qui a été déjà négocié et approuvé par le monde entier, à savoir les résolutions des Nations unies et les principes préconisés à Oslo et adoptés à la Conférence de Madrid ».

Sinon, avait-il averti, l'impasse dans laquelle nous nous trouvons depuis une dizaine d'années risquerait de se prolonger avec les risques d'une explosion à tout moment ».

Et aussi :

- La campagne antisyrilienne des milieux sionistes dans le monde a commencé lors de la visite de S.S. le Pape en Syrie, visite qui a été un succès et qui a confirmé l'esprit de tolérance et d'ouverture qui règne en Syrie. Mais cette campagne n'affectera en rien le respect des valeurs morales et spirituelles.

- Le journaliste Nizar Nayyuf est libre de voyager à sa guise, il n'y a aucune interdiction de la part des autorités syriennes.

- Le premier ministre français Lionel Jospin a été invité à se rendre en visite officielle en Syrie. Il a accepté cette invitation mais aucune date n'a été encore fixée pour ce voyage.

Après avoir répondu aux questions des journalistes, le président Bachar El-Assad a tenu à remercier les hautes autorités françaises pour leur accueil et a rendu hommage à la « position juste et claire » de la France, à l'égard du conflit du Proche-Orient, regrettant cependant le manque de rôle actif de l'Europe dans la recherche d'une solution à cette crise.

A Orly, c'est le ministre Jean-Luc Mélenchon qui représentait le Gouvernement au salon d'honneur, jusqu'au départ du président Bachar El-Assad, de son épouse et de la délégation qui l'accompagnait.

Terre de mémoire et de haute culture, la Syrie est aussi une terre d'avenir

*Allocution prononcée par Jacques Chirac, président de la République,
à l'occasion du dîner d'Etat offert en l'honneur
du président de la République Arabe Syrienne
et de Madame Bachar El-Assad*

**Monsieur le Président,
Madame,**

Mon épouse et moi-même sommes heureux de vous accueillir à Paris. Soyez les très bienvenus en France où il nous est agréable d'être vos hôtes pour votre première visite d'Etat en Europe.

Il y aura bientôt trois ans, je recevais, au Palais de l'Élysée, votre père, le Président Hafez El Assad. Ici même, il avait réaffirmé le choix stratégique de la paix fait par la Syrie. Ce choix, Monsieur le Président, vous l'avez, dès votre investiture, personnellement et solennellement endossé.

La paix est aujourd'hui, plus que jamais, au cœur de nos préoccupations. Depuis Madrid, elle a paru à plusieurs reprises à portée de main. Sa perspective s'est hélas éloignée ces derniers mois. Les affrontements ont pris le pas sur le dialogue. Ils ont ensanglanté la Palestine et Israël au point de menacer la stabilité même de toute la région.

Cette situation, la France se refuse à l'accepter comme une fatalité. Elle condamne le terrorisme aveugle et les violences d'où qu'elles viennent, avec leur cortège de victimes civiles. Elle réprouve le cycle délétère des affrontements et des représailles qui ne peut que nourrir le ressentiment des peuples, dresser davantage les hommes les uns contre les autres, et élever dans les coeurs un mur d'incompréhension et de haine. Seuls, le dialogue et la négociation peuvent conduire à la paix. Et seule, une paix juste et globale peut assurer, durablement, la sécurité et la prospérité de la région.

Les conditions de cette paix, combien de fois les avons-nous réaffirmées ! Le principe de la terre contre la paix, fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité, le principe aussi de l'intégrité et de la sécurité d'Israël. Ces positions, ce sont celles des Nations-unies et donc de l'ensemble de la communauté internationale.

Si la gravité de la crise actuelle rend impé-

rieuse la recherche d'une solution entre Israéliens et Palestiniens, la reprise du dialogue sur les volets syrien et libanais reste également primordiale. Nous y sommes déterminés. Au Proche-Orient, la paix ne se fera pas sans la Syrie ni le Liban, car la paix globale, à laquelle nous travaillons, repose non seulement sur le droit des Palestiniens à disposer d'une terre et d'un Etat, mais aussi sur le retour légitime du Golan à la Syrie. La paix devra enfin confirmer l'unité, l'intégrité et la souveraineté du Liban.

Vous connaissez, M. le Président, la mobilisation et les efforts déployés par la France sur toutes ces questions. Nous ne baissons pas les bras et restons les artisans d'un dialogue continu et confiant avec l'ensemble des parties, sans exclusive, en concertation étroite avec nos partenaires de l'Union européenne, avec les Etats-Unis, avec le Secrétaire général des Nations unies et avec tous ceux qui veulent ramener la raison et la concorde entre des peuples frères.

Des propositions ont été faites. Je pense naturellement aux recommandations de la commission présidée par le Sénateur Mitchell, aux travaux de laquelle l'Union européenne a participé activement. Nous soutenons les recommandations formulées. Elles sont équilibrées et justes. Elles constituent pour Israël et pour l'Autorité palestinienne un chemin vers la reprise de négociations politiques, elles ont déjà permis d'esquisser un cessez le feu que tous les pays de la région doivent s'efforcer de conforter par une attitude responsable et de retenue.

Dans cette région du monde, berceau des trois religions du livre, la paix ne sera pas sans le respect mutuel de toutes les communautés et de toutes les confessions.

La Syrie, Monsieur le Président, nous en avons parlé, demande "plus d'Europe" et invite les Quinze à s'engager davantage dans la recherche d'une solution. C'est précisément le sens des efforts déployés ces dernières semaines, à la faveur de la trêve. L'Union européenne s'est considérablement impliquée dans le processus d'apaisement. Elle a exprimé sa

disponibilité à accompagner par tous les moyens possibles la conclusion et la mise en œuvre d'un accord de paix. Elle poursuivra son action.

Plus d'Europe, c'est également la perspective d'un accord d'association de votre pays avec l'Union, actuellement en cours de négociation.

C'est enfin une relation euro-méditerranéenne plus étroite et plus intense, fondée sur les valeurs de compréhension mutuelle, de tolérance et de respect des droits de l'homme. Vous et nous devons poursuivre l'ambition de refaire de la mer Méditerranée le trait d'union entre les peuples qui la bordent et un espace d'échange, de prospérité, et de liberté.

Qui peut, mieux que la Syrie, saisir toute la richesse, toute la promesse du grand brassage des cultures ? En se déployant au VII^{ème} siècle sur les rives de la Méditerranée, les Omeyyades, héritiers du Prophète, surent garder le meilleur des civilisations rencontrées : Byzance et la Perse, Rome et la Grèce, sans oublier le monde chrétien. Bien des vestiges témoignent encore, au pays de Cham, de ce subtil et brillant syncrétisme.

Terre de mémoire et de haute culture, la Syrie est aussi une terre d'avenir, forte d'un peuple jeune. Et c'est pour répondre aux aspirations de cette jeunesse, Monsieur le Président, que vous souhaitez engager votre pays dans un processus de modernisation et d'ouverture à la réalisation duquel la communauté internationale sera particulièrement attentive. La France a apprécié le message de réformes entendu à Damas, le jour de votre investiture. Sous votre impulsion, votre pays veut aussi s'adapter aux enjeux complexes de la mondialisation. En cela, la France est prête à vous apporter son soutien et à étoffer sa coopération avec la Syrie.

Dans les domaines de la culture, d'abord avec notre ambitieux programme de formation des assistants de vos universités, ou notre participation à la diversification des disciplines. Avec la mise en chantier de la nouvelle Ecole française de Damas. Avec l'ouverture à Alep d'une antenne de l'Institut français d'études arabes. Avec ce nouvel élan que vous avez souhaité donner à l'enseignement du français dans votre pays. Avec la participation de la France à une grande école de gestion que vous appelez de vos vœux.

Notre coopération se renforce également dans le domaine de la réforme de l'Etat, avec la participation de l'Ecole nationale d'administration à la formation des hauts fonctionnaires syriens ; avec les relations nouées par la Banque centrale de Syrie et la Banque de France, qui, depuis deux siècles, symbolise le sérieux et la solidité de la gestion financière de la France, et qui s'honore, Madame, de recevoir demain votre visite.

Enfin, Monsieur le Président, vous allez rencontrer les représentants du patronat français.



L'accueil chaleureux de Bachar El-Assad par le président Jacques Chirac sur le perron du Palais de l'Élysée

Bénéficiant des contacts noués en Syrie par nos collectivités locales, je pense en particulier au jumelage qui unit Lyon et Alep- et par nos Chambres de Commerce, les entreprises fran-

çaises souhaitent être plus présentes chez vous. Elles veulent accompagner cette ère nouvelle de votre histoire et participer à vos projets de développement, notamment dans le domaine des

Elargir la coopération entre la France et la Syrie

Allocution du président Bachar El-Assad, président de la République Arabe Syrienne à l'occasion du dîner offert par le président Jacques Chirac, président de la République Française au palais de l'Élysée à Paris, le 25 Juin 2001

Monsieur le Président Jacques Chirac
Madame,
Mesdames et Messieurs,

Qu'il me soit permis d'exprimer mes remerciements à M. le Président Jacques Chirac pour le vibrant hommage que nous avons écouté, et pour cette cordialité qui a marqué les relations franco-syriennes au cours des années précédentes.

Je voudrais commencer mes propos en vous exprimant au nom de mon épouse, en mon nom, et au nom de la délégation arabe syrienne, notre gratitude pour l'accueil exceptionnel qui nous a été réservé dans cette merveilleuse et prestigieuse ville de Paris.

Je suis particulièrement heureux d'effectuer ma première visite d'État en France, depuis mon investiture en tant que Président de la République arabe syrienne. Je vous remercie pour votre généreuse invitation, qui m'a donné cette occasion importante, pour échanger avec vous et avec les responsables français, les points de vue concernant les questions régionales et internatio-

nales qui intéressent nos deux pays, et nos deux peuples, surtout dans les conjonctures actuelles de la région du Proche-Orient, et du monde en général. Je suis sûr que les entretiens que nous avons entamés, et qui seront poursuivis, avec vous et avec votre gouvernement, donneront aux liens d'amitié et de coopération, qui distinguent les relations franco-syriennes au cours des dernières années, une nouvelle impulsion. Deux points de repère jalonnent nos relations bilatérales : Votre importante visite effectuée en Syrie en 1996, et celle du Président feu Hafez El-Assad en France en 1998. Ces deux grandes visites ont renforcé les relations déjà existantes entre nos deux pays qui se ressource dans une histoire plus que centenaire et qui ont laissé des traces positives et claires dans nos relations bilatérales et ce dans tous les domaines.

Je tiens à insister sur le désir sincère réciproque pour cette visite, qui marque un moment intense en faveur du développement de nos relations bilatérales, et une détermination ferme pour dépasser tous les obstacles qui les entravent. Cette visite exaucera nos aspirations pour

transports, des hydrocarbures, de l'exploitation minière et de l'eau. M. le Président, je vous les recommande.

Vous le voyez, M. le Président, nous avons bien des projets pour intensifier et élargir cette "indestructible amitié" entre la Syrie et la France qu'évoquait le général de Gaulle.

Il y a trois ans, le Président Hafez El Assad et moi-même avons placé sa visite sous le signe de l'amitié retrouvée. Si vous le voulez bien, plaçons la vôtre sous celui de l'amitié renforcée.

Et c'est à l'amitié que je vais maintenant lever mon verre. Je le lève en votre honneur, Monsieur le Président, et au succès de votre haute mission. Je le lève en votre honneur, Madame, en vous renouvelant mes très respectueux hommages. Je le lève en l'honneur des éminentes personnalités syriennes qui nous entourent ce soir. Je le lève en l'honneur du peuple syrien ami, auquel je souhaite bonheur et prospérité. Je le lève, enfin, à la paix, cette paix qui est le bien le plus précieux des Nations et qui seule permet de bâtir solidement l'avenir.

renforcer la coopération dans l'intérêt commun de nos deux peuples et de nos deux pays.

Les relations qui lient la Syrie à la France se sont établies sur des bases solides de respects réciproques et d'intérêts communs. Nos accords de coopération qui touchent les domaines les plus divers, scientifique, culturel et économique, se sont vus renforcés dès le début des années soixante dix du siècle précédent.

Je voudrais souligner ici le grand nombre de nos jeunes qui se forment dans les universités et les grandes écoles françaises, et ceux déjà formés et rentrés pour que le pays tire profit de leur compétence. La Syrie, à son tour, abrite un certain nombre de chercheurs et d'archéologues français qui participent aux découvertes étonnantes de nos sols riches en sites dont la découverte a corrigé beaucoup de dates dans l'histoire de l'humanité. A leurs côtés se trouvent de grandes entreprises françaises travaillant dans des secteurs industriels et économiques. Élargir les perspectives de cette coopération dans les différents domaines soutiendra le processus de développement entrepris par la Syrie qui, à travers le changement pour le bien et la modernisation, vise à établir prospérité et épanouissement pour une communication meilleure avec les pays et les peuples dans le monde sur le plan culturel, scientifique et économique, vers l'ouverture et le modernisme.

Nous accordons la priorité, dans ce processus de développement, à faire redémarrer notre économie, priorité basée sur une utilisation meilleure des ressources du pays. Nous nous sommes lancés dans une vaste opération de développement de nos établissements d'enseigne-



Le Ministre Jean Glavany accueille le président Bachar El-Assad à Orly, le 25 juin.

ment pour mobiliser les potentialités de la société et ses ressources humaines. J'invite ici les institutions culturelles, scientifiques, économiques et celles de l'enseignement en France pour participer, avec leurs homologues syriens, à élargir au maximum les perspectives de cette coopération.

Monsieur le Président,

Nous estimons hautement la position qu'occupe la France au sein de l'Europe, et dans le monde. Sa civilisation, les contributions de ses savants, de ses écrivains et de ses artistes ne cessent de susciter l'admiration, et de renforcer le patrimoine commun de l'humanité. Nous voyons s'établir une complémentarité entre vos réalisations et les nôtres, au regard de notre vécu historique commun.

Le Président Charles De Gaulle a établi les bases de cette relation avec la Syrie et avec les autres pays arabes, en s'engageant aux côtés du droit et sur la base de la justice. Au cours de votre mandat présidentiel vous avez poursuivi cette voie qui donne à la France son rayonnement actuel.

La position de la France sur la scène internationale est hautement estimée. C'est pourquoi nous voyons que l'Europe en général, et la France en particulier, auront à jouer un rôle important pour une action sérieuse afin de faciliter l'instauration d'une paix juste et globale dans notre région. Cet objectif est aujourd'hui essentiel pour le bien de tous. Nous croyons fermement que la paix est essentielle pour le progrès, autant que le progrès sert à l'instauration de la paix. Nous croyons de même, que la sécurité de notre région et celle de l'Europe sont étroitement liées en période de violence et de paix. C'est pourquoi notre aspiration à la paix ne se fait pas à partir d'un état sentimental, mais parce que nous y trouvons un intérêt clair pour nous tous.

Nous avons estimé dès le début que le chemin le plus rapide qui mène à la paix est celui qui est

droit et clair, non celui qui est sinueux et par étapes. Nous ne cherchions pas à être félicités, pour tomber ensuite dans la sombre réalité et les différends qui s'ensuivent. Nous œuvrons pour instaurer une paix véritable basée sur les résolutions de la légalité internationale, et la référence de Madrid à savoir : la terre en échange de la paix.

Le processus de paix au Proche-Orient a subi plusieurs secousses, et nous ne serions pas enclins d'exagérer ou à abuser de superlatifs pour dire que le processus de paix est en cours d'avortement, ses principes et bases sont en train de s'effondrer à cause des politiques adoptées par les gouvernements israéliens et qui ont atteint dernièrement leur point culminant. Vous avez sans doute suivi le calvaire du peuple palestinien lequel subit toutes sortes d'agressions injustes, de tueries et de destructions de ses foyers. Les terres cultivées sont dévastées, les villes et villages encerclés et la vie quotidienne transformée en cauchemar.

La référence internationale fait défaut, et avec elle le principe de la terre en échange de la paix est remplacé par le principe de la sécurité d'Israël imposée par la force. Quelle logique erronée est celle qui réclame la sécurité pour un côté au détriment de l'autre; Parle-t-on de la sécurité des Arabes ?

Le principe de la terre en échange de la paix, approuvé par la communauté internationale, est remplacé par les Israéliens, par le principe de la paix imposée par la force. Cela signifie que la culture de la paix n'est pas encore mûre en Israël, car jusqu'à maintenant les Israéliens n'ont pas réalisé que la sécurité n'établit pas la paix, et que c'est plutôt la paix qui garantit la sécurité. Ils ne sont pas conscients que la force à notre époque n'est plus synonyme de sécurité, elle est devenue synonyme du droit. Par conséquent, celui qui possède la force, sans toutefois posséder le droit, sera voué à l'échec.

A partir de ce principe, nos attentes de l'Europe, et de la France en premier lieu, dont la révolution a lancé le slogan de la liberté, de la fra-

ternité et de l'égalité, et dont sa résistance face à l'occupation fut le symbole de la riposte à l'agression, est la première raison pour qu'elles soient dans notre région, partisane de la justice et du droit.

Notre position est claire, la Syrie n'a pas de conditions, elle a plutôt des droits approuvés par la communauté internationale. Nous avons annoncé publiquement que la paix juste et globale est notre choix stratégique quelles que soient les conjonctures.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous devons œuvrer ensemble pour un monde stable. Cela ne peut se faire sans que la justice règne sur terre. Les composants de base de toute justice sont l'égalité, l'amour, la compréhension et la fraternité, ce sont les principes qui étaient à l'origine même de la Révolution française qui a rayonné sur l'histoire du monde moderne.

Nous devons œuvrer ensemble pour renforcer la démocratie dans son acception la plus large. Il s'avère difficile d'instaurer une démocratie locale en dehors de l'existence d'une démocratie internationale qui constitue une garantie pour tous les pays du monde afin qu'ils recouvrent leurs droits intégraux. Le premier de ses droits est le droit à la vie pour les peuples, et la souveraineté sur leurs territoires. La démocratie ne saurait se faire sans accepter l'opinion de l'Autre, et pour l'accepter nous devons le comprendre, cela signifie l'entendre et le bien connaître. L'impérieuse nécessité de communiquer entre peuples, civilisations et cultures doit se faire à l'Est comme à l'Ouest, et au Nord comme au Sud. Ainsi pourrions-nous passer de la traduction de la langue à la traduction des concepts en vue de comprendre les particularités de chacun.

Nous devons œuvrer ensemble pour faire du bassin méditerranéen un lac de paix libéré de toute sorte de tuerie, de destruction, et d'armement qui menacent l'existence même de l'Humanité, qui bafouent les principes et détruisent l'environnement.

Nous devons aller plus loin dans les principes de l'Humanité, pour garantir à nos enfants, dans le présent, et dans l'avenir, une vie sûre, exempte de haine, pleine d'amour, de coopération et de tolérance.

Qu'il me soit permis en conclusion de vous transmettre les meilleurs vœux sincères du peuple arabe syrien qui tend sa main à tous les peuples de la planète et échange avec eux amour contre amour, et qui tient à consolider son amitié et sa coopération avec le peuple français.

Je remercie M. le Président Jacques Chirac et je lui souhaite ainsi qu'à Mme Chirac nos meilleurs vœux. A vous tous, j'adresse mes hommages.

Merci.

26 July 2001

CFR Report: US should support 'smart sanctions'

By SUSUSAN HELEN MORAN United Press International

WASHINGTON, July 26 (UPI) -- A recent policy report says that the United States should support the interim measures toward Iraq -- so-called "smart sanctions" -- that were proposed in June to the United Nations by the United States and Britain, and were intended to be key elements in the Bush administration's foreign policy.

The report makes recommendations aimed at improving conditions for Iraqi citizens while sustaining military deterrents against the regime of Saddam Hussein.

Although the proposals in the paper, "A Report on U.S. Policy Options Toward Iraq" -- published by the Council on Foreign Relations in New York -- have garnered recognition from analysts at the several major think tanks, scholars at other major think tanks condemn its recommendations as dangerous and misguided.

Alternatives for dealing with Iraq offered by these other think tanks range from the violent overthrow of Saddam's regime, to open negotiations with the dictator.

Authored by Morton Halperin, a CFR visiting fellow, and Geoffrey Kemp, a senior director at the Nixon Center, the report supports a U.S. policy that would preserve the U.N. "food for oil" escrow account, but give Iraqis more freedom to buy civilian goods.

The report supports the continued embargo on conventional weapons transfers, while refining the list of dual-use technologies banned in order to deter Saddam's development of weapons of mass destruction.

"Regime change ... should not be a central feature of a new Iraq policy ... since (its) articulation would almost certainly weaken efforts to sustain international pressure against Saddam Hussein in the United Nations, Europe and the region," the report says. Halperin and Kemp call instead for moderate, incremental support of Iraqi political opposition groups to help in the political and propaganda war against Saddam's regime.

"It should be a priority to retain the high ground on the matter of who is most responsible for the suffering of the Iraqi people," they write.

The report also calls for U.S.-led international efforts to indict regime figures, limit their foreign travel, and freeze their external bank accounts.

The Washington Institute for Near East Policy has published a contrary proposal calling for the continuation of full economic sanctions against Iraq. The author, Michael Rubin -- who recently spent nine months in the self-governing area of northern Iraq known as Iraqi Kurdistan, where he taught at universities and interviewing politicians and citizens -- instead calls for active U.S. support of Iraqi groups that oppose Saddam.

U.S. support for the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan in the north and the Iraqi National Congress outside Iraq would mean keeping stricter sanctions in place, according to Rubin. "Altering (strong) sanctions will reduce the flow of money from the U.N. 'oil for food' program and weaken the KDP and PUK administrations," according to Rubin, who says the two groups have used oil-for-food proceeds "to rebuild a shattered economy and society in the north."

Rubin also warns that so called "smart sanctions" could strengthen the "separatist-terrorist PKK" (the Turkish Marxist Kurdistan Workers Party that began an insurgency against the Ankara government in 1984), allowing it to entrench itself in the rugged northern Iraqi terrain, where it already has bases.

Rubin admits that the Iraqi Kurds he spoke with do not presently support external opposition to Saddam's regime because they do not trust the United States to consistently assist them with material and air support. Previous efforts in 1996 by opposition groups including the Iraqi National Congress and CIA agents in the north ended badly, with many being tortured, imprisoned, and assassinated by regime forces.

"The Iraqi Kurds are not separatists," says Patrick Clawson, director of research at the Washington Institute for Near East Policy. "They do not claim that they have an independent government," he says. "Federalism in Iraq is their goal."

Frank Gaffney, director of the Center for Security Policy in Washington also favors a more aggressive policy than the one proposed in the CFR report. Ending Saddam's regime is "the only measure that will really reduce the Iraqi people's suffering and reduce the danger of weapons of mass destruction in Iraq," writes Gaffney in a CSP brief.

A former assistant secretary of defense in the Reagan administration, Gaffney recommends strengthening U.S. military support in the area and enforcing no-fly and no-drive zones in the north, which would make it easier for opposing Iraqi forces to rule the area. Sanctions should only be lifted on areas of Iraq that fall under the control of a provisional government run by a democratic opposition.

Gaffney's proposals closely follow those outlined in an Open Letter to President Bush that was written by Secretary of Defense Donald Rumsfeld, Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, and other former senior officials from previous Republican administrations. Included are recommendations to maintain a safe haven in the north, recognize a provisional government of Iraq, lift sanctions in the liberated areas, and release the estimated \$1.6 billion in frozen Iraqi assets to the provisional government.

Under this policy, the United States would launch a systematic air campaign against Saddam's Republican Guard, position U.S. ground force equipment in the region to assist and protect anti-Saddam forces, and help expand the liberated areas of Iraq.

There's one small problem with Gaffney's proposal: "Efforts to arm the opposition and foment a coup ... (are) illegal under international law," says Nicholas Arons, researcher at the Institute for Policy Studies.

Such efforts are "a waste of U.S. taxpayer money and push Baghdad to even greater repression," he says. Arons argues that U.S. military campaigns and economic sanctions on Iraq have devastated the Iraqi middle class, which, if strengthened, could provide the most stable basis for a democratic regime change. "Families spending scarce resources on salvaging health and avoiding starvation hardly have the time and energy to overthrow their leaders," he says.

Arons, who has led two delegations to Iraq with the Chicago-based humanitarian organization Voices in the Wilderness, advocates engaging the Iraqi leadership in diplomatic negotiations. "The whole issue needs to be depoliticized ... (Iraq) is a public health disaster" and should be viewed as such, he says.

"Our policy in Iraq is wrong," agrees Edward Peck, former chief of mission at the U.S. Embassy in Iraq, who spoke at a policy forum hosted by the libertarian Cato Institute in February. Peck, presently a visiting fellow at the Woodrow Wilson Foundation, favors opening diplomatic negotiations with Saddam's regime.

Another policy alternative, favored by some libertarian analysts, calls for seemingly isolationist measures. "We should do the same thing (with Saddam) that we did with Gadhafi after Reagan. Forget about him," said Dr. Ivan Eland of the Cato Institute during the February forum. Eland, the Cato's director of Defense Policy Studies, told forum participants the United States should end the general economic sanctions against Iraq while placing a narrow dual-use embargo on high-end technology, and reestablishing U.N. inspections of Iraq's weapons.

"End the no-fly zone, lower the rhetoric, and take away the spotlight," he proposes. "Quit bombing him, so his stature is not magnified among circles of people that we aren't friendly with."

Leon Hadar, another Cato fellow, puts it this way: "In general, we think that trade functions, even against Iraq, Burma, and North Korea, are wrong because trade helps to create islands of prosperity, strengthening middle classes and the transfer of ideas." "It would be naive to think that lifting sanctions -- which means Saddam would have unfettered access to some 20 billion dollars of annual oil revenue -- would not be dangerous to the region," says David Mack, a former U.S. ambassador to the United Arab Emirates and a seasoned foreign policy expert.

"On the other hand, people like me who advocate an assertive program to change the regime have a hard time showing how it could be done," says Mack, who is vice president of the Middle East Institute, a think tank in Washington. The CFR report by Halperin and Kemp makes a "fairly accurate assessment of the problems in establishing policy," says Mack. Yet none of the many policy options is very attractive, he says.

* * * * *

Les Kurdes s'installent en transit

Cinquante des réfugiés de l'«East Sea» sont toujours à Villeurbanne.

Libération 26 JUILLET 2001

Villeurbanne envoyée spéciale

Ils ont débarqué à 912, ne sont plus que 120 sur le territoire français, dont 50 à Villeurbanne. La majorité des Kurdes de Syrie arrivés à bord de l'«East Sea» en février a poursuivi son périple vers d'autres pays européens, notamment l'Allemagne. Pour d'autres, l'odyssée s'est achevée ici, en France. Dans la banlieue lyonnaise entre autres où, cinq mois après leur arrivée, les 50 Kurdes accueillis par Forum Réfugiés sont encore présents. Et espèrent bien rester. Ils ont été des superstars de l'asile. Au printemps, ils ont fait connaître aux Français la zone d'attente et les procédures d'admission, ont rencontré Danièle Mitterrand et multiplié les interviews. Depuis quelque temps, les Kurdes retrouvent une existence plus paisible et... plus grise. «C'est la routine», expliquent-ils. Leur vie de demandeur d'asile coule, tout doucement, dans l'attente d'une réponse de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Affinités. Les Kawa ont trois chambres à leur disposition. Ils ont transformé une des pièces en salle commune, avec une télé achetée d'occasion, des coussins et des tapis par terre. Comme les Kawa, les Kurdes ne prennent pas les repas dans la cuisine commune. Tous se repaissent dans les chambres, par familles et par affinités. Les femmes ne préparent pas d'omelettes ou de steak-frites, mais des spécialités kurdes: «*Qui nous apprendrait?*», s'exclame l'un d'eux. Tout au long de la journée, en petits groupes, ils boivent du thé sucré et fument des cigarettes. La télé qatarie est branchée en permanence, captée grâce à des paraboles installées récemment. «*On regarde les programmes politiques*», disent des hommes installés à même le sol.

«*La France, c'est bien. Très bien. C'est le papa qui l'a dit*», s'écrit Joan, 10 ans. Son père, un moustachu baraqué, ancien maçon, acquiesce. Sa famille souhaite rester en France avec leurs quatre enfants. Joan montre une photo de famille, au mur, cliché souvenir de la vie en Syrie. Ils n'ont pas de parents en Europe, contrairement à leurs compatriotes partis dès les premières semaines en Allemagne. Dans le couloir, une femme s'effondre et se retire dans sa chambre: «*En Syrie, elle avait une très grande maison, avec un jardin*» explique un voisin.

«*Ne pas dépenser.*» «*En France, les femmes ont plus de liberté. Elles travaillent*», commente Salma, enceinte de plusieurs mois et qui aimerait



Cinquante Kurdes parmi les 912 arrivés en février à Toulon à bord de l'«East Sea» ont été accueillis à Villeurbanne par Forum Réfugiés.

trouver un travail. Mais les maris - y compris le sien - sont plutôt d'avis que les femmes fassent la popote et le ménage. Ce sont les hommes qui sortent faire les courses ou emmener les enfants à l'école. Parfois, ils se promènent avec leurs épouses. La plupart du temps, «*la madame reste à la maison*» rapportent en chœur dans un français balbutiant, plusieurs chefs de famille. «*Nous aussi, on reste beaucoup ici: pour ne pas dépenser*», raconte Helue Kawa qui touche 1 860 francs (283,56 euros) toutes les deux semaines pour une famille de cinq.

«*La France, c'est bien. Très bien. C'est le papa qui l'a dit.*»
Joan,
10 ans

Dans le camp de Fréjus déjà, les parents se renseignaient sur la scolarisation des enfants. «*Ça aussi, ça a été leur première demande*, se souvient Mourad Talbi, responsable du centre. Ils savent très bien que si les enfants ne vont pas à l'école, ils n'ont aucune chance.» Six ont été scolarisés en maternelle, dix en primaire et trois au collège. Tous dans des classes spécifiques pour «*primot-arrivants*». Les enfants semblent enthousiastes: «*Ça se passe bien, c'est pas trop difficile.*» Ces après-midi de vacances, ils vont au centre aéré ou jouent sur un terrain de foot près du foyer. Avec des équipes

mélangées: des petits Kurdes nés en France et des gamins du quartier. Les filles viennent regarder. Joan ravi: «*2-0 pour les Kurdes.*» A présent, les enfants comprennent le français, commencent un peu à le parler et jouent même les interprètes. «*Pour aller au magasin, je demande à Joan*», rapporte son père. De leur côté, les adultes réclament des cours de français. Mais les demandeurs d'asile n'ont pas droit à un enseignement approfondi. **Crainte du retour.** Pour ces cours, comme pour l'ensemble des démarches, l'équipe de Forum Réfugiés explique aux Kurdes qu'ils sont dorénavant des demandeurs d'asile comme les autres: «*On ne cesse de*

leur répéter qu'il n'y a aucune certitude, qu'on attend avec eux», explique Mourad Talbi. Certains semblent confiants: «*Pourquoi on n'aurait pas le statut de réfugiés? On est kurdes!*» Mais ils sont rares. Pour la plupart, la crainte du retour en Syrie reste présente: «*M. Kawa, par exemple fait partie de ces Kurdes privés de papiers et d'identité qui, là-bas, ne peuvent pas acheter de maison, ni de voiture, ni voyager*», commente Ihsan Ibrahim (lire ci-dessous). L'attente les inquiète. «*Tant qu'on n'a pas le statut de réfugié, on n'a pas de vie. On ne peut pas travailler, ni rien faire.*» déplore-t-il. Comme n'importe quel demandeur d'asile ●

CHARLOTTE ROTMAN

Pourquoi les Kurdes ont dissimulé leur pays d'origine: «Notre sort en Syrie est inconnu en France»

Ihsan Ibrahim est un médecin kurde, petit homme polyglotte et malin qui était l'un des leaders dans le camp de Fréjus. Libération lui avait consacré un portrait en dernière page (27 février), à une époque où l'ensemble des Kurdes échoués de l'«East Sea» déclaraient qu'ils étaient originaires d'Irak et de la région de Mossoul. En avril, volte face: ils avouaient qu'ils provenaient en fait de Syrie. Et complétaient leur demande d'asile avec l'accord de l'Ofpra (Libération du 23 avril). Aujourd'hui, trois mois après, Ihsan Ibrahim s'explique.

Pourquoi avez-vous menti?

La France et les Français ne connaissent pas la situation des Kurdes en Syrie. L'Irak, vous pouvez interroger n'importe qui dans la rue, tout le monde sait qui est Saddam, et a au moins entendu parler de la guerre avec les Etats-Unis. Et puis les passeurs nous ont

dit que si on avouait qu'on venait de Syrie, on nous renverrait là-bas. Et qu'on ferait de la prison. Les Européens pensent qu'en Syrie, avec le nouveau dirigeant, le fils d'Hafez el-Assad, la démocratie va s'installer. Qu'il n'y a pas de crainte. Et vraiment, le sort des Kurdes est mal connu.

Que faut-il savoir?

Il y a notamment des centaines de milliers de Kurdes à qui la Syrie a retiré les papiers et l'identité. Comme s'ils n'existaient pas. La moindre formalité leur est impossible. Dans ma région, nos terres ont été données à des Arabes qu'on a fait venir exprès d'une autre région et qui peut-être n'avaient même pas envie de vivre là. Les noms de nos villages et de nos montagnes ont été changés. Nous n'avons pas de journal. Nous sommes une nation mais n'avons pas le droit d'avoir un livre en kurde. Tous ceux de l'«East Sea» ont eu de bonnes raisons de

partir. Il en fallait pour prendre ce vieux bateau, alors que c'était l'hiver, qu'on ne savait pas ce qui allait arriver.

Comment vous êtes-vous décidé à dire la vérité?

Ce que j'ai raconté était vrai: j'étais médecin, le peu de temps que j'avais de libre, je faisais de la politique. Dans mon récit, j'ai juste changé les noms. Je ne suis pas né à Mossoul, c'est tout. Le reste est fidèle. C'est Ali Dogan (un réfugié kurde de Turquie, militant de la Cimade, une association de défense des étrangers, ndr) qui m'a décidé à dire d'où nous venions. Je lui fais confiance. Il a dormi avec nous dans le camp à Fréjus, je sais qu'il se soucie du peuple kurde. Il nous a expliqué que des Kurdes du bateau avaient été arrêtés en Allemagne avec des papiers syriens. Il nous a finalement convaincus ●

Recueilli par C. R.

“Les élections iraniennes n’ont pas eu lieu”

Jamais l’Iran ne semble plus vivant que lorsqu’il vote – bien plus vivant que les pays dans lesquels les élections sont devenues une habitude. Les scrutins convoquent le peuple tout entier. Ils convoquent toutes les prises de position. Ils convoquent un peu du vent de l’Histoire. Les femmes y participent en tant que telles ; la jeunesse de même ; les minorités, jusqu’à un certain degré. Alliances et retournements d’alliances sont exposés au grand jour, de même que toutes les opinions en matière de relations internationales, d’économie, etc. On s’interroge même, jusqu’à un certain point, sur la place de la religion et de la pratique religieuse. Les tabous ne le sont plus. La population se trouve d’une certaine façon dans un instant suspendu. La dure réalité recule. L’espoir est au coin de la rue.

Mais, après les élections, l’Iran redevient ennuyeux. Plus ennuyeux encore que les démocraties traditionnelles après leurs élections. Ces dernières ont des rêves limités, des espoirs circonscrits, mais elles réalisent le premier des buts du processus électoral : traduire les rapports de forces en institutions et éviter le recours à la violence. L’Iran de Khomeyni fait le contraire. Il propulse les attentes à leur point culminant, puis rapproche les Iraniens de... la violence. Il les rapproche du sentiment d’avoir été dupés. Il les rapproche de la conscience d’être pris pour des imbéciles. Il les rapproche de la certitude que leurs voix n’ont eu aucun effet et n’en auront jamais. Les élections n’étaient qu’un moment de vacances. Un nuage d’été.

Les élections en Iran ne sont pas une occasion d’évacuer les tensions ; elles en sont, au contraire, une refondation. Les mêmes exigences sont répétées, les mêmes conflits rejoués, les mêmes manœuvres ourdies. La démocratie est et demeure dans les poches du Guide religieux, comme si rien ne s’était passé.

Nous en sommes toujours au même point : la volonté du Guide religieux demeure le seul absolu intangible. La volonté du peuple est anecdotique et relative. On s’en informe, puis on la remet dans un coin. La composition de l’armée ne change pas. La justice ne change pas. Le monopole des conservateurs sur l’information ne change pas. Les campagnes de dénigrement ne changent pas. Les excès de pouvoir ne changent pas. Les menaces du président Khatami de se fâcher tout rouge sont invariablement les mêmes. Ses larmes itou. Président pour un second mandat, donc leader de l’opposition pour un second mandat. En cela, l’Iran ressemble à ces coureurs qui ne souhaitent aller nulle part. Ils courent, ils se fatiguent, ils s’épuisent, ils tombent à terre ; mais ils sont animés par l’esprit de la course pour la course. Le pire est que cette situation absurde demeure un espoir à atteindre pour le reste des peuples de la région. Ces derniers, en Irak, en Syrie ou ailleurs, ne peuvent pas même bouger le moindre muscle. Personne parmi leurs dirigeants ne se donne même la peine de les duper par les biais d’élections sérieuses.

Ces Etats ont en commun le despotisme. L’Iran est particulier dans sa démocratie. L’Iran est particulier dans sa révolution, dans son système de gouvernement, dans ses élections. Il faudrait donc le comprendre de manière particulière. Et la première des choses à comprendre particulièrement est que les élections n’ont pas eu lieu. Jean Baudrillard a dit : “La guerre du Golfe n’a pas eu lieu.” La guerre, pour lui, s’est déroulée dans les médias plus que sur le terrain, à travers des missiles et des caméras téléguidés. Ce fut ainsi l’illustration d’un déplacement vers la réalité virtuelle, celle des médias. Ce qu’a écrit ce sociologue français nous offre une bonne grille d’explication pour ce qui se déroule actuellement en Iran.

Al Hayat, Londres

DU 26 JUILLET AU 1^{ER} AOÛT 2001

COURRIER INTERNATIONAL N° 560

L’introuvable gouvernement du président Khatami

Elu le 8 juin à la tête du pays, le président iranien peine pour constituer une équipe capable de lancer les réformes promises. Chaque parti politique réclame son quota de ministres.

SIASAT-E ROUZ

Téhéran

Mohammad Khatami est le troisième président iranien réélu pour un deuxième mandat dans l’histoire de la république islamique. Après une première expérience à la tête du pays, nous attendons cette fois-ci qu’il puisse tenir ses promesses, résoudre les problèmes de la société et satisfaire les revendications populaires. Pour cela, il lui faut un cabinet ministériel fort et efficace. Le choix de ses collaborateurs devrait reposer sur le seul mérite de ceux-ci, loin des pressions habituelles et des “quotas” exigés par les partis politiques. Ses partisans et les partis impliqués dans sa campagne électorale attendent avec impatience la décision présidentielle, d’autant qu’une guerre psychologique bien

► Dessin d’Ammer paru dans Wiener Zeitung, Vienne.



menée par la minorité conservatrice, qui n'a pas vraiment été intimidée par le vote massif en faveur de Khatami, vise à la création d'un cabinet ministériel faible et inefficace qui serait par la suite facteur de désordre.

Bien que le choix des ministres soit devenu aujourd'hui le sujet le plus chaud dans les milieux politiques, il faut examiner la question à froid. D'abord, il est évident que la composition du cabinet représente un enjeu stratégique. Le choix de ses membres est déterminant pour accélérer l'application des divers programmes de réformes. Depuis vingt-deux ans, nous avons eu sept cabinets mais finalement peu de ministres. Plus de la moitié des ministres ont servi au moins durant deux mandats sans que l'on soit toujours certain que le renouvellement de leur mandat ministériel soit justifié par leur efficacité.

LE PRÉSIDENT DOIT TENIR SES PROMESSES

Le président Khatami a proposé un programme en dix points lors des dernières élections. Ceux-ci serviront de principes d'action, nous précise le politologue Mohammad Javad Laridjani. Ce programme couvre à

■ **Justice à l'iranienne**
Qui a attaqué le foyer des étudiants de l'université de Téhéran en 1999 et sous les ordres de quels commanditaires ? Selon Hamid Reza Jalaipour, du Journal Iran, cette affaire reste non élucidée. Pour l'association étudiante iranienne libérale, le refus de la justice iranienne de divulguer les noms des personnes responsables de la tragédie est révélateur du climat de répression qui règne en Iran. Cette opération s'était soldée par la mort d'un étudiant et des arrestations massives d'autres étudiants. Ceux qui avaient mené l'attaque n'avaient pas été inquiétés.

la fois la direction économique du pays, la reconstruction structurelle du gouvernement, la réorganisation culturelle et le développement politique. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, il est nécessaire de mobiliser une équipe efficace. Laridjani ajoute que, pour cela, il faudrait non seulement un grand nettoyage au sein du cabinet ministériel, mais aussi parmi les postes de gestion à la tête de ce pays. Enfin, Laridjani rappelle que le peuple ne ressent pas d'animosité envers les familles politiques mais qu'il attend simplement que le Président tienne ses promesses en recrutant les meilleurs.

L'ancien député [réformateur] Mohammad Reza Chamani fait, lui, l'éloge de la décision présidentielle d'avoir consulté différents personnages et formations politiques pour le choix de son nouveau cabinet : le Président, en choisissant des individus aptes et responsables, devra s'assurer qu'ils acceptent le jeu démocratique et se sentent engagés devant le pays. Chamani, néanmoins, refuse le principe de quotas, si attendu par les partis alliés au Président. Partisan des quotas, le député Seyyed Abolfazl Razavi, représentant du Front 2 Khordad [réformateur] au Parle-

ment, demande si la formation d'un cabinet de technocrates peut se concilier avec ce système de quotas. "Peut-on faire partie du gouvernement sans avoir de compétences particulières à faire valoir ?" se demande le député.

TOUS LES PARTIS POLITIQUES VISENT LE POUVOIR

Il est légitime que les partis politiques qui ont œuvré en faveur de l'élection du président Khatami réclament des postes au sein du gouvernement. "Cela existe dans tous les pays", rétorque le député Mohammad Ali Kouzegar, du Front de la participation Mocharekat [réformateur]. Tous les partis politiques visent le pouvoir, ce qui importe, c'est le degré de respect de la loi, ajoute-t-il. Pour mener à bien les projets à l'ordre du jour, il est nécessaire que le Président soit soutenu par une équipe fidèle, unie et homogène. ■

Les Kurdes veulent faire payer à l'Etat turc ses violences



DIYARBAKIR (Turquie), 26 juil (AFP) - 8h55 - Dans le sud-est kurde, la fortune a fini par sourire aux habitants de Lice, que l'Etat turc vient d'indemniser pour la destruction de leurs maisons en 1993, reconnaissant sa responsabilité.

Une manne de 2,5 millions de livres sterling est échue à 246 habitants qui ont porté plainte devant la Cour européenne des droits de l'Homme.

Le gouvernement turc a conclu avec eux un accord à l'amiable pour éviter l'un des nombreux arrêts de la Cour en sa défaveur, et ils sont tombés d'accord fin mars sur le montant du dédommagement, explique Hasip Kaplan, leur avocat à Istanbul.

Quatorze mille dollars environ par personne, versés début juillet, soit près de quinze ans de salaire minimum: de quoi faire rêver une région déshéritée, profondément marquée par 15 ans de conflit et de violences de part et d'autre, où des centaines de milliers de villageois chassés de leurs champs ont dû s'agglutiner dans les périphéries des grandes villes pour y survivre plutôt mal que bien.

Soupçonnée d'être un nid de sympathisants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Lice fut partiellement détruite par l'armée en représailles à une série d'attaques des rebelles et l'assassinat d'un général.

D'autant que c'est à Lice, auparavant connue pour être un centre de raffinage d'héroïne venue des montagnes voisines, que fut créé en 1978 le PKK d'Abdullah Ocalan.

Cette ville hautement symbolique, située à 90 km de Diyarbakir, reste interdite d'accès aux journalistes, gardée par des barrages de l'armée, même deux ans après l'arrêt des combats décrété par le PKK, suite à l'arrestation de son chef et sa condamnation à mort en juin 1999.

Selon un ancien habitant qui s'y est rendu récemment, maisons détruites, arbres et champs brûlés offrent toujours un spectacle de désolation.

Avec leurs indemnités, une soixantaine d'habitants comptent aller reconstruire leur maison à Lice. D'autres projettent d'acheter un magasin ou une maison à Diyarbakir, ou placent leur argent à la banque, explique sous couvert de l'anonymat un ancien muhtar (maire) de Lice, qui organise encore ses habitants exilés à Diyarbakir.

"Nous sommes contents parce que nous avons récupéré nos droits, et nous avons fait connaître le tort qui nous a été fait", souligne-t-il.

Mais surtout, le cas des habitants de Lice a galvanisé la région.

"Le cas de Lice est exemplaire, c'est la première fois qu'autant de gens portaient plainte malgré les pressions", explique Osman Baydemir, avocat et membre de l'Association des droits de l'Homme (IHD), entre deux fermetures par les autorités de sa branche locale à Diyarbakir.

"Depuis cette affaire, des gens viennent tous les jours nous voir pour porter plainte auprès de la Cour européenne: pas seulement pour la destruction de leurs villages, mais aussi pour des exécutions sommaires, tortures, décès en détention préventive".

"Des compensations, c'est un espoir pour des gens qui vivent dans une grande pauvreté", souligne-t-il. "Mais une décision de la Cour européenne, c'est aussi un moyen pour que tout le monde sache ce qui s'est passé ici", explique-t-il.

"Avant, les gens avaient peur de porter plainte, parce qu'ils étaient soumis à un harcèlement policier, voire même torturés", explique sa collègue, Reha Yalçındet. "Maintenant, ils ont moins peur, même s'il y a toujours des pressions".

Depuis la fin du conflit, les violations des droits de l'Homme ont considérablement diminué, relève Me Baydemir, même si elles n'ont pas disparu.

Et une pesante ambiance de défiance et d'étroite surveillance perdure, comme en témoigne la présence de deux policiers en civil en permanence aux trousseaux de tout journaliste étranger.

Dur retour au village des Kurdes après la guerre



SCHAKLAT (Turquie), 27 juil (AFP) - 9h37 - Ecrasé sous un soleil de plomb entre des champs de blé, le village de Schaklat, en plein sud-est de la Turquie, à majorité kurde, renaît péniblement de ses ruines, après 15 ans de conflit armé entre la rébellion kurde et l'Etat turc.

Evacué en 1994 après plusieurs attaques du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et complètement détruit, il reprend lentement forme et vie depuis un an.

Plusieurs familles travaillent sous la canicule à relever leur ancienne maison, pierre par pierre. Des petites bâtisses neuves en béton à toit plat poussent timidement entre les ruines.

Le muhtar (maire), Hasan Yalçın, 64 ans, robuste moustachu aux cheveux blancs et aux yeux clairs --trois femmes, 21 enfants et un 22ème en route, précise-t-il fièrement-- reçoit les visiteurs: militaires, kaymakam (préfet), journalistes.

"Tout le monde est content d'être rentré, la vie est redevenue comme il y a 50 ans", assure-t-il devant les officiels.

Schaklat, à 60 km au nord-est de Diyarbakir, la capitale régionale, vivait alors confortablement, exportant son bétail vers les pays arabes.

Une centaine de familles sur les 250 que comptait le village, sont revenues depuis le feu vert des autorités en juin 2000, de Diyarbakir, Mersin (sud) ou Istanbul. Les villageois ont reçu une aide sous forme de bétail, ciment, bois pour reconstruire, explique le maire.

Mais elle ne suffit pas pour les plus démunis, dont certains n'ont pas même assez d'argent pour revenir s'installer depuis Diyarbakir, souligne-t-il.

Le village a été raccordé au réseau électrique, l'eau vient de sources.

Le retour dans les villages est étroitement encadré par le gouvernement depuis l'arrêt des hostilités proclamé en septembre 1999 par le PKK.

Selon le gouverneur de l'état d'urgence, Gokhan Aydiner, qui supervise la région, près de 200 villages et hameaux avaient ainsi accueilli fin mai 2.665 familles, soient 16.100 personnes en dix mois.

Schaklat est l'un des quelque 3.000 villages et hameaux détruits dans le cadre de la lutte de l'armée contre le PKK, selon les organisations de défense des droits de l'Homme. Le nombre de personnes déplacées dans le Sud-Est, de gré ou de force, varie selon les estimations entre 600.000 et 2 millions, sur une population de 4 à 5 millions avant le conflit.

Officiellement, quelque 3.500 villages ont été évacués et 378.000 villageois déplacés.

L'armée, omniprésente dans la province qui reste sous état d'urgence depuis 1987, s'affaire aussi à Schaklat aux finitions d'une mosquée, bâtiment de loin le plus imposant.

"La vie est très dure, aussi dure que lorsque nous habitons en ville. Nous ne pouvons que manger et survivre", glisse Servet Yalçın, une fois éloigné le commandant militaire.

Avant, il vivait à Diyarbakir et joignait de justesse les deux bouts pour nourrir sa famille de 6 personnes avec un travail saisonnier --récolte du coton ou des pistaches l'été-- qui permettait de passer l'hiver, puis il empruntait au printemps pour pouvoir tenir.

"On dépense toute notre énergie à bâtir des maisons, nous n'avons pas d'argent. Un de mes enfants s'est cassé une dent, je n'ai pas pu le faire soigner", explique-t-il. "Nous avons besoin d'aide, nous espérons une aide de l'Europe", lance-t-il. "Si rien ne vient, il n'y aura pas de différence entre notre vie ici et en ville".

Un espoir d'autant plus lié à l'étranger que le développement du Sud-Est, promis par Ankara après la capture du chef du PKK Abdullah Ocalan, ne s'est toujours pas concrétisé.

Et une aide à cette région rétive, traditionnellement délaissée par le pouvoir central, devient encore plus hypothétique avec la grave crise économique que traverse le pays.



IRAQ REPORT

27 July 2001, Volume 4, Number 23

A review of developments in Iraq prepared by the regional specialists of RFE/RL's Newsline Team

SADDAM FORMS NEW DOMESTIC TERROR GROUP. "Iraq Press" reported on 19 July that Saddam Hussein has formed a new commando group called "the ghosts" to carry out terrorist actions inside Iraq. The group is said to be supplied with the latest equipment and to have been recruited from among the Saddam Commandos which are led by Uday Saddam Hussein. The new group has sweeping powers, including the right to arrest people in Iraq without warrants, and supposedly will be used against senior military and government officials thought to be disloyal. (David Nissman)

UN DRIVER FOUND WITH EXPLOSIVES IN HIS CAR. Kurdish authorities have blocked an effort by a Tunisian national in a United Nations vehicle to smuggle explosive from a Baghdad-controlled area into a Kurdish-controlled one, KurdishMedia.com reported on 20 July. The website added on 23 July that several bombs have been discovered near Irbil and at sites where NGO and UN agencies have their headquarters. The Kurds have demanded that the United Nations issue a statement distancing itself from sabotage operations in Kurdistan. If such a statement is not forthcoming, the Kurdish officials said, they will be increasingly skeptical of UN operations there. (David Nissman)

FIVE REPUBLICAN GUARD OFFICERS EXECUTED. KurdishMedia.com reported on 23 July that five members of the Amoraib Republican Guard division were executed in front of 2,000 Iraqi officers on charges of conspiring against the security of the state. (David Nissman)

MOSCOW RESTATES OPPOSITION TO SANCTIONS... Russian President Vladimir Putin told British Prime Minister Tony Blair that UN "sanctions against Iraq are ineffective" because they do not help ensure that there are no weapons of mass destruction in Iraq, Interfax reported on 22 July. Putin added that conditions must be created so that UN inspectors can return to Baghdad, something possible only if sanctions are ended. (David Nissman)

...AND SADDAM WELCOMES RUSSIAN STAND. Saddam Hussein said on Baghdad radio and television on 19 July that he welcomes Russia's approach. The Iraqi leader said that "during a meeting with a representative of President Vladimir Putin, I told him: We are pleased with your position, not because it aborted a Security Council resolution. At least 50 percent of the Iraqi oil revenues are stolen through the memorandum of understanding. If they present the draft resolution on the stupid sanctions, we will reject it even if Russia accepts it. In such a situation, the resolution will be worthless. Therefore, this was not the reason for our pleasure, but we were pleased because you knew the right way. When Russia knows the right way -- while bearing in mind the historical relations between Baghdad and Moscow and the geographical factor that makes you the closest big power to the Arab world and not to Iraq alone -- we will be happy. We are happy when Russia recovers." (David Nissman)

ONE MILLION INTERNALLY DISPLACED PERSONS IN IRAQ. The U.S. journal "The New Republic" reported on 23 July that there are now close to 1 million internally displaced persons in Iraq, almost 400,000 more than in 1994. Most are Kurds and Turkmens who have been subject to Saddam's policy of ethnic cleansing. (David Nissman)

KUWAIT, ARAB LEAGUE AT ODDS OVER IRAQ. "Ukaz" of Jeddah on 22 July reported that Kuwait has criticized what it called Arab League Secretary-General Amir Musa's official thanks to Moscow for foiling smart sanctions against Iraq. But sources close to the secretary-general say that Musa did not send any official thanks to Moscow. (David Nissman)

TURKEY PLANS TO INCREASE TRADE WITH IRAQ. Turkish State Minister Edip Gaydali said that Turkey plans to increase its trade volume with Iraq, the "Turkish Daily News" reported on 24 July. Gaydali said that "we plan to increase the trade volume to \$1 billion by the end of 2001." Until the Gulf War in 1991, Turkey and Iraq had a trade volume of \$3 billion. Trade did not begin to revive until 1996. "Our main aim," he continued, "is to increase Turkey's share within the limits of the United Nations formula." Ankara's second aim is the removal of the sanctions on Iraq. Gaydali said that "we also want the sanctions to be lifted as soon as possible," according to "Anadolu" on 24 July. (David Nissman)

IRAQI PASSENGER TRAIN LEAVES FOR TURKEY. On 20 July an Iraqi passenger train left Baghdad for Turkey via Syria, the first such train in 19 years as a result of a new accord between Turkey and Syria, INA reported on 21 July. (David Nissman)

CHINA TO BUILD MOBILE PHONE NETWORK IN IRAQ. Baghdad's "Al-I'lam" on 21 July announced that the State Company for Telecommunications will soon start to build a wireless communication network in Baghdad with a capacity of 25,000 lines and that a Chinese company will participate in the project. The network is expected to expand to 100,000 lines in the near future, the paper said. (David Nissman)

STILL LITTLE INTERNET ACCESS IN IRAQ. Although access to the Internet is increasing elsewhere in the Middle East, there is very little of it in Iraq because the government prohibits the use of satellite dishes and monitors all fixed-line phone wires, the "Kurdistan Observer" reported on 23 July. (David Nissman)

IRAQI CHAMBER OF COMMERCE MEETS IN PUK-CONTROLLED KURDISTAN. A high-ranking delegation of the Iraqi Chamber of Commerce arrived in Al-Sulaymaniyah, the capitol of Patriotic Union of Kurdistan (PUK)-controlled Iraqi Kurdistan to discuss trade between all the cities in Iraq and Kurdistan. This is the first conference for the Iraqi Chamber of Commerce to be held in Al-Sulaymaniyah since the uprising in 1991. It is being held at the invitation of the Al-Sulaymaniyah Chamber of Commerce. (David Nissman)

PUK BRIEFS ITALIAN GOVERNMENT ON ARABIZATION. Bakir Fetah, a representative of the PUK in Italy, met with officials at the Italian Foreign Ministry Office to tell them about Saddam's policy of Arabization in Iraqi Kurdistan, KurdishMedia.com reported on 21 July. (David Nissman)

PUK OFFICIAL ABDUCTED BY ISLAMIC GROUP. According to "Kurdistan Nuwe" on 18 July, a member of the PUK organization Committee in Tawilah was abducted by the Kurdistan Islamic Unity Movement. (David Nissman)

JOURNALIST DETAINED IN KDP-CONTROLLED IRAQI KURDISTAN. The Al-Sulaymaniyah newspaper "Hawlati" on 15 July

published an open letter to the Irbil Regional Government in Kurdistan Democratic Party (KDP)-controlled Kurdistan protesting the detention of Kurdish journalist Hashim Zebari and calling for his release. Zebari was arrested on 11 July along with two other people in Dohuk. No reason for the arrest was given. (David Nissman)

KDP MEETS WITH PUK ON SADDAM'S CALL TO DIALOGUE. The "Kurdistan Observer" reported on 24 July that the KDP had met with the PUK in Sulaymaniyah to discuss Saddam's call for a dialogue. A Kurdish source said that "the Kurds have always called for a negotiated settlement with the central government to the Kurdish question. The question is whether conditions for the success of the negotiation exist. These conditions are now under investigation." The peace process between the two Kurdish parties took another step forward when several hundred families were repatriated to Irbil and Sulaymaniyah. (David Nissman)

FIRST PKK DEFENSE CONFERENCE HELD IN IRAQI KURDISTAN. The first conference of the PKK's People's Defense Forces (HPG) was held between 28 June and 12 July in Iraqi Kurdistan with the participation of 194 commander-delegates and over 50 commanders and guerrillas as observers, the pro-PKK "Ozgur Politika" reported on 20 July. The conference evaluated the role of the HPG in the line of legitimate defense following changes in the strategy of the Kurdish national struggle, as well as tactical approaches conforming to the new period and organization. The day before the report on the conference appeared in "Ozgur Politika," a senior Turkish security official warned that expansion by separatist Kurds in northern Iraq could spark renewed fighting in the enclave protected by U.S. air patrols, reported Reuters on 19 July. The Turkish official said that "the PKK has taken 46 villages in northern Iraq that had been aligned with Talabani's forces. Fighting between the PKK and PUK could break out in the region any time because of this." (David Nissman)

NEW DAM THREATENS TO FLOOD ANCIENT ASSYRIAN CITY. The city of Ashur, the ancient religious capital of the Assyrian Empire, may be inundated as a result of waters rising behind a new dam near the city, "Iraq Press" reported on 23 July. The head of Iraq's Antiquities Department, Dr. Jabir Khalil, has issued an appeal to save the city and surrounding archeological sites. Khalil has already mobilized his department's resources for a salvage project. He said his people will resort to underwater excavation, a technique that is little-known by Iraqi archeologists. (David Nissman)

L'INVITÉE

Saddam Hussein ira-t-il lui aussi à La Haye ?



GILBERTE FAVRE

Journaliste

An Cwyd, membre de la Chambre des communes britannique, a décidé de rendre justice aux deux millions de morts dus au régime de Saddam Hussein. En janvier 1997 déjà, à Londres, encouragé par les activités du Tribunal pénal international, la Britanique fonda Indict. D'autres parlementaires et des politiciens, des juristes et des ONG d'Europe et des États-Unis, des citoyens irakiens la rejoignent bientôt dans son combat visant à faire traduire Saddam Hussein à La Haye pour « crimes de guerres, crimes contre l'humanité et génocide ».

«Le régime de Saddam Hussein a largement de quoi répondre aux nécessités vitales de son peuple»

Depuis qu'il exerce le pouvoir en Irak, après en avoir assumé la vice-présidence pendant dix ans (1969-1979), Saddam Hussein a provoqué trois guerres (contre les Kurdes, l'Iran et le Koweït), des persécutions (contre les chrétiens de son

pays), la répression de plusieurs dizaines de milliers de citoyens irakiens et de multiples assassinats politiques. On lui doit aussi d'avoir immortalisé le nom d'Halabja — c'était au printemps 1988 déjà — 5000 civils kurdes furent gazés sans que la communauté internationale ne s'en émeuve.

Le dossier d'Indict se base sur les enquêtes de l'ONU et des ONG, les témoignages de survivants et les documents de l'administration irakienne elle-même. Ceux-ci furent notamment saisis en 1991 lors du «Printemps kurde» qui suivit la guerre du Golfe. Des interrogatoires filmés de prisonniers sous la torture, que nous avions alors visionnés, figurent parmi les 18 tonnes de documents aujourd'hui partiellement indexés sur cédéroms.

En plus de toutes les pertes humaines et des malheurs causés à son propre peuple, les folles guerrières de Saddam Hussein ont coûté 100 milliards de dollars en achats d'armes. Cet été 2001, malgré l'embargo, son gouvernement disposerait de 12 milliards de dollars sur le compte de la banque française BNP de New York issus de ses revenus pétroliers.

Kofi Annan a d'ailleurs mani-

festé à plusieurs reprises son souci et son incrédulité à ce sujet. Tout en exigeant «des clarifications» sur les ressources «très limitées» consacrées par les autorités irakiennes à la santé et à la nutrition des enfants, il les a exhortées «à mieux nourrir et soigner leur population». Le secrétaire général de l'ONU a aussi émis de «sérieuses inquiétudes» quant aux retards de l'Irak dans la conclusion des accords d'importation de biens humanitaires. Une source proche du dossier irakien aux Nations Unies a en effet observé que Bagdad consacrait «une partie de moins en moins importante de son budget aux programmes humanitaires».

Comme on a déjà pu le voir ici et là dans le monde, les peuples instruits et bien nourris représentent un danger évident pour les régimes totalitaires puisqu'ils sont dès lors tentés de réclamer les droits humains les plus élémentaires.

Pendant ce temps, sous l'embargo, Saddam Hussein se serait fait construire 48 nouveaux palais... et une cité de vacances — «Saddamiyat al Tharthar» — où le commun des mortels n'a cependant pas accès, celle-ci étant réservée à sa seule nomenklatura. Mais le maître de Bagdad sait aussi faire preuve de «générosité». Il offre 10 000 dollars à chaque famille de «martyr» tombé en Israël lors d'attentats.

Pour autant qu'il en ait la volonté, le régime de Saddam Hussein a donc largement de quoi répondre aux nécessités vitales de son peuple.

Si le trafic illégal de pétrole avec ses voisins (Turquie, Jordanie, Iran) lui rapporterait 2 milliards de dollars par an, son bonnet de laine provenant des «réserves stratégiques» accumulées depuis 1979 (5% des revenus du pétrole irakien), afin d'assurer l'avenir du parti Baas, serait estimé à 30 milliards de dollars. Cette fortune n'est pas utilisée au profit du peuple d'Irak puisqu'elle aurait été partiellement réinvestie dans des sociétés occidentales... et qui sait en Suisse.

A ce propos, on peut s'étonner qu'il ne se soit trouvé aucun parlementaire suisse encore pour s'interroger quant aux avoirs du régime irakien dans notre pays. □

¹ En 1989, avec l'Institut kurde de Paris, Gilberte Favre a fondé le Prix Nourreddine-Zaza, afin de perpétuer la mémoire de son mari, l'écrivain et homme politique décedé en 1988.

Iraqi Oil Minister: 'Even the CIA knows the truth'

SAADET ORUC July 28, 2001

TDN - Firstly, I would like to ask about the second border gate.

There are different messages from Turkish officials and you. While you are saying that there is a consensus between the Turkish and Iraqi sides about the second border gate, it is not the same for Turkish officials ... Could you explain the plans for the second gate?

Amir Muhammed Rasheed - First of all there is an increase of trade between Turkey and Iraq. Now taking this volume of trade into account, one can see that the present way is totally insufficient, but also we cannot broaden it. In principal, we agreed for a second gate, but of course, there must be technical studies and technical preparation.

TDN - The Kurdistan Democratic Party (KDP), the Kurds, they give signals that they are there ... So will you cooperate with the KDP?

Rasheed - First of all, we have Iraq and Turkey. Of course there are groups, political parties in the northern parts of Iraq, but we should see that there are not three parties, but just two parties. Secondly, the first gate is similar to the second gate.

TDN - But the KDP is in charge of Habur and Halil Ibrahim Customs point.

Rasheed - Such details are not important. There is already a bridge and another bridge will be constructed a few kilometers away in the same area. This is not through Iran or Syria, this is again through Iraq.

TDN - But the border revenues, which is one of the main reasons of dispute between the Kurds in Iraq ...

Rasheed - I am answering questions within the framework of the agreements between Turkey and Iraq. TDN - Now, what about the reality in northern Iraq? The Kurds ... They are controlling three big cities in this area.

Rasheed - The problem, what is called as the Kurdish issue, can only be solved within the borders of Iraq. Of course in 1991 there was an agreement between Iraqi Kurds and the Iraqi government on a local government within Iraq. (Note by TDN: Kurdish sources deny such an agreement. They say that Kurdish leaders went to Baghdad in April, but Baghdad withdrew from the dialogue in October and imposed an embargo) The United States or particularly the State Department asked to see the plan and they misled the Kurdish groups into having a separate entity.

TDN - The Kurds were cautious towards your offer. They say that the United Nations should be ready at the table, as well.

Rasheed - This is their opinion.

TDN - How do you evaluate the Turkish position?

Rasheed - We have a sort of a coordinating committee between the Turkish and Iraqi government, a sort of discussion is going on concerning this issue. (He refuses to elaborate on this coordination between Baghdad and Ankara).

TDN - Turkey is a close ally of Israel and the United States and these two states have been complaining about Iraq developing weapons of mass destruction.

Rasheed - A big lie ... Scott Ritter's book and the film say that the CIA was certain that Iraq had dismantled all weapons of mass destruction. All these (claims) have political aims and have no connection with reality. The Jewish lobby is behind the political agenda to promote that policy against Iraq. They use such things to mislead and to confuse international public opinion. This is a big lie which was fully exposed in 1997 and 1998 when there was a discussion at the Security Council. For more than three-and-a-half years, there has been no inspection. They use it as a vehicle to manage and promote policies against Iraq. The United States don't like to see a strong government, not only in Iraq, but also in Turkey. A strong government in any country, even in Europe, will care for the

interests of their people and will plan to improve ties with neighbors, and this is contrary to American interests. The main reason fighting against Iraq is this, and regarding the economical part of it, Iraq has some of the largest oil reserves in the world. As I am saying now, there is a strong wish and political will on both sides to develop economic relations. One of these targets is related with the second border gate.

TDN - How do you see the future of discussion on the smart sanctions and the embargo at the U.N.?

Rasheed - The resolution on the smart sanctions failed. Does that mean that the British and the Americans will give up? I am sure that they will continue to modify the draft resolution, but international public opinion has been so clear that this is an imperialistic offer which also threatens the sovereignty of neighboring countries. The essence of it is poisonous and irreparable.

TDN - How do you see the future of the regime in Iraq?

Rasheed - I think the interview is over.

This is a regime which came from the Iraqi people and Arab nation. It has proved its wisdom politically and militarily, and the nationalistic leadership of Iraq has been an example to the region and for this the United States sees Iraq as a threat.

copyright 2001. reprinted with permission. ----

KDP and PUK joint response to Iraqi dictator's call for dialogue July 28, 2001 KurdishMedia.com - By R. M. Ahmad

Salahadin-Kurdistan (KurdishMedia.com) 26th July 2001: The politburos of Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Barzany, and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Talebany met jointly today to respond to the call of Saddam Hussein, Iraqi Dictator, on 15th of this month, for dialogue to solve Kurdish question.

Both sides stressed on the peaceful means as the root of the Kurdistan National Freedom Movements which always responds to any peaceful initiatives to solve Kurdish question. The history is the witness that this Movement has never missed an opportunity for peaceful discussion and dialogue according to the welfare and interest of people of Kurdistan and Iraq as a whole.

Both sides stressed that the strength of Iraqi National Unity depends on the level of the achievement of democracy, pluralism, respecting human rights and solving Kurdish question peacefully within Iraqi unity to guarantee peace, stability and progress in Iraq and in the region.

Both sides stressed on the necessity of the preparation of the suitable climates and conditions of democratic open dialogue, and building the means of trust by stopping forced deportation of people from their homes in Kirkuk, Khaneqin, Mendaly, Makhmoor, Shekhan, Sinjar, Zimar and others and to reveal what happened to those arrested and kidnapped by Iraqi government. The sacrifices and ambitions of people of Kurdistan must be accepted according to the decision of Kurdistan Parliament on 4th October 1992, with the legal definition of the relationships between Kurdistan Region and Central Government on federal basis and respecting the rights of all nationalities and religions.

* * * * *

FAO's chemicals damaged Kurdish agriculture

July 27, 2001 KurdishMedia.com

Arbil-Kurdistan (KurdishMedia.com) 27 July 2001: A source in Kurdish Regional Government said that, this year, the farming in Kurdistan has not been as productive as it should have been because FAO, a UN agency working in the area, provided the farmers some chemicals that have been harmful to the agricultural products. These chemicals have been used to spray the agricultural products. The Arbil Agricultural Directorate, of ministry of agriculture, has commissioned a committee to study this issue. If it can be proved that the FAO chemicals are responsible for the damage to the agricultural products, then compensations would be inevitable.

* * * * *

Agir
ensemble
pour
les Droits de l'Homme

LA LETTRE DU MOIS

juillet-août 2001 • numéro 96

L'asile en France : état d'urgence !

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme l'a proclamé en 1948 : " Devant la persécution, toute personne a le droit ... de bénéficier de l'asile en d'autres pays " et voici précisément un demi-siècle que la Convention de Genève a mis les point sur les 1 : " **Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera ... un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques** ".

Ainsi, tout est dit : l'Asile est un droit fondamental et les Etats ont le devoir de le respecter.

Pourtant, voici que la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) dénonce la complexité du système actuel qui fait souvent du réfugié un paria, crée des situations de non-droit et finalement aboutit à refuser le statut de réfugié à 4 réfugiés sur 5 ! Ainsi en 2000, 5.185 ont obtenu un certificat de réfugié sur 39.000 demandeurs (17%).

Quant à " l'asile territorial ", spécialité française, créé par une loi du 11 mai 1998, il est ... confidentiel : 3% des demandeurs ont obtenu en 2000 ce statut au rabais accordé de façon totalement discrétionnaire par le Ministre de l'Intérieur !

Soyons clairs : le système français ne correspond pas aux exigences élémentaires de respect des droits de l'Homme. Non seulement nous rejetons l'écrasante majorité des persécutés mais nous les soumettons souvent à des épreuves et à des conditions de survie indignes. Par exemple, la combinaison de ces trois facteurs maintient la plupart des réfugiés dans des conditions d'extrême précarité, de misère et de désespoir :

- Allongement illégal de la durée d'examen des demandes, qui peut atteindre 3 ans alors qu'une circulaire de 1991 la limite à 6 mois,
- Interdiction depuis 1991 du droit au travail avant l'obtention du statut,
- Nombre de places dramatiquement insuffisant des Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) créés en 1992 pour les accueillir : 5.000 places en 2000 pour 39.000 demandeurs.

Sait-on que les réfugiés qui attendent une place en CADA reçoivent, une fois pour toutes, une allocation de 2.000 F par adulte et de 700 F par enfant ? Qu'ils se débrouillent pour survivre avec cela ... le temps que durera l'attente : jusqu'à 8 mois ! Les autres, ceux qui ont " choisi " de vivre en " milieu ouvert ", reçoivent 1.815 F par mois ... pendant 12 mois. Comment vit-on avec 1.815 F ? ou avec 0 F le 13^{ème} mois si l'examen de la demande n'est pas achevé ?

Dans un avis remis le 9 juillet à Lionel Jospin, la CNCDH a dénoncé ce système dont " nom-

bre d'aspects sont choquants sur le plan humain et peu respectueux des droits fondamentaux ", et lui a proposé " une refonte globale de la politique d'asile ".

Globale, la réforme proposée par la CNCDH ne manque pas d'audace. Il s'agit d'une modification révolutionnaire des compétences, du rôle, de l'organisation, des méthodes et des moyens de l'organisme (actuellement OFPRA) chargé d'examiner les demandes d'asile.

- Un seul organisme, autorité administrative totalement indépendante, serait habilité à décider de l'octroi de la qualité de réfugié. Il en résulterait une simplification considérable pour les demandeurs et un raccourcissement des délais d'instruction impérativement limités à six mois.

- Cet organisme sis à Paris aurait des antennes dans les principaux lieux d'entrée des demandeurs d'asile. Le rôle des préfetures serait supprimé.

- Cet organisme serait dans tous les cas doté d'une compétence immédiate et exclusive : le demandeur d'asile serait immédiatement mis en contact avec lui et informé de ses droits dans une langue qu'il comprend.

- L'organisme devrait évaluer la demande d'asile selon une procédure et des méthodes offrant au demandeur les garanties les plus fermes : entretien obligatoire, assistance d'un tiers, aide juridictionnelle sur demande, aide d'un interprète.

- Une commission de recours offrant le même niveau de garanties statuerait dans les plus brefs délais.

Consciente de ce qu'un délai de mise en place de cette réforme est nécessaire, la CNCDH a recommandé dans l'intervalle des mesures d'urgence : examen effectif de toute demande d'asile par l'OFPRA, seul habilité à décider de son caractère infondé, recours suspensif contre tout refus d'admission sur le territoire entraînant une mesure de refoulement, assistance juridique du réfugié et services d'un interprète, assistance éventuelle d'un avocat ou d'une autre personne pendant l'entretien à l'OFPRA, prise en charge par l'Etat de tous les frais de recours (transport, interprète, avocat ...), garanties identiques pour les demandeurs d'asile territorial (notamment caractère suspensif du recours contre la décision de rejet) et aides sociales identiques.

Des mesures complémentaires ont été préconisées par la CNCDH, telles que l'adoption du principe de délivrance par les postes diplomatiques de " visas asile " sans condition restrictive (hors le cas de demandes jugées manifestement infondées), la suppression des sanctions à l'égard des transporteurs acheminant des étrangers qui ont exprimé leur intention de demander l'asile, institution d'une " clause humanitaire " visant à immuniser ceux qui apportent une aide désintéressée aux demandeurs d'asile.

En outre, la CNCDH a émis des recommandations de nature à améliorer la vie de tous les demandeurs d'asile et à favoriser leur insertion dans notre société : droit au travail et accès à la formation professionnelle six mois après le dépôt de la demande d'asile, allocation d'un montant équivalent au RMI aux demandeurs d'asile sans travail non hébergés en CADA, offre d'apprentissage du français, accompagnement social : aide pour l'emploi, la formation, les soins, l'accès aux droits sociaux, la constitution des dossiers administratifs.

Enfin, parmi les réfugiés déboutés, il en est dont le pays fait l'objet " d'un moratoire de renvoi ". Voilà des gens auxquels on refuse l'asile, le plus souvent en raison d'une interprétation restrictive des stipulations de la Convention de Genève et que l'on renvoie pourtant à refouler dans leur pays en raison de la situation d'insécurité qui y règne et des dangers qu'ils y encourraient. Tolérés en France, ils ne bénéficient alors d'aucun droit. Il convient d'accorder la qualité de réfugié à toute personne exposée dans son pays à des traitements inhumains et dégradants ou à des menaces sur sa liberté ou sa vie. En attendant, pour ces déboutés, il faut immédiatement créer un titre de séjour spécifique.

La situation actuelle de l'asile est chaotique, intolérable, contraire à nos engagements internationaux.

Une réforme profonde s'impose, qui doit être mise en œuvre sans plus attendre.

En ce 50^{ème} anniversaire de la Convention de Genève, exigeons des dirigeants français et européens ... qu'ils en assurent le respect et fassent en sorte que les conditions de vie des réfugiés garantissent leur dignité.

André Barthélemy
Membre de la Commission Nationale Consultative
des Droits de l'Homme

GENÈSE D'UNE HISTOIRE OFFICIELLE

Le tabou du génocide arménien hante la société turque

CONVOCATION de l'ambassadeur de France à Ankara par le gouvernement turc, manifestations, boycott des produits français, les réactions officielles et populaires à la reconnaissance par Paris du génocide arménien ont été violentes. En fait, pour la Turquie, admettre les massacres reviendrait à reconnaître que certains héros de la construction de l'Etat moderne étaient aussi des assassins. Toute l'imagerie de histoire du pays tomberait en lambeaux.

Par TANER AKCAM *

Sans doute serait-il naïf de considérer le vote du Parlement français (18 janvier 2001) reconnaissant le génocide de 1915 comme le témoignage d'une profonde compassion de la France envers les douleurs vécues par les Arméniens dans le passé. De même, il serait bien qu'en premier lieu « la France reconnaisse par voie législative s'être rendue coupable en Algérie de génocide ou de crime contre l'humanité », selon l'argument fréquemment utilisé en Turquie.

Cependant, quel que soit le point de vue adopté face à la décision du Parlement français, celle-ci ne doit pas devenir un prétexte pour dissimuler une fois de plus ce qui a été entrepris en 1915-1917 par le parti au gouvernement ottoman à dominante turque contre la population arménienne.

Or de nombreux cas montrent que la réaction contre la France vise à occulter les faits et non à se défendre d'une fausse accusation. L'un des plus significatifs pourrait être ces aveux enflammés d'un journaliste : « *Qu'il soit clair pour l'opinion publique mondiale : dans le passé, nous avons châtié tous les infâmes mépris qui, non contents de profiter de nos terres, ont de plus attenté aux biens, à la vie et à l'honneur des Turcs.* »

Nous savons que nos pères avaient raison et si, aujourd'hui, de telles menaces se présentaient de nouveau, nous ferions le nécessaire sans aucune hésitation (1). » Ces propos n'ont rien d'exceptionnel, proférés en un moment de

colère extrême ; des ouvrages à prétention scientifique comportent des expressions comparables.

Pourquoi le mot « génocide » provoque-t-il une telle colère ? Une réaction d'autant plus difficile à comprendre que la Turquie pourrait, si elle le souhaitait, reconnaître l'existence des massacres tout en déclarant que sa responsabilité n'est pas engagée. Son fondateur, Mustafa Kemal, s'est prononcé des dizaines de fois sur cette question, en condamnant les massacres qualifiés d'infamies et en demandant que les coupables soient punis. Les dirigeants du parti ottoman Ittihad ve Terakki (Union et Progrès) (2) qui ont organisé les massacres ont été jugés en 1926, bien que ces procès aient porté sur d'autres crimes ; plusieurs d'entre eux ont, en tout cas, été exécutés. A la lumière de ces faits, la Turquie aurait pu regretter les crimes commis contre les Arméniens et expliquer qu'ils l'ont été par l'Etat ottoman et non par la République.

Un passé indésirable

L'AMNÉSIE collective dont souffre le pays est l'un des principaux obstacles à un débat public. Cette perte de mémoire communément partagée résulte de ce que la conscience historique des Turcs a été paralysée pendant des décennies. Les fondateurs de la République ont littéralement brisé les liens les rattachant au passé. Il est vrai que tout Etat-nation, au moment de sa création, cherche des racines historiques pour fonder sa légitimité ; s'il n'en trouve pas, il en invente. Comme le fait remarquer Ernest Renan : « *L'oubli et même l'erreur historique sont un fac-*

teur essentiel de la création d'une nation (3). » Les fondateurs de la jeune République turque ont scrupuleusement appliqué cette règle. Toutefois, ils ont dû faire face à une difficulté spécifique : durant l'histoire ottomane, l'islam avait petit à petit effacé de la mémoire collective tout ce qui avait trait à l'identité turque. C'est donc dans la période pré-ottomane que l'on a recherché les racines identitaires manquantes, en faisant, du même coup, silence sur six cents ans d'histoire.

Par une série de réformes, comme celle qui occidentalise les habitudes vestimentaires, on a essayé de faire disparaître les traces de ce passé devenu indésirable et quasiment inaccessible aux jeunes générations en raison de l'adoption de l'alphabet latin, dès 1928. La mémoire collective a ainsi été vidée d'une partie importante de son contenu. Ecrite par quelques académiciens autorisés, devenant la seule référence reconnue, l'histoire officielle l'a remplacée. Qu'on imagine une société pour laquelle les événements d'avant 1928 ainsi que les écrits des générations d'hier sont autant de mystères... La notion de passé a été rendue évanescence, les limites de la mémoire et de la conscience historique réduites au vécu individuel des Turcs et à celui de leur plus proche environnement. Comment dans ces conditions attendre de cette société qu'elle prenne l'initiative d'un débat sur sa propre histoire ? L'absence de conscience historique apparaît toutefois comme une explication par trop générale. La principale raison de ce comportement doit être recherchée dans le fait que l'histoire a été dans une grande mesure celle de chocs traumatiques successifs.

Entre 1878 et 1918, les dirigeants turcs ottomans ont perdu 85 % des terres et 75 % de la population de l'empire. Les cent dernières années de celui-ci peuvent se résumer en une désagrégation continue : une suite de lourdes défaites militaires, entrecoupée de quelques rares victoires aboutissant, sous la pression des grandes puissances, à des armistices défavorables. Cette période de guerres ininterrompues, qui a coûté la vie de dizaines de milliers d'hommes, a été vécue comme l'époque du déshonneur et de toutes sortes d'humiliations.

* Sociologue et historien turc, auteur notamment de *Dialogue across an International Divide: Essays towards a Turkish-Armenian Dialogue*, The Zoryan Institute of Canada, Toronto 2001 et de *La Question arménienne et les Droits de l'homme dans l'histoire* (en turc) Ymge Yayynlary, Ankara, 1999.

Ecrasée sous le poids d'un passé glorieux et souffrant d'une perte d'estime d'elle-même, l'élite turque ottomane a vu dans la première guerre mondiale une chance historique pour rétablir la grandeur d'autrefois et guérir l'orgueil national blessé. L'illusion s'est vite écroulée.

Dans ce contexte de ressentiment et d'aveuglement, la décision du génocide semble avoir été un acte de vengeance dirigé contre ceux que l'on considérait responsables de cette situation : les Arméniens. On en a fait des ennemis de substitution, remplaçant les grandes puissances et l'ensemble des peuples chrétiens de l'empire.

Les dirigeants ottomans ont, en fait, liquidé sur le dos des Arméniens des comptes qu'ils ne pouvaient régler ailleurs. Cela explique l'insistance avec laquelle on veut présenter la République comme une renaissance, ou encore comme un absolu commencement. Les cadres dirigeants ne se sont pas contentés d'évacuer énergiquement cette période de traumatisme, en réécrivant une histoire conforme, en remodelant une nouvelle identité nationale. Ils se sont aussi dotés d'une armure censée occulter la mémoire et ne supportant aucune initiative pouvant égratigner cette amnésie organisée. Ainsi s'explique la susceptibilité manifestée face à tout ce qui touche, de près ou de loin, à la question arménienne.

Le pays se croit ainsi guéri et pourvu d'une personnalité entièrement renouvelée. Mais si la guérison est complète, pourquoi ne peut-on en parler librement ? En fait, la société n'a encore pas pu construire une identité purifiée du traumatisme ancien. Et tant qu'elle refusera de parler du génocide arménien, elle n'aura que peu de chance de créer cet « autre, soi-même ». Seulement, l'Etat veut garder intacte l'image mythique que la société a d'elle-même et entretenir le désir qu'elle a de vivre dans un monde fantasmagorique.

La relation entre la fondation de la République et les massacres a contribué à transformer le génocide arménien en tabou. Des cadres dirigeants de la République n'ont pas hésité à formuler publiquement des précisions à ce sujet. Un des chefs connus du parti İttihad ve Terakki, M. Halil Mentese a déclaré : « Si nous n'avions pas nettoyé l'est de l'Anatolie des miliciens arméniens qui ont collaboré avec les Russes, la formation de notre république nationale n'aurait pas été possible (4). » De même, lors de la première Assemblée nationale de la République, on enregistre des discours sur le thème : « Pour sauver la patrie, nous avons pris le risque d'être considérés comme des assassins. » On a aussi entendu : « Comme vous le savez, la question de la déportation a été un événement qui a provoqué la réaction du monde entier et qui nous a tous fait apparaître comme des assassins. Nous

Le Petit Journal

Le Petit Journal 5 CENTIMES SUPPLEMENT ILLUSTRE 5 CENTIMES ABONNEMENTS

Le Petit Journal agricole, 5 cent. — Le Mède du Petit Journal, 10 cent. — Le Petit Journal du dimanche, 10 cent.

En vente dans tous les kiosques de presse

V. de la Presse

DIMANCHE 2 MAI 1909



ROGER-VIOLETTE

MASSACRES DE CHRÉTIENS EN TURQUIE

Couverture du « Petit Journal », 2 mai 1909

savions, avant d'engager cette action, que la colère et la haine du monde chrétien allaient se déverser sur nous. Pourquoi avons-nous alors mêlé à notre nom l'opprobre d'une réputation de meurtriers ? Pourquoi avons-nous entrepris une tâche aussi importante que difficile ? Seulement parce qu'il fallait faire le nécessaire pour préserver le trône et l'avenir de notre patrie, qui à nos yeux sont plus précieux et sacrés que nos propres vies. »

Avec le temps, ces paroles affirmant avec un certain courage que la République avait été fondée sur le génocide, ont laissé place à l'histoire officielle : l'anti-impérialisme ainsi que l'amour et le respect porté aux troupes de Kuvva-i Milliye (premières brigades de résistance pendant la guerre d'indépendance

nationale) sont devenus les composantes indispensables de l'identité nationale. L'esprit des Kuvva-i Milliye a ainsi été un symbole constitutif de l'identité anti-impérialiste de toute la jeune génération de révolutionnaires en Turquie, dans les années 1960.

La peur de voir s'écrouler ces certitudes constitue une raison importante du refus turc de débattre de la question arménienne. Le danger serait de faire éclater les modèles habituels de représentation utilisés pour expliquer la Turquie et le monde. Un débat sur le génocide aurait pour conséquence de montrer que l'Etat n'est pas le produit d'une lutte essentiellement anti-impérialiste, mais plutôt d'une guerre entreprise contre les minorités grecque et arménienne. De même, il apparaîtrait qu'une partie non négligeable des soldats de Kuvva-i Milliye, qui ont été des exemples d'héroïsme, ont pris directement part au génocide ou se sont enrichis en pillant les Arméniens.

Avant même la fin de la première guerre mondiale, des plans de retraite en Anatolie et d'organisation d'une résis-

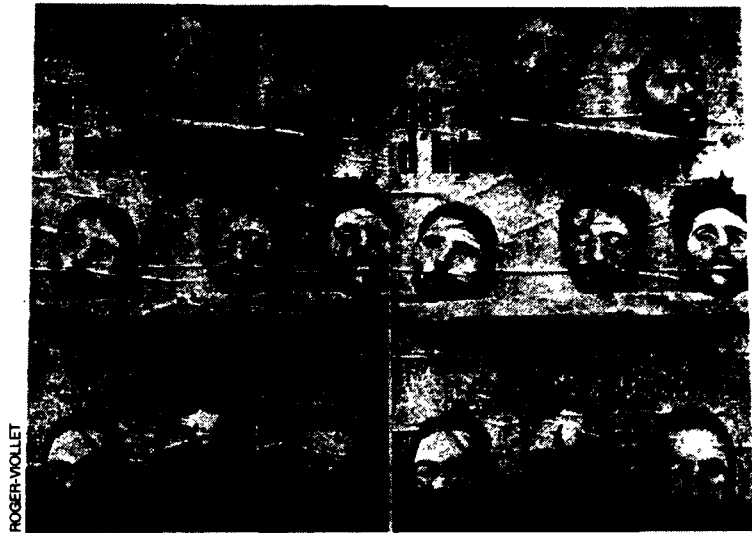
(1) Dans *Akit*, Istanbul, 12 février 2001.
 (2) Mouvement Jeunes-Turcs fondé en 1908.
 (3) Ernest Renan « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence à la Sorbonne, Paris, 11 mars 1882.
 (4) Déclaration rapportée par l'historien Yşuf Hikmet Bayur, *Türk İnkılabı Tarihi* (Histoire de la révolution turque), volume II, chapitre IV, Institut turc d'histoire, Ankara, 1988.

tance nationale avaient été élaborés dans la perspective d'une défaite. Dès 1918, ils ont été appliqués. Les associations animant le mouvement de résistance nationale comme Müdafai Hukuk (Défense des droits) ou Reddi İlhak (Refus de la division) ont été fondées soit sur ordre express de Talat Pasha, ministre de l'intérieur de 1913 à 1917, ou d'Enver Pasha, ministre de la défense durant la même période, soit sur celui du Commissariat (5) qu'ils dirigeaient. Ces associations ont été prioritairement créées dans les régions où une menace grecque ou arménienne était possible.

Au lendemain du traité de capitulation signé le 30 octobre 1918 avec les Britanniques, à Mudros en Grèce, les cinq premiers comités de résistance ont été organisés contre les minorités : trois d'entre eux contre les Arméniens et les deux autres contre les Grecs. Leurs fondateurs étaient membres du parti İttihad ve Terakki, dont certains cadres étaient recherchés par les Britanniques pour avoir participé au génocide ; entre autres missions, le Commissariat devait les soustraire aux investigations et les mettre à l'abri, en Anatolie. Cette organisation a donc été le symbole de l'imbrication du génocide des Arméniens et de la résistance en Anatolie.

L'autre lien vient de l'émergence d'une classe nouvellement enrichie grâce au génocide. Elle a constitué l'une des bases sociales du mouvement national. Les notables, qui avaient prospéré par le pillage, craignaient que les Arméniens reviennent récupérer leurs biens et se venger. Ce qui s'est effectivement produit, par exemple, dans la région de Cukurova, où les Arméniens survivants sont revenus avec les forces d'occupation pour reprendre ce qui leur appartenait. C'est la raison pour laquelle ces notables se sont rapprochés du mouvement de libération nationale et ont même pris l'initiative de l'organiser eux-mêmes, ici ou là. On retrouve quelques-uns d'entre eux dans le proche entourage de Mustafa Kemal, tel Topal Osman, qui allait devenir le commandant de sa garde personnelle. Aussi, les mesures décidées le 8 janvier 1920 par le gouvernement d'Istanbul pour la restitution des biens arméniens ont-elles été annulées le 14 septembre 1922. Le gouvernement d'Ankara était conscient de la nécessité de préserver les intérêts de ceux qui avaient contribué à la fondation de l'Etat national.

Parmi les organisateurs et les hauts responsables des premières brigades de Kuvva-i Milliye, dans les régions de Marmara, d'Égée et de la mer Noire, on relève la présence de personnes recherchées pour leur participation aux massacres : cela constitue le troisième lien entre le génocide arménien et la République. Dans l'organisation du mouvement de résistance, Mustafa Kemal a en effet très largement bénéficié de l'aide active des membres du parti İttihad ve Terakki recherchés pour crimes



ROGER-VOLLET

Affiche pour le 60^e anniversaire des massacres de 1915

contre les Arméniens. Par la suite, ils ont été chargés d'importantes responsabilités.

Sukru Kaya, par exemple, ministre de l'intérieur et secrétaire général du Parti républicain du peuple (CHP) fondé par Mustafa Kemal, avait été, durant la « déportation », directeur général chargé de l'installation des populations immigrées et nomades. Cette direction était officiellement responsable de l'organisation de la déportation. Les consuls allemands présents sur place rapportent ces paroles de Sukru Kaya : « Il faut exterminer la race arménienne. »

Un autre personnage, Mustafa Abdülhalik Renda, a été durant les massacres préfet d'abord de Bitlis puis de Halep. Le consul allemand Rössler le décrit comme quelqu'un « occupé sans relâche à la destruction des Arméniens ». Dans son témoignage écrit de 1919, Vehip Pasha, commandant de la 3^e armée, explique comment, durant la guerre (après février 1916), ce même Renda a fait brûler vifs des milliers d'hommes dans la région de Mus. Il fut, par la suite, ministre et président de l'Assemblée nationale.

Détenu à Malte sous le numéro 2743, pour avoir directement organisé les massacres de Diyarbakir, Arif Fevzi a été, dans les années 1922-1923, ministre délégué à l'aménagement. Le prisonnier numéro 2805, Ali Cenani Bey, qui s'était enrichi durant le génocide, a été de 1924 à 1926 ministre du commerce. De même, Trüştü Aras, membre de la commission sanitaire chargée d'enterrer les Arméniens tués, a ensuite occupé des postes importants à Ankara : il fut ministre des affaires étrangères de 1925 à 1938.

En résumé, pour mener la guerre d'indépendance nationale, Mustafa Kemal s'est aussi servi d'individus appartenant au parti İttihad ve Terakki poursuivis

pour crimes contre les populations arméniennes et grecques, ainsi que des notables contraints à la résistance par la peur de la vengeance des Grecs et des Arméniens. Pour tous les membres recherchés du parti İttihad ve Terakki, et notamment ceux de l'Organisation spéciale qui a directement commis les massacres, participer à la guerre d'indépendance était une question de survie. Ils se trouvaient face à une alternative : se rendre et être condamnés lourdement voire exécutés ou passer dans la résistance et l'organiser. Un ami proche de Mustafa Kemal, Falih Rifki Atay, résume parfaitement la situation : « Quand, à la fin de la guerre, les Britanniques et leurs alliés ont décidé de demander des comptes aux responsables du parti İttihad ve Terakki, pour le massacre des Arméniens, tous ceux qui pouvaient en pâtir ont pris les armes et ont intégré la résistance (6). »

Ce tableau d'ensemble peut permettre de mieux comprendre la raison pour laquelle le génocide arménien est devenu un tabou. Accepter que parmi les « grands héros qui ont sauvé la patrie » certains ont été des assassins et des voleurs aurait eu sans nul doute un effet particulièrement destructeur. Aussi la voie de la négation paraît-elle plus aisée à ceux qu'effraie toute initiative pouvant ébranler les certitudes que les Turcs ont sur la République et sur l'identité nationale. Il existe cependant une autre voie : que le pays, au nom de valeurs démocratiques, prenne une certaine distance avec son propre passé.

TANER AKCAM.

(5) Le Commissariat - Karakol en turc - est chargé d'organiser la résistance et d'aider à fuir ceux qui étaient recherchés pour cause de massacre des Arméniens.

(6) Falih Rifki Atay, Çankaya, Atatürk'ün Dogumundan Ölümine Kadar (Çankaya, de la naissance d'Atatürk jusqu'à sa mort), Istanbul, 1980.

Middle East Intelligence Bulletin

A monthly publication of the United States Committee for a Free Lebanon

Vol. 3 No. 7

July/August 2001



Interview: Nasreen Mustafa Sideek

Minister of Reconstruction and Development, Kurdistan Regional Government (northern Iraq).

Michael Rubin, a member of the MEIB advisory board and a visiting fellow at the Washington Institute for Near East Policy, interviewed Ms. Nasreen Mustafa Sideek regarding the United Nations-administered oil-for-food program and her ministry's development activities. This interview was conducted online between Washington and Irbil, Iraq.

Nasreen Mustafa Sideek was born in Baghdad in 1967, and became a political prisoner at age 14. She obtained a Bachelor of Science degree in architectural engineering at the University of Baghdad in 1991. Fleeing Iraq in the wake of the failed Kurdish uprising in 1991, Nasreen returned upon the creation of the safe-haven, finding work as an administrative officer for the United Nations High Commission for Refugees. She continued working in various UN capacities in northern Iraq, eventually becoming head of the United Nations Center for Human Settlements (Habitat) field office in 1997. In 1999, after completing a Master's Degree in Public Administration at Harvard University, the Kurdistan Regional Government appointed Nasreen Minister of Reconstruction and Development.



Nasreen Mustafa Sideek

Many argue that UN Security Council Resolution 986, the so-called "Oil-for-Food program" is hurting Iraq, and inhibiting development. Is this the case?

Before SCR 986 my ministry did far less than what we are doing today. Even though we had a large technical staff and much heavy machinery, we did not have the funds to address the massive amount of rural reconstruction needed. We did what we could with the very limited funds available . . .

SCR-986 brought, and continues to bring, an abundance of resources. Since the program began, more than 20,000 families throughout Iraqi Kurdistan have been provided with accommodation. Hundreds of schools with thousands of classrooms have been constructed and many more are being planned. Hundreds of kilometers of village access roads have been completed along with water systems, health centers, irrigation channels, veterinary centers, and other works.

What is the scale of reconstruction in northern Iraq?

To answer that, I'll let the figures speak for themselves (see charts below).

Villages Database

Governorates	Original number of villages	Destroyed	Reconstructed since 1991	Not yet reconstructed
Dohuk	1123	809	470	339
Irbil	1497	1205	800	405
Sulaimaniyah	2035	1992	1350	642
Total	4655	4006	2620	1386

When you discuss reconstruction, is northern Iraq developing from the same baseline as the rest of Iraq?

It must never be overlooked that more than 4,000 of some 5,000 communities were destroyed, flattened, ranging from small hamlets to towns of more than 50,000 people. Since 1975, many families were forced from their communities. Our cities have grown excessively because of forced displacement and destruction, and this has placed an excessive burden on urban services. Even today, according to a UNCHS (Habitat) report, 23% of Iraqi Kurdistan's 3.6 million people are displaced, and many more continue to live in substandard conditions. The Arabization of Kurdish areas in Iraqi government-controlled territory continues to force more families into displacement; more are coming to Iraqi Kurdistan.

Reconstructing these communities and rehabilitating lives is daunting but the abundant 986 resources

available are helping tremendously. Incidentally, according to UN Office of Iraq Programme Executive Director Benon Sevan's recent statement, nearly six billion dollars have been earned to date for Iraqi Kurdistan from both oil sale proceeds and interest

How does the United Nation balance working with the Kurdistan Regional Government [KRG], which controls the three northern governorates, and the regime of Saddam Hussein in Baghdad?

A key issue is that UN agencies tend to operate independently of the local authorities. Rather than help strengthen the regional and local government structures that will continue long after they leave the scene, as the UN generally does in virtually all other situations, some UN agencies act as if the KRG need not exist. Some UN agencies take "managing on behalf of the Iraqi government" too far.

**SCR 986-Oil For Food Funded Projects (1997-2003)
(Completed, under implementation, planned)**

Projects	Dohuk	Irbil	Total	Expenses (US\$)
Housing units	8340	17240	25580	110,000,000
Schools	170	240	410	27,000,000
Roads (km)	1400	2200	3600	45,000,000
Health centers	50	95	145	9,000,000
Water projects	270	430	700	37,000,000
Sewerage channels (km)	40	50	90	7,000,000
Other	45	200	245	37,000,000
Grand total value of all projects (US\$)				252,000,000

Too much of the planning process has been ad hoc, hit or miss, shopping list project proposals. This is a function of funds chasing projects instead of well planned programs and projects chasing funds. We need the UN to assist the KRG to upgrade region-wide planning capabilities in order to apply available funds more effectively.

Does the Oil-for-Food program in any way hurt the local economy?

What many families in rural areas really need is increased income generating opportunities. SCR-986 has not yet paid enough attention to this most important aspect of rural development. Agricultural production is indeed improving under SCR-986 but the fact that the program purchases wheat from Australia and Canada for free distribution instead of purchasing locally produced wheat, which is IK's main crop, has had a very negative effect on rural incomes.

Also, the UN hires away our staff with salaries of ten to fifty times local salaries, according to an independent study commissioned by UNCHS (Habitat) and carried out by the Institute of Social Sciences in The Hague.

The US State Department has recently been pushing so-called smart or targeted sanctions. How would smart sanctions impact your work?

The KRG funds projects and runs programs in the public sector that SCR-986 is not doing. For example, the extensive main road network and the digital telecommunication system that the UN uses to implement 986 projects and programs were all done by the KRG with its own funds. If smart sanctions severely restricted the diesel border trade, which is a primary source of KRG revenue, much of my work on KRG-funded projects would not be possible. The running of my ministry would be adversely affected and I might have to dismantle administrative structures that would be needed to serve the region well into the future after SCR-986 terminated.

However, while the issue of restricting the border will impact the KRG financial capacity to fund its projects and run its institutions, there will be more opportunities within 986 for the use of cash component to support civil servants and also will allow international investment and international contracting capacity to enter the region. This could increase the rate of implementation.

However all the later issues are subject to the approval by the Iraqi government and visas will have to be granted by the Iraqi government as well. If you consider recent unwillingness of the Iraqi government to grant visas for those working in electricity and demining, I'm not optimistic all the benefits will materialize.

How has the violent separatist campaign waged by the Kurdish Workers Party (PKK) in Turkey and its activities in Iraq impacted resettlement in the area?

The PKK presence has prevented resettlement of some areas because they have been a very serious threat to security. They have intimidated villagers to leave their communities, caused casualties, destroyed homes and schools, and looted property. More than 100 such communities have been de-settled by PKK presence. Only recently have we been able to seriously consider resettling rural areas vacated due to PKK presence.

courrier
ACAT

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture

Juillet-août 2001, n° 217

Le *Courrier de l'ACAT* est le mensuel de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, association œcuménique qui s'engage aux côtés de tous ceux qui luttent pour le respect inconditionnel de l'article V de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « *Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* », et pour l'abolition des exécutions capitales.



17 février 2001 : l'*East Sea* s'échoue sur les rochers de la côte varoise. À son bord, 908 clandestins kurdes. Ce débarquement massif sur l'une de nos plus belles plages nous a rappelé le calvaire de ce peuple sans État, opprimé par la Turquie ou gazé par Saddam Hussein. Il nous a forcés à regarder en face la détresse de tous ces immigrants, obligés de s'en remettre aux mafias des filières clandestines pour fuir la répression ou la misère.

Diyarbakir, capitale du Kurdistan, puis Istanbul et enfin Francfort en Allemagne : Jean-Jacques Bozonnet, grand reporter au journal *Le Monde*, a suivi l'errance de ce peuple condamné à l'exil.

■ *Contrairement à ce qu'ils avaient déclaré lorsqu'ils avaient été recueillis le 17 février près de Fréjus, les Kurdes naufragés de l'East Sea ne venaient pas d'Irak mais en majorité de Syrie. Sachant cela, pourquoi avoir décidé de vous rendre en Turquie ?*

Jean-Jacques Bozonnet. D'abord pour une raison « technique ». Il est plus simple pour un journaliste d'aller rapidement en Turquie qu'en Irak ou en Syrie, pays pour lesquels l'obtention d'un visa est longue et complexe, et où les conditions de travail sur place ne favorisent pas la collecte indépendante de témoignages. De surcroît, la situation des Kurdes est sensiblement la même quel que soit le pays. En Turquie, comme en Iran, en Irak et en Syrie, ils sont des citoyens de seconde zone, dont les droits, la culture, la langue sont niés, voire combattus. Les raisons pour lesquelles ils sont contraints à l'exil sont donc les mêmes.

Ensuite, c'est en Turquie que les Kurdes sont les plus nombreux — environ quinze millions. Et c'est en Turquie qu'a eu lieu, dans les années 1990, l'agression la plus large contre le peuple kurde. De 1992 à 1999, environ 3 500 villages, sur les 7 000 que comptait le Kurdistan, une région montagneuse située dans le sud-est du pays, ont été détruits et vidés de leur population. L'armée turque pensait ainsi couper les rebelles du Parti des travailleurs (PKK) de leur base arrière et mettre fin à la guérilla qui a fait quelque 30 000 morts depuis 1984. Au total, 3,5 millions de personnes ont dû se réfugier dans les villes de la région. La population de Diyarbakir, par exemple, est passée de moins de 300 000 à plus d'un million d'habitants.

Pour mieux comprendre les raisons de leur départ, je souhai-

tais voir et décrire les conditions de vie de ces gens, exilés dans leur propre pays, et suivre leur itinéraire vers Istanbul dans un premier temps, puis vers l'Europe.

■ *Les Kurdes ne fuient donc pas pour des raisons économiques, mais bien parce qu'ils sont victimes de la lutte de l'État turc contre la guérilla. Depuis le cessez-le-feu décrété en 1999, peut-on dire que la situation du peuple kurde s'est améliorée ? Concrètement, aujourd'hui, dans quelles conditions vivent-ils ?*

Le cessez-le-feu a été décidé unilatéralement par le PKK lors de l'arrestation et de la condamnation à la prison à vie de son chef Abdullah Öcalan, mais cette trêve n'a pas été mise à

profit par les autorités turques pour nouer un dialogue. Certes, les combats ont cessé, hormis quelques accrochages sporadiques. Certes, la présence militaire est moins visible dans les rues de Diyarbakir et sur les routes de campagne. Mais la région reste sous état d'exception. Il y a des contrôles routiers faits par la police ou de milices civiles. Les Kurdes racontent avec prudence les tracasseries policières, gardes à vue, interrogatoires, menaces, qui continuent à faire leur quotidien dans un climat de suspicion et de paranoïa. Même le maire de Diyarbakir a été mis en garde à vue, sans motif précis, à deux reprises, depuis son élection en avril 1999.

Aux pressions et à la répression politiques s'ajoute une situation économique très dégradée dans une région fertile qui vivait très bien de l'élevage, de l'agriculture et des échanges avec les régions frontalières d'Irak et de Syrie. Aujourd'hui, les familles de réfugiés sont entassées dans des taudis, au centre ou dans les banlieues de villes surpeuplées : l'eau potable, l'école, les soins, l'emploi, tout manque. À Diyarbakir, par exemple, près de 2 000 enfants vivent de mendicité dans les rues.

■ *Sont-ils nombreux à rejoindre l'Europe ? Que pensent-ils y trouver ?*

Une infime minorité seulement, parce que c'est très cher. Selon les filières, un aller simple vers l'Europe coûte entre 20 000 et 50 000 francs par personne, moitié moins pour les enfants. Or les familles sont souvent nombreuses.

La grande majorité rêve plutôt de rentrer dans leur village et

L'errance du peuple kurde



de retrouver leur vie d'antan, qu'ils idéalisent d'autant plus qu'ils sont loin et qu'ils sont partis depuis longtemps.

Certains ont tenté ce retour au pays, clandestinement. Ils disent préférer vivre dans les ruines de leur village natal, même dans la misère la plus noire, plutôt que de partir vers cette Europe dont ils ne connaissent rien.

Les vrais candidats au départ sont les jeunes. Ils ont grandi dans les villes et n'ont plus qu'un vague souvenir de leur région d'origine. À ceux-là, les trafiquants font miroiter une image idyllique de l'Europe, où liberté rime avec prospérité.

■ *Que pouvez-vous dire sur les filières d'immigration clandestine ?*

Elles sont aux mains de mafias locales, et on dit qu'elles ont des liens privilégiés avec certaines composantes du pouvoir politique turc, notamment les loups-gris (extrême droite). Plusieurs incidents récents sont venus accréditer cette thèse. En tout cas, ce qui frappe, c'est que les trafiquants ne se cachent guère. Ils ont presque pignon sur rue dans certains quartiers d'Istanbul. On trouve de « vraies-fausses » agences de voyages qui proposent de « vrais-faux » passeports avec visa de tourisme en moins d'une semaine. Les passeurs vont « relancer » les clients potentiels jusque dans les bidonvilles autour d'Istanbul. Ils proposent des départs en bateau, comme dans le cas de l'East Sea, mais aussi par la route, dans des camions qui passent par la Grèce et les Balkans. Pour les plus riches, l'avion reste le moyen le plus rapide et le plus sûr. Tous les témoignages font état de bonnes relations entre ces trafiquants et les policiers

locaux, en particulier à l'aéroport d'Istanbul.

Naturellement, ces filières d'immigration clandestines ne sont pas spécifiques aux Kurdes : Istanbul est LA plaque tournante pour tous les migrants d'Asie et d'Afrique qui désirent passer en Europe.

■ *De nombreux exilés kurdes vendent l'ensemble de leurs biens pour financer ce voyage. Cela signifie que ces gens arrivent en Europe dans un dénuement quasi total. Comment font-ils pour se loger, se nourrir, trouver du travail, alors que souvent ils ne maîtrisent pas la langue ? Quelles perspectives d'avenir ont-ils ?*

En général, ils comptent sur un ami ou un membre de leur famille déjà installé en Europe. En particulier en Allemagne où vit la plus importante communauté kurde en exil, soit plus de 450 000 personnes. Mais il leur faut d'abord passer par la demande d'asile. En Allemagne, ils attendent la réponse dans des camps d'hébergement. Cela peut prendre beaucoup de temps : à Francfort, j'ai rencontré des familles qui attendaient leur statut de réfugiés politiques depuis quatre ou cinq ans, parfois plus. Les enfants vont à l'école et s'intègrent assez facilement, c'est plus difficile pour les adultes qui restent confinés dans les chambres du camp, surtout les femmes.

Les perspectives d'avenir ? Bien sûr, il y en a qui tentent de se construire une nouvelle vie dans le pays d'accueil. Mais j'ai ressenti beaucoup de résignation chez ces immigrés. Surtout chez les intellectuels et les professions libérales qui auront du mal à retrouver leur statut social à cause de la barrière de la langue. Ils ont peu de projets, un sentiment d'échec, parfois même un

sentiment de culpabilité d'avoir abandonné leur pays. Ils vivent dans la nostalgie d'un bonheur perdu, accrochés à l'espoir très improbable de le retrouver un jour. En Allemagne depuis près de sept ans, un homme m'a dit : « Chaque soir je m'endors dans mon pays ». Sa fille aînée avait trois ans quand elle a quitté le Kurdistan, la plus jeune est née en Allemagne. Que de difficultés en perspective !

■ *Qu'arrive-t-il à ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas quitter le Kurdistan ?*

La vie continue. Mais une vie difficile. Les campagnes, désertifiées, sont sinistrées et les villes, surpeuplées, n'arrivent pas à faire face. Se développe une économie de débrouille, une économie souterraine contrôlée par les mafias, frappée du sceau de l'illégalité et de la contrebande. S'y ajoute un climat policier, durement ressenti par la jeunesse et par les forces sociales les plus vives, telles que les militants politiques et syndicaux.

Mais j'ai été frappé malgré tout par l'incroyable vitalité de la culture après des dizaines d'années d'oppression kémaliste. La musique traditionnelle reste un puissant instrument identitaire, y compris chez les jeunes. Interdite à l'école, la langue kurde est plus vivante que jamais, transmise à la maison par les mères. Cela me permet de souligner le rôle des femmes kurdes. Naguère en retrait, cantonnées dans les tâches ménagères et d'éducation, elles sont de plus en plus présentes sur les terrains militants. Jeunes enseignantes ou avocates, elles sont nombreuses à s'engager en politique et dans la défense des droits de l'homme. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHARLOTTE BOZONNET

TURQUIE Poursuites contre des journalistes, intimidations de députés, nouveaux pénitenciers pour prisonniers « politiques »

Dérive antidémocratique à Ankara

Istanbul : Éric Biegala

« Plus nous parlons de valeurs démocratiques, plus nous voyons la Turquie dériver vers un comportement antidémocratique », se désolait jeudi dernier l'éditorialiste İlnur Çevik. Journalistes poursuivis, nouveaux projets de prisons pour détenus politiques et intimidation des parlementaires trop critiques : malgré ses professions de foi, le régime ne semble pas prendre le chemin d'une démocratisation.

Dernière manifestation en date de cette dérive : la demande de levée d'immunité parlementaire pour Sema Piskinsüt. L'ancienne présidente de la commission des droits de l'homme du Parlement avait fait scandale l'an dernier en brandissant au grand jour « potence palestinienne », « gégène » et autres instruments de torture récupérés dans les commissariats. Son éviction de la commission parlementaire était intervenue quelques mois plus tard. Aujourd'hui Sema Piskinsüt est poursuivie pour « complicité » au motif que la députée a refusé de communi-

quer à la justice le nom des prisonniers interrogés durant son enquête. En réponse, Sema Piskinsüt a fait valoir que pratiquement aucune des 980 allégations de tortures contenues dans le rapport de la Commission parlementaire qu'elle présidait et publié en mars 2000 n'a donné lieu à des poursuites par la justice turque, le ministère les considérant comme « non-crédibles », « insuffisamment étayées » ou « couvertes par la prescription ».

Il faut dire qu'Hikmet Sami Türk, actuel ministre de la Justice et ancien ministre en charge des Droits de l'homme est le principal artisan de l'absence de dialogue avec les détenus en grève de la faim depuis le début de l'année. Une grève qui a fait 29 morts jusqu'à présent, auxquels s'ajoutent les 32 victimes de l'ordre en décembre 2000 pour stopper les premières grèves de la faim dans les prisons.

Le 16 juillet dernier Hikmet Sami Türk annonçait que de nouveaux établissements pénitentiaires destinés aux prisonniers « politiques » (à différencier des « terroristes » en grève de la faim) étaient en projet. Le ministre n'a

pas précisé à qui ces nouvelles cellules étaient destinées... Peut-être aux prisonniers d'opinion, relaxés par une amnistie conditionnelle au début de l'année. Au début du mois, une quinzaine d'intellectuels et d'activistes de la société civile comparaissaient devant une cour militaire... L'audience a été suspendue après que les officiers eurent insisté pour qu'elle se déroule à huis clos. Au même moment Emre Kongar, un ancien sous-secrétaire du ministère de la Culture, était poursuivi pour « insulte au Parlement » suite à une chronique parue dans le quotidien *Cumhuriyet* ; Nese Duzel, journaliste au journal *Radikal* était, elle, accusée d'« incitation à la haine raciale et religieuse » après l'interview d'un chef alévi.

Mais la palme de l'intolérance revient aux militaires. Le 17 juillet, l'agence (semi-officielle) Anatolie annonçait que des poursuites avaient été lancées contre cinq journalistes pour insultes aux forces armées suite à des chroniques ou reportages parus entre juillet 2000 et février 2001. La plupart du temps les articles visés critiquaient le rôle des forces armées en politique

ou leur approche répressive de la question kurde. Les affrontements dans le Kurdistan de Turquie ont aujourd'hui pratiquement cessé, mais l'État d'urgence qui pèse sur la région est encore en vigueur.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a d'ailleurs condamné une fois de plus la Turquie pour la mise en détention en 1994 de quatre députés d'origine kurde, dont Leyla Zana, qui purgent une peine de 15 ans de détention. Aujourd'hui la CEDH doit rendre son verdict concernant la dissolution du parti islamiste Refah en 1998. Son successeur, le Fazilet Partisi, vient d'être interdit à son tour.

Le régime multiplie les promesses de démocratisation, mais les dispositions prises sont rarement à la mesure du problème. Le chef de la police vient par exemple de lancer une campagne pour redorer le blason terni de ses commissariats, notamment en y installant des distributeurs de thé, boisson nationale en Turquie. « Un policier qui offre du thé à un citoyen ne pourra pas manquer de respecter les droits de l'homme », assurait-il confiant.

TURQUIE Une décision de la Cour européenne

L'Europe confirme l'illégalité du parti islamiste Refah

Istanbul : Éric Biegala

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé hier matin que la décision turque d'interdire le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) en 1998 était fondée. La Cour a aussi estimé que les sanctions prises contre l'ancien premier ministre et chef du Refah, Necmettin Erbakan, « pouvaient être considérées comme répondant à un besoin impérieux de protéger la société démocratique ».

Le Parti de la vertu, qui avait pris la suite du Parti de la prospérité a été à son tour dissous le 22 juin. Un nouveau parti « islamisant », celui de la Félicité, vient tout juste de voir le jour. « Il y a deux poids, deux mesures », a déclaré son

président Recai Kutan à l'annonce de la décision de la CEDH. Sentiment partagé par Laurent Hincker, avocat du Refah à Strasbourg : « Il semble qu'en Europe, on peut avoir des chrétiens-démocrates mais pas de musulmans-démocrates. »

Trois juges sur les sept que compte la Cour ont contesté la décision, déclarant que « rien dans les statuts du Refah ni dans son programme n'indiquait que le parti était hostile à la démocratie ». Les défenseurs du Refah ont annoncé qu'ils feraient appel. La décision de la CEDH risque tout de même de faire quelques heureux chez les thuriféraires du kémalisme le plus strict et notamment l'armée.

C'est à la suite des pressions de la toute-puissante corporation militaire en effet

que Necmettin Erbakan a été chassé du pouvoir en 1997 et son parti dissous. A l'époque les militaires organisaient de réguliers briefings pour les journalistes et les procureurs, leur expliquant à longueur de séance la dangerosité de ceux que l'état-major appelle « réactionnaires ».

Durant ses 12 mois au pouvoir en 1996-1997, le Refah de Necmettin Erbakan avait pourtant fait particulièrement attention de ne pas prendre de mesures « islamistes ». Ne disposant que de fort peu de faits à reprocher au Refah, les milieux laïcistes se sont alors lancés dans un procès d'intention à grande échelle. La CEDH vient en quelque sorte de l'avaliser. Dans son arrêt, la Cour précise en effet que l'État turc était fondé à « empêcher la réalisation d'un

projet politique incompatible avec la Convention européenne avant qu'il ne soit mis en œuvre par des actes concrets risquant de compromettre la paix civile ».

La laïcité à la turque, brandie en étendard par le régime pour interdire les islamistes est largement factice. Le directeur des affaires religieuses qui dépend du premier ministre est par exemple l'une des plus importantes administrations du pays. Quant à l'éducation religieuse, elle est devenue obligatoire dans toutes les écoles dans les années 80 sur injonction de l'armée.

Quant à la récente décision du ministre de la Santé qui vient d'exiger une stricte virginité pour les élèves des écoles d'infirmières, il ne s'est trouvé personne dans les rangs du pouvoir pour la contester. Les islamistes n'auraient probablement jamais émis un tel oukase.

July 31, 2001

Iraq Blasts U.S. Over Statement on Military

Strike By Hassan Hafidh

BAGHDAD (Reuters) - Iraq on Tuesday condemned as an expression of "bankruptcy and isolation" statements by United States officials that Washington would use military force to respond to Baghdad's attempt to shoot down a U.S. spy plane. "These statements express the reality of America's irresponsible and thoughtless stance which threatens world security and peace," Iraq's Minister of State for Foreign Affairs Dr. Naji Sabri said in an interview with Iraqi satellite television.

"They express the isolation and bankruptcy of the United States of America."

Speaking on CNN on Sunday, U.S. National Security Adviser Condoleezza Rice (news - web sites) said President Saddam Hussein (news - web sites) was on the U.S. "radar scope" and that the Bush administration would use military force against his government in a "more resolute manner" than in the past.

But she declined to speculate on when President Bush (news - web sites) might order an attack against Iraq, which last Tuesday narrowly missed shooting down a high-flying U-2 spy plane patrolling the southern no-fly zone.

Bush said last week that Saddam remained a menace and a threat to U.S. and international security a decade after the Gulf War (news - web sites). Rice said the U.S. president "has reserved the right to respond when that threat becomes one that he wishes no longer to tolerate."

Iraq denies its air defenses fired on the U-2, saying U.S. officials are seeking a pretext for a military strike on Iraq.

Baghdad has repeatedly fired anti-aircraft missiles and guns at U.S. and British planes patrolling no-fly zones in northern and southern Iraq set up by the West after the 1991 Gulf War.

The patrols were established to protect a Kurdish enclave in the north and Shi'ite Muslims in the south from possible attacks by Baghdad forces.

Iraqi News Agency INA said Saddam met with the commander of the Iraqi anti-aircraft defenses and senior army officers on Tuesday. The agency did not elaborate.

'MAD WOMAN OF THE WHITE HOUSE'

Earlier, an Iraqi newspaper branded Rice "the mad woman of the White House" for saying the United States would use military force against Saddam's government.

"The mad woman of the White House has gone even further, telling lies about Iraq and how it poses a threat to world security and stability," the paper said in a front-page editorial.

Babel said Washington was preparing for "military aggression against Iraq because of the success it had made in developing its anti-aircraft defenses. "Strong Iraq will not retreat or accept that it is to stay in a dark corner," Babel said.

Iraqi press also carried a letter from Iraqi Deputy Prime Minister Tareq Aziz to U.N. Secretary-General Kofi Annan (news - web sites) complaining about the U.S. and British warplanes' patrols.

"Daily violations of Iraq's national airspace by these planes represent an undeclared war (against Iraq) and the United Nations (news - web sites) should take the necessary measures to prevent such violations and hold these two countries responsible for such acts," Aziz said. "They are talking about the right to respond, as if Iraq is threatening the United States," Sabri said.

"They (the U.S. officials) are commenting aggression on Iraq and the Iraqis not them have the right to respond to such aggression," Sabri said.

* * * * *

31 July, 2001

(BBC)

Euro court backs Turkey Islamist ban

Turkey did not violate human rights when it banned an Islamist political party in 1998, the European Court of Human Rights has ruled.

The Welfare Party had the largest number of seats in the Turkish parliament when it was shut down, and its leader, Necmettin Erbakan, was a former prime minister.

The party took its case to the European Court of Human Rights, claiming that its rights to freedom of assembly and association had been violated.

But human rights judges in Strasbourg decided by four votes to three that the ban had not violated the European Convention on Human Rights. The decision comes only a month after Turkey's highest court also banned the Welfare Party's de facto successor, the Virtue Party, saying it had become a focus of anti-secular activities.

The court said the Welfare Party ban could "reasonably be considered to meet a pressing social need for the protection of democratic society", as the party had declared its intention to introduce Islamic law.

"They had also left in doubt their position regarding recourse to force in order to come to power, and more particularly to retain power," the judgement added.

The party's political programme had been at odds with the Convention on Human Rights, the judges said, and Turkey had acted reasonably to prevent it being implemented.

Third ban

The decision to ban the party in 1998 for unconstitutional behaviour prompted international criticism that Turkey was acting undemocratically.

It was the third time a party led by Mr Erbakan had been banned: the National Order Party was banned in 1971 after a military coup, and the National Salvation Party was shut down in 1980 - also after a coup.

Sensitive issue

When the Welfare Party was banned, it was accused by Turkey's powerful military of secretly planning to introduce Islamic rule. In the previous election in December 1995, it had taken more than 20% of the vote. Turkey's human rights record is a particularly sensitive issue, as it attempts to join the European Union.

As well as concern over its political bans, the country has faced strong criticism over its treatment of its Kurdish minority.

* * * * *

Turkish rights group claims Kurdish villages evacuated by force

AFP July 31, 2001

DIYARBAKIR - Turkish security forces have evacuated two villages in the country's mainly Kurdish southeast by force and banned free movement in three others, Turkey's main human rights watchdog said Tuesday.

The Turkish Human Rights Association (IHD) said in a statement that the Asat and Ortakli villages in Sirnak province were evacuated last Thursday after nearly two months of harassment by the local paramilitary police.

"Some 250 people, all residents of the evacuated villages, are now waiting helplessly in (nearby) Beytussebap," which lies close to the Iraqi border, the IHD statement said. Authorities had also banned all entrances and exits from the villages of Ulucak, Dagalti and Hisarkapi, and were threatening the residents with evacuation.

The IHD said that the clampdown came in the first week of June when paramilitary troops raided the five villages, holding the villagers responsible for a mine blast, which killed one soldier and injured ten others.

"A total of 33 villagers were detained, questioned for days at the local police headquarters and subjected to torture and inhumane treatment," the statement said.

It added that three of the detained were raped with truncheons, given electric shocks, forced to stand under scorching sun and had nails driven through their hands.

The men, whose health had considerably deteriorated, were currently being held in Beytussebab prison with 23 other villagers.

The IHD added that its appeals to local authorities as well as the interior ministry and the parliamentary human rights commission had gone unheeded.

The forced evacuation of and movement ban imposed on villages was due to the "attitude of those who made it a habit to do evil unto its own citizens", the IHD charged.

It called for the immediate lifting of the ban, permission for the villagers to return to their homes and sanctions against officials blamed for torture.

Turkey's southeast was the theatre for 15 years of heavy fighting between government troops and rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) who took up arms against Ankara in 1984 for Kurdish self-rule in the region.

The conflict, which led to allegations of gross human rights violations on both sides including the forced evacuation and torching of villages, has claimed more than 36,000 lives. Fighting has scaled down since since September 1999, when jailed PKK leader Abdullah Ocalan urged his militants to abandon their armed campaign to seek a peaceful resolution to the Kurdish conflict.

But the powerful Turkish military has dismissed the peace bid as a ploy, insisting that the rebels should either surrender or face the army.

* * * * *

Saddam Hussein's Call to the Kurds For Dialogue and the Difficult Kurdish Choice

Al-Hayat August 2, 2001 by Ghassan al-Atiyah

The scene chosen by Iraqi President Saddam Hussein to invite the Kurds to a dialogue is an example of surrealism in the Iraqi message.

Though the contacts of Kurdish leaders, especially Mas'ud Barzani and Jalal Talabani, with Baghdad were never severed, particularly during the past few years, the Iraqi president insisted on personally announcing the invitation to the dialogue and chose as the stage for this scene his meeting with members of the Baghdad-based "Legislative Council of the Kurdistan Autonomous Region" that was established by the government.

If Saddam met the "Legislative Council" members as the Kurdish people's representatives, so what does his invitation to the leaders of Kurdistan to a dialogue mean? The safe haven in northern Iraq was imposed by an international resolution. Yet he says that he has kept "the special situation" in northern Iraq as it is so that the Kurdish citizen could "reach his genuine choice", as if the decision to control Kurdistan depends on his will.

The mastermind of the Al-Anfal operation, the displacements, and the repression claimed credit when he said: "The Kurdish leaders would have inflicted the worst punishment on their people were it not for their fear of Baghdad." He described Kurdistan as a "despised small" part and its condition "that of the prodigal son" who has "to back down and repent." He brandished the club of obedience when he said: "When we cannot do this, then we will tackle things in due course."

But there are bitter and very realistic facts behind this surrealist and absurd speech.

Saddam believes that the situation in Kurdistan after 10 years has changed in a way that allows him to act and

impose his political will, if not his direct will. The international factor as represented by the United Nations is incapable of taking a decision to intervene in favor of the Kurds in view of the Russian veto and the Turkish refusal.

In the absence of a firm US decision to use force directly to bring down the regime, Washington has adopted "containment" as its policy. This has served Saddam more than any other factor. In the name of the fear from the (Shiite or Kurdish) alternative, the Iraqi president has become the least damaging factor.

In the absence of a possible resolution of the situation on the ground, the US air strikes have become a media tool that helps Baghdad's ruler gain regional and international sympathy.

Saddam sought to defuse the Kurds as a force for political change in Iraq. He scored success in this endeavor, starting with the vacuum created by the decision to withdraw the central administration and its services from the Kurdish north, thus placing the burden of managing and feeding the region on others. With Baghdad's encouragement, the political vacuum also helped turn the political conflict between the Kurdish parties into internecine fighting that reached a climax in 1996 when one of the parties turned to the Iraqi regime for military aid.

All this happened in full view of Washington, which did not take any action and was content with observing the Iraqi forces' withdrawal from Irbil after putting an end to the military presence of the Iraqi opposition there. Washington thus launched a new stage in Kurdistan that the then US Secretary of State Madeline Albright consolidated when she told the Kurds: "Do not challenge Saddam and provoke him to attack in return for continuing the air protection."

With the central government absent, Iraq's Kurdistan was seen as a vacuum that both Iran and Turkey, and Syria to a lesser degree, sought to fill. This gave Baghdad the opportunity to join the balance of powers' game by backing one party against another. The Kurds' preoccupation with protecting themselves from Iran and/or Turkey compelled them to make concessions and live in constant anxiety. When the two main Kurdish parties overcame many of their differences, Baghdad turned to secondary parties to stoke up the conflicts. It helped the Kurdish Workers Party and other marginal groups and also resorted to terrorism and explosions (a Tunisian UN employee was recently arrested on the charge of transporting explosives in a UN truck).

The growing danger that the Kurdish Islamic parties posed to the two main Kurdish parties also served Baghdad.

But the oil and financial card remained the most effective one in neutralizing the Kurds. The regime has again linked the region to an economic network whose main activity is oil and smuggling. The Kurdish economy today, especially in Irbil, relies on the trade and oil transport routes to Turkey through Kurdistan. This has created Kurdish sectors that are benefiting from this situation and it is difficult to compensate them for the Iraqi Government's supplies. Baghdad also succeeded in building bridges of cooperation with Turkey and hinted at opening a second crossing point that does not go through the Kurdish area.

With this background, Saddam's initiative becomes more of a threat than a dialogue. Yet the Kurds are not in a position to reject the invitation.

The Kurdish predicament is represented by the fear of a confrontation with Saddam without a regional or international cover to protect them. Their response came in a very moderate statement. The two main Kurdish parties underlined in a joint statement dated 27 July their peaceful path and Iraq's national unity "which will be consolidated in as much as democracy, pluralism, respect for human rights, and the peaceful and fair solution of the Kurdish issue within the framework of a united and sovereign Iraq are achieved." Regarding the conditions for the dialogue, the statement merely referred to the "need to prepare the appropriate grounds and the requirements for the democratic and open dialogue and to establish confidence building measures." It specified these requirements as "ending the policy of deporting and displacing the indigenous population from their areas and disclosing the fate of detainees and missing persons. The sacrifices, aspirations, and will of the people of Kurdistan should also be taken into consideration in accordance with the resolution of the Iraqi Kurdistan National Assembly of 4 October 1992 that says the legal relationship between the region of Kurdistan and the central government should be based on federalism and respect for the legitimate rights of all ethnic groups and religions."

The statement talks here about "taking into consideration" and not commitment to or the actual implementation of the Kurdish National Assembly's decisions while stressing "Iraq's unity and sovereignty." The reference to "respect for the legitimate rights of all ethnic groups and religions" was included to assure the Turkomen and Assyrians.

On the other hand, the statement avoided linking the Kurdish issue to the Iraqi opposition or even to refer to the latter in any way. It also dropped the international factor by not demanding an international participation or supervision to guarantee the democratic transition process. The statement totally ignored all the UN resolutions, including Resolution 688 that deals with the Kurds' human rights.

It is quite noticeable that, according to informed sources, the first draft of the statement included several conditions, the most important of which were: "The Baghdad Government's acceptance of the federal system declared by the Kurdish Parliament in April 1992; the launch of a dialogue on the basis of establishing a democratic and pluralistic regime; and the holding of general elections under regional and international supervision to ensure the honesty of the electoral process." Another condition called on the government "to disclose the fate of the victims of the 1988 Al-Anfal operation when it arrested more than 150,000 Kurds and moved them from their areas in northern Iraq to unknown destinations."

The moderation of the joint statement and its focus on what is possible within the limits of the common Iraqi will has left the ball in the central government's corner. If Saddam's call to a dialogue was merely a card for the consumption of the Arab and international media, then the moderation of the Kurdish response has rendered it useless. If the Baghdad ruler's aim from using the language of threat encased in the call to a dialogue was to ensure the Kurdish leaders' rejection or to provoke them so as to justify an invasion of Kurdistan, then the Kurdish moderation has also rendered this excuse useless.

The Iraqi president's need for a "Trojan horse" to re-impose his control on Kurdistan might have prompted him to propose a plan with which he had hoped to split the Kurds' ranks. But the issuance of the joint statement that left the door open for a dialogue has rendered this possibility useless too.

Saddam's initiative might however achieve with the Iraqi opposition what it has failed to achieve with the Kurds, especially when non-Kurdish Iraqi opposition elements attack the Kurds for "the dialogue" with the regime. This only increases the Iraqi opposition's divisions and reinforces the Kurds' conviction of its futility.

The Kurds have gained some time but the problem of the Kurdish future remains. Kurdish leaders know that the current situation, which has continued for 10 years (and is the best for several decades), cannot remain like that forever and that the fate of Kurdistan will in the end be decided, either positively or negatively, in Baghdad.

The Kurdish leaders also realize at the same time that they are incapable of and not allowed to impose the change in Baghdad and that there is no effective Iraqi opposition that is acceptable at the regional and international levels on which it is possible to wager or forge an alliance with. Besides the Kurds, the Islamic number in the equation (specifically the Shiite one) remains the stronger one. But the problem is that this number is unacceptable at the regional and international levels and its policies on the Kurdish affair are not assuring to most Kurds.

Apart from Libya, there is not a single Arab country that is sympathetic to the Kurds' aspirations and hopes. The Arab street too sees only a secessionist movement in the Kurds. At the regional level, no neighboring country (Turkey, Iran, Syria) wishes to see a sophisticated Kurdish example established that would attract the Kurds in their countries.

The Kurds fear being abandoned by the United States as much as they understand the importance of its protection of their existence. The events of 1975 are still vivid in the Kurdish leaders' memories, especially Barzani. The Kurds' fears are growing today as the US administration is reviewing its policy toward Iraq, particularly in connection with continuing the no fly zones as its planes are coming under more Iraqi challenge there. The most that the Pentagon promised at the last meeting held with the Kurds on 14 July was that Washington "will not allow Saddam to use Iraqi air space to attack the Kurds or threaten his neighbors."

Protection from Saddam's aircraft is not a substitute and not enough to protect the Kurds from a military invasion on the ground. Washington's failure to assure the Kurds about their future is not just a political defeat for US policy but also the end of the Kurdish democratic experiment and is, consequently, a victory for the dictatorship and for Saddam personally.

In return, Saddam is not willing to make any political concession, not even a temporary one, for the sake of democratic détente in Iraq, especially after having come out of "political healthcare unit" and the "cage" of US containment.

Finally, no one knows Saddam's promises better than the Kurds. They have been bitten several times and they therefore need international guarantees. But Saddam does not accept this, arguing that it is a matter of "sovereignty." Nor the party that is most capable of providing the guarantees is willing to do so for fear that this would rehabilitate the regime.

* * * * *

New Turkish Political Party Advocates Kurdish Rights

Voice Of America 3 Aug. 2001

BY AMBERIN ZAMAN

A new political party is being formed in Turkey, one that says it will be a strong advocate for Kurdish rights.

The applause is thunderous in the Ankara conference hall as prominent Kurdish politicians take turns outlining to a largely Kurdish audience the principles and goals of their new party.

The party has yet to be named. Its founding members come from diverse political backgrounds, but they share one firm belief. Turkey cannot be considered a full-fledged Western-style democracy until the Kurdish issue is resolved - until Kurds are officially acknowledged as a separate ethnic group.

Abdul Melik Firat, a Kurdish religious and tribal leader who is well-known in Turkey, is among the party's founding members.

Mr. Firat says the main goal of the new movement is to fight for political and cultural rights for Turkey's estimated 12 million Kurds. Following the capture in February 1999 of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, many Kurds began to hope the arrest would give the Turkish government greater room to maneuver, to accommodate some of the Kurdish demands for greater rights.

But it has been more than two years since Ocalan's arrest, and Kurdish leaders say the government has done nothing to ease its policies toward the Kurds, such as by relaxing government bans on Kurdish broadcasting and Kurdish-language schools. The leaders of the new party say they are strongly opposed to the violence of Ocalan's Kurdistan Workers Party and have no plans to call for Kurdish independence. Their goal, they say, is to increase rights for Kurds within the Turkish state.

But analysts say it is highly unlikely that the new party will be able to compete with Turkey's largest legal pro-Kurdish party, the People's Democracy Party, better known as Hadep. Hadep made big gains in municipal elections in 1999 and is especially strong in Turkey's southeastern provinces, an area where support for Ocalan remains high.

But Mr. Firat says, unlike Hadep, his new party will give Turkey's Kurds a chance to choose a new path.

He says the Kurdish people will soon realize that 15 years of separatist bloodshed did them far more harm than good. And he says that is when the Kurdish people will turn to his party for fresh hope, and a better future.

* * * * *

Turkish General Staff Issues Statement on 'National Security Concept'

Anatolia August 7, 2001

ANKARA - The General Staff made a statement about the "national security" concept in Turkey on Tuesday and said "it was more appropriate to discuss issues, which are about the prosperity and happiness of people, on platforms which are not tainted with political interests."

Below is the General Staff statement released today: "The statement of a party leader (ANAP's Mesut Yilmaz) on the national security issue made at a party general congress was interpreted by certain newspapers as targe-

ting the Armed Forces and it was reflected to the public opinion this way. In the aforementioned statement, it was claimed that the present national security concept was cutting the main arteries feeding our state and it was blocking all the steps that need to be taken for our country's future.

As it is well known, the national security concept is a structure, which consists of social, economic, military parameters, and elements of national power. The final target of national security regulations is to protect the secular and unitary republic and defend the country's vital interests.

The Turkish Republic, for many years, faced attacks that target its unitary and secular structure.

For over 15 years, the most bloody terrorist organization of the history realized cruel massacres that target Turkey's integrity and it continued its activities with the support of certain countries. Still, this organization wants to politicize its efforts and base its activities on a legal ground. Thousands of terrorist members of this organization are still waiting in the mountains to attack.

For many years, the Islamist fundamentalist political movements, which are longing for the shariah, abused the opportunities they were offered by the democracy in Turkey and made significant progress towards changing the secular system.

Turkey had to live in security worries in the middle of a geography consisting of Cyprus, the Caucasus, the Middle East, and Northern Iraq where there are no balances. Despite all these problems, the Turkish Republic gave a successful fight against all these threats and it continues to do so. The Turkish nation is the most important factor of this fight with its great sacrifices and patience.

In this unfortunate statement made by a party leader, it was said that all steps were blocked by showing national security as an excuse but not a single example was given.

The Council of Ministers is responsible for maintaining the national security. It is strange that this party leader who shares this responsibility made this baseless claim.

The national security regulations are listed on the "National Policy Declaration" which is signed by the Prime Minister and the Armed Forces prepared the "National Military Strategy" on grounds of this declaration.

It is debatable whether every step taken for Turkey is for the good of the country or not. If these steps are - going to facilitate the activities of those who want to bring shariah - going to provide legal support to separatist groups - going to make concessions from Turkey's vital security elements;

than these steps are steps taken backwards rather than forward.

Today, in the Turkish Republic, - economy is on the brink of bankruptcy - no legal action is taken against those who are responsible for the current situation of economy - national and moral values have weakened - stealing has become a normal behavior - people with Middle Age mentalities are being placed in government positions in a country, which is striving to join the EU - political stability cannot be maintained due to personal ambitions - no economic or social measures can be taken to prevent separatist terrorism;

Holding national security responsible for all these troubles is not fair and it is also dangerous.

Discussing this matter like making a complaint to the world instead of debating it at related platforms is not a graceful behavior.

The Turkish Armed Forces believes that issues regarding the prosperity and happiness of the Turkish nation should be discussed at platforms which are not tainted with political interests.

It is a fact that people whose concepts of modernism and universalism are limited with their own paradigm, could only take Turkey to the dark instead of a bright future and we have seen numerous examples of this in our past."

* * * * *

The Guardian Wednesday August 1 2001

The Kurdish safe haven in northern Iraq is proving to be the Gulf war's most enduring and successful legacy

Liberated and safe, but not yet free

David Hirst in Sulaymaniyah

The Kurds have a national flag. The red, green and white tricolour with a sun at its centre is the emblem of a people who, numbering about 40m, are the Middle East's fourth-biggest ethnic group. Their mountainous heartlands describe a great arc through some of the richest and most strategic regions of the four states — Iran, Iraq, Turkey and Syria — among which they are divided.

In 1920 the Treaty of Sévres recognised the Kurdish right to statehood. But the rise of the Turkish leader Kemal Ataturk and the 1923 the Treaty of Lausanne, by which Turkey renounced sovereignty over Mesopotamia, put paid to their dreams: they have been rising in revolt after bloody, uncoordinated, unavailing revolt ever since.

In 1946 the flag flew in the small but short-lived "Mahabad Republic" before it was suppressed by the Shah of Iran. Nowhere has it flown officially since, not even here in "liberated" Iraqi Kurdistan.

It is 10 years since the Iraqi Kurds, or a large segment of them, acquired a sort of self-mastery. It was the fruit of a long struggle and great suffering and, typical of the Kurdish experience, it was great upheavals beyond their control that finally brought their self-ruling enclave into being: Saddam Hussein's invasion of Kuwait; the great Kurdish and Shi'ite uprisings; the panic flight of an entire people; and the creation of the western-protected "safe haven", subsequently ex-



'We shall never allow the return of a totalitarian system. A generation is growing up that knows nothing of it'
Massoud Barzani

panded, which persists to this day.

This juridical no man's land was to have been a strictly provisional affair, pending a final settlement of the whole Iraqi question. But of all the unfinished business of the Gulf war, "liberated" Kurdistan looks like being its most important legacy: the longer it endures, the harder it is to undo.

The Kurds dare not fly their flag, but in this swath of territory the size of Switzerland a community which, at 3.6m, outnumbers many UN member states is surreptitiously acquiring the attributes — functional, political, cultural and economic — of independence.

It adds up to the greatest success in the annals of pan-Kurdish struggle. Yet it remains a deeply vulnerable one. Iraqi Kurds are a people in waiting, suspended as never before between ultimate triumph and renewed calamity. For they know that, just as their curious entity came into being by a geopolitical accident, another could just as easily extinguish it.

The ultimate triumph would be formal, internationally recognised independence. "That goes with the self-determination which is the natural right of all peoples," said Nerchivan Barzani, one of the Kurdistan regional government's (KRG) two prime ministers. "Ask any Kurd if he wants a state." They virtually all do.

Saedi Barzangi, president of Irbil University, said: "It's time to correct the injustices of the post world war one settlement. We are not Arabs, Turks or Iranians. Why shouldn't we have the same rights as a string of Gulf tribes who declared them-



Sulaymaniyah (left) is a symbol of Kurdish self-reliance and has its own oil refinery. But no one dare officially hoist the symbol of Kurd nationalism (right) Photograph (left): Karim Sahib/AFP

selves states?"

"Liberated" Iraq Kurdistan is self-consciously pan-Kurdish in its ultimate aspirations. "We could be a model for all other areas of Kurdistan," said Barham Salih, the KRG's other prime minister, contrasting its moderate, gradualist, democratic approach to self-determination with the all-or-nothing violence of Abdullah Ocalan and his Kurdistan Workers' party's (PKK) failed bid to win independence for the Kurds in Turkey.

No Kurdish party holds independence as its official aim. "In spite of our right to our own state, we don't raise this slogan," said Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic party (KDP). "We only seek federation within a democratic Iraq."

What one official called "the lousy hand dealt us by history and geography" dictates this caution. For the Kurds have no access to the sea, nor to any neighbouring state without a potentially secessionist Kurdish minority of its own.

Saddam Hussein's Iraq remains an ever-present, if wholly unpredictable, menace. Having lost his northern provinces, he does not hide his ambition to re-establish his gruesome tyranny over them.

Day of reckoning

Every day new families trickle into Kani Sheitan refugee camp, victims of a slow-motion campaign to Arabise the oil-rich Kurdish regions still under President Saddam's territory. Officials of the governing party, the Ba'ath, mocked them with the choice: "Become Arabs, and join the fight for Palestine — or get out."

Barham Salih said: "A regiment of tanks is only half an hour away; they could sweep into Kurdistan at any time."

Nor will any regional powers connive at the emergence of an independent Kurdistan in another's territory. The most they will tolerate is the perpetuation of the status quo until the day of reckoning, when President Saddam's removal opens the way for the new Iraqi order.

All the Kurds can do in the meantime is to be as strongly placed as possible when the day comes.

They are steadily forging a distinct Kurdish polity. Irbil, the "capital", has been renamed Hawler, and everywhere Kurdish signs have replaced those in Arabic. They are kurdicising school curricula.

They have developed a reasonably efficient administration, with an elected parliament and municipal councils. They have internal freedoms unimaginable in Baghdad: there are 50-odd newspapers and unlimited access to satellite television; in the remotest villages, dishes sprout from every other mud-and-wattle rooftop.

They have NGOs and human rights groups and, whatever their politics, their discourse is infused with a real concern

for those ideals — democracy, pluralism, tolerance — whose absence they suffered so grievously.

Two of the region's three universities have been established since 1991. They are resettling the 4,500 villages destroyed by President Saddam, replacing lost livestock, and recultivating the fertile, well-watered soil that remains the backbone of their economy.

In Sulaymaniyah a new oil refinery is testimony to the self-reliance of Kurdish technicians: they built it entirely from the cannabilised parts of soft-drinks, sugar, and cement factories and pipes left behind by the army.

From Iraqi minefields they made explosive devices to open up a well in the Taktak oilfield, turning Kurdistan into the world's latest oil producer.

There are two great threats to all this. One is the deep-seated rivalry between the two main parties — Massoud Barzani's KDP and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The government is actually composed of two geographically separate administrations, the KDP's centred on Irbil, the PUK's on Sulaymaniyah.

They share the same general orientation, and collaborate harmoniously in many ways. But on the day of reckoning a divided Kurdistan could be a fatally weakened one.

The other threat is the machinations of the regional powers, Turkey above all. Turkey is the most congenitally hostile to the notion of a Kurdish identity, more even than President Saddam. It is the main reason the Kurds fly no flag: they took it down in the one official place it did fly, flanking a portrait in parliament of the late Mustafa Barzani, the hero of the Kurdish struggle, when a Turkish delegation visited.

"For the Turks we are more dangerous than Saddam," a leading KDP executive said. "They have a paranoid suspicion that our self-government is a conspiracy to which the west is a party; they hate anything that smacks of Kurdish progress. The more progress we make the more they must sabotage it. And they will use any means to do so, such as the exploitation of our Turcoman minority.

"In effect they are saying that if we Kurds are to have an entity of our own, this community of 10,000 people should have an equivalent one. They sponsor the Turcoman Front, a puppet body with no following; Turkish officers control it and train its militia.

Puppet body

"We have given the Turcomans their own schools, radio and language teaching. We offered them seats in parliament, but the Turks told them to refuse. On his last visit to Ankara, Massoud Barzani told them: 'Why don't you give your Kurds what we

give our Turcomans?'"

But what really alarms the Kurds is the "second passage". Under this scheme, already agreed in principle between Iraq and Turkey, the two countries will establish a new crossing point in the north-western tip of "liberated" Kurdistan where Iraq, Syria and Turkey meet, bypassing the lucrative business that comes their way from the internationally tolerated "smuggling" of Iraqi oil.

The Iraqi army would reoccupy a narrow strip of territory. It could only do so with Turkish connivance. "It would be a strategic blow, a noose around our neck," a KDP leader said. "And we would fight it by any means. Fortunately, the US has made known its disapproval to the Turks."

Western protection remains the linchpin of the Kurds' security and wellbeing. So long as it holds they hope for a win-win situation: building a quasi-independent polity on the one hand, and on the other taking comfort from the knowledge that the longer they have to build the better off they will be when the reckoning comes.

It creates a contradiction in the Kurdish soul: they fear no one like Saddam Hussein, yet they are in no hurry to expedite the day of reckoning, or turn Kurdistan into the indispensable platform for a US-backed insurrection to unseat him. Ever mindful of past US betrayals, they would demand cast-iron guarantees of the outcome, and their own place in the post-Saddam order.

Though the official aim is federation, it is, Massoud Barzani said, the "content" of federation that counts. "We shall never give up our Kurdish characteristics, or allow the return of a totalitarian system. A generation is growing up that knows nothing of it."

In fact, the longer self-rule persists, the harder it will be to imagine the return of Arab rule. So at the back of every mind is the hope that not just federation, but independence, internationally endorsed, may really come to pass.

"After all," said Falih Bakr, a Barzani confidant, "who really foresaw the fall of the Berlin Wall or the collapse of communism before it actually happened?"

TURQUIE

Sans certificat de virginité, pas d'études

DU 2 AU 22 AOÛT 2001

COURRIER INTERNATIONAL N° 561

Cesim Dirmas, ministre de la Santé turc et membre du MHP, parti d'extrême droite, veut faire adopter un code imposant la virginité aux élèves des écoles paramédicales. Le quotidien d'Istanbul Milliyet n'est vraiment pas d'accord.

L'anthropologue Bronislaw Malinowski avait fait des constatations intéressantes en observant les habitants des îles Trobriand, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Jusqu'à l'arrivée des missionnaires, les jeunes filles et garçons menaient une vie libre de contraintes sexuelles. Ils se rencontraient d'une façon très naturelle, et les crimes sexuels étaient inconnus sur ces îles. Mais tout bascule avec l'arrivée des missionnaires, lorsque ces derniers obligent les jeunes filles et garçons à vivre séparément. Des agressions sexuelles et des viols commencent à se manifester. La répression sexuelle qui accompagne la civilisation apportée par l'homme blanc éloigne la vie de son cours naturel.

La récente tentative du ministère de la Santé turc, qui veut imposer aux élèves des écoles paramédicales une obligation de virginité, me rappelle que l'homme blanc poursuit son règne de terreur sur nos îles. Les jeunes qui ont eu des relations sexuelles seront, selon

cette nouvelle réglementation, exclus des cours. La décision sera sans appel, et ces élèves ainsi stigmatisés ne pourront également pas être admis dans les autres lycées publics.

Mais comment va-t-on déterminer si les élèves ont eu un rapport sexuel ou non ? Selon la nouvelle réglementation, on procédera à des "investigations", c'est-à-dire à des tests de virginité. Une mentalité figée "fouille entre nos jambes" depuis quelques années. C'est une mentalité façonnée par des conversations centrées sur le sexe, que ce soit à la maison, au café ou à la caserne, et sur des blagues

sexuelles racontées dans les toilettes des ministères. C'est la mentalité de ceux qui ont découvert le corps de la femme à travers des photos de *playmates* dans les suppléments des journaux du dimanche. Et, maintenant, cette même mentalité se déguise en circulaire de discipline scolaire et s'apprête à contrôler l'hymen des jeunes filles.

Comment va-t-on alors déterminer que les garçons ont eu une relation sexuelle ? Et que fera-t-on même si l'on arrive à prouver qu'ils ne sont plus vierges ? Ne sont-ils pas élevés, tout au long de leur enfance, par des pères qui leur disent avec une fierté stupide : "Montre ton zizi à ces messieurs, mon fils" ? Et ne sont-ils pas conduits par ces

mêmes pères dans les maisons closes* pour leurs premières expériences ? Bien sûr, ce sont les jeunes filles qui constitueront la première cible de la circulaire de M. La Morale. L'objectif est de former des générations qui considéreront la sexualité comme une chose honteuse, le sexe opposé comme un interdit et la virginité comme une vertu - en somme une génération psychologiquement déséquilibrée, timide et sans confiance en elle.

Les jeunes d'aujourd'hui sont mieux informés et vivent leur sexualité mieux que leurs parents, qui ont grandi avec un sentiment de culpabilité lié à l'évocation du sexe comme une souillure. Ces jeunes apprennent qu'eux seuls ont le droit de décider de leur corps. C'est cette autonomie qui leur permettra de surmonter les mentalités moyenâgeuses qui produisent de telles circulaires primitives. Notre indignation doit se porter sur les tenants de cette morale hypocrite, qui, pourtant, ne trouvent rien d'immoral à marier les adolescentes pour de l'argent en Anatolie.

Cem Durak, Milliyet, Istanbul

* Ces établissements sont légaux en Turquie.

Turquie : Strasbourg approuve la dissolution du parti islamiste

La Cour européenne des droits de l'homme a jugé l'interdiction du Refah nécessaire à la « protection de la société démocratique »

ISTANBUL

de notre correspondante

La Cour européenne des droits de l'homme a appuyé la décision prise en janvier 1998 par la Cour constitutionnelle turque de dissoudre le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) pour « activités contraires au principe de la laïcité ». Pour la Turquie, fréquemment condamnée par les juges de Strasbourg pour violations des droits de l'homme, cette décision représente une victoire inattendue.

A trois reprises précédemment, la Cour de Strasbourg avait condamné la Turquie pour la dissolution de formations politiques de gauche ou pro-kurde qui avaient obtenu moins de 1 % des voix lors des élections. Le Refah, par contre, était arrivé au pouvoir avec l'appui

de près de 6 millions d'électeurs. Le parti avait formé une coalition gouvernementale en 1996 après avoir gagné les législatives de décembre 1995 avec 21 % des voix.

Sous la pression de l'armée, qui s'inquiétait de la présence des islamistes au pouvoir, le premier ministre, Necmettin Erbakan, avait été forcé de démissionner en juin 1997. La Turquie avait, par la suite, dissous le parti, confisqué tous ses biens et imposé une interdiction d'exercer une fonction politique pendant cinq ans à M. Erbakan ainsi qu'à deux de ses collègues.

« SANCTIONS RAISONNABLES »

Dans son jugement, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que la dissolution du Refah

et les sanctions imposées à trois dirigeants du parti pouvaient « raisonnablement être considérées comme répondant à un besoin social impérieux pour la protection de la société démocratique ». Le tribunal de Strasbourg a affirmé qu'« un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence et/ou proposent un projet politique qui ne respecte pas une ou plusieurs des

règles de la démocratie, ou qui vise la destruction de celle-ci, ne peut se prévaloir de la protection de la Convention européenne contre les sanctions infligées pour ces motifs ». Trois des sept juges ont cependant exprimé une opinion dissidente dans un communiqué publié séparément. « Rien dans les statuts du Refah ni dans son programme n'indique que le parti était hostile à la démocratie », ont déclaré les juges britannique, autrichien et grec.

L'avocat français des islamistes, M^e Laurent Hincker, a pour sa part déploré une décision qui, selon lui, reflète une interprétation étroite de la laïcité. « Il semble qu'en Europe on puisse avoir des chrétiens-démocrates, mais pas de musulmans démocrates », a-t-il estimé. « Il n'y a aucune preuve que le Refah était un parti fondamentaliste. » L'ancien ministre de la justice Sevket Kazan, un des trois recourants, a

déclaré qu'il ferait à nouveau appel auprès de la Cour de Strasbourg, affirmant que son parti était « en règle avec la Constitution » et qu'il n'avait « rien à voir avec la charia (loi islamique) ».

La décision de la Cour européenne ne manquera pas de conforter les institutions étatiques turques, qui poursuivent une lutte sans relâche contre l'islam politique. En juin, la Cour constitutionnelle avait dissous le Parti de la vertu, successeur officieux du Parti de la prospérité. Le mouvement islamiste, désormais affaibli et divisé, tente actuellement de se réorganiser. Une faction traditionaliste, proche de Necmettin Erbakan, a récemment fondé le Parti de la félicité (Saadet), alors qu'un groupe rival de « modernistes » se prépare à former une autre formation politique sous la direction de l'ancien maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdoğan.

Nicole Pope

LE MONDE

2 AOÛT 2001

The Scotsman August 6, 2001

3,500 miles from home and still they can't escape pain and death

by David Montgomery

IT BEARS a bland title, yet within the text of United Nations resolution 688 are two words that should mean so much to the Kurdish people: safe haven. That was the intended goal of the April 1991 resolution which called for the Kurds' "human and political rights" to be protected from the tyranny of Saddam Hussein.

Ten years on, and the 25 million Kurds are still persecuted and tortured - and remain the largest ethnic group in the world without their own state.

They have lived for thousands of years in an area that is now part of Iraq, Turkey, Iran, Syria, and the former Soviet Union - and every year, spurred on by images of the West as some sort of paradise, thousands make the difficult and often dangerous journey to Europe.

The Kurd who died after being stabbed in Glasgow early yesterday morning was part of this exodus, possibly driven into embarking on the perilous journey by the lure of a better life.

While he may have heard of some of the difficulties other refugees encountered in Sighthill, they must have seemed minor compared to those he left behind.

In his "homeland" of Turkey, about 25 per cent of its population is made up of about ten million to 15 million Kurds.

Until 1991, Kurdish music and language, dress, associations and newspapers were banned. After the Gulf war, which brought the cause of the Iraqi Kurds into the headlines, Kurdish printing was legalised in Turkey, but in the intervening years, numerous Kurdish newspaper offices have been bombed and closed.

Radio and television broadcasts in Kurdish are still banned. The Kurdish language may not be taught in schools or used by merchants on shopfronts or in advertising. It is illegal in Turkey for parents to give their child a Kurdish name. More than a dozen Kurdish journalists, as well as numerous politicians and activists, have been killed by death squads. Amnesty International fears many Kurds are also tortured.

The murder victim left this behind, only to become the first fatality of the growing antagonism between locals and asylum-seekers in the housing schemes of Glasgow. The problems in Glasgow reflect the broader difficulties of the asylum issue, which has bedevilled the Labour government since it came to power.

Jack Straw, the former home secretary, introduced measures to try to reduce the flow of asylum-seekers and deflect criticisms that his party was too soft on refugees. He was vilified for his voucher scheme, where immigrants would receive vouchers in place of state benefits. Mr Straw also introduced fines for lorry drivers, penalised £2,000 per stowaway found on their vehicles, and recruited an additional 3,000 immigration officers.

Despite the measures, the number of asylum-seekers arriving in Britain increased to 76,000 last year - the highest in Europe - as desperate people took increasingly desperate measures to get into the UK.

They have stowed under trains, hid in the underbelly of aircraft - and squeezed into container lorries.

David Blunkett, the new Home Secretary, has indicated a shift in tone by saying he wants to scrap the voucher scheme. In contrast to his predecessor, Mr Blunkett is promising a "tough and tender" approach and has ordered Home Office officials to come up with workable alternatives to the voucher scheme. At the same time he has raised the prospect of introducing an American style "green card" scheme for Britain to encourage skilled immigrants to work in the country.

Critics say Labour has been too slow in tackling the asylum-seekers issue. For the young man who died in Glasgow, any changes to the system certainly come much, much too late.

* * * * *

Saddam mulls extension of military service

Iraq Press August 8, 2001

Amman - President Saddam Hussein has ordered a review of conscription in Iraq with a view to extending the length of military service.

Defense Ministry teams from various army formations are currently discussing Saddam's suggestion to extend the draft to four years instead of the current three.

Iraqi men are drafted into the army at the age of 18. The large number of conscripts and trainees of different age-groups in the country has sapped army resources and resulted in a shortage of uniforms and appalling living conditions for many servicemen. The teams examining the proposal may advise the Iraqi strongman to keep the term of service in the army as it is.

Military service is compulsory in Iraq. The current three-year conscription can be extended indefinitely.

In the past two decades in which Iraq fought two ruinous wars many conscripts were made to serve up to 13 years without interruption. Iraqi conscription laws do not recognize conscientious objections and refusal of military service may result in death penalty.

Army deserters are usually subjected to cruel and unusual punishments like the branding of foreheads and amputations of ears which are prescribed by the law.

* * * * *

Pro-Kurdish HADEP seeks alliance with other parties

Turkish Daily News August 8, 2001

Speaking on Medya-TV, which is the television channel for the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist organization, leader of the pro-Kurdish Peoples Democracy Party (HADEP) Murat Bozlak expressed his unease at efforts to found a new Kurdish party in Ankara. He also signalled that HADEP was ready to enter election alliances with other parties.

Pointing out that both the governing and the opposition parties had suffered a huge loss of votes, Bozlak said that HADEP was the only party that had held onto its voters and even expanded. Asserting that public opinion polls had shown his party to possess 8 percent of the national vote, not enough to get into Parliament, Bozlak maintained their strength was actually much higher.

HADEP leader Bozlak also stressed that his party was ready to enter alliances with other parties and not just for elections, but for the long term as well. "However, we are not saying 'let's have an alliance whatever happens'. Currently, our sole aim is to expand our voting base and spread throughout Turkey. We want to get into government." Referring to those seeking to found new parties on the left and right of the political spectrum, Bozlak said HADEP had not received any proposals of alliance from any party yet.

News of new Kurdish party distressing HADEP

Stating that HADEP was looking for a social consensus on fundamental issues like the Kurdish question and democratization, Bozlak said HADEP was a Turkey party and would remain that way. Referring to circles that have held an assembly in Ankara to found a new Kurdish party, Bozlak said: "These people got together in the heart of Ankara and called our party nationalist and fascist. These miniscule men think they are conducting grand politics. We want the Kurdish question to be resolved and the Kurdish identity to be recognized. But we are not solely a Kurdish party."

* * * * *

The Guardian

Speculation mounts about Saddam's succession

August 6, 2001 by Brian Whitaker

Diabetes, strokes, cancer ... you name it, Saddam Hussein is rumoured to be suffering from it. Sooner or later, one of these reports - like a stopped clock that shows the right time once every 12 hours - will turn out to be true, but so far there's no firm evidence. On the other hand, there has been plenty of evidence over the last year or so that the Iraqi leader is actively preparing the way for his younger son, Qusay, to succeed him.

There are several possible reasons for this, apart from terminal illness. One is that Saddam knows he can't carry on for ever - he's now 64 - and wants to pass on the family business as a going concern.

Another is that the death of President Hafez al-Asad in neighbouring Syria last year has almost certainly given him cause for reflection. Syria, like Iraq, is a Ba'athist republic and Asad was determined - contrary to the basic principle of republicanism - that his son, Bashar, would inherit the presidency.

Although Bashar had been given five years' intensive training for the job, his succession was by no means a foregone conclusion at the time of his father's death. The process of easing the Old Guard out of key positions and replacing them with Bashar loyalists was far from complete. What is more, Bashar had no official status: he was still a few days away from being granted his first formal political position when his father died. Legally, he was also too young to take over, and the constitution had to be hastily changed. The upshot of this was that Bashar had to make unwelcome compromises with the Old Guard in order to secure power - and has been paying the price ever since.

Syria therefore provides a useful and instructive case study for Saddam Hussein. The lesson is that he must establish young Qusay in an unassailable position while he is still alive.

Preparing the Iraqi people psychologically for a change of leader began earlier this year with the publication of an allegorical novel, *Zabibah wal Malik* (Zabibah and the King). With more than a little encouragement from the Iraqi authorities, this turned into a bestseller.

Whether its anonymous author is actually Saddam Hussein - as some suspect - does not particularly matter, but there are three important points to note. One: the book has been promoted by the regime. Two: the king in the story is meant to represent Saddam Hussein. Three: the tale ends with the king's death. In other words, a taboo has gone and Iraqis are now permitted, even expected, to contemplate life after Saddam.

At a practical level, the succession planning is already more advanced than it was in Syria when Hafez al-Asad died. Apart from the presidency itself, Qusay serves as Saddam's deputy in all but two of the many positions his father holds.

He is also, in effect, deputy commander-in-chief of the armed forces, as well as head of Iraqi intelligence and the special forces that protect Saddam. The process of consolidating his position could continue for several years, as more and more officials are replaced with known Qusay loyalists. In the normal course of events it would presumably culminate in Qusay becoming vice-president.

But the spurt of activity over the last year means that Qusay would be reasonably well-placed, even now, to take control if Saddam died. He could, nevertheless, face various challenges.

While the Kurds, the Shi'a and others would no doubt do their best to exploit any power vacuum caused by Saddam's death, more serious threats might come from within Saddam's own family and clan.

One problem is that 35-year-old Qusay is not Saddam's eldest son. Uday, who is 38, can claim seniority but he has been passed over, possibly because he is seen as unstable and possibly because of the injuries he sustained in an assassination attempt a few years ago.

Uday controls large sections of the Iraqi media, which he uses to attack government incompetence wherever he sees it. He has also used his newspaper, *Babil*, to woo Iraq's Shi'a Muslims who account for around 60% of the population but are generally ignored and marginalised by the regime.

All this has helped to create an image of himself as a populist figure - a champion of the common man or woman against uncaring bureaucracy. Besides that, he has vast business interests, particularly in transportation, which

come in handy for oil smuggling. In addition, Uday controls the Saddam Fedayeen militia, though there are suggestions that this may shortly be taken away from him.

The idea that Uday and Qusay will fight to the death when Saddam dies is certainly a popular scenario, though there are some who maintain that this sibling rivalry is merely a piece of political theatre, stage-managed by Saddam.

According to this view, if the loyalists can be encouraged to rally around Qusay, and the disaffected to rally around Uday, then Dad can be sure that he has everyone in his grasp. If, on the other hand, the rivalry is genuine and dangerous, or if Saddam perceives other risks that could jeopardise the succession after his death, he might feel inclined to supervise an orderly transfer of power during his own lifetime.

A recent report in the Arab press suggested that he may indeed be contemplating retirement. Attributed to an unnamed European diplomat, the report seemed to pose a question to the world outside Iraq: if Saddam were to relinquish the presidency (September was the date mentioned), would sanctions against Iraq continue?

This in itself was an interesting notion, because although the official UN position is that sanctions will remain until Iraq complies with resolutions on weapons inspections etc, a change of president would certainly increase the pressure for sanctions to be lifted.

Conventional wisdom holds that Arab leaders never relinquish power voluntarily, and that Saddam is the least likely of all to make himself an exception. But the retirement proposal, in the form it was reported, did not involve a total relinquishment of power. The idea was that Saddam would give up the title of president but would remain in the background as a sort of president emeritus, no doubt controlling the strings and ready to intervene if Qusay ran into trouble.

It is not the first time that Saddam has hinted at resigning. He did so in 1988, at the end of the war with Iran, and some people were foolish enough to believe him. His cousin, Lt-Gen Adnan Tulfah, the defence minister at the time, was tipped as a possible successor - and promptly died in an air crash.

It is notoriously difficult to read Saddam's mind, but this time the facts on the ground show a determination and - dare one say it? - an urgency about his succession planning that we have not seen before.

* * * * *

August 8, 2001

Saddam Warns Americans to Go Home

By WAIEL FALEH Associated Press

BAGHDAD, Iraq (AP) - President Saddam Hussein (news - web sites) accused American officials of lying about the reasons behind U.S. airstrikes on Iraq and warned the United States on Wednesday to "take your aircraft and your battleships home." Saddam's comments, in a nationally televised speech marking the 13th anniversary of the end of the 1980-88 Iraq-Iran war, came a day after U.S. President Bush called the Iraqi leader a "menace" and defended U.S. bombing strikes on Iraq as a necessary response to Iraqi provocations.

"They are saying Iraq is threatening the aggressive American aircraft that violate Iraq's air and trespass upon its skies and the sanctity of its sovereignty, its land, its people and its wealth. This is what their leader is saying," Saddam said. "How strange it is that those politicians still imagine that people can be deceived by these lies," he said.

Saddam, whose desire to one day shoot down an American plane patrolling Iraq's skies is well known, also delivered a warning in his 70-minute speech.

"If you care to keep your pilots and your planes from harm by the fire of the weapons of the active fighters, the believers of the great Iraq, then take your aircraft and battleships home and stop your violence toward Iraq," he said. On Tuesday, U.S. Air Force planes bombed near the northern city of Mosul. Iraqi officials said civil and service installations were hit; the U.S. European Command said an air defense site was hit in self-defense after Iraq launched surface-to-air missiles and fired anti-aircraft artillery. Iraq reported no casualties.

During a vacation in Texas, Bush said Tuesday that "Saddam Hussein is a menace and we need to keep him in

check and we will." U.S. officials, however, said the strike near Mosul was not a planned attack in response to a recent near-miss Iraqi attack on a U.S. Air Force U-2 reconnaissance plane. Wednesday was an official holiday in Iraq, with Iraqi TV and radio broadcasting patriotic songs, words of praise for Saddam and programs commemorating Iraqi battle victories in the Iraq-Iran war.

Saddam spent a good part of his speech praising the 10-month-old Palestinian uprising, calling Palestinian leader Yasser Arafat (news - web sites) "my brother, the freedom fighter."

He advised Palestinians to pay little attention to "terrorist statements" circulated by Israel and supported by the United States. And he urged Washington to "stop your evil-doer, the Zionist entity (Israel), from its criminal acts toward Palestine, the Arabs and the sacred places of the believers."

* * * * *

Iraqi Mukhabarat send bombs to Kurdistan de facto state

August 11, 2001 KurdishMedia.com

Arbil-Kurdistan (KurdishMedia.com) 11 August 2001: A source in the South Kurdistan authorities has reported that a car, that was stopped for routine checking on 6 August 2001, had timer-bomb which was consisted of 15 Kgm of TNT. The driver, who was named by the authorities, has admitted that the Iraqi Mukhabarat, Iraqi secret service, loaded his car with the explosives.

The number of explosions and captured explosives has increased lately. Most of the bombs have been targeted the Ainkawa area, where the UN aid agencies non-governmental organizations reside.

On the 9 August 2001, two bombs exploded in Dohuk and Zakho, both within the Kurdistan de facto state. The Dohuk explosion was targeted a non-governmental organizations building and the one in Zakho was in the city centre. The aim of terror acts is only undermining the Kurdish self rule.

* * * * *

Free trade zone between Kurdistan and Iran will be opened

KurdishMedia.com August 7, 2001

Arbil-Kurdistan (KurdishMedia.com) 7 August 2001: A delegation lead by Said Mustafa Khatami, a member of the Iranian Shura (Parliament), met the Kurdistan Minister of Religious affairs, Adnan Naqishbandi on Monday in Arbil.

On the border establish a free market zone between Kurdistan de facto state and the Iranian government, aiming to expand the marketing operations between both sides.

It was also stated by Rahimi Shafee, the MP of the Iranian Kurdish town Shino and a member of the delegation, that the Iranian authorities to establish two projects in Shino. A sizeable statue for Omeri Khawer, a victim who become the icon of Saddam's chemicals attack on Halabja. Khawer's picture shocked the world, as he tried unsuccessfully to save his only son, the brother of seven sisters, by keeping him close to his chest. Shafee said that after the attack in 1988 a substantial number of Kurds from Halabja fled to Shino; and this statue would mark the support to Halabja.

Shafee also said that a mosque, named after Barzani, would be built in Shino to respect the Barzani family, who displaced to Shino after they were forced out by the Iraqi regime in the middle of the last century.

Naqishbandi was invited to visit Iran and he accepted it.

* * * * *

Le président iranien Khatami débute son second mandat dans des conditions difficiles

MALGRÉ le soutien populaire massif (77 % des votants) qui l'a reconduit dans ses fonctions de président de la République islamique d'Iran, le réformateur Mohammad Khatami commence son nouveau mandat dans des conditions pour le moins difficiles. M. Khatami, qui doit prêter serment dimanche 5 août devant le Parlement, n'a bénéficié d'aucun répit depuis le scrutin présidentiel du 8 juin. La pression qui s'exerce sur lui est double : harcèlement politique des conservateurs d'une part, exacerbation des tensions sociales de l'autre.

Avec un sens aigu des priorités - un nouveau gouvernement devant être formé dans les quinze jours qui suivent l'investiture - les adversaires du changement s'emploient à empêcher le président de s'entourer d'une équipe ministérielle de premier choix. D'ores et déjà, au moins deux personnalités qui, de l'avis général, étaient « ministrables » - l'hodjatoleslam Mohsen Rahami et Behzad Nabavi - ont des problèmes avec la justice.

Le premier, juriste et professeur à l'université de Téhéran, est poursuivi par le Tribunal spécial pour religieux pour avoir vivement critiqué récemment l'intervention brutale de la police dans les dortoirs de l'université en juillet 1999. M. Nabavi, membre du conseil d'administration de la société pétrolière Pétro-Pars, est, de manière indirecte, « politiquement » visé - du moins est-ce son avis et celui de ses amis - par une enquête sur la gestion de Pétro-Pars. L'enquête, qui touche également le ministère du pétrole, vise aussi indirectement le titulaire actuel du portefeuille, Bijan Namdar Zangheneh. C'est « injuste », mais

« pas surprenant » après le scrutin présidentiel, a commenté le président Khatami lui-même dans une récente lettre à son ami le ministre.

Le président devra, en tout cas, passer sous d'autres fourches Caudines pour former son équipe gouvernementale : les ministres doivent en effet être agréés par le Guide de la République, premier personnage de l'Etat, l'ayatollah Ali Khameneï ; et l'on peut d'ores et déjà prévoir que ce dernier, qui n'est pas à la pointe des idées de changement, exigera que les postes ministériels clés soient confiés à des hommes qui ont sa confiance, voire qu'il aura lui-même sélectionnés.

SÉCHERESSE ET CHÔMAGE

La droite, qui continue de contrôler les rouages essentiels du pays, ne se prive pas par ailleurs de petits extras, quand l'occasion s'en présente, pour restreindre les libertés et empêcher des réformes de fond. Non seulement les mesures « disciplinaires » qui ont été prises au cours des dernières années contre les amis du président n'ont pas été rapportées - qu'il s'agisse de la fermeture de journaux, de la condamnation de pensée et de plume ou de divers tours de vis - mais d'autres du même genre continuent d'être prises. Et, aussi longtemps que les pouvoirs du président et du Parlement seront constitutionnellement circonvenus par d'autres institutions, il y a peu de chances que M. Khatami réussisse à faire aboutir de vraies réformes.

Le président a répété, jeudi 2 août, qu'il se considérait « certes responsable devant le Guide suprême et le Parlement, mais surtout directement res-

ponsable devant le peuple ». C'était à l'occasion de son investiture par M. Khameneï. Le régime doit « reconnaître au peuple le droit à la protestation et à la critique. (...) Le peuple a le droit de poser des questions, de savoir, de critiquer et de protester, a-t-il ajouté. Notre régime est compatible avec les valeurs islamiques et républicaines. (...) Cela s'appelle la démocratie religieuse ». Peut-être, mais cela reste à prouver.

Les autres difficultés qui attendent M. Khatami sont d'ordre économique et social. Les problèmes ne datent pas d'hier, mais la grogne monte. Les manifestations de protestation d'ouvriers, dont les salaires n'ont pas été versés depuis des mois, se multiplient. Soheila Jolodarzadeh, parlementaire réformatrice représentante de la classe ouvrière, a récemment estimé, dans une déclaration à l'Agence France-Presse que quelque 2 500 entreprises du secteur industriel, notamment dans le domaine textile, sont menacées de fermeture à cause de « la vétusté de leurs équipements, des taxes élevées et de la menace que représentent les importations incontrôlées ». Le chômage touche une population extrêmement jeune, avec des demandeurs d'emploi qui arrivent par centaines de milliers chaque année sur le marché du travail. Le secteur agricole est quasi sinistré par trois années de sécheresse. Autant dire que les grands chantiers et les sujets de préoccupation ne manquent pas pour M. Khatami et ses amis.

Mouna Naim

LE MONDE / SAMEDI 4 AOÛT 2001

TURQUIE

Purge anti-islamiste chez les officiers

Istanbul :
Éric Biegala

Une quinzaine d'officiers et de sous-officiers seront incessamment exclus des forces armées pour cause de menées « anti-laïques » (pro-islamistes) ou « séparatistes » (pro-kurdes). Ainsi vient d'en décider le tout-puissant Conseil de sécurité nationale. Cette instance réunit l'élite politico-militaire du pays et l'état-major a pris l'habitude d'y faire valoir son point de vue.

La mini-purge s'inscrit dans la continuité de la lutte contre le nationalisme kurde et l'islam politique. Plusieurs milliers d'officiers ont ainsi été éjectés de l'armée durant les cinq dernières années sans recours possible et sans que les

De nombreux cadres cherchent à partir en retraite anticipée pour ne pas se faire « casser »

enquêtes aient toujours été très sérieuses. Résultat : de nombreux cadres cherchent à partir en retraite anticipée pour ne pas se faire ainsi « casser ». En 1998, près de 3 000 officiers étaient dans ce cas selon la presse turque.

Le chef d'état-major, le général Hüseyin Kivrikoglu, l'a répété à de multiples reprises : l'heure reste à la lutte contre l'islam politique. Depuis 1997 l'armée s'est autoproclamée gardienne de la laïcité de l'État, après lui avoir fait subir quelques dommages dans les

années quatre-vingt en rendant par exemple l'enseignement religieux obligatoire. C'est l'état-major qui a poussé à la démission le gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan en 1997.

Six mois plus tard son parti était dissous par la Cour constitutionnelle qui jusque-là ne s'en était guère préoccupée. L'interdiction vient d'ailleurs d'être avalisée par la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la défense de la démocratie.

Sur le chapitre de la question kurde, c'est également

l'armée qui mène le jeu. Les affrontements ont pratiquement cessé depuis que le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) d'Abdullah Öcalan a

rompu le combat en 1999 et s'est réfugié dans les montagnes d'Irak du Nord. L'armée d'Ankara n'en poursuit pas moins ses opérations de « neutralisation des terroristes ». En Turquie même, les militaires ont annoncé vouloir se replier progressivement du Sud-Est anatolien (dénomination officielle du Kurdistan de Turquie) à partir du mois de septembre. Officiellement, les autorités encouragent le retour des Kurdes dans leurs villages. Plus de 3 000 villages et hameaux ont en effet été détruits par l'armée turque, selon un rapport parlementaire publié en 1997.

Mais les exactions se poursuivent. Hier, l'association des droits de l'homme IHD révélait que l'armée avait expulsé 250 personnes de deux villages de la région de Sırnak en juillet. Selon l'association, 23 villageois sont en détention et au moins trois

personnes ont été sérieusement torturées. C'est apparemment le décès d'un soldat suite à l'explosion d'une mine qui a entraîné ces représailles.

Il est un sujet en revanche sur lequel l'armée a fait preuve d'une remarquable dis-

crétion depuis six mois : la crise financière. Pratiquement pas une remarque, pas un commentaire. C'est tout juste si l'état-major a exigé, et obtenu, qu'une sorte de « noyau dur » soit constitué dans le capital de Türk Telekom avant de privatiser l'entreprise. La vente de l'opérateur téléphonique fait en effet partie du

plan de redressement concocté avec le FMI.

Par ailleurs, l'état-major s'est engagé à réduire ou à étaler dans le temps ses acquisitions de matériels. Le premier ministre Bülent Ecevit vient de l'en remercier chaudement. C'est à peine si le gouvernement a en effet son mot à dire dans les dépenses militaires et la Turquie

s'est engagée dans un formidable programme d'équipement sur les trente prochaines années.

Elle vient ainsi de conclure un contrat portant sur 300 obusiers de conception coréenne : un contrat de 1 milliard de dollars qui semble contredire les promesses de rigueur récemment avancées.

Bush Approach To Israel Policy May Be Hurting U.S. Gulf Aims

By Alan Sipress
Washington Post Service

WASHINGTON — Arab-Israeli violence is intensifying pressure on the Bush administration to play a more active role in the peace process, because the conflict is threatening to undercut U.S. policy elsewhere in the Middle East, particularly a long-awaited initiative for confronting Iraq.

But senior officials say they remain intent on continuing their current approach, which is centered on persuading the two sides to accept a U.S.-brokered cease-fire, even though they acknowledge that the Arab perception of American backing for tough Israeli tactics limits options for challenging President Saddam Hussein of Iraq.

The concern among the State and Defense departments and White House officials that Middle East violence is harming broader American objectives was a theme at several high-level meetings.

At the White House sessions, senior officials grappled with the faltering peace process and with proposals for a more muscular approach to Iraq, including stronger air strikes against Mr. Saddam's forces and stepped-up support for activity by Iraqi opposition groups. Discussions about Iraq took on a new urgency last month, after Baghdad nearly downed an American U-2 reconnaissance plane over southern Iraq.

Bush officials say they are nearing a decision on a more vigorous Iraq policy.

But even as officials acknowledge they need the acquiescence, if not enthusiastic backing, of some of Iraq's neighbors before acting more forcefully in the Gulf, the administration has shown little appetite for moving beyond a measured Middle East policy that has yielded few dividends.

The current approach to the peace process has caused frustration among Middle East experts at the State Department. They want the administration to act more aggressively to contain the violence and bring the sides back to the negotiating table, according to sources familiar with the deliberations.

The national security adviser, Condoleezza Rice, said in an interview that the administration continued to advocate a plan drawn up by an international committee headed by former Senator George Mitchell.

It calls for an initial period of calm, followed by steps to restore confidence between Israelis and Pal-

estinians.

"We are actively and very aggressively doing what we can to bring the parties to a place where they can get on the road map the Mitchell Committee lays out," she said. "Frankly, we need the participation of the parties. The United States can't turn a stone into bread."

At the same time, Ms. Rice said, the administration has accepted that American policies toward the peace process must be viewed in the context of broader U.S. interests.

"We recognize that our relationship with moderate Arab states affects, and is affected by, our policy in Iraq and policy in the Middle East," she said.

Vice President Dick Cheney also said that American strategy toward Iraq is influenced by the 10-month surge in Israel-Palestinian violence.

"Clearly, what you do in that part of the world is affected by a number of different issues," he said in an interview. "It is, to some extent, interrelated."

The degree to which the two paramount American concerns in the region are linked remains a matter of debate among administration officials. If they conclude that support among Arab allies for a tougher Iraq policy depends on a more vigorous U.S. involvement in the peace process, that could entail greater American pressure on Israel — for instance, to accept outside monitors and a swifter return to the negotiating table.

"It's clear there's still a policy in the making," said Robert Satloff, executive director of the Washington Institute for Near East Policy and one of four Middle East experts called to the White House last month for a brainstorming session with Ms. Rice.

Though Mr. Satloff sees the peace process and Gulf policy as largely independent, he said, "The administration is grappling with the issue of linkage."

He added, "They do see a connection between the two issues that needs to be defined."

Edward Djerejian, a former U.S. ambassador to Israel and Syria who attended the session with Ms. Rice, said the Israeli-Palestinian conflict was the overriding concern raised by Arab leaders during his tour last month of four Gulf states.

The administration has repeatedly heard from American envoys in the region and Arab diplomats in Washington that the United States must appear to be more involved in calming the Middle East turmoil.

The Saudi ambassador, Prince Bandar ibn Sultan, urged several of the administration's senior policy makers last month to take a harder line with Israel.

Leaders of Saudi Arabia and other Arab allies also have voiced skepticism about a more aggressive American

INTERNATIONAL
Herald Tribune

TUESDAY, AUGUST 7, 2001

policy toward Iraq, complaining, for instance, to the administration that they were not given adequate notice before U.S. airplanes struck Iraqi anti-aircraft positions near Baghdad in February.

In the State Department's Bureau of Near Eastern Affairs, officials who conduct daily business with Middle Eastern capitals are especially troubled that the White House has chosen not to be more active in quieting the violence.

"The policy guys are terribly frustrated," said a source familiar with the State Department discussions. "They are matched by a political crowd that says we have core constituents who don't want us to mess with this."

He said a range of political appointees, including those in the National

Security Council, Pentagon and Mr. Cheney's office, have balked at a higher-profile role, leaving Middle East experts at the State Department unsure about how to get a handle on the mounting violence.

■ Arafat Makes Appeal to Powell

Pledging to help restore calm, the Palestinian leader, Yasser Arafat, has asked Secretary of State Colin Powell to persuade Israel to halt assassinations and begin carrying out confidence-building measures, the Associated Press reported from Washington.

Hassan Abdel Rahman, chief representative of the Palestine Liberation Organization in the United States, said Monday that the letter expressed the

willingness of the Palestinian Authority to implement the recommendations of the Mitchell Commission, an international body headed by former U.S. Senator George Mitchell.

The letter called on the United States "to move expeditiously to persuade Israel and Mr. Ariel Sharon to stop the killing, the assassination of community leaders and to stop illegal practices, such as demolition of houses and the economic state of siege."

The Mitchell Commission's report calls for a period of calm before implementing confidence-building measures, including suspending construction at Jewish settlements on the West Bank and in Gaza and a halt to a weapons buildup by the Palestinians.

Ariel Sharon reçoit un accueil mitigé à Ankara

Le premier ministre turc juge « irréalistes » les exigences de son homologue israélien pour la reprise du dialogue avec les Palestiniens

ISTANBUL

de notre correspondante

En visite à Ankara, où il espérait obtenir l'appui des autorités turques, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'est fait rabrouer par ses hôtes qui ont jugé « irréalistes » ses exigences pour la reprise des négociations avec les Palestiniens. M. Sharon a maintenu qu'il était prêt à des « compromis douloureux pour la paix », mais il exige « un arrêt absolu de la violence, du terrorisme et des provocations » comme condition préalable aux pourparlers. « Yasser Arafat doit décider s'il aspire à être le dirigeant d'un état indépendant ou le chef d'un gang de meurtriers », a déclaré le premier ministre israélien, qui était accompagné, au cours de son bref arrêt à Ankara, par deux de ses ministres, responsables du commerce extérieur et de la coopération régionale.

Le premier ministre turc, Bülent Ecevit, a estimé que cette position inflexible ferait le jeu de « ceux qui sont opposés à la paix et qui poursuivent leurs actes de violence pour empêcher la conclusion d'un accord de paix durable. Il faut, d'une part, déployer des efforts pour mettre fin à la violence et, d'autre part, prendre des mesures pour relancer le processus de paix ». Les autorités turques

sont particulièrement opposées à la politique israélienne de « *meurtres ciblés* » contre ceux que les Israéliens accusent de terrorisme. M. Sharon, ferme sur sa décision de ne faire aucune concession sur la sécurité d'Israël, a rappelé « *l'indivisibilité de Jérusalem, capitale éternelle d'Israël* », qui avait été sous la domination des Ottomans pendant plusieurs siècles.

Avec les encouragements de Washington, qui voit d'un bon œil ce que M. Sharon décrit comme une « *alliance de démocraties* » dans la région, la coopération militaire entre la Turquie et Israël continue de fleurir. Des manœuvres aériennes tripartites avec les Etats-Unis ont eu lieu en juin, des manœuvres terrestres sont attendues dans les mois à venir et le ministre de la défense et le chef de l'état-major israéliens ont récemment rencontré leurs homologues turcs à Ankara pour discuter divers projets de coopération dans le domaine de la défense. Au sommaire figurait également le développement par l'Iran du missile Shahab III, qu'Israël perçoit comme une menace pour la région.

Les deux pays ont également développé leurs échanges culturels et économiques. La Turquie négocie depuis de longs mois la vente

d'eau potable à Israël, qui serait exportée du sud du pays, mais le prix en reste à fixer.

OPPOSITION POPULAIRE

Contrairement aux autorités militaires, qui mènent une lutte sans relâche contre l'islam politique et affichent peu de sympathie pour les Etats musulmans du Moyen-Orient, la diplomatie turque prône une approche régionale plus équilibrée. Pour cette raison, les relations diplomatiques entre Ankara et Tel-Aviv se sont quelque peu refroidies depuis la reprise des affrontements meurtriers avec les Palestiniens, en septembre dernier. Les autorités turques défendent le principe d'un Etat palestinien indépendant. Le processus d'Oslo avait permis aux relations entre Ankara et Tel-Aviv de prendre leur essor, avec la signature en 1996 d'un accord de coopération et, depuis la reprise de la violence, la Turquie tente, sans grand succès, de rapprocher les deux camps.

Un important dispositif de sécurité avait été déployé avant l'arrivée d'Ariel Sharon pour répondre à une opposition populaire croissante aux relations turco-israéliennes en Turquie, de la part non seulement des islamistes mais également des groupes de gauche et des syndicats. Plusieurs dizaines de manifestants ont été interpellés alors qu'ils protestaient contre la visite. Bülent Ecevit a averti son collègue israélien que l'absence d'espoir pour la paix pourrait affecter les liens entre les deux pays.

Nicole Pope

Le Monde

VENDREDI 10 AOÛT 2001

Nouvelle mission américaine au Proche-Orient

Les Etats-Unis vont envoyer une nouvelle délégation pour rencontrer des responsables israéliens et palestiniens, afin de discuter sur la façon de faire cesser les violences, a indiqué le département d'Etat, mercredi 8 août.

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, David Satterfield, est actuellement au Liban et se rendra en Syrie puis en Israël, a précisé le porte-parole, Richard Boucher. « Sa mission sera de demander aux deux camps de prendre les mesures nécessaires pour appliquer les recommandations du Plan Mitchell le plus vite possible », a ajouté M. Boucher. M. Satterfield devrait être rejoint dans sa mission par d'autres responsables américains, a indiqué le porte-parole sans autre précision.

M. Boucher a par ailleurs dit qu'une proposition comprenant l'envoi d'observateurs serait discutée dans le cadre des étapes conduisant à l'application du plan Mitchell. - (AFP.)

Honor Killings Follow Women to the City

Lifestyle Clash in Turkey Contributes to Hundreds Of Slayings Every Year

By Molly Moore
Washington Post Service

ISTANBUL — By Sait Kina's way of thinking, his 13-year-old daughter brought nothing but dishonor to his family: She talked to boys on the street, she ran away from home, she was the subject of neighborhood gossip.

Two months ago, when she tried to run away yet again, Mr. Kina grabbed a kitchen knife and an ax and stabbed and beat the girl until she lay dead in the blood-smeared bathroom of the family's Istanbul apartment.

He then ordered one of his daughters-in-law to clean up the mess. When his two sons came home from work 14 hours later, he ordered them to dispose of the corpse, which had been wrapped in a carpet and a blanket. The girl's head had been so mutilated, the police said, that it was held together by a knotted cloth.

"I fulfilled my duty," Mr. Kina told the police after he was arrested, according to investigators' reports presented in the court case against the father and his two sons. "We killed her for going out with boys." Mr. Kina and his two sons are in jail pending an investigation.

Dilber Kina's death was an "honor killing," a practice steeped in village traditions that is occurring with increasing frequency in cities throughout Turkey and other developing countries where massive migrations to urban areas have left families struggling to reconcile modern lifestyles and liberties with generations-old rural customs.

As members of Turkey's younger generation, especially girls, become better educated and more exposed to the world through television and city life, they are increasingly rebelling against parents who cling to traditions that prohibit socializing with the opposite sex, choosing a husband or visiting freely with friends outside the home.

The rising social pressures on both generations have led to an alarming increase in murders, beatings and other violence within families, as well as suicides among urban and rural girls and women, according to the police, women's organizations and social researchers.

"Honor crimes are happening all over Turkey," said Pinar Ilkcaracan, director of a human rights group in Istanbul that campaigns for changes in Turkish laws that discriminate against women. "Honor killings are the tip of the iceberg. What is under the surface is terrifying."

Researchers estimate at least 200 girls and women

are murdered each year by their families in Turkey. Women's organizations say their estimates — and their conclusion that honor crimes are on the rise — are based on reports from local organizations and activists scattered across the country and from local newspapers that document cases investigated by the police. Accurate statistics do not exist because police records do not break down homicides into specific types, and honor crimes often go unreported.

The United Nations reported that as many as 5,000 women and girls worldwide were killed last year by family members, "many of them for the 'dishonor' of having been raped."

While many of the countries experiencing the surge in honor crimes are predominantly Muslim, such as Turkey, Bangladesh, Pakistan, Egypt and Jordan, incidents are also increasing in countries as disparate as Brazil, Italy, Uganda and Britain, the United Nations found.

In Turkey, honor crimes have become part of a national debate over women's rights. Perpetrators of such crimes are legally permitted shorter prison terms than those who commit similar crimes for other reasons. Sentences for rape are eased if the victim is not a virgin. And a man, as head of a household, can determine whether his wife can hold a job.

Under pressure from women's rights groups and the European Union, which is considering Turkey's bid for membership, the Parliament is expected to vote in the coming months on significant changes to the country's civil code. Lawmakers are also facing growing calls from women's groups to amend criminal statutes that give judges leeway to consider local custom and tradition as factors in levying penalties for a variety of crimes.

But efforts to amend even the most outdated laws have become mired in the politics of competing factions torn, like many families, between preserving tradition and fostering greater equality between men and women in Turkey.

Turkey is one of the world's most rapidly urbanizing countries, having shifted in less than half a century from a country where 75 percent of the population lived in rural areas to one in which the same proportion lives in cities.

"People put their traditions in their luggage, along with their pillows and

sheets," said Mehmet Farac, who wrote a book on honor crimes in Turkey and has conducted some of the most definitive research on the subject. "Therefore they cannot break their ties with their society and traditions. Sometimes a girl wearing jeans or lipstick, combing her hair, or the way she looks in a mirror can make the family uncomfortable."

Dilber Kina was 5 when her family left its farm in Siirt, a village in the southeast, and moved to Istanbul eight years ago. The men found work driving taxis to support an extended family with 15 members crammed into one small first-floor apartment.

The more Dilber tried to escape the noisy, crowded living conditions and her domineering father, the angrier he became. "He was going crazy," said Birgul Kina, Dilber's sister-in-law, who mopped the blood off the bathroom floor, fixtures and walls. "She was always running away from the house."

Asked why Sait Kina killed his daughter, she replied, "He did it all for his dignity." Dilber's mother, Maynur, refused to discuss the slaying.

Frequently, honor killings are conducted in an even more calculated manner, according to women's rights lawyers and police officials. In the feudal, patriarchal society of rural villages, where a woman's honor is a family's only measurable commodity in an impoverished community, male family members gather to vote on the death of women. They also decide who will carry out the killing, usually someone under the age of 18 who will be treated more leniently under the law.

In Turkey, the killing of a family member draws the most stern penalty allowable: death or life in prison. But if a judge rules there was provocation for the killing — such as a question of honor — the penalty can be reduced. If the defendant is a minor and behaves during the trial and detention in jail, the penalty is frequently cut to two years or less.

"No witnesses speak, so the court has to believe what the perpetrator says, and he gets the minimum charge, although it's homicide and it's in cold blood," said Canan Arin, who heads the women's rights center of the Istanbul Bar Association.



Behrouz Mehri/Agence France-Presse

Mahmoud Shahroudi, right, chief of Iran's hard-line judiciary, had blocked President Khatami's inauguration for days. But during Wednesday's event, he said the judiciary would aid the reform leader.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 9, 2001

Khatami Begins 2d Term By Criticizing Conservatives

The Associated Press

TEHRAN — President Mohammed Khatami was sworn in for a second term Wednesday, a day after his allies in the reformist-dominated Parliament yielded to hard-liners who had been blocking the inauguration and let them fill vacancies on a powerful oversight panel.

The inauguration and Mr. Khatami's efforts to present a new cabinet were delayed over the weekend after Parliament, the Majlis, rejected the hard-line judiciary's nominations for two seats on the 12-member Guardian Council.

The council has the power to veto any legislation and in recent months, hard-liners have used its power to invalidate every reform law passed by Parliament.

After the oath, Mr. Khatami criticized "old and shallow interpreta-

tions" imposed in the name of Islam.

He was interrupted by applause and shouts several times, especially after saying that he is intent on ridding politics of violence, hatred and unsubstantiated accusations.

"I'm taking the oath of office to renew my promise to a nation that

once again elected me with open eyes despite the problems and the crises created," said Mr. Khatami, 58, who had a serious expression throughout the ceremony. "We have paid a heavy price for pursuing this path. Parts of the establishment sustained serious damages. We could have had more achievements and paid less."

Ayatollah Ali Khamenei, who has the final say on all matters in Iran, ordered a vote on Tuesday that approved the hard-liners' choices.

Mr. Khatami was re-elected June 8 with 77 percent of the vote.

TUSIAD gives cautious backing to Yilmaz

Turkish Daily News August 9, 2001

The Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (TUSIAD) issued a press release on Wednesday, praising Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yilmaz's move to open the "national security" issue to debate. Stating that democracy is about debating issues including the most sensitive ones without causing instability, TUSIAD said that Yilmaz's move was in harmony with democratic practices.

But TUSIAD also voiced its concern that starting a new debate while Turkey is still experiencing the economic crisis that emerged in the aftermath of a dispute at the top of the state may create a new negative impact on economic and political stability.

TUSIAD pointed out that the success of the International Monetary Fund-backed economic plan was closely tied to the harmony of the government and the state.

"Turning a deaf ear to the problems is a way to maintain harmony and stability. In contrast, differing views and conflicts should be discussed as part of democratic practices in an effort to reach reconciliation. Democracy is about debating most sensible issues without causing instability," TUSIAD said.

* * * * *

11 August, 2001

Iraqi Kurds face uncertain future

BBC -

BBC journalist Hiwa Osman has just returned from the little-visited Kurdish region of northern Iraq. In the first of four features, he examines the internal political situation as well as the Iraqi Kurds' relations with their neighbours and their view of Western protection.

I was interviewing a Kurdish journalist on press freedoms under Kurdish rule when pictures of Iraqi President Saddam Hussein on BBC World TV flashed across the big screen dominating the lobby of a hotel in Arbil.

We can't afford to lose Western protection. If Saddam was here, we would not be able to have this conversation Kurdish journalist. Saddam Hussein was asking the Kurds to "kick out the foreigners from their land" and reach an agreement with him.

I asked the journalist whether the Kurdish leadership should respond to Saddam Hussein's call or not. "No way," was his immediate reaction. "How can we trust him after what he did?"

Since the 1991 Gulf War and the establishment of a safe haven with Western protection, Iraqi Kurds have controlled two-thirds of their land. During this decade, shifts in the regional political scene have reshaped the status of the Kurdish-controlled area of Iraq and modified Kurdish aspirations to establish a greater Kurdistan.

Dual administration

In 1992, after the Iraqi administration withdrew from the Kurdish region, the Iraqi Kurds elected a regional parliament and established their own government. Power was equally shared by the two main parties; the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP).

The joint administration lasted until 1994 when the two parties began a protracted armed conflict that led to military interventions by Baghdad and neighboring countries. In September 1998, a ceasefire was announced and the two parties signed an agreement in Washington. The Kurdish region has since been divided into two areas, with the KDP in Arbil and the PUK in Sulaymaniyah.

Kurdish strategy

"We need to foster civil society and invest in the people", said the PUK's Prime Minister, Barham Salih. "Should the situation changes in Baghdad, we have to provide an element of stability in Iraq." The Kurds seem to be making genuine efforts to establish some form of civil society. Words like democracy, civil liberties and respect for human rights are heard in political, intellectual and social circles.

"Our people have for so long fought for freedom, we won't deprive them of it," was the KDP leader Mas'ud Barzani's reply when I asked him about his policy on openness. Internet access and satellite dishes are readily available without restriction. Hundreds of newspapers and magazines in Kurdish and other languages are published in the main cities.

I asked the PUK leader Jalal Talabani about a weekly newspaper, Hawlati, published in his area, which openly criticises his party. "We were not afraid of bullets. Why should we be afraid of words?" he said.

Turkoman, Assyrian and other minorities in the area also have their own political parties, newspapers and schools.

"We never had such freedom in the history of Iraq", said a Turkoman leader in Arbil. "This is a golden age for the Iraqi Turkomans."

Regional players

The landlocked Kurdish region's only access to the outside world is through Iran, Syria or Turkey.

These regional powers warily view the Kurdish region as a possible base for separation for their own Kurds. Turkey and Iran in particular view the region as a potential threat to their own national security and internal stability.

The Iraqi Kurdish leadership finds itself constantly needing to reassure its neighbours that their goal is not to establish a greater Kurdistan, but rather, a "more realistic option" - a relationship with Baghdad based on federalism.

To prove this, they had to prevent the Kurdish parties in the neighbouring countries from using Iraq as a base from which to launch attacks. The Kurdish region is also a commercial transit area between the regional players and Iraq. Daily, hundreds of Turkish trucks haul beer, household goods and processed food into Iraq, and return with cheap Iraqi fuel.

A planned second road between Iraq and Turkey will bypass the Kurdish area and may threaten the weak Kurdish economy.

"The proposed road does not have any economic benefits," said the KDP's Prime Minister Nechirvan Barzani. "It is merely for military purposes. We will oppose it."

What is next?

While enjoying an unprecedented era of self-rule, the Kurds fear the future. Iraqi troops are stationed but a few kilometres to the south of their areas. The ever-present possibility of an Iraqi attack casts a pall over the political, social and economic spheres.

While there are US promises, Kurds have no clear assurances about the form and speed of any Western response should Baghdad attack. It is this uncertainty coupled with the internal political division and the recent memories of chemical attacks and forced migration that leaves Kurds with a distinct unease about their future.

Before continuing our interview on Kurdish press freedom, the journalist succinctly expressed what I was to hear from Kurds of every walk of life. "We can't afford to lose Western protection. If Saddam was here, we would not be able to have this conversation".

* * * * *

Baghdad Rejects Kurd's Conditions For Initiating Peace Talks

August 10, 2001 The Kurdistan Observer

The Iraqi authorities rejected the conditions for peace talks as proposed jointly by the two main Kurdish parties, the KDP and PUK. The establishment of a Kurdish political entity within a federated Iraq was among the conditions set by the Kurdish leadership, reported the London based Arabic newspaper, Al-Zaman today.

Refusal of the conditions proposed by the Kurdish leadership was announced in Baghdad by Jaafar Abdulkarim Al Barzinji, President of the Executive Council for the Kurdish Autonomous Region which is allied with the Iraqi government. Mr. Al Barzinji added that deportation of foreign personnel from the Kurdish region and a total severance of relations with them by the Kurds are a precondition for any dialogue with the Central government.

Iraqi government rewards Arab settlers in Kurdistan

KurdishMedia.com (Translated) - By R. M. Ahmad August 11, 2001

Source: Anba' Kurdistan, PUK Kurdistan-based Arabic-bulletin, 11th August 2001

Kirkuk-Kurdistan on 8th August 2001. According to the policy of ethnic cleansing, against Kurds, of Iraqi government, in Kurdistan area under its control, the Iraqi government has put 22 agencies for food distribution in Arabised villages especially in the areas of Saleyee and qara Hassan. In addition to this, people arriving from Kirkuk, report in accordance to the policy of the continuation of ethnic cleansing against the Kurds, the Iraqi government plans to bring 6000 Arab families from Hamreen, Riaz and Haweja to Kurdish areas of Leylan, Qara Hanjir and Shwan. This is to enforce security belt around the areas ethnically cleansed.

In Kirkuk, the Iraqi authority has instructed all official establishments, especially, cement factory, to help those Arab families known as "the ten thousanders" to complete building their houses. These Arab families are the ones who get 10,000 Iraqi Dinars of Swiss-made (about \$600US) and a piece of land, each, to build their houses.

Kurdistan Democratic Party celebrates its 55th foundation KurdishMedia.com (Translated) - By R. M. Ahmad August 8, 2001 Source: Azzaman, London-based Arabic-daily, by Tariq Sharif, 8 August 2001.

Arbil-Kurdistan on 8th August 2001. Kurdistan Democratic Party (KDP) prepares to celebrate its 55th foundation, which is on 16th of this Month. On this occasion, Arass Publishing House, in Arbil, has completed printing 16 new books in Arabic and Kurdish for distribution in the region. These books deal with a diversity of subjects like political, historical and educational.

One of the most important books is: "Kurdistan and Kurds, the National Movement and Political Leadership, Idress Barzany as a Model" This is the first complete study in the march life and struggle of the immortal Idress Barzany (the son of Immortal Mustafa Barzany) who died in the year 1987 in the village of Slivana of Aurmia Governorate in Eastern Kurdistan (Iran) at the early age of 43.

He was known as the troubleshooter for creating reconciliation among Kurds. He succeeded to bring all Kurdish political fronts under the banner of "Kurdistan Front." This Kurdistan Front led the 1991 uprising of people of Kurdistan, liberated Kurdistan from Baghdad Authority and organised the general election of 1992 after which the Iraqi Kurdistan Parliament and Kurdistan Regional Government were born. The book is 250 pages and includes many rare photographs. Sami Shorsh, the known Journalist and writer who lives in Prague now, is the author of this book.

Another book, from Arass Publishing House, is entitled: "A Travel to Kurdistan in the Country Between the Two Rivers" authored by Henry Bindia, a French specialist in Eastern Affairs, and translated by Dr. Yousif Hubbi. Another book, entitled: "The Dosky State in Central Kurdistan" authored by researcher Abdu-Raqib Yousif. He published the printing of this book in 1973 in Baghdad. But the Iraqi government confiscated all the copies of this book and shredded them.

There is another book entitled: "The Catastrophe of oppressed Barzans" by Ma'roof Jiawok, 1885-1958, a known patriot who was a member of Iraqi Parliament for Arbil Constituency, then a judge, Justice Supervisor and a member of cessation court and the governor of Suleymania when Iraq was a Kingdom. He was also one of the main founders of Kurdish Revitalisation Club in Baghdad. He published his book in 1954 in Baghdad to express his patriotic and national feelings and to challenge the political condition of the time. The new printing includes many extra additions.

There are another 10 books in Kurdish. They deal with the study of poetry and Kurdish classical poets like Mehawi, Mawlewi, Sheikh Reza Talebany, Piramerd, Cameran Mukry, Rashid Najib, and the renewal poet Qedri Jan. Also some books deal with the study of Kurdish theatre

It is worth mentioning that "Arass Publishing House" got its name "Arass" from the name of a famous river which flows from North East of Turkey to Iran. This river has a name in the history of Kurdistan. It is the same river which the Immortal Mustafa Barzany crossed with his 500 Kurdish armed men on his Long March to the Soviet Union after the fall of the Republic of Mahabad in Eastern Kurdistan and the martyrdom of its President Qazi Muhammad. After that, the name of the river "Arass" became the symbol of Kurdish solid resistance.

* * * * *

Saddam's son in clash with Mukhabarat over smuggling

Iraq Press August 14, 2001

A trade war is raging in Baghdad streets between agents working for President Saddam Hussein's elder son and those affiliated to Iraqi Mukhabarat or intelligence.

The two are vying for profits from a lucrative contraband trade in cigarettes, clothing, tires and liquor. The rivalry, pitting two of the most influential and dreaded authorities in Iraq against each other, has resurfaced following a lull that continued for almost a year.

Last year, Saddam's powerful son Udai broke a taboo when he hit out at Mukhabarat in editorials published in his newspaper Babel.

He accused elements in the intelligence of shirking their fundamental task of clamping down on dissent and engaging instead in the smuggling of cigarettes and confiscation of commodities entering or leaving Iraq illegally.

A war of words erupted in the inside pages of Babel and as usual it ended with victory for Udai. A senior Mukhabarat official, Ali Khaleel a-Nasseri, along with other high-ranking personnel were sentenced to 15 years in prison each.

To protest his innocence, Udai's middlemen and agents shunned interfering in Mukhabarat business affairs for a while. But they are back with a resolve to push the Mukhabarat aside. The cigarette smuggling has always been one of Udai's most profitable businesses and an Iraqi trader told Iraq Press that the two sides have now flooded the markets with hundreds of brands mostly of unspecified origin.

Refusing to be named, the trader said Udai was apparently determined to beat the Mukhabarat again as his middlemen were selling at rates lower than those prevalent in Iraqi markets so far.

Udai seems to be trying to expand his business empire following his almost total control of media outlets in Iraq. He is reported to be negotiating the purchase of a fleet of tankers to set up an oil smuggling company of his own.

Udai owns Iran's largest land transport company which monopolizes the transport of shipments of goods arriving in Iraq under its U.N.-approved oil-for-food program. His other known enterprise is a Dhilal passenger transport company which he has furnished with a fleet of air-conditioned buses ferrying travelers, government delegations and tourists on round trips to both Amman and Damascus.

The Iraqi Mukhabarat is reported to be running clandestine operations to smuggle drugs and liquor to neighboring Iran, Saudi Arab and Kuwait where alcohol is banned. Occasionally, clashes involving border guards in these countries and Iraqi smugglers take place along the borders of these countries but they are always shrouded with political connotations.

* * * * *

Important agreement between KDP and PUK regarding Kurdistan Parliament

August 12, 2001 KurdishMedia.com (Translated) - By R. M. Ahmad
Source: Kurdistan TV (KDP) on 12th August 2001

New York on 12th August 2001. Dr. Roj Noory Shawais, the Leader of the House (Kurdistan Parliament) has revealed that Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have reached to a major agreement about Iraqi Kurdistan Parliament. PUK has accepted the results of 1992 election of the Parliament and KDP has agreed the first joint meeting of the Parliament to be in Arbil and the second in Suleymania. The KDP also has agreed to head the Parliament for three months and PUK to head the Parliament for two months.

According to the present agreements between KDP and PUK, a general election should be held to elect a new Parliament after six months from the date of the first joint meeting of the present Parliament. On that basis, as soon as the House meets jointly, the general election procedures become activated to prepare for the election. At the end of PUK term of the house leadership, the present house will bring itself to the end of its final term.

* * * * *

50 U.S. and British Warplanes Attack Iraqi Air-Defense Sites

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — U.S. and British warplanes using guided missiles and bombs attacked three sites in southern Iraq on Friday in a raid targeting Baghdad's air-defense network, the Pentagon said.

It was the largest allied strike against Iraq since February.

"About 50 coalition warplanes, 20 of which were strike aircraft, hit three targets. All aircraft returned safely to bases," according to a Pentagon spokesman, Bryan Whitman.

The jets struck an air-defense control center that uses fiber-optic communications cables to integrate air defenses, an anti-aircraft missile site, and a long-range radar station. All are southeast of Baghdad in a southern "no-flight" zone.

Washington said in February that Chinese technicians were helping Iraq to lay fiber-optic

cables in order to integrate its air defenses.

Another official said the U.S. planes were launched from the aircraft carrier Enterprise in the Gulf and from unnamed land bases in the region. Some support aircraft apparently flew from bases in Saudi Arabia.

Mr. Whitman and officials at the Defense Ministry in London said the strike had been carried out at midday. A British official said the targets had been hit and damage was being assessed. A U.S. spokesman reported that the damage assessment was incomplete.

A White House spokesman said that President George W. Bush, who in recent days has repeatedly referred to President Saddam Hussein of Iraq as a menace, was notified the night before of the attack, which the White House described as routine although somewhat heavier than customary.

"We have said all along and repeatedly we will take action to protect the pilots who patrol the no-fly zone," said the White House spokesman. "This is in keeping with that."

In Baghdad, the official Iraqi News Agency said the attacks had killed one person and wounded 11. "The American and British planes of evil have conducted a cowardly operation targeting civil and service installations," a spokesman was quoted as saying.

No allied warplanes enforcing the no-flight zones have been shot down, but Defense Secretary Donald Rumsfeld said in a recent news conference that Iraq was improving its air defenses with fiber-optic communications.

"The main aim of the strike was to protect our aircraft and our pilots," said Colonel Rick Thomas, a spokesman for the U.S. Central Command, based in Tampa, Florida. "And obviously the way you do that is to degrade the ability to target and hit us. Our focus and our reason

for the strike was a self-defense measure."

Defense officials said the fiber-optic air defense control center was located near Numaniyah, southeast of Baghdad. The radar and anti-aircraft missile bases are farther southeast, near Nasiriyah.

It was the second time this week that allied planes had struck Iraqi targets in the no-flight zones, although the earlier and smaller raid in the north on Sunday was simply to hit back directly at anti-aircraft weapons.

Mr. Whitman said that the fiber-optic center struck on Friday had also been bombed in February. He said precision munitions had been used Friday. Such weapons include missiles and bombs that are guided through the use of satellites.

The United States on Wednesday quickly rejected a warning from Mr. Saddam, who in a major speech told Washington to stop sending U.S. planes over the no-flight zones. U.S. officials replied that pilots would continue attacking Iraqi air defenses in response to attempts to shoot down allied planes. At the same time, Mr. Bush said from his vacation home in Texas that Mr. Saddam continued to be a menace to his neighbors and to regional stability.

An Iraqi missile came close to hitting a high-altitude U.S. U-2 reconnaissance plane in late July. The United States has also accused Iraq of firing anti-aircraft missiles into both Kuwaiti and Saudi airspace on two recent occasions.

Mr. Rumsfeld said last month that Iraq had made major improvements in its air defenses since the February raid on the southern air defense network. Both the raid Friday and the February strike were much bigger in scope than dozens of retaliatory air strikes against smaller Iraqi air defense targets over the past decade.

Allied warplanes have patrolled the no-flight zones since the Gulf War, when Iraqi troops were ousted from Kuwait in 1991 by a U.S.-led coalition. Iraq was banned from using all aircraft in the zones in order to protect minority Kurds in the north and Shiite Muslims in the south from attack. (Reuters, AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

SATURDAY-SUNDAY, AUGUST 11-12, 2001

Barzani Meets UN Delegation

Kurdistan Observer August 15, 2001

The KDP leader Massoud Barzani met with high level UN delegation in Salahddin, reported the KDP newspaper, Birayeti today. The meeting included Tom Myet, the United Nations Humanitarian Coordinator, Hussain Alfi, Deputy Coordinator for Kurdistan Affairs, Patricia Stenhouse, Program Official and Sonia Doment, the UN Information Officer. The talks focused on the status of implementation of the UN Security Council Resolution 986 in Kurdistan region.

Mr. Barzani made a number of observations and urged the UN delegation to start buying local grains from needy Kurdish farmers instead of importing them from abroad. Also, Mr. Barzani urged the UN delegation to help resolve the chronic power shortage in Kurdistan.

The two sides discussed all the humanitarian services, development projects and ways to improve implementation of the Oil for Food program in Kurdistan.

* * * * *

Talabani Meets Islamic Leader

Kurdistan Newline Aug. 18, 2001

The General Secretary of the Patriotic Union of Kurdistan Jalal Talabani reaffirmed his party's stand in support of peace, national reconciliation and total commitment to the Washington Peace Agreement, when he conferred with the Kurdistan Islamic Union delegation, headed by its General Secretary Salahadin Mohammad Bahaddin , in Sulaimani. The two parties discussed the current situation in the region and agreed to consolidate bilateral relations and also agreed to make every effort to push the peace process forward. They agreed that the problems in Halabja area should be resolved amicably. The Kurdistan Islamic Union was split recently when a group broke away from Mulla Abdul Aziz's leadership and formed its own organization , the Islamic Group, led by its Ameer, Ali Bapeer.

* * * * *

Wired world of Iraqi Kurds

By Hiwa Osman 15 August, 2001 BBC

In a region devastated by war, the BBC's Hiwa Osman found the Kurds of northern Iraq surprisingly connected to the wired world, as he reports in the second of four features.

In the vibrant city of Sulaymaniyah, I was able to easily check my e-mails and surf the web on a state-of-the-art computer, all for the moderately inexpensive rate of \$1.50 per hour.

"For \$50 a month, I can have unlimited access to the internet at home, once we get a digital line", said a student in the centre, who was holding an audio and video chat with his sister in Canada.

This would have been unheard of less than 10 years ago. Satellite TV and the internet are the new weapons in our struggle

Adnan Mufti

The Gulf War in 1991 left the region's communications infrastructure in tatters.

Contacting other Iraqi cities and the outside world was virtually impossible. But Iraqi Kurds have managed to break out of their isolation by entering the digital world.

Cyber Kurds

Making an extraordinary leap, they have turned to satellite communications and the internet to replace the local

network. Hi-tech revolution reaches Arbil's ancient citadel Sulaymaniyah, a city of 500,000 people, has more than 20 satellite-linked centres for telephone, fax and internet.

The Kurdish region's three universities, two of which were established after the UN-backed sanctions on Iraq, are also connected to the internet.

Exchanging email addresses is the latest fashion in cities where it is not unusual to see a herd of sheep scrambling across a major roadway.

Mobile telephones We have benefited a great deal from globalisation. We just have to strike a balance between being part of the modern world and keeping our identity

Sherko Bekas Sulaymaniyah also has a mobile telephone network that covers the city and its suburbs. There are plans to expand the network's coverage and install similar networks in other cities of the region.

International phone calls are easily made from mobile phones, using the UK dialling code and with a flat rate of 30 cents per minute. The call-card-operated phones will soon have text messaging services as well, according to an engineer at KurdTel, the company that provides communication services for Sulaymaniyah.

Keeping up to date ; Internet cafes connect Kurds to the cyber world

The Kurdish authorities, which have been in power since 1991, have adopted a free-market-economy approach. Shops in the Kurdish region are stacked with goods brought from Turkey, Iran and the Gulf states.

Computers, scanners, digital cameras, DVD players and other electrical goods are widely available across the Kurdish region. Kurdish music is now available on CDs, DVDs and even as MP3 files. Playstation games are a big hit with children. The latest design and desktop publishing software is used to produce a huge array of daily, weekly and monthly newspapers and magazines. Most are also available on the internet.

Satellite connection Dishes even in the remotest villages Satellite TV is becoming a basic necessity in every Kurdish house. The long-isolated Kurds now keep up-to-date with not only world news but with news from nearby cities that is not available through small local television stations.

"You can bring the whole world to your living room for only \$200" said Nawzad from Nawpirdan, a five-family village in the mountains near the Iranian border. Kurds at home and in Europe stay in touch with Kurdish events through Kurdistan TV and KurdSat, which broadcast from Arbil and Sulaymaniyah respectively. The two satellite stations broadcast in Arabic and English in addition to two dialects of Kurdish.

"Satellite TV and the internet are the new weapons in our struggle" said Adnan Mufti, the deputy prime minister in Sulaymaniyah. After overcoming the communication obstacles created with the switch to a digital phone system, I met Sherko Bekas, the eminent Kurdish poet and the head of the Sardam publishing house, to get his views on the impact of globalisation on the Kurds.

"We have benefited a great deal from globalisation," Bekas said. "Our enemies will not be able to oppress us as before. We just have to strike a balance between being part of the modern world and keeping our identity."

* * * * *

Though controlled, business flourishes in northern Iraq

Turkish Daily News August 15, 2001 by Lale Sariibrahimoglu

Iran's active commercial involvement in northern Iraq's flourishing business market has triggered Turkey to encourage Turkish businessmen to make use of this growing market

It was less than a year ago that the Turkish civilian and military bureaucracy encouraged Turkish businessmen to enter northern Iraq's developing market. The reason behind Turkey's decision to encourage Turkish businessmen to explore the business opportunities of northern Iraq came at a time when its southern neighbor Iran became commercially active in the region, threatening Turkish commercial as well as political interests.

When Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), one of the two rival factions of northern Iraq, visited Turkey last October, Turkey declared its readiness to make use of the flourishing market in the region, thanks to the oil-for-food program concentrating now more on construction projects rather than relief.

This program brings a revenue of \$500 million on average every six months (about 13 percent of the whole revenue with the remaining being spent for Iraqi-controlled areas) to the northern Iraqis. But its distribution and the determination of the needs are strictly controlled by various U.N. agencies to make sure that the money goes to the right projects.

Active commercial involvement in northern Iraq by the Turks has not yet removed concerns in Ankara that the commercially developing region would increase its political leverage to further encourage the Kurds for an independent Kurdish state. According to Kurdish sources, however, the idea that more investment in the region would bring political support for a Kurdish state was not true.

In a memorandum released by the prime minister's office and leaked by the local press on May 13, the establishment of a Kurdish state in northern Iraq was described as *casus belli* for Turkey. Prime Minister Bulent Ecevit, speaking to the press on his way back to Ankara from Antakya, southern Turkey, on May 16, admitted that a defacto Kurdish state in northern Iraq has been established. "This is a concern [for Turkey]," Ecevit noted.

Turkey and its main ally the United States have a deep divergence of opinion on the policies pursued both on northern Iraq as well as on handling Saddam Hussein, Iraq's president.

Turkey believes that the Washington Process launched in 1998 by the United States to reorganize the Iraqi opposition to topple Saddam Hussein -- despite the United States' earlier failure to this end -- is an element for further encouraging the Kurds of the region to set up a Kurdish state.

Northern Iraq has fallen under the control of the U.S. and British forces, as has southern Iraq, since 1991 after the Iraqi invasion forces were eradicated from Kuwait, to protect the ethnic groups from Saddam's aggression. But this protection of Kurds in northern Iraq on the north of the 36 parallel paved the way for the Kurds to hold local elections for the first time in 1992.

Turkey seeks closer trade relations with Baghdad and seeks to ensure that Iraq's territorial integrity should be preserved. The United States, which has recently advised Turkey not to open a second border gate with Iraq that would be controlled by Iraq itself on the grounds that this would encourage Saddam to open a second front, again disputed the Turkish policies. The United States however agrees at least in statements made public on the preservation of the territorial integrity of Iraq.

Turks open trade offices

Until two years ago the United Nations spent the money coming from limited oil revenues flown by Iraq to a pipeline passing through Turkey on relief. But since then more money is reserved for the development of the infrastructure in northern Iraq including construction. Some 13 percent of the oil-for-food program is allocated for the Erbil, Suleymaniye and Dohuk regions, which fall under the control of both the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) lead by Jelal Talabani.

The United Nations is responsible for the implementation of the projects prepared jointly by KDP and PUK, provided that those needs should not be for military purposes.

Kurdish sources recall that in Iraq's history the oil wealth of the country has never been used for the region until the oil-for-food program.

Northern Iraq has already \$2 billion accumulated in the U.N. accounts that have not been spent by the U.N. bureaucracy. Since Turkey's encouragement of the businessmen to get involved in the trade business of the region, the Ankara Industrialists' and Businessmen's Association (ASIAD), representing 15 companies, has already opened offices both in Erbil, controlled by the KDP, and in Sulemaniye, controlled by the PUK.

There are also several relatively smaller construction projects financed by KDP and the PUK.

Politics and rivalry decrease Turkish truck traffic

Turkey's concern that northern Iraq will become independent politically as trade improves has also had effects on the diesel transport taking place at Turkey's Habur border gate directly opening to the KDP-controlled region.

A source from the region said that Turkish truck traffic has gone down almost 60 percent in the past year-and-a-half due to political concerns as well as increased bureaucracy, discouraging tanker drivers from queuing at the border region.

Now both the PUK and the KDP are seeking a common ground for the proper functioning of parliament established after the 1992 local elections and to which PUK has refused to participate in in the past few years. If A Parliament is convened, the Kurds plan to announce a date for another election, an idea not liked by Ankara.

Support for PKK continues by neighbors

Backed by Turkey's military aid, the Talabani-led PUK forces fought the Kurdistan Workers' Party (PKK) earlier. But Teheran's influence on the PUK, of whose areas are close to Iran border, have seen ups and downs in PUK's resolve to fight against the PKK.

Located on the KYB and the Iranian border region, the Qandil mountains give sanctuary to about 3,500 PKK terrorists. In the Hakurk triangle that lays between Turkey, Iran and the Iraqi border, there are estimated to be about 700 PKK militants.

According to well-informed sources, Iran and Baghdad actively support the PKK. The residents of the Atrush camp, which has been dismantled, in the KDP-controlled region, are now residing at an Iraqi-controlled camp called Mahmur, below the 36th parallel, 80 kilometers south of Erbil.

Kani Yilmaz, the PKK's leading figure, is one of the residents of the camp where there are about 7,000 civilians controlled by the PKK. The camp houses a publication house as well as a hospital and is guarded by Iraqi forces.

* * * * *

Kurds reap sanctions' rewards

David Hirst THE WASHINGTON TIMES August 15, 2001

DOHUK, Iraq -- In "liberated" Kurdistan's two other main cities, Suleimaniyah and Erbil, public parks have replaced the army barracks. In Dohuk, the Mazi supermarket has taken the barracks' place.

Vast, gleaming and air-conditioned, its shelves abound with all one could possibly need, and a good deal more. From cheap clothing to the trappings of middle-class affluence, the store features Hitachi fridges and Moulinex mixers, peanut butter and soy sauce, inflatable garden swimming pools, lawn mowers and grandfather clocks. At the checkout counter, uniformed young women scan bar codes with infrared scanners.

Judging by a large warning sign, affluence has bred shoplifting: "High-quality monitors are in operation, so please beware not to fall into an embarrassing situation."

It can't be said that prosperity has come to Iraqi Kurdistan -- it would take three months of a teacher's salary to buy the pair of Italian women's shoes on display -- but it's obvious that these northern provinces, which until 1990 were the most backward, deprived and oppressed of President Saddam Hussein's domains, are now much better off than those where his writ still runs.

Goods cheaper here

The local currency -- still the pre-1990 Iraqi dinar -- buys 100 times as much as it would elsewhere in Iraq. All perks included, a university professor here earns the equivalent of at least \$250 a month; in Baghdad he might get a tenth of that. There are Mercedes, even an occasional BMW, on newly paved highways. Hotels are opening, and open-air restaurants flourish beside mountain streams. There's a tourist industry too, mainly summer visitors from the Kurdish diaspora, or Iranians who cross the border for a weekend's dancing, drinking and veil-free relaxation.

"This area," said Jamal Fuad, a minister of reconstruction, "is achieving a revival surpassing all countries in the region."

The Kurds date their mini-boom from 1996 and the passage of Security Council Resolution 986, the "oil-for-food" program. It contained the provision that 13 percent of all U.N.-authorized humanitarian resources should go separately to the north.

'It's Iraq's money, after all'

Although under the U.N. program the Iraqi government decides how the goods and services should be distributed throughout the country, in the Kurdish north it is the United Nations that distributes material and pays for the operating costs. The money involved in "oil-for-food" in Iraq, including the north, is more than the entire U.N. budget for the rest of the world. As for Iraqi Kurdistan, its mountains and valleys are blue with the signs of nine U.N. implementing agencies that are not even present in the rest of Iraq -- and for each of them, this is their largest operation in the world.

The sums at the disposal of the United Nations are vast, and the way it spends them often hugely wasteful. "The attitude is, 'so what?'" said a former U.N. official now working in the north, "It's Iraq's money [from oil exports], after all." Shafiq Qazzaz, Kurdish regional government (KRG) minister for humanitarian affairs, said: "It was 986 that saved us." Overnight, every inhabitant had a free, 10-item monthly food basket that would previously have cost a whole family's monthly income, or more. The World Food Program (WFP) distributes it, with the willing collaboration of the KRG which, officially, the U.N. does not recognize.

Development funds blocked

But the WFP is the only U.N. agency able to spend all the resources at its disposal, for food manifestly qualifies as "humanitarian." What Kurdistan now needs is development -- sustainable, income-generating growth.

"We're not an Afghanistan or Somalia anymore," said Azar Barwari, a Kurdish Democratic Party official. "We're a potentially rich country."

It could do great things with its 13 percent of Iraq's oil revenue -- if only it could spend it. As Iraq's oil revenues have risen, the proportion of it going for food has fallen to less than a third. But the rest is not going for "development," for under sanctions that remains a forbidden word in the U.N. vocabulary -- though "reconstruction" and "rehabilitation" are often euphemisms for the same thing. "When the U.S. and Britain formulated the Memorandum of Understanding" governing implementation of Security Council Resolution 986, said Nasreen Sikeek, minister of reconstruction, "perhaps they assumed that the U.N., being in charge in the north, would make things work properly. But the truth is that we are still at Baghdad's mercy."

Baghdad drags its feet

And the Iraqi capital objects to anything that smacks of development or real progress in the Kurdish north, from which the government is excluded by a U.S. and British-imposed "no-fly zone."

Since Baghdad doesn't have to approve of any U.N.-run project it doesn't like, Kurdistan has now accumulated in excess of \$2 billion in unspent Iraqi oil revenues. It is partly the fault of U.N. officials, the Kurds say. These officials are very deferential to Baghdad. They risk harassment or expulsion if they rock the boat, and self-interest dictates caution for those on a tax-free salary of \$10,000 a month instead of the few hundred dollars they might be earning at home. The 200 foreign U.N. officials in Kurdistan refuse to talk to reporters "unless you have a visa from Baghdad," they add, knowing that the reporters never do.

Power projects languish

"It's hardly surprising," said one foreign U.N. official who was about to resign over the whole "sorry story" of the United Nations in Iraq, "that the government, so anxious to discredit sanctions, should try to prevent the Kurdish economy from taking off in spite of them -- and thereby showing up its own performance."

The procedure is for the KRG to propose projects, "developmental" or otherwise. They go first to the U.N. office

in Erbil, which passes them to its headquarters in Baghdad, which submits them to the Iraqi government, which ignores them.

Having cut off all electricity supplies to the north since the early 1990s, the Iraqi government now seeks to prevent it becoming self-sufficient in this area, either by building of dams for hydraulic power or through oil- and gas-fired generation. Vast swaths of the country depend entirely on private generators.

In government-controlled territory, Baghdad supplies sprinkler systems to Arabs newly installed on formerly Kurdish farmland but denies them to Kurds in Kurdistan. It impedes the growth of agro-industry -- weaving or fruit and vegetable canning -- in a region where 70 percent of the population is directly or indirectly dependent on the land.

U.N. spending constrained

It withholds authorization for bridges, road extensions, hospitals, a slaughterhouse, spare parts for an existing cement factory and, of course, a drilling rig to raise output from the Taktak from the 14,000 barrels per day it now yields to the 500,000 bpd of which it might be capable.

Because under sanctions the United Nations is forbidden to buy locally, the Kurds buy their "oil-for-food" wheat at \$200 a ton, using U.N.-withheld Iraqi oil revenues. The Kurds themselves grow a better-quality wheat, and more of it than the 500,000 tons a years they consume, but smuggle it to Turkey and Iran for less than \$100 a ton.

Nor can the Kurds persuade the United Nations to spend some of their huge surplus of "food-for-oil" money to, say, raise the salary of teachers to \$50 a month to boost the local economy.

The Kurds may not like sanctions, but they do love their 13 percent of Iraq's oil revenues.

Kurds want guarantees

"Are you surprised," asked Mr. Barwari, the KDP official, "that every time the U.N. discusses the possible lifting of them we get nervous?"

This is not just for economic reasons, but for what they signify as a measure of the 10-year-old Anglo-U.S. political commitment to Kurdistan. Would a weakening of sanctions imply a loss of other ingredients in the "containment" of Saddam Hussein -- above all the northern "no-fly zone"?

Lifting them, without compensating guarantees for Iraqi Kurds, would instantly raise the specter of another 1991 -- another panic flight to the frontiers by an entire people fearing the tyrant's return and his long-delayed vengeance.

* * * * *

Umbrella Opposition Begins TV Broadcasts

Radio Free Europe Radio Liberty (RFE/RL)
By Charles Recknagel
August 22, 2001

Prague - The Iraqi umbrella opposition group, the Iraqi National Congress, started television transmissions by satellite to Iraq this month. The group plans a round-the-clock schedule of programming, including news and entertainment, as part of its efforts to work for regime change in the country. RFE/RL correspondent Charles Recknagel reports.

The U.S. State Department announced this month that the Iraqi National Congress (INC) umbrella opposition group has started broadcasting to Iraq with a budget of some \$2.7 million a year.

State Department spokesman Philip Reeker told reporters that the satellite television programs are intended to give the Iraqi people programming that "reflects truth [and] news about events in the world -- things they're unable to get under the oppressive regime of [Iraqi President] Saddam Hussein." The opposition group has said it plans to broadcast a full range of programs, from news to movies to soccer matches. Called TV Liberty, the station will offer

two hours of Arabic programming at first, to eventually eight hours. The programming will then be repeated three times daily in a round-the-clock operation.

So far, the broadcasts -- which began on 16 August -- have presented only the station's logo with information about the radio frequencies used for transmissions. But the INC says that programming could begin as early as next month.

The programming is funded from a \$6 million grant which the INC received in June as part of ongoing assistance from Washington to build its political network and develop support within Iraq. The London-based exile organization has a broad endorsement from the U.S. Congress, which in 1998 passed an Iraqi Liberation Act authorizing, but not compelling, the U.S. government to provide up to \$97 million in aid to approved opposition groups.

The INC's spokesman, Sharif Ali bin al-Husseini, told RFE/RL recently that the television programming will be beamed by the commercial Telstar-12 satellite to reach Iraqis in Iraq and across the Arab world: "We want to be a source of information [for] viewers not only inside Iraq but also from the large community of Iraqis in the region around Iraq. Of course, we have the liberated areas in northern Iraq where there are 3 million Iraqis. We have the Iraqis in Iran, in Syria, and in Jordan. And particularly in Jordan, there is a sort of transient community of about 300,000 people where Iraqis come out of Iraq, come to Jordan, and go back. So they will get exposure there." More than 2 million Iraqis are reported to be living outside the country, both for political and economic reasons. Most live in neighboring states, with others scattered across the Mideast and Europe.

Inside Iraq, would-be viewers in much of the country will have a difficult time seeing the programming. Saddam's regime forbids citizens from owning satellite dishes and punishes violators harshly. Only in Kurdish-majority northern Iraq, which is outside Baghdad's control, are people free to own satellite dishes and receivers.

The INC estimates that in Baghdad there may be some 100,000 satellite dishes, mainly owned by citizens who have bribed Iraqi officials. It estimates there are another 3.5 million satellite receivers in the north of Iraq, which is administered by two rival Kurdish factions. But the exact count of receivers across Iraq is unknown because no official statistics are available.

RFE/RL Iraqi Service correspondent Ahmad Al-Rikaby in London says that estimates of the number of satellite receivers in Iraq vary widely: "No one knows exactly how many receivers exist in northern Iraq or in the areas controlled by the Iraqi regime. The common estimation among people in northern Iraq is something like 500,000 [receivers] in northern Iraq. There is no ban on owning a satellite receiver in northern Iraq, and you can find one in the smallest village in that part of Iraq." He continues: "[That] is completely different from the situation in the areas under the control of the Iraqi government. There are reports that some people inside [Baghdad-controlled areas of Iraq] enjoy watching satellite programs, but they are either close to the government, or members of the government, or rich people, and one has to apply for special permission from the government in order to get a satellite receiver. It's not easy -- you should be very close to the government or very rich in order to bribe someone to get this receiver." Access to the INC's programming also could be limited by the fact that the organization is broadcasting with a digital signal that requires viewers to have digital receivers. Such receivers commonly cost \$400 to \$500 in Western markets. That is a huge sum in sanctions-hit Iraq, where a university professor in Baghdad earns some \$4 to \$5 a month. A standard analog receiver, which costs some \$250, is not compatible with digital programming.

Sharif Ali says the INC chose digital because most commercial satellite stations are phasing out the use of older analog technology, which produces a poorer picture. Sharif Ali explains: "The mainline satellite television stations are switching to digital, so the viewer eventually will not have the choice of analog -- all the analog stations are disappearing and are being switched to digital, particularly in the Middle East. So inevitably, viewers, if they want to watch satellite TV, will have to purchase a digital receiver. So, we said we might as well start off with digital from now, rather than have to switch from analog to digital later on." As the INC begins broadcasting, it will have to compete for viewers with a range of other broadcasters already reaching the region. People in northern Iraq have access to the Mideast's full range of commercial Arabic-language satellite TV stations, as well as Kurdish-language stations.

Among those broadcasting to northern Iraq are several individual Iraqi opposition groups, some of them members of the umbrella INC. Northern Iraq's two Kurdish factions (the KDP and PUK) and the Iran-based SCIRI (Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq) have their own television programs. The London-based Iraqi National Accord (INA) and the Iraqi Communist Party broadcast radio programs.

The INC counts the KDP and PUK as members. It also officially includes SCIRI and INA, though they have frozen their memberships over political differences. The Iraqi Communist Party is not an INC member.

Sharif Ali says that the INC station hopes to compete with these stations by offering viewers a more global pers-

pective: "Those stations are local channels and they deal with not so much local issues, but with local audiences. And we would attempt to be able to deal with wider issues and wider audiences and bring more subjects that are globally interesting with, as much as possible, an Iraq twist to it. [We] aim to have a news-gathering network and a programming network that is international in its reach [which] those channels at the moment don't have." The INC hopes to attract viewers by offering not only news programming -- including talk-shows and international call-in programs -- but also entertainment and films. The UPI news agency recently quoted the INC's Washington consultant Francis Brooke as saying that the organization is currently in negotiations to show the 1999 American film "Three Kings." The film focuses on four U.S. soldiers who help a group of citizens in southern Iraq flee to Iran to escape persecution from Saddam's troops during the last days of the Gulf War.

Brooke also told UPI that news programs on the INC station would look at political changes within the regime, the movement of Iraqi forces within the country, and "economic matters like the price of eggs in [Baghdad-controlled] Basra versus the price of eggs in the Kurdish territory, or infant mortality statistics." The television programming originates in London, then is sent by fiber-optic cable under the Atlantic to a satellite station at an undisclosed location in the eastern U.S. state of Maryland. From there, it is broadcast via satellite to the Mideast.

The INC has said its annual budget for the transmissions includes \$1.5 million for programming and studio use and \$1.2 million for satellite time.

* * * * *

Controversy at MGK expected

Turkish Daily News August 21, 2001

Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz, the chairman of the Motherland Party, told CNN-Turk TV on Monday that he will raise the explosive issue of the National Security Concept at the monthly meeting of the military dominated National Security Council (MGK) today.

Yilmaz has charged that the National Security Concept adopted by the MGK in the past has stalled reformation and democratization in Turkey. Yilmaz has said that the internal threat concepts created by the National Security document has prevented meaningful debate on crucial issues like freedom of expression and other restrictions on human rights. Sources close to Yilmaz said Parliament will debate major amendments in the Constitution as of Sept. 17 at an extraordinary session and thus the MGK should debate the proposed constitutional changes. Yilmaz said he would ask the MGK to debate the issue within the light of the proposed constitutional amendments.

It is said that the military is sensitive to the amendments in Article 13 of the Constitution, which deals with the restrictions of basic rights and freedoms, Article 14, which deals with the misuse of basic rights and freedoms, Article 26, which deals with how views should be disclosed and how they should be published or aired, and Article 28, which regulates freedom of the press. These articles are among more than three dozen to be changed by Parliament. The military opposes the reforms claiming these could allow Islamic fundamentalist groups as well as Kurdish separatists to spread their propaganda with greater ease.

Proponents of the reforms say these improvements are needed if Turkey is to fulfill the Copenhagen criteria and thus open the way for Turkey's full membership to the European Union. Yilmaz first raised the National Security Concept at the Motherland convention earlier this month and was rebuffed by the military in an extraordinarily tough-worded statement. The military did not only lambast Yilmaz but also said the government had ruined the economy.

Yilmaz vowed to raise this issue while his coalition partners as well as President Ahmet Necdet Sezer have said they want the controversy to be shelved. Both Sezer and Prime Minister Bulent Ecevit have said they are against the issue being raised at today's MGK. They fear an explosive situation to develop if an argument erupts between Yilmaz and the generals that may spark a new economic crisis.

The current economic crisis started after a fight between Sezer and Ecevit became public when the prime minister told the nation a political crisis had erupted. The economy collapsed in one day and a new austerity program was devised. The MGK will discuss internal and external issues on its agenda and during the first part of its meeting today. Then the junior members of the MGK will leave the hall and the session will go behind closed doors when the military leaders and the cabinet ministers discuss sensitive issues like the National Security Concept. If Yilmaz does raise the issue here the military is expected to hit back causing a possible row, observers say.

* * * * *

Kurds blame Baghdad for terrorist attack

Iraq Press August 21, 2001

Iraqi Kurds are accusing the central government in Baghdad of implementing terrorist attacks in their semi-independent region.

The Kurdish security services in Arabil, the region's capital, say they have already thwarted several attempts by agents Baghdad dispatched to plant bombs and explosives in their areas.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) has announced the seizure Saturday of a man who carried unspecified amounts of TNT. The man confessed that he was recruited by Iraqi Mukhabarat or intelligence to detonate the explosives.

On 8 August, the KDP also declared the seizure of 15 kilograms of TNT in a car coming from the government-controlled city of Kirkuk. The party said the owner admitted that the Iraqi Mukhabarat supplied him with explosives to attack U.N. headquarters in Arbil. On 21 July, the KDP said, Kurdish security services seized a vehicle with U.N. markings and plates laden with explosives. The car, it said, was heading to the region from Baghdad.

It is the first time the KDP points the finger at the Iraqi government for the latest spate of explosions in the region. Previously, the party refrained from holding Baghdad responsible for the attacks. It is not clear why the KDP shunned blaming Baghdad so far. Analysts say the party, which shares the control of the region with another rival faction, may have decided to adopt a new tack in ties with Baghdad.

The KDP is angry with the latest policies the central government has adopted to tighten the economic noose against the Kurdish region and deny it precious revenues from its booming illegal trade with Turkey.

Iraq is planning a new route to Turkey to replace the one currently running within the KDP territory. The taxes the KDP imposes on trucks using Kurdish territory as a transit to Iraq make up the largest portion of the region's budget outside the revenues the United Nations has allocated for the area under the U.N.-controlled oil-for-food program.

* * * * *

Iraqi Kurds open new "central bank" building

TUNCELI, Turkey, Aug 21 (Reuters) - The Kurdish enclave of northern Iraq has recently opened a new headquarters for a regional government-owned bank that is designed to encourage local business, officials in the area said on Tuesday. But Turkish officials voiced concern, saying the bank acted as a sort of central bank for the region and that that could be a step toward an independent Kurdish state in northern Iraq, a move Turkey fears could destabilise its own Kurdish areas.

Officials from the Kurdistan Democratic Party (KDP), which runs one half of northern Iraq, told Reuters the new building had been opened in the KDP's capital city of Erbil on August 18. They said it was called the Central Regional Bank. The bank has been active before the opening of the new building. "It aims to encourage local investment and provide banking services," a KDP official said by telephone from Erbil. The bank deals in the local northern Iraqi dinar.

Northern Iraq has been outside Baghdad's control since the end of the 1991 Gulf War and is protected from attack by regular U.S. and British air patrols operating from Turkey. The United States has encouraged reconciliation between rival Kurdish factions there to forge the region into a bloc united against Iraqi President Saddam Hussein. The northern Iraqi economy, boosted by U.N. aid and a diesel trade with neighbouring Turkey, has performed much better than the rest of Iraq, labouring under international sanctions.

Turkish military sources in the eastern city of Tunceli who are familiar with northern Iraq, where Turkey keeps troops to crack down on Kurdish rebels based there, said the bank could represent a step toward independence for the region. Northern Iraqi Kurd officials have always said their political future lies within Iraq's borders.

* * * * *

TURQUIE Dans un pays pourtant laïc, la communauté, qui regroupe près d'un tiers de la population, subit l'hégémonie sunnite

Les Alévis, une minorité meurtrie en Anatolie

Hacıbektaş
(Anatolie centrale) :
de notre envoyé spécial,
Eric Biegala



plique Yagmur Ataç, qui tient une agence de voyages à Kayseri, l'un des hauts lieux du fondamentalisme sunnite et de l'extrême droite turque.

« Lorsque je reçois une demande en mariage, il suffit que je dise que je suis alévie pour que l'intéressé se rétracte », raconte encore la jeune femme.

La défiance à l'égard des Alévis se retrouve chez les Kurdes. Veli Ölmez, 74 ans, s'est assis dans un coin d'ombre, un peu à l'écart des flonflons du festival. Casquette sur la tête, grande moustache blanche et petits yeux malicieux, ce Kurde de Diyarbakir explique pourquoi

aucune *Cem evi* n'a été construite dans la principale ville du Kurdistan de Turquie : « Une *Cem evi* ne résisterait pas à Diyarbakir et nous non plus ne résisterions pas. »

Des craintes qui ne sont pas sans fondement. En décembre 1978, des militants d'extrême droite crient : « On a brûlé une mosquée », au sortir d'une réunion politique à Karamanmaraş (sud). Plusieurs centaines d'Alévis sont massacrés dans les heures qui suivent. « Un signe distinctif avait été tracé sur la porte de leur maison ».

« Dans le commerce, il ne faut surtout pas dire que l'on est alévi. Si cela se sait, les clients ne viennent plus »

affirme Sahin, 38 ans, pour qui « seuls les regroupements importants sont sans danger pour les Alévis. Même en venant à Hacıbektaş on a peur d'avoir des problèmes sur la route ».

En juillet 1993, 37 intellectuels et musiciens réunis pour célébrer Pir Sultan Abdal, figure emblématique de l'alévisme, meurent brûlés vifs dans leur hôtel à Sivas (nord). L'immeuble avait été assiégé, puis incendié par des fondamentalistes sunnites sans que les autorités n'interviennent. Le portrait des victimes orne aujourd'hui l'entrée du mausolée de Hacı Bektaş Veli à Hacıbektaş... En 1995 enfin, la répression policière de

manifestations aléviennes fait 17 morts dans un quartier d'Istanbul. Souvent proches des ultra-nationalistes, les policiers turcs ont la main très lourde dès qu'il s'agit de réprimer des manifestations de gauche, or alévisme et gauche politique vont souvent de pair.

Difficile de l'ignorer à Hacıbektaş : la plupart des partis de gauche, même les plus minuscules, disposent d'un stand dans les rues du centre-ville. Ailleurs, on vend des tapisseries à l'effigie de Hacı Bektaş Veli comme de Che Guevara. Sur le podium près du parc Uğur Mumcu (un journaliste libéral assassiné), on récite au micro les vers de Nazim Hikmet, le grand poète turc déchu de sa nationalité pour cause de communisme.

« Dans l'alévisme, il y a cette idée de partage que l'on retrouve dans la gauche politique turque. Et puis les partis de gauche ont toujours beaucoup promis aux Alévis sans ne jamais rien tenir », ré-

sime Izzetîh Dogan, professeur de droit international à l'université de Galatasaray et l'un des principaux leaders de la communauté. Sa fondation, le « Cem Vakfi », énumère les principales revendications des Alévis : qu'une place leur soit faite au sein du Directorate des affaires religieuses, que l'enseignement de l'islam, obligatoire dans les écoles, ne soit pas uniquement basé sur le sunnisme ; que la communauté reçoive une aide financière au même titre que les sunnites ou que des facilités lui soient accordées pour la construction des *Cem evi*.

Impeccable dans son costume-cravate, Izzetin Dogan reçoit les fidèles dans la maison d'un dignitaire local à Hacıbektaş. Le regard clair de l'universitaire se fait dur quand il évoque la situation de sa communauté : « Les hommes politiques me jurent tous qu'ils vont changer les choses, mais rien n'évolue. » Ce n'est d'ailleurs pas tant les hommes politiques que l'administration qui bloque : « Le Directorate des affaires religieuses ne veut pas entendre parler de nous et les politiciens plient car ils ont peur de cet Etat dans l'Etat », accuse Izzetin Dogan...

Contrôlant 110 000 employés, muezzins ou imams affectés à la conduite des prières, le Directorate est en effet une force avec laquelle les politiciens doivent compter. En 1998, une petite enveloppe financière a été octroyée à la communauté alévie, et l'alévisme était pour la première fois mentionné dans un texte officiel turc à cette occasion. Mais le régime n'a pas voulu aller plus loin. Le dogme de la laïcité permet de préserver un statu quo qui, en pratique, conforte la prééminence sunnite et la pérennité d'une sorte de caste religieuse d'Etat. Un comble pour un régime qui se veut laïc.

« Dans le commerce, il ne faut surtout pas dire que l'on est alévi. Si cela se sait, les clients ne viennent plus ». ex-

IRAK

Les Kurdes irakiens construisent leur Etat

Après trois ans de paix civile, le Kurdistan irakien connaît une véritable renaissance. Débarrassée de l'emprise de Bagdad, l'économie kurde se remet en marche.

AL HAYAT
Londres

En septembre 1998, les deux partis rivaux qui se partagent toujours le Kurdistan irakien – le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) – signaient à Washington la paix des braves sous l'égide de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright. Trois ans plus tard, bon nombre de points de cet accord ne sont pas encore appliqués, et les divergences entre les deux partis, qui contrôlent deux zones bien distinctes du nord de l'Irak, demeurent. Néanmoins, on assiste depuis quelque temps à un rapprochement entre ces deux camps, qui, avec un certain enthousiasme, s'entendent pour privilégier l'esprit de l'accord de Washington plutôt que la lettre.

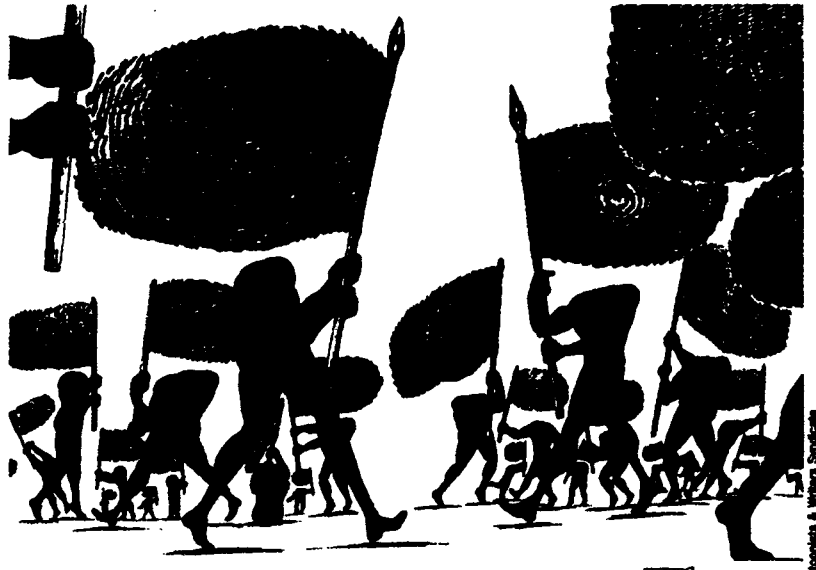
De nombreux signes traduisent cette nouvelle donne. Ainsi, le PDK, établi à Erbil, et l'UPK, établie à Soulaymaniah, ont cessé de s'invectiver mutuellement par médias interposés. En outre, les deux partis kurdes irakiens essaient au maximum de résoudre leurs problèmes entre eux, en faisant de moins en moins appel à une tierce partie, en l'occurrence les Etats-Unis, la Turquie ou l'Iran. Les Kurdes irakiens ont en effet pris conscience qu'ils étaient en définitive les seuls à pouvoir créer les conditions d'une paix civile dans la région.

Le PDK et l'UPK s'appliquent dès lors à résoudre en premier lieu des problèmes qui touchent au quotidien les Kurdes d'Irak. C'est ainsi que les familles qui avaient dû fuir la zone UPK vers la zone PDK, ou vice-versa, au moment de la guerre intrakurde (1994-1997) commencent, depuis quelques semaines, à être réinstallées dans leurs foyers respectifs, à Erbil et à Soulaymaniah. Dans la foulée, les entraves à la circulation entre les deux zones ont été levées, et les échanges entre intellectuels et artistes des deux bords sont ouvertement encouragés. Le PDK, qui tire une grande partie de ses revenus de son rôle d'intermédiaire dans le trafic pétrolier entre l'Irak et la Turquie, commence en outre à verser les salaires des fonctionnaires de l'administration autonome kurde qui vivent et travaillent dans la zone d'influence de l'UPK. Un soin tout particulier est également donné à la réhabilitation des infrastructures et de l'économie. Les villages dévastés

► Dessin de
Kazanevsky,
Ukraine.

► Islamistes kurdes

Les élections municipales qui ont eu lieu le 26 mai dernier dans la partie du Kurdistan irakien contrôlée par le PDK ont consacré la montée en puissance des islamistes kurdes. Ils arrivent en deuxième position dans presque toutes les localités de la région. A côté de ces partis islamistes qui jouent le jeu démocratique s'est créé un groupe d'extrémistes qui a revendiqué plusieurs attentats, dont celui contre le gouverneur d'Erbil, François Hariri.



V. Kazanevsky

ont été reconstruits, des petits barrages édifiés et des projets d'irrigation concrétisés. Des efforts ont également été consentis dans les deux zones pour attirer l'investissement étranger, et notamment celui de la diaspora kurde.

L'enseignement est également une priorité. Le ministère de l'Education du gouvernement régional kurde PDK, établi à Erbil, a ainsi réussi à reconstituer un réseau d'écoles jusque dans les endroits les plus reculés de la région. Par ailleurs, les trois universités du Kurdistan d'Irak (Dohouk, Salaheddine et Soulaymaniah) sont connectées à Internet.

ON PUBLIE DE NOMBREUX JOURNAUX SANS CENSURE

La vie intellectuelle du Kurdistan irakien est foisonnante. On ne compte plus les colloques et autres conférences qui se déroulent dans les villes kurdes d'Irak. De nombreux journaux et revues, indépendants des structures officielles, y sont publiés sans être soumis à une censure politique qui continue pourtant d'être de mise dans la plupart des autres pays de la région. Les revenus issus du programme des Nations unies "Pétrole contre nourriture" jouent incontestablement un rôle important dans l'amélioration du niveau économique de la région, ce qui permet de satisfaire les besoins de la population dans les zones qui échappent au contrôle de Bagdad. Les responsables kurdes irakiens se plaignent toutefois

que les agences onusiennes n'achètent pas, contrairement à leurs promesses, du blé et d'autres produits agricoles sur le marché local kurde. En effet, au lieu de cela, les Nations unies se fournissent sur d'autres marchés et dépensent une bonne partie de l'argent du programme "Pétrole contre nourriture" rien que pour acheminer ces produits jusqu'au Kurdistan irakien.

Aujourd'hui, lorsqu'on parle avec des responsables kurdes irakiens, on est véritablement surpris par l'attitude de personnes qui, bien que façonnées par trente années de guérilla contre le gouvernement irakien et quatre années de guerre fratricide, ont bien compris que l'important n'est pas de signer un accord de paix, mais bien de créer les conditions de l'application de son esprit. Certes, les divergences entre les deux principaux partis kurdes du nord de l'Irak sont encore bien là. Cette région, imbriquée entre l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, peut encore réserver bien des surprises. Néanmoins, les efforts consentis par le PDK et l'UPK pour installer la paix et relever le niveau économique et culturel de la société kurde permettent un tant soit peu d'envisager la concrétisation des rêves de liberté des Kurdes irakiens.

Salar Ahmad



HADEP peace march foiled by governor's office

Turkish Daily News August 29, 2001

Interior Minister Rüstü Kazım Yücelen and the Ankara Governor's Office disclosed on Tuesday that a request by the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) to hold a World Peace Day march at the Hippodrome was rejected.

The interior minister and the governor's office said an application filed on Aug. 22 by HADEP Ankara provincial chairman Veli Aydoğan and the seven-person organization committee was rejected because the military would be using the Hippodrome to celebrate Victory Day on Aug. 30 and they would not be able to clear out all their equipment in time for World Peace Day two days later. In addition, it was announced that as there was a high probability that the meeting would disrupt public order and lead to unwanted ugly incidents, it was being banned in accordance with Article 17 of the Meetings and Protest Marches Law, Number 2911 and a resolution numbered 748/2001 dated Aug. 28, 2001, issued by the Ankara Governor's Office.

Military parade prevents HADEP march

Interior Minister Yücelen has issued a circular on the occasion of Sept. 1 being World Peace Day and has asked all local administrations throughout the country to facilitate peace marches.

The circular confirms the excuse given by the Ankara Governor's Office as to why permission was not given to HADEP when they asked to be allowed to hold a meeting at the Hippodrome to celebrate World Peace Day.

Both the Interior Ministry and Ankara Governor's Office noted that the military units to be stationed at the Hippodrome for Aug. 30 Victory Day celebrations would not be able to move out by Sept. 1, and so there would be no possibility of HADEP being able to hold the meeting it wanted there.

Minister Yücelen noted that all governors' offices would take precautions to ensure that World Peace Day was celebrated in an appropriate manner. He said that the governors would evaluate all requests for meetings within the scope of the Law on Meetings and Protest Marches and be as facilitating as they could.

* * * * *

August 31, 2001

Turkish Police Disperse Pro-Ocalan Demonstrators

DIYARBAKIR, Turkey (Reuters) - Turkish police in the mainly Kurdish southeastern city of Diyarbakir fired into the air to disperse up to 3,000 people chanting slogans on Friday in support of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

Protesters hurled stones at police, who advanced with batons or took cover behind riot shields. Diyarbakir police said in a statement 25 people were detained in the protest while 11 policemen and eight protesters were injured.

The crowd had gathered in the city center, preparing to board buses to travel to the capital Ankara for a demonstration planned for Saturday by the country's only legal Kurdish party, the Kurdish People's Democratic Party (HADEP).

The demonstration by HADEP, facing a possible ban over charges that it serves separatist Ocalan's guerrillas, aimed to bring 100,000 people together from all around the country.

The Interior Ministry has refused permission for the rally, but activists still plan protests.

World Peace Day on September 1 has become a traditional protest day for Kurdish activists who seek cultural rights, or independence, for Turkey's 12 million Kurds. Immediate demands include use of Kurdish language in education and broadcasting.

They also want the death penalty to be scrapped. Kurdistan Workers Party (PKK) leader Ocalan was sentenced to death for leading a campaign for Kurdish self-rule that cost over 30,000 lives.

He is now jailed on a Turkish island and awaiting the result of his appeal to a European Court.

Turkish authorities see "Apo's" call after a 1999 death sentence for a switch to peaceful political campaigning as a ruse to escape the noose and refuse to negotiate with the PKK.

"Police intervened when the crowd began shouting 'Long live Apo, long live peace, long live the PKK,'" an eyewitness said.

Police later fired into the air and the protesters withdrew to nearby narrow streets.

Violence has declined markedly in the region over the last two years, but there is little sign of political progress in defusing remaining tensions. Several major cities in the area have elected HADEP mayors.

TURQUIE Revendiquée par la Syrie, la région, l'ancienne Sandjak d'Alexandrette sous mandat français de 1918 à 1939, a été « turquifiée »

Damas et Ankara brouillées par le Hatay

Iskenderum :
de notre envoyé spécial
Éric Blégala

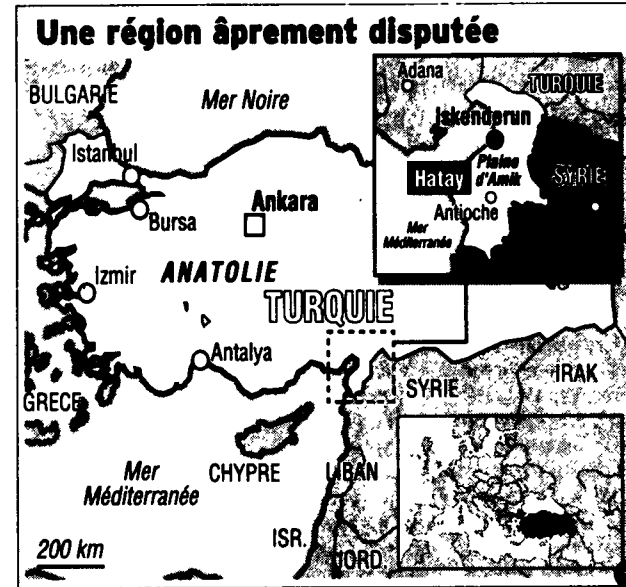
« Cet endroit est magique ! Ces montagnes, ces vallées ont quelque chose d'extraordinaire : on ne peut plus s'en passer une fois qu'on les a vues. » Veli, un jeune vétérinaire arabe, est tombé amoureux du Hatay, cette province turque bordant la Méditerranée, près de la frontière syrienne. Derrière lui, l'eau cristalline des chutes d'Harbiye saute de rochers moussus en petites mares, rafraîchissant les terrasses à l'heure de l'apéritif...

Magique, le Hatay ? Politiquement en tout cas, l'ancien Sandjak d'Alexandrette, Iskenderum en turc, est une pomme de discorde entre la Turquie et la Syrie. La province est aujourd'hui surarmée et pour être sûr que Damas n'ait aucune chance de la récupérer un jour, Ankara n'a pas hésité à « turquifier » une population auparavant cosmopolite, renouant avec une tradition qui remonte aux débuts de l'ère ottomane.

« Interdiction d'arrêter votre véhicule sur dix kilomètres », peut-on lire sur un panneau le long de la route. Non loin, des miradors, des hommes armés, un épais mur de barbelés, qui s'étend sur 822 km, des mines sans doute, comme si la Turquie se préparait à une agression. Côté syrien, une morne plaine écrasée par le soleil, avec ici ou là, quelques fermes.

La revendication syrienne sur le Hatay n'est pas un fantasme. A Damas, sur les cartes des manuels scolaires, la province fait partie de la Syrie. Sous occupation puis mandat français de 1918 à 1939, le Sandjak d'Alexandrette avait été promis à la Syrie. Une autonomie lui fut octroyée en 1937 mais les troupes turques occupèrent la région l'année suivante avant de l'annexer.

« C'est à cette époque que les Arméniens des villages environnants sont partis », se



souvent le vieil Avadi qui prend le frais à l'ombre des eucalyptus sur la place du village de Vakifli. Cent cinquante Arméniens sont restés dans le hameau : c'est la toute dernière communauté d'Anatolie.

Avadi est né en 1915, dans la « montagne de Moïse » où sa mère s'était cachée pour échapper aux déportations et massacres ordonnés par l'Empire ottoman. « En 1938, lorsque la région est repassée sous administration turque, la plupart des Arméniens ont eu peur que cela recommence et sont partis au Liban », raconte-t-il. Aujourd'hui, le village de Vakifli est le plus pimpant de la région. La diaspora arménienne y contribue, mais l'État turc y veille aussi. Depuis 1996, les travaux de réfection de l'église sont à nouveau autorisés. « Le village est de-

venu une vitrine des relations turco-arméniennes. Il y a vingt ans, nous étions traités comme des chiens. Aujourd'hui, nous sommes presque

des privilégiés », constate un villageois qui préfère garder l'anonymat.

Agop, un fermier arménien, désigne un petit vallon où les toits en tuiles romaines de deux anciennes fermes se distinguent encore dans une vaste orangerie. « Je cultive actuellement 9 hectares, dit-il, et j'aimerais bien récupérer ces terres qui appartenaient à ma famille. » Les terres des Arméniens partis en 1938 ont été saisies par l'État qui, depuis, les administre. « Dans la plaine d'Amik, l'État a donné des terres et des tracteurs aux réfugiés afghans arrivés en 1980. Quinze ans plus tard, ces gens roulaient en Mercedes », assure Agop. Dans la longue plaine d'Amik existe bel et bien un village « afghan » : Ovakent. Nulle Mercedes n'y est visible, mais ses habitants, arrivés pour la plupart en 1982, ont en effet reçu une maison et 1 hectare et demi. « C'est totalement insuffisant pour vivre », affirme Abdul Ali Deniz qui doit s'expatrier six mois par an au Koweït pour arriver à nourrir ses dix enfants.

En réalité, les « Afghans »

d'Ovakent appartiennent à une ethnie turque : ce sont des Turkmènes ou des Ouzbeks venus de la région de Kondozi, au nord de l'Afghanistan. « Quand on arrive ici, les autorités font une enquête pour savoir si on est vraiment turcs avant de nous donner la nationalité », raconte Murat, 21 ans.

Devant la mairie, en lettres d'or, cette citation d'Atatürk : « La nation turque qui a 40 siècles ne peut rester aux mains de l'ennemi. » A l'intérieur du bâtiment, de grandes affiches expliquent les liens de parenté entre les différents peuples turcs d'Asie centrale et du Moyen-Orient. Un peu plus loin dans la plaine d'Amik, ce sont des Yörük que l'on a implantés. Derniers nomades turcomans d'Anatolie, ils ont été sédentarisés à partir des années 70.

« C'est une politique d'État. Les Syriens disent que le Hatay leur appartient. Donc, on « turquifie » la région. Un jour peut-être, nous devons voter. C'est sans doute pour ça qu'on nous a installé là », explique un chef yörük.

A côté des 180 maisons de son village, 200 autres bâtisses en construction attendent de nouvelles familles. « On peut dire que la turquification est aujourd'hui achevée : les Turcs sunnites sont majoritaires et contrôlent tous les postes à responsabilité. Mais il est clair également que même parmi les Arabes, personne au Hatay n'a la moindre envie de repasser sous contrôle syrien », assure Veli, le vétérinaire arabe.

Après des décennies de tension, les relations entre les deux pays tendent à se normaliser. Damas a cessé de soutenir le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et expulsé leur chef, Abdullah Öcalan. Le partage des eaux de l'Euphrate, point cardinal du désaccord, n'est certes pas ré-

glé, mais le directeur de l'administration turque en charge des barrages vient tout juste de prendre langue avec ses homologues syriens.

Le président turc s'est rendu à Damas pour les obsèques d'Hafez el-Assad et Ankara attend la visite de son fils et successeur, Bachar.

Mais celle-ci n'aura lieu que « si la Syrie renonce à ses prétentions sur le Hatay », a prévenu la diplomatie turque. Ce sera sans doute difficile : la

famille el-Assad est elle-même originaire de Samandag, l'une des principales villes de la province.

The Turkish Survivors

Financial Crisis Spawns 'Reality TV' Show

The Associated Press

ISTANBUL — The country's crippling economic downturn has brought a new meaning to reality television: A Turkish show is pitting two middle-class couples against each other to see who can survive on the country's paltry minimum wage of \$84 a month.

One contestant, Engin Ozden, walks four hours each day from the studio to work to save 500,000 Turkish lira (35 U.S. cents) in bus fare.

His competitors, Hikmet and Suzan Kocaibrahimoglu, eat stale bread and sit under a street lamp at night to conserve electricity. They have each lost about nine kilograms (20 pounds) since the show started Aug. 1. Suzan Kocaibrahimoglu has not used deodorant in a month.

"It is impossible to live on this money," she said. "It is a kind of torture."

But the show, broadcast daily on private Channel D television, is reality for hundreds of thousands of Turkish families struggling to make ends meet on a minimum wage that loses value almost every week as the Turkish lira plummets against the dollar. Since the start of a February

financial crisis, the lira has lost about half its worth.

Half of the country's 65 million people live on a monthly income of less than 290 million Turkish lira, far below the official poverty level of 688 million lira a month for a family of four.

The couples' televised struggle has made them heroes to many Turks, who have long felt that they have been suffering in silence and are being ignored by politicians many believe are corrupt and at the root of the financial crisis.

"They are like one of us, same difficulties, same misery," said Fikri Tektas, a janitor working in a building near the studio, referring to the reality show.

Hikmet Kocaibrahimoglu said he had received dozens of phone calls thanking him for dramatizing the nation's struggle. People have also approached him in the street to shake his hand.

They say "we are supporting you because you are showing our difficulties," Hikmet Kocaibrahimoglu said.

The television station says the show, which is broadcast at mid-



Burhan Ozbilici/The Associated Press

Suzan Kocaibrahimoglu explaining for a TV audience the trials of survival on the Turkish minimum wage of about \$84 a month.

night, is among the country's most popular. But it refuses to release any figures on viewership.

Both couples buy stale bread for 50,000 lira a loaf, one-third of the normal price, and carry free water in buckets from a nearby mosque to save on their water bills. Their telephones ring constantly with relatives and friends calling to voice words of support, but the couples never make outgoing calls.

Keeping to the image of a normal life, the contestants are required to

buy a newspaper each day and watch a movie and read a book during the contest.

Contestants are not allowed to accept discounts.

The couple who spends the least money during the month without exceeding the minimum wage will win a car, 25 billion Turkish lira in cash and a one-week trip to Europe.

The show was scheduled to end Thursday, but the winner will not be announced until Sunday.

Turkey Debates Amnesty After Murder

Suspect in Slaying Was Among 35,000 Prisoners Released in December

By Douglas Frantz
New York Times Service

ISTANBUL — As the police scoured this city Thursday for a soldier suspected of fatally stabbing a leading businessman, a political debate erupted over a general amnesty that freed the suspect and 35,000 other prisoners in December.

Parliament approved the amnesty at the urging of Roshan Ecevit, deputy chairman of the ruling Democratic Left Party and the wife of Prime Minister Bulent Ecevit. Mrs. Ecevit has come under sharp attack since the discovery that the suspect was released while serving a sentence for manslaughter.

"Amnesties can never be issued upon the wish of a prime minister's wife or the deputy chairperson of a party," Yucel Sayman, head of the Istanbul Bar Association, said Thursday in an interview. "The amnesty issued in 2000 was groundless."

Turkey and other countries in the region use amnesties to relieve prison overcrowding and appeal for populist support.

Last week, Tajikistan marked its 10th anniversary of independence by freeing 19,000 prisoners and in July 40,000 inmates were released in Kazakhstan.

Turkey regularly frees prisoners through broad amnesties, but the practice is under new scrutiny since the death of Uzeyir Garih, a prominent voice in business and public affairs and chairman of Alarko, one Turkey's largest conglomerates.

Mr. Garih, 72, was in an Istanbul cemetery Saturday visiting the grave of an Islamic religious leader who had been close to his father when he was stabbed several times.

The police said they had traced Mr. Garih's missing cellular phone to a 32-year-old soldier, identified as Yener Yenmez. A woman told the police she and the soldier were about to have sexual intercourse when Mr. Garih interrupted them and Mr. Yenmez stabbed him, according to the Turkish media.

The police said Mr. Yenmez was freed in last December's amnesty after serving five years of an 18-year term for

manslaughter. They said he had two previous robbery convictions and joined the army for his compulsory service soon after his release.

The Turkish press had been rife with speculation that the Garih killing was the work of international terrorists or Islamic militants. The identification of the suspect shifted the attacks to Mrs. Ecevit and the three governing parties that approved the amnesty.

"There is no need for international terror organizations to do anything to destabilize Turkey," wrote Gungor Mengi, a columnist at the Sabah newspaper. "In that respect, we are quite self-sufficient."

Former Prime Minister Tansu Ciller, leader of an opposition party, said Mrs. Ecevit and the parties were indirectly responsible for Mr. Garih's death. "If he was not released with the amnesty, Garih would not have been murdered," she said.

Mrs. Ecevit defended herself, issuing a statement in which she had wanted amnesty for children and mothers, not

killers. "I am not the one who added murderers to the amnesty for children who stole a loaf of bread," she said.

The resulting measure covered a range of crimes, including murder and robbery, and excluded political prisoners and rapists.

Amnesty is part of Turkish political culture. There have been 52 amnesties since the republic was founded in 1923. They tend to free broad categories of criminals, with the exception of political prisoners.

Some amnesties reinstated students dismissed from universities for poor grades or civil servants fired for disciplinary reasons.

The Garih case has focused new attention of amnesties for violent crimes, like the most recent one.

Eren Keskin, a criminal defense lawyer and head of Istanbul Human Rights Association, said the amnesty last year contradicted practices in most countries, where governments forgive crimes against the state but not crimes against people.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 31, 2001

Dialogue arméno-turc à Genève

par Christophe Diremszian

• france arménie numéro 213 juillet/août 2001

Isolées et sans lendemain jusqu'à présent, les tentatives pour un rapprochement entre la Turquie et l'Arménie viennent de franchir une nouvelle étape. Du 8 au 10 juillet, des personnalités issues des deux pays - anciens ministres, diplomates, universitaires et juristes - se sont discrètement réunies au Centre Henry-Dunant de Genève pour mettre la touche finale à une série de rencontres organisées depuis le début de l'année à Vienne (Autriche). Leurs réflexions se sont concrétisées par la mise en place d'une "Commission de réconciliation" de dix membres, chargée de mettre à plat tous les points de contentieux et de favoriser les échanges bilatéraux. Cette instance, dont la composition n'a pas encore été révélée dans son intégralité, doit "promouvoir la compréhension et la bonne volonté entre Turcs et Arméniens (...)". Elle devrait faire un premier point sur son action dans un an.

Ce laboratoire d'idées a été qualifié de "tournant" par Ilter Turkmen, l'ex-ministre des Affaires Etrangères d'Ankara qui a fait le voyage en Suisse avec, entre autres, son ancien homologue arménien Alexandre Arzoumanian, officiant sous Levon Ter Perossian de 1996 à 1998, et le président de l'Armenian Assembly of America, Vahan Z. Krikorian. Ankara et Erevan auraient donné leur accord tacite à la création de ce groupe qui pourrait

constituer le premier maillon menant à l'instauration de relations diplomatiques, inexistantes depuis 1991. Pour l'heure, les objectifs restent plus modestes : encourager les échanges commerciaux, culturels et éducatifs et aider le tourisme. La reconnaissance du génocide de 1915 sera également abordée, à travers la poursuite des discussions entre historiens.

Nouveau feu de paille ou amorce d'un réel dialogue ? Cette commission bénéficie déjà du soutien explicite de la Russie (Andranik Migranian, un conseiller de Vladimir Poutine, en fait partie) et aurait reçu un accueil favorable à Washington, où toutes les possibilités de présenter la Turquie, son partenaire stratégique, comme un Etat ouvert et pas si intolérant que ça sont les bienvenues. Au moment où toutes les institutions européennes pressent à nouveau Ankara de réduire son passif en matière de droits de l'Homme pour espérer intégrer l'Union, le pouvoir turc a aussi tout à y gagner. Reste à connaître le sentiment de la Diaspora arménienne qui reste généralement très méfiante vis-à-vis de ce genre d'initiative. "Je suis sûr qu'il y a des gens qui nous donneront une chance et d'autres qui seront intéressés par le maintien de la situation actuelle" a déclaré Vahan Z. Krikorian. Aux membres de cette commission de démontrer maintenant leur bonne volonté. ● C. D.



Des personnalités turques et arméniennes se sont réunies à Genève en juillet pour parler réconciliation à propos du génocide de 1915

Un manuscrit de 1896 récemment redécouvert à Avignon fait l'analyse de la situation qu'enduraient alors les Arméniens de l'Empire Ottoman. Il se confirme, si besoin était, que rien n'a vraiment changé en Turquie.

Immuable Turquie

par Laurent Leylekian

C'est un témoignage inédit concernant la Question Arménienne qui vient d'être exhumé au Palais du Roure, à Avignon. Découvert fortuitement par l'archiviste du Palais, Mme Barnicaud, ce document nous a été transmis par Michel Chirinian, adjoint au maire, délégué à la Culture et aux Ecoles d'Art. Ce manuscrit contient le texte d'une conférence intitulée "l'Arménie opprimée par les Turcs" qui fut prononcée par le commandant Espérandieu à l'école militaire de St Maixent.

renferme rappellent celles d'un Paul Cambon ou d'un Henry Morgenthau (1).

Outre la situation intenable de vulnérabilité des populations arméniennes, elles font clairement ressortir la duplicité de l'administration ottomane et le "Grand Jeu" des puissances. On y lit par exemple qu' "entre les deux systèmes qu'on lui proposait, la Turquie [...] choisit celui qui était le plus facile à éluder [...] on vit se créer quelques institutions européennes [...] mais il n'y avait là qu'une façade derrière laquelle le vieil édifice oriental subsistait tout entier. Après 1870, [...] le vernis européen qu'avait pris l'empire turc se détacha d'un seul coup".

arriver un jour un détachement d'Hamidié qui s'annonça très carrément comme un détachement venu tout exprès pour tuer les Arméniens. Les autorités locales, absolument étonnées, arrêtaient ce détachement et le firent emprisonner. Le sultan le fit aussitôt relâcher et donna à chaque meurtrier trois livres turques. Ainsi, les autorités locales, le gouverneur lui-même, ne savent rien de se qui se prépare ou bien, lorsqu'ils le savent, ne peuvent pas s'y opposer".

La Turquie ne se réforme pas

On le voit, que ce soit sur la mise en place de structures démocratiques, sur les dérives mafieuses d'une police aux amitiés dangereuses ou sur la considération en laquelle le pouvoir central tient la société civile, "l'homme malade de l'Europe" semble avoir bien peu évolué en un siècle. Il y a à peu près un an, Libération publiait un article de Kendal Nezan intitulé "Peut-on européaniser la Turquie ?" M. Nezan se posait alors "la question de savoir si [...] le régime turc héritier de six siècles d'autoritarisme massif est réformable" et s'interrogeait à défaut sur les risques d'une "turquification morale" de l'Europe. Il y a cent ans, Emile Espérandieu lui répondait que "la Turquie telle qu'elle existe est un non-sens en Europe. [...] Et puisque la Turquie est incapable de se réformer, il n'y a qu'un moyen de donner le repos à ceux qui le réclament, c'est de réformer la Turquie d'autorité". Les Puissances d'hier n'ont pas entendu M. Espérandieu. Gageons que celles d'aujourd'hui entendent M. Nezan. ● L. L.

Cent ans après, la même...

Mais surtout, certains passages de ce document sont, pour reprendre les mots de M. Chirinian, "d'une rare et cruelle actualité" et l'on peut comme lui se demander si la Turquie a réellement changé de mœurs et d'époque. Car enfin, ce texte vieux de plus de cent ans produit d'étranges résonances à la lumière de l'actualité contemporaine. Comment ne pas penser, par exemple, à la résolution adoptée par le Parlement Européen au récent sommet de Luxembourg (novembre 2000) et notamment à son article n°2 qui "encourage le gouvernement turc à intensifier ses efforts de démocratisation, notamment dans les domaines de la réforme du code pénal, de l'indépendance de la justice, de la liberté d'expression, des droits des minorités et de la séparation des pouvoirs, surtout en ce qui concerne l'impact du rôle de l'armée dans la vie politique turque" lorsqu'on lit dans le texte de M. Espérandieu que "L'Europe garantit l'intégrité de l'empire ottoman, mais celui-ci s'engage par contre à devenir un état européen et à se civiliser d'après la règle qu'il a lui-même tracée ?"

Comment ne pas faire le rapprochement avec l'affaire Susurluk (2) lorsqu'on apprend qu'en 1875 déjà, le Sultan Abd-ul-Aziz signait un firman promettant ingénument que "désormais, dans tout l'empire, les gendarmes ne seront plus choisis que parmi les très honnêtes gens ?" Comment enfin ne pas évoquer les très actuelles "milices de village", organisations paramilitaires semant la terreur dans un sud-est anatolien où le gouvernement ordonne l'arrestation des maires indésirables (3), lorsque Emile Espérandieu illustrait par l'exemple suivant la responsabilité directe du Padichah court-circuitant les élus locaux : "C'est le sultan qui ordonne et qui couvre les crimes. Cela est si vrai que dans une petite ville près de Césarée, on vit

(1) Respectivement ambassadeur de France (1891-1898) et des Etats-Unis (1913-1916) auprès de la Sublime Porte.

(2) Un grave accident de voiture survient le 3 novembre 1996 dans cette localité entre Izmir et Istanbul. Dans un des véhicules, est retrouvé mort Abdullah Çatli, dirigeant d'extrême-droite accusé de trafic d'héroïne, de complicité dans l'attentat contre le pape, et d'une tentative de coup d'Etat en Azerbaïdjan en 1995. A ses côtés, l'autre mort est Hüseyin Kocadag, chef adjoint de la Sûreté d'Istanbul. A l'arrière du véhicule, son propriétaire, blessé : Sedat Bucak, député DYP, mais surtout agha, c'est-à-dire chef de tribu kurde, dirigeant qui plus est d'une formation paramilitaire de 12 000 hommes chargée de lutter contre les séparatistes du PKK. Le coffre de la voiture est plein de faux papiers et d'armes très légalement enregistrés comme appartenant à la police. Le scandale est énorme mais les deux principaux accusés dans cette affaire, Sedat Bucak et Mehmet Agar, ministre de l'Intérieur (DYP) au moment de l'accident, n'ont toujours pas été jugés. Réélus députés aux élections d'avril 1999, ils ont recouvré leur immunité parlementaire qui avait été levée le 11 décembre 1997.

(3) En février 2000, les maires d'Hadeş (pro-kurde) de Diyarbakir, Siirt, Bingöl et Agri ont été démis de leurs fonctions par le ministre de l'Intérieur et inculpés pour "recel d'organisation illégale", manière de désigner le PKK.



Caricature illustrant l'aspect sanglant des massacres arméniens de 1894-1896 dessiné par Orens en 1902

La légende dit : Abdul Hamid à l'Europe : Vous m'avez laissé exterminer, 500 000 Arméniens, pour quelle raison vous opposeriez-vous au massacre des chrétiens de Macédoine ?

Dès 1896, l'auteur se livre à une critique acérée des dysfonctionnements de la société turque et tout particulièrement dans leurs conséquences les plus tragiques. Si ce texte ne révèle aucun matériel historique qui ne soit déjà connu, les analyses d'une rare acuité qu'il

RENAISSANCE D'UN PEUPLE

Fragile printemps kurde en Irak

EN l'absence d'un accord sur les sanctions dites « intelligentes » contre l'Irak, le Conseil de sécurité des Nations unies a prolongé, début juillet, pour cinq mois, l'accord « Pétrole contre nourriture » dont profite le territoire kurde d'Irak sous protection militaire internationale. Les Etats-Unis tentent de répondre aux critiques que suscite le maintien d'un embargo qui frappe bien plus la population irakienne que le régime. Mais comment mobiliser les voisins de Bagdad contre le président Saddam Hussein alors que l'opinion arabe est ulcérée par l'occupation israélienne en Palestine ?

Par KENDAL NEZAN *

Il y a dix ans, les puissances occidentales, s'appuyant sur la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'ingérence humanitaire, adoptée en avril 1991 à l'initiative de la France, décidaient de créer une « zone de protection » afin de permettre aux quelque deux millions de Kurdes ayant fui vers l'Iran et la Turquie, en raison de l'offensive massive des troupes irakiennes, de regagner leurs foyers. La protection de ce territoire d'environ 40 000 km², peuplé de 3,5 millions de Kurdes, est assurée par une force aérienne multinationale, basée en Turquie, incluant jusqu'en décembre 1995 une escadrille française.

L'objectif initial des Occidentaux était de soulager leur allié turc confronté à l'afflux déstabilisateur de centaines de milliers de réfugiés kurdes irakiens vers les provinces déjà troublées du Kurdistan turc. Intervenant trois mois après la fin de la guerre du Golfe, cette initiative ne rencontra nulle résistance de la part de Bagdad qui, dès octobre 1991, retira son administration civile des trois gouvernorats - Duhok, Erbil, Souleimaniah - de la zone protégée et cessa le paiement des salaires et des pensions des fonctionnaires ayant décidé d'y rester. Cependant, sous la pression d'Ankara qui craignait l'émergence d'un Etat autonome kurde, les Occidentaux n'ont voulu ni prendre en charge eux-mêmes ces populations en créant une administration spécifique ou une sorte de « protectorat » de l'ONU comme ils l'avaient fait en 1999 au Kosovo, ni favoriser la mise en place d'un véritable gouvernement kurde régional.

* Président de l'Institut kurde de Paris.

Leur message était clair : de retour dans leurs foyers, les Kurdes allaient être protégés contre des attaques de l'armée irakienne, mais ils devaient se débrouiller pour gérer eux-mêmes leurs affaires et reconstruire leur pays dévasté. Eprouvés par trente ans de guerre, les Kurdes se trouvaient ainsi placés devant un défi redoutable : administrer un pays vaste comme la Suisse, dont 90 % des 5 000 villages et une vingtaine de villes avaient été rasés, dont l'infrastructure économique avait été détruite, les terres agricoles minées, la paysannerie dispersée. Le chômage touchait près de 80 % de la population active. De plus, Bagdad avait déconnecté le territoire kurde du réseau électrique national et imposé un embargo sur le fioul et l'essence.

La réconciliation des frères ennemis

DANS ce contexte chaotique, les Kurdes ont dû improviser, faire preuve d'imagination et de ténacité. Dans un premier temps, le Front uni du Kurdistan, regroupant les huit partis politiques locaux, a assumé le pouvoir régional et préparé des élections pour la mise en place d'un Parlement du Kurdistan. Celles-ci eurent lieu le 18 mai 1992. Deux formations, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, obtinrent respectivement 51 et 49 sièges, tandis que la minorité assyro-chaldéenne (chrétienne), qui compte 30 000 âmes, élisait

5 députés. Ne parvenant pas à franchir la barre des 5 % de suffrages exprimés, les autres partis - communiste, socialiste, islamiste, etc. - n'eurent pas d'élus, mais furent néanmoins associés au gouvernement d'union nationale formé en juillet 1992.

Les dirigeants espéraient que ces institutions démocratiques seraient rapidement reconnues par les puissances occidentales et bénéficieraient de leur soutien financier. Or, le gouvernement régional kurde fut ignoré. Agitant le spectre de la création d'un Etat kurde, Ankara, Damas et Téhéran, par ailleurs divisés par une série de contentieux, tinrent des réunions trimestrielles de leurs ministres des affaires étrangères pour « surveiller la situation dans le nord de l'Irak ». Soucieux de ne pas mécontenter leur allié turc, les Etats-Unis, et à leur suite les pays européens, s'abstinrent de tout soutien à la jeune expérience démocratique kurde.

Asphyxiée par le double embargo, irakien et international, privée de moyens minimaux de fonctionnement, cette première expérience se solda par un échec douloureux (1). Un conflit sur le partage des maigres ressources des douanes dégénéra, en mai 1994, en affrontements armés entre le PDK et l'UPK. Les pays voisins jetèrent de l'huile sur le feu. Les heurts durèrent jusqu'en 1997. Ils firent près de trois mille morts et des dizaines de milliers de déplacés. Finalement, les deux factions en guerre réalisèrent qu'aucune d'entre elles ne pouvait éliminer militairement l'autre, que l'équilibre des forces entre les puissances régionales (Iran, Turquie, Irak) n'autorisait pas l'hégémonie d'une seule force politique quand bien même elle serait militairement victorieuse. Un cessez-le-feu fut conclu en novembre 1997. En septembre 1998, un accord signé à Washington sous l'égide de M^{me} Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain, entre les deux chefs kurdes, MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, a officialisé la fin des hostilités et jeté les bases d'une négociation de paix.

Aux termes de cet accord, M. Barzani obtint la reconnaissance de sa victoire aux élections législatives de mai 1992 et des conséquences institutionnelles qui en découlaient pour la formation d'un gouvernement de transition chargé de

l'organisation de nouvelles élections. M. Talabani, de son côté, reçut l'engagement du versement à son organisation d'une partie des revenus des douanes. Depuis, une soixantaine de réunions conjointes ont permis d'aplanir les difficultés et de rapprocher les points de vue entre le PDK et l'UPK.

Dans la douleur et malgré eux, les Kurdes irakiens s'engagèrent dans l'expérience inédite d'une forme de décentralisation administrative. Le territoire protégé par les forces occidentales, divisé en deux, Nord et Sud, est gouverné par deux administrations contraintes de se livrer à une émulation. Ainsi dans la région du Nord, beaucoup plus prospère et mieux gérée, un gouvernement de coalition basé à Erbil, dirigé par le PDK mais comprenant un bon tiers de membres

issus de petites formations, de minorités (assyro-chaldéenne et yézidie) et d'« indépendants », environ 70 % des villages et villes détruits ont pu être reconstruits. L'infrastructure routière a été réhabilitée et développée, les communications rétablies. Les services techniques (santé, éducation, transport, énergie) des deux administrations du Nord et du Sud coopèrent.

Pratiquement tous les enfants du Nord sont désormais scolarisés dans 1 950 écoles et les quelques collèges et lycées de la région. Il existe également deux universités (Duhok et Erbil) qui dispensent à environ 12 500 étudiants des enseignements de lettres, sciences exactes, médecine et droit. Selon les disciplines, les cours se déroulent en kurde, en arabe ou en anglais, tandis que l'enseignement primaire et secondaire se fait en kurde. Les étudiants disposent de résidences universitaires décentes, les professeurs sont rétribués 140 dollars par mois (sept fois plus que leurs homologues irakiens) et bénéficient de logements de fonction.

Au Sud, le gouvernement dirigé par l'UPK comprend aussi des « indépendants » et des représentants des petits partis. L'université de Souleimanieh accueille 3 500 étudiants, 367 755 élèves sont scolarisés dans 1 677 écoles et lycées. Contrairement au Nord, l'école primaire n'y est pas encore obligatoire pour tous les enfants, garçons et filles.

La santé constitue l'autre priorité des autorités locales, qui ont instauré la gratuité dans les services publics. Ils ont réhabilité les hôpitaux, construit de nouveaux centres de santé et les ont dotés d'équipements modernes souvent acquis au marché noir en raison de l'embargo. Celui-ci est également responsable non pas de la pénurie, mais de la mauvaise



ANNE DELASSUS

Originaires de Syrie et d'Irak, les 820 réfugiés kurdes de l'« East Sea » débarquent, le 18 février 2001, près des îles de Lérins (Alpes-Maritimes). Ce peuple sans Etat restera-t-il indéfiniment condamné à l'exode ?

qualité des médicaments parvenant au Kurdistan via l'Irak ou la Turquie.

La sécurité dans les villes est assurée par des agents formés dans deux académies de police, et deux autres centres forment des officiers destinés à encadrer et à professionnaliser les forces armées issues de la guérilla (*peshmergas*). Le Parlement kurde siège à Erbil, qui abrite aussi la cour d'appel du Kurdistan.

Ce renouveau kurde se manifeste avec encore plus de force dans le domaine culturel. Longtemps muselée, la population cherche avec enthousiasme à rattraper le temps perdu. Trois quotidiens, plus de 130 hebdomadaires et revues tentent d'étancher la soif d'information et de connaissance des citoyens. Ils abordent tous les sujets, de la littérature au cinéma, de l'histoire à l'informatique. Une douzaine de chaînes de télévision proposent des programmes très divers à tous les publics, deux d'entre elles émettent par satellite et sont captées dans toutes les communautés kurdes du Proche-Orient et d'Europe. Les antennes paraboliques permettant de capter des chaînes internationales, interdites en Irak et en Iran, sont libres au Kurdistan où des cafés Internet se multiplient. Les journaux de toutes tendances, y compris ceux du régime de Bagdad, sont en vente libre. Les petites minorités assyro-chaldéenne et turcomane disposent respectivement de 14 et 9 écoles dans leurs langues, de publications, ainsi que d'émissions de radio et de télévision,

tandis que les Kurdes de confession yézidie, longtemps brimés par leurs voisins musulmans et qualifiés improprement d'« adorateurs du Diable », sont libres de pratiquer leur religion, et leurs lieux de culte sont protégés.

L'émergence d'une société civile où les femmes jouent un rôle de premier plan, notamment dans la dénonciation des exactions des groupes islamistes soutenus par l'Iran et des archaïsmes culturels (meurtres dits « d'honneur » des femmes adultères), favorise le développement progressif de nouveaux espaces de liberté. Sous l'effet conjugué de ces facteurs internes et pour s'attirer la sympathie de l'opinion publique occidentale, le système politique kurde, au départ calqué sur le modèle de Parti-Etat dominant dans la région, évolue vers une démocratie pluraliste, même si les chefs historiques de la résistance armée sont encore loin de se résoudre à devenir des citoyens ordinaires ou des élus investis du seul pouvoir de leur mandat.

Routes, écoles, logements...

LE Kurdistan autonome connaît une relative prospérité, qui est, pour une très large part, due aux ressources générées par l'application de la résolution 986 de l'ONU, dite « Pétrole contre nourriture (2) ». Celle-ci affecte 13 % des revenus de la vente du pétrole aux trois gouvernorats de la zone kurde sous protection internationale. Leur utilisation est gérée par neuf agences spécialisées de l'ONU présentes au Kurdistan, qui identifient et financent des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de la réhabilitation des infrastructures, d'adduction d'eau pour les populations déplacées. Un programme alimentaire assure aux habitants de la région les mêmes rations alimentaires que pour le reste de l'Irak. L'administration kurde contribue à l'élabora-

tion des projets, assure la sécurité des agences de l'ONU, leur attribue gracieusement des entrepôts et des facilités techniques. Les agences de l'ONU financent et exécutent « au nom du gouvernement irakien », absent de la région, des projets ayant reçu l'aval de Bagdad. Mais la procédure utilisée est longue et compliquée. Un projet met souvent plus d'un an avant d'obtenir toutes les autorisations de financement, d'autres sont simplement refusés.

Depuis 1997, 4,9 milliards de dollars ont été affectés à la région autonome kurde, dont 3 milliards ont pu être utilisés, le reste ne sera débloqué qu'en fonction de l'approbation des projets présentés. Cette manne, alliée à l'esprit d'entreprise des Kurdes et à une administration efficace, commence à produire des résultats. Le pays est devenu un vaste chantier où l'on construit des routes, des écoles, des bibliothèques, des logements sociaux, des stades, des parcs, des manufactures, etc. Les conditions de vie de la population s'améliorent très sensiblement.

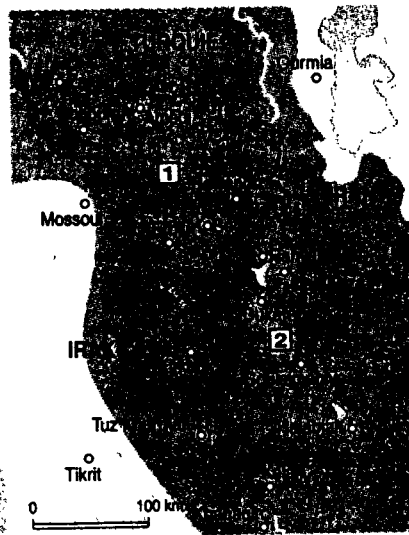
L'administration kurde se finance principalement par les revenus des douanes prélevés sur les poids lourds transportant, à partir de la Turquie et de l'Irak, toutes sortes de marchandises vers l'Irak. La protection de l'oléoduc Kirkouk-Yumur-Talik, le commerce frontalier, en particulier du pétrole, rapportent aussi des devises. Pour relancer l'économie locale, les autorités ont transformé leur

territoire en une sorte de « zone franche » à partir de laquelle les marchés irakien et iranien sont approvisionnés en produits divers, notamment en cigarettes. Ces revenus ont assuré à l'administration – qui emploie au total plus de 250 000 civils et environ 30 000 personnes chargées de la sécurité – un budget annuel d'environ 230 millions de dollars. Une Banque centrale du Kurdistan veille à la bonne tenue du dinar kurde, qui reste stable vis-à-vis du dollar (1 dollar = 18 dinars kurdes) et vaut actuellement plus de 100 fois le dinar irakien !

Pour la première fois depuis plus d'un siècle, les Kurdes administrent, sur une si longue période, une partie de leur territoire historique. Et dans l'ensemble

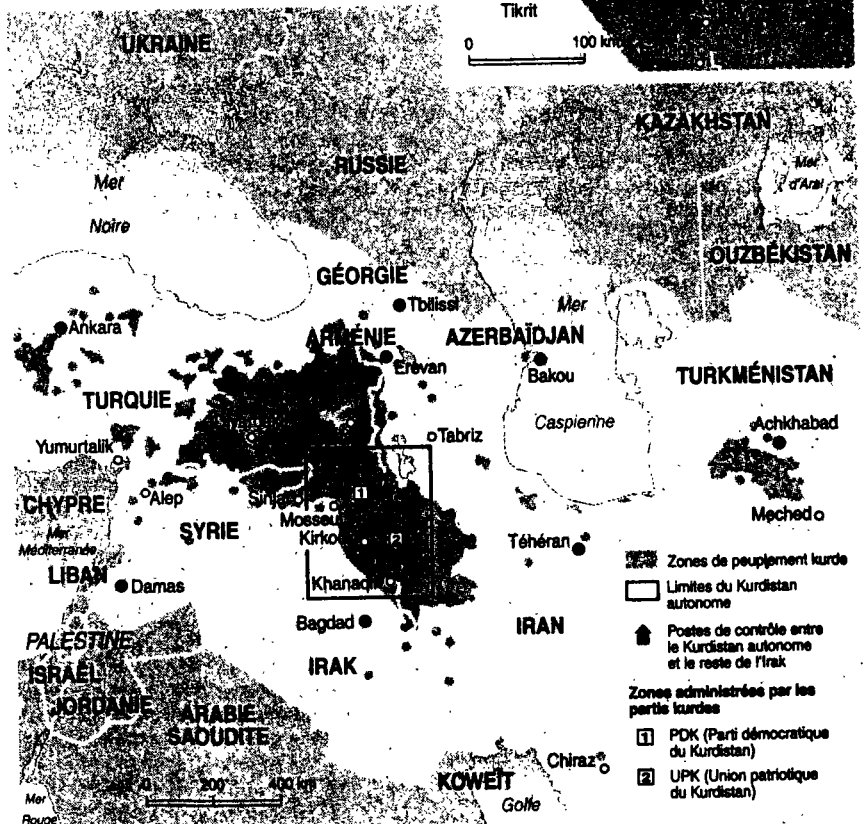
ils s'en sortent bien. Cela suscite beaucoup d'espoir chez les 25 à 30 millions de Kurdes qui vivent dispersés en Turquie, en Iran et en Syrie. Mais l'avenir reste incertain. Les districts de Kirkouk, de Sinjar, de Khanaqin, riches en pétrole, peuplés d'environ deux millions de Kurdes, demeurent sous la férule du régime irakien, subissent une politique d'arabisation incessante et vivent dans une misère qui alimente l'exode vers l'Europe.

La réconciliation entre les deux principaux partis kurdes n'est pas totale. Leur collaboration n'est pas à l'abri de dérapages susceptibles de réveiller les vieux démons. De plus, malgré les gages de bon voisinage et de coopération économique donnés aux Etats frontaliers, ces derniers, qui abritent de fortes communautés kurdes, continuent d'agir pour la déstabilisation du Kurdistan autonome. Celui-ci ne peut donc survivre sans la protection aérienne anglo-américaine et sans les 13 % de revenus alloués par la résolution 986 de l'ONU. Toute politique de révision des sanctions contre l'Irak doit donc inclure des garanties de protection des Kurdes accompagnées de moyens financiers appropriés, sous peine de provoquer une nouvelle catastrophe humanitaire. Et de mettre fin prématurément à ce lumineux printemps kurde.



(1) Lire Kendal Nezan, « L'injustice faite aux Kurdes », *Le Monde diplomatique*, mars 1999.

(2) Lire Alain Gresh, « L'Irak paiera ! », *Le Monde diplomatique*, octobre 2000.



Source : Institut kurde de Paris ; Mehrad R. Izady, Université de Columbia, New York.

PHILIPPE REKACEWICZ

A RENAISSANCE IN IRAQ

The Kurds: a fragile spring

The UN has prolonged the oil for food agreement with Iraq for a further five months, profiting the Kurdish area under international military protection. But the Kurds' chance to reconstruct their world may be brief.

BY KENDAL NEZAN

TEN years ago the West created a protection zone to allow the return of 2m Kurds, who had fled to Iran and Turkey to escape a massive Iraqi offensive. (The action was based on the United Nations Security Council resolution 688, April 1991.) The 40,000 square kilometre zone, now home to 3.5m Kurds, is protected by a multinational air force based in Turkey.

The West's primary aim was to reassure Turkey, which was facing a destabilising influx of refugees from Iraq into provinces already affected by Turkey's own Kurdish problem. The initiative, which came three months after the end of the Gulf war, did not meet with resistance from Baghdad: the Iraqi regime withdrew its civil administration from three governorates in the protected zone — Duhok, Erbil and Suleimanieh — in October 1991 and stopped paying the salaries and pensions of employees who decided

to remain there. However, the West, under pressure from Ankara, which feared the emergence of an autonomous Kurdish state, did not want to look after the population by setting up a specific administration or UN protectorate, as it did in Kosovo in 1999; nor did it encourage a proper regional Kurdish government.

The West's message was clear: once home, the Kurds would be protected from Iraqi army attacks but they would have to run their affairs and rebuild their devastated country on their own. For the Kurds, worn out by 30 years of war, this was a formidable challenge: they would have to run a country the size of Switzerland, in which 20 towns and 90% of the 5,000 villages had been demolished. The economic infrastructure had been destroyed, the agricultural land mined and the inhabitants dispersed. Nearly 80% of the population was unemployed. The Iraqi regime had also evicted the Kurdish region from the national

electricity grid and had embargoed both petrol and fuel.

The Kurds had to improvise, use their imagination and staying power. The United Front of Kurdistan, representing eight local political parties, took over regional government and organised elections for a Kurdish parliament on 18 May 1992. Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) won 51 and 49 seats; and the (Christian) Assyrian/Chaldean minority, some 30,000 people, won five seats. The other parties (communist, socialist, Islamist) did not reach the 5% barrier but, even without seats, they collaborated with the government of national unity formed in July 1992.

The Kurdish political leadership hoped that the West would swiftly recognise this new democratic institution and give it financial assistance. Instead, it was ignored. Ankara, Damascus and Tehran, despite their disagreements, all talked of the danger of a Kurdish state and held three-monthly meetings of their foreign ministries to

Kendal Nezan is president of the Kurdish Institute in Paris



A better elsewhere: Kurdish refugees, originally from Syria and Iraq, disembark near the Lérin Isles, France this year

"keep an eye on the situation in the north of Iraq". The United States, anxious not to displease its Turkish ally, gave no support to the Kurdish democratic experiment. Nor did European countries.

The double embargo (Iraqi and international) and absence of a minimum means of functioning led to the failure of the experiment (1). Squabbling over meagre customs revenues degenerated into armed clashes between the KDP and PUK in May 1994. Neighbouring countries added to the troubles. The clashes went on until 1997. Nearly 3,000 died and tens of thousands were displaced. Finally the two factions realised that neither could eliminate the other militarily and that the regional players (Iran, Turkey and Iraq) needed to maintain a balance of power, which would preclude the dominance of a single Kurdish political party, even if it were to win a military victory. A ceasefire was concluded in November 1997. An agreement between the two Kurdish leaders, Barzani and Talabani, signed in Washington in September 1998 under the sponsorship of the US secretary of state Madeleine Albright, marked the official end to hostilities and established the basis for peace negotiations.

Under the accord, Barzani won recognition of his victory at the May 1992 legislative elections and its implications for the formation of a transitional government with the task of organising new elections. Talabani won agreement that part of the customs revenues would go to his party: 60 meetings have been held since then to smooth out difficulties between the KDP and PUK and bring their viewpoints closer together.

Painfully, the Iraqi Kurds embarked on another experiment, a form of administrative decentralisation. The territory protected by the West has been divided into two, north and south, and is governed by two identical bodies. In the north, far more prosperous and better run, there is a coalition government based in Erbil, led by the KDP, but with a third of its members coming from smaller parties, minorities (Assyrian/Chaldean and Yezidi) and independents.

In this region, 70% of the destroyed towns and villages have been rebuilt. The roads have been restored and extended, and communications re-established. Nearly all children are now at school. There are two universities (Duhok and Salaheddin) that teach arts, sciences, medicine and law to 12,500 students, in Kurdish, Arabic and English according to subject; teaching at primary and secondary school is in Kurdish. Students have decent accommodation, teaching staff earn \$140 a month (seven times more than their Iraqi counterparts) and have housing provided.

In the south, the PUK-run government also includes smaller parties and independents. The university of Suleimanieh has 3,500 students; and there are 1,677 schools (not enough for 367,755 children). Primary school attendance is not yet compulsory.

The technical services (health, education, transport, energy) of the two administrations cooperate. After education, health is the main priority. Services are free and the authorities have rehabilitated the hospitals, built health centres and provided them with modern equipment, often acquired on the black market because of the embargo, which is also responsible for the poor quality of medicines via Iraq or Turkey. Two police academies train personnel to assure secu-

rity in the towns, and two other centres train former guerrilla fighters (Peshmerga) for the professional armed forces. The Kurdish parliament is in Erbil, as is the Kurdistan appeal court.

This Kurdish renaissance is even stronger in culture. People are trying, with great enthusiasm, to make up for lost time. Three daily papers and more than 130 weeklies and magazines supply information about literature, cinema, history and computer science. There are a dozen television channels; two are transmitted by satellite and are watched by Kurdish communities in the Middle East and in Europe. Parabolic antennae also allow people to receive international channels forbidden in Iraq and Iran, but free in Kurdistan (where internet cafes are also multiplying).

Newspapers of all political persuasions, including that of the Baghdad regime, are on sale. The small Assyrian and Turkman minorities have 14 and nine schools respectively that teach in their languages, as well as publications and radio and television broadcasts. Kurds of Yezidi belief, (wrongly) accused by their Muslim neighbours of being devil worshippers, are free to practice and their places of worship are protected.

Women are playing an important role, in particular in speaking out against acts of violence by Islamist groups supported by Iran, and against archaic customs (such as "honour killings"). This helps to create a climate of freedom. The combined effect of these factors — as well as the wish to win the sympathy of Western opinion — has led the Kurdish political system, originally based on the dominant party/state model common to the region, to evolve towards a pluralist democracy. Even so, the leaders of the Kurdish armed resistance are a long way from reconciling themselves to becoming ordinary citizens or elected representatives.

Autonomous Kurdistan has relative prosperity, largely due to funds generated by the application of UN resolution 986, "oil for food" (2). It allocates 13% of the revenues from oil sales to the three governorates under international protection. The use of the revenues is supervised by nine UN agencies that identify and finance projects in health, education, housing, repair of infrastructures and provision of water. A food programme ensures that the Kurdish region receives the same rations as the rest of Iraq.

The Kurdish administration is helping develop these projects, giving protection to the UN agencies and providing them with warehouses and technical facilities. The UN agencies finance and execute projects that have received the backing of Baghdad "in the name of the absent Iraqi government". But the procedure is long and complicated. A project often takes more than a year to receive authorisation; and some are turned down.

Since 1997 \$4.9bn has been allocated to the autonomous Kurdish region: \$3bn has been used, the rest will be released as projects are approved. This assistance, together with the enterprising spirit of the Kurds and an efficient administration, is beginning to produce results. The country has become a vast worksite for the manufacture of roads, schools, libraries, housing, stadiums, factories. Living conditions are improving noticeably.

The Kurdish administration is financed mainly by customs duties on lorries transporting commodities to Iraq from Turkey and Iran, and also by income generated by the protection of the

Kirkuk/Yumur/Talik pipeline and from border trade, especially in petrol. To relaunch the local economy, the Kurdish authorities have turned their region into a free zone, providing the Iraqi and Iranian markets with products, starting with cigarettes. These sources of income provide the Kurdish administration, which employs more than 250,000 civilians and around 80,000 security staff, with an annual budget of \$230m. The Central Bank of Kurdistan watches over the dinar, which is stable vis-à-vis the dollar (\$1 is worth 18 Kurdish dinars) and is at present worth 100 times the Iraqi dinar.

This is the first time in more than a century that the Kurds have administered part of their historic territory for so long. On the whole, they are doing it well. This Kurdish spring is raising hopes among the 25-30m Kurds who live in Turkey, Iran and Syria. But the future remains uncertain. The oil-rich districts of Kirkuk, Sinjar and Khanaqin, with their population of 2m, remain under the rule of Iraq, subject to a policy of Arabisation. Kurds here live in extreme poverty made worse by a widespread exodus to Europe.

Furthermore, the reconciliation between the two main Kurdish parties is not complete. They collaborate, but not always in harmony. Old demons lurk. And the bordering states, with their own large Kurdish communities, do what they can to destabilise the Kurdish administration, despite pledges of neighbourliness and economic cooperation. Kurdistan could not survive without Anglo-American air protection and the 13% revenue allocated by the UN. Any revision of sanctions against Iraq must include guarantees of protection and financial assistance for the Kurds. Without these, there would be another humanitarian disaster that would prematurely end this fragile Kurdish spring.

Translated by Wendy Kristianasen

(1) See "No justice for the Kurds", *Le Monde diplomatique* English edition, March 1999.

(2) See Alain Gresh, "A debt of dishonour", *Le Monde diplomatique* English edition, October 2000.

ZEHN JAHRE KURDISCHE SICHERHEITZONE

IM NORDIRAK

Demokratie in Zeiten des Embargos

WEIL im UN-Sicherheitsrat keine Einigung über die „intelligenten“ Sanktionen gegen den Irak zustande kam, wurde Anfang Juli die Resolution „Öl gegen Lebensmittel“ um weitere fünf Monate verlängert. Für das unter internationaler Militärkontrolle stehende Kurdengebiet im Nordirak bedeutet dies die Sicherung seiner quasistaatlichen Existenz. Die neue US-Regierung sieht sich wachsender Kritik wegen des Embargos gegen den Irak ausgesetzt und steht vor einer schwierigen Aufgabe: Wie soll sie angesichts der Zuspitzung des Konflikts um Palästina die arabischen Nachbarn gegen Saddam Hussein mobilisieren, während die Bevölkerung über die israelische Besatzungspolitik zunehmend entsetzt ist?

Von KENDAL NEZAN *

Zehn Jahre ist es her, dass die Westmächte, unter Berufung auf die Resolution 688 des UN-Sicherheitsrats über Interventionen zu humanitären Zwecken, den Beschluss fassten, im Nordirak eine „Sicherheitszone“ einzurichten. Die Maßnahme sollte dazu dienen, den etwa zwei Millionen Kurden, die vor der Invasion irakischer Truppen in den Iran oder die Türkei geflüchtet waren, die Rückkehr an ihre Wohnorte zu ermöglichen. Die Sicherung dieses Gebiets von etwa 40 000 Quadratkilometern, in dem 3,5 Millionen Kurden leben, übernahm eine multinationale Luftstreitmacht, die in der Türkei stationiert wurde und zu der bis Dezember 1995 auch eine französische Fliegerstaffel gehörte.

Ursprünglich ging es dem Westen darum, dem Bündnispartner Türkei zur Seite zu stehen, für den der Zustrom hunderttausender Kurden aus dem Irak in die Krisenregion des türkischen Kurdistan eine neue Belastung bedeutete. Der Irak setzte dieser Maßnahme, die drei Monate nach dem Ende des Golfkrieges getroffen wurde, keinen Widerstand entgegen. Bagdad zog vielmehr ab Oktober 1991 alle Verwaltungsbeamten aus den drei Regierungsbezirken der Schutzzone (Duhok, Erbil und Suleimaniah) ab und zahlte den Staatsdienern, die sich zum Bleiben entschlossen, keine Gehälter oder Pensionen mehr. Weil die Türkei die Entstehung eines autonomen Kurdenstaates befürchtete, waren die Westmächte aber auch nicht bereit, die Verantwortung für die Bevölkerung in der Schutzzone zu übernehmen und dort eine

eigene Verwaltung aufzubauen oder ein UN-„Protoktorat“ einzurichten, wie es dann 1999 im Kosovo geschah – eine kurdische Selbstverwaltung in der Region kam erst recht nicht in Frage.

Die westliche Haltung war eindeutig: Man war bereit, den Kurden die Rückkehr in ihre Heimat zu ermöglichen und sie vor Angriffen der irakischen Armee zu schützen, aber um ihre inneren Angelegenheiten und den Wiederaufbau des zerstörten Landes sollten sie sich selbst kümmern. Die Kurden, die seit dreißig Jahren in einem Kriegsgebiet leben, sahen sich damit vor eine fast unlösliche Aufgabe gestellt – ein Land von der Größe der Schweiz zu verwalten; in dem 90 Prozent der etwa 5 000 Dörfer und rund 20 Städte vollkommen zerstört waren, wo keine wirtschaftliche Infrastruktur mehr existierte, wo die Felder vermint und die Bauern vertrieben waren. Fast 80 Prozent der Erwerbsbevölkerung waren arbeitslos, und die irakische Regierung hatte das Kurdengebiet von der Stromversorgung abgeschnitten und ein Heizöl- und Benzinembargo verhängt.

Unter diesen katastrophalen Bedingungen war Improvisationstalent gefragt. Zunächst übernahm die „Einheitsfront Kurdistan“, ein Zusammenschluss von acht politischen Parteien, die Regierungsgewalt und organisierte Wahlen zu einem kurdischen Parlament, die dann am 18. Mai 1992 stattfanden. Stärkste Formation in der neuen Volksvertretung wurde die Demokratische Partei Kurdistans (KDP) von Massud Barsani (51 Sitze), gleich darauf folgt die Patriotische Union Kurdistans (PUK) von Dschalal Talabani (49 Sitze). Die assyrisch-chaldäische Par-

tei (Vertretung einer christlichen Minderheit von etwa 30 000 Kurden) errang 5 Sitze, alle übrigen Gruppierungen (Kommunisten, Sozialisten, Islamisten) scheiterten an der Fünfprozenthürde, wurden aber an der Regierung der nationalen Einheit beteiligt, die im Juli 1992 zusammentrat.

Die neue Führung hoffte natürlich auf rasche Anerkennung dieser demokratisch verfassten Institutionen durch die westlichen Mächte und auf finanzielle Hilfen. Sie wurde enttäuscht: In Ankara, Damaskus und Teheran vergaß man vorübergehend alle Streitigkeiten, und die Außenminister kamen im Dreimonatsrhythmus zusammen, um „die Lage im Nordirak zu erörtern“. Die USA und in ihrem Gefolge die europäischen Staaten waren nur darauf bedacht, den türkischen Bündnispartner nicht zu verprellen, und verweigerten dem demokratischen Projekt in Kurdistan jede Unterstützung.

So war dieser Ansatz zum Scheitern verurteilt – ohne finanzielle Mittel und unter dem Druck des irakischen Embargos konnten die demokratischen Strukturen keinen Bestand haben. Im Mai 1994 führten Streitigkeiten um die Aufteilung der dürftigen Einnahmen aus Einfuhrzöllen zu bewaffneten Auseinandersetzungen zwischen den Anhängern von KDP und PUK. Die Nachbarländer heizten den Konflikt an, der bis 1997 dauerte und fast 3 000 Tote forderte. Zehntausende flohen aus ihren Wohnorten. Dann kamen die verfeindeten Lager zu der Einsicht, dass die Auseinandersetzung militärisch nicht zu entscheiden war. Und sie machten sich überdies klar, dass die Regionalmächte (Iran, Irak und die Türkei) im Falle eines Sieges die Vorherrschaft einer bestimmten politischen Kraft als Störung des Machtgleichgewichts auffassen und darum vereiteln würden.

Im November 1997 kam ein Waffenstillstandsabkommen zustande, und im September 1998 trafen sich die Führer der Konfliktparteien, Barsani und Talabani, in Washington zu Friedensgesprächen unter der Schirmherrschaft der damaligen US-Außenministerin Madeleine Albright und erklärten offiziell das Ende der Feindseligkeiten.

Fragwürdiges Flickwerk

FÜR Massud Barsani bedeutete das in Washington geschlossene Abkommen, dass sein Wahlsieg vom Mai 1992 anerkannt wurde und er eine Übergangsregierung bilden konnte, die mit der Vorbereitung von Neuwahlen betraut wurde. Für Dschalal Talabani zahlte sich die Friedensvereinbarung aus, weil seiner Organisation ein Teil der Zolleinkünfte zugesichert wurde. Inzwischen haben die Konfliktparteien zahlreiche Probleme ausgeräumt und eine grundsätzliche Annäherung zwischen den

* Leiter des Kurdischen Instituts, Paris.

Positionen von KDP und PUK erzielt.

Die irakischen Kurden haben seither das schmerzliche und unfreiwillige Experiment unternommen, ihre Verwaltung zu dezentralisieren. Heute ist das von den

Westnächten geschützte Gebiet faktisch in eine Nord- und eine Südregion geteilt, die über ihren jeweils eigenen Verwaltungsapparat verfügen und faktisch miteinander konkurrieren. Der weitaus reichere und relativ gut verwaltete Norden wird von einer Koalitionsregierung geführt, die in Erbil residiert. Entscheidende politische Kraft ist die KDP, doch rund ein Drittel des Kabinetts besteht aus Vertretern kleiner Gruppierungen (der assyrisch-chaldäischen und ezidischen Minderheiten) und aus „unabhängigen“ Parlamentariern. Hier ist es gelungen, etwa 70 Prozent der zerstörten Dörfer und Städte wieder aufzubauen, das Straßennetz wieder herzustellen und auszubauen und für eine funktionierende Telekommunikation zu sorgen. In Fragen der Infrastruktur (Ge-

sundheit, Bildung, Verkehr, Energie) arbeiten die Nord- und die Südregion zusammen.

Der Norden verfügt inzwischen über 1950 Grundschulen und eine Reihe von Fachschulen und Gymnasien – fast alle Kinder können eingeschult werden. Es gibt auch zwei Universitäten, in Dohuk und Erbil. Die Seminare und Vorlesungen werden je nach Fachgebiet auf Kurdisch, Arabisch oder Englisch abgehalten; in den Grundschulen und höheren Schulen wird dagegen auf Kurdisch unterrichtet. Für die Studenten gibt es durchaus akzeptable Wohnheime auf dem Campus, auch die Professoren haben dort ihre Dienstwohnungen, und ihr Gehalt (140 Dollar im Monat) beträgt das Siebenfache dessen, was ihre Kollegen im Irak verdienen.

Auch der Regierung im Süden des Kurdengebiets, die von der PUK gestellt wird, gehören einige Vertreter kleiner Parteien und „unabhängige“ Abgeordnete an. An der Universität von Suleimaniah haben sich 3500 Studenten eingeschrieben, und derzeit besuchen 367755 Schüler die 1677 Grundschulen und weiterführenden Schulen der Südregion. Allerdings gibt es, im Unterschied zum Norden, noch keine allgemeine Schulpflicht für Jungen und Mädchen.

Die lokalen Behörden bemühen sich vorrangig um die Versorgung der Bevölkerung mit Gesundheitsdiensten. Alle staatlichen Leistungen sind kostenlos. Zerstörte Krankenhäuser wurden wieder instand gesetzt und neue wurden geschaffen. Allerdings musste man wegen des Embargos die medizinischen Geräte häufig auf dem Schwarzmarkt kaufen, weswegen im Übr-

gen auch Medikamente zwar nicht knapp, aber oft von schlechter Qualität sind.

Für Sicherheit und Ordnung in den Städten sorgen Polizeikräfte, die in zwei Polizeischulen ausgebildet werden. Zwei weitere Ausbildungsstätten dienen der Erfassung und Ausbildung der Peschmerga-Kämpfer, einer ehemaligen Guerillatruppe, aus der eine professionelle Armee werden soll. Das kurdische Parlament tagt in Erbil, wo auch der Oberste Gerichtshof seinen Sitz hat.

Noch deutlicher zeigt sich die allgemeine Aufbruchstimmung im Bereich der Kultur. Nach all den Jahren, in denen sie schweigen mussten, wollen die Menschen nun die verlorene Zeit aufholen. 3 Tageszeitungen und mehr als 130 Wochenzeitungen und Zeitschriften befriedigen heute das Bedürfnis nach Bildung und Information und decken alle Bereiche ab, von Literatur und Film bis Geschichte und Computerfragen. Außerdem gibt es etwa ein Dutzend Fernsehsender, die Programme für



Neue Pressevielfalt – einschließlich der Blätter des irakischen Regimes R. MARO

jeden Geschmack bieten – zwei davon werden über Satelliten ausgestrahlt und können nicht nur von allen Kurden im Nahen Osten, sondern auch von den Emigranten in Europa empfangen werden. Mit den Parabolantennen – die im Iran wie im Irak verboten sind – haben die Kurden auch die Möglichkeit, internationale Programme zu sehen. Das Angebot an Zeitungen ist vielfältig, sogar die Blätter des irakischen Regimes sind erhältlich. Die assyrisch-chaldäische Minderheit verfügt über 14, die turkmenische über 9 Schulen, in denen in ihrer Sprache unterrichtet wird, zudem haben sie ihre eigenen Rundfunk- und Fernsehprogramme. Und die Kurden, die der ezidischen Glaubensgemeinschaft angehören (und lange Zeit von den Muslimen unterdrückt und als „Teufelsanbeter“ diskriminiert wurden), können heute ihre Religion öffentlich ausüben, und ihre Kultstätten stehen unter dem Schutz des Staates.

Eine wichtige Rolle für die sich entwickelnde Zivilgesellschaft spielen die Frauen, die vor allem gegen die vom Iran unterstützten islamistischen Gruppierungen Front machen und sich gegen archaische

Kulturtraditionen zur Wehr setzen. Solche internen Entwicklungen und das Bemühen um Anerkennung durch den Westen haben zu einer Veränderung der politischen Landschaft im irakischen Kurdistan beigetragen. Zwar sind die renommierten Führer des bewaffneten Widerstands noch keineswegs bereit, sich als einfache Staatsbürger oder bloße Mandatsträger zu verstehen, doch das ursprüngliche (und für die Region typische) Modell des Einparteiensystems wurde immerhin schon abgelöst durch eine Art Versuchsordnung für eine pluralistische Demokratie.

Dass es dem quasiautonomen Kurdistan wirtschaftlich nicht allzu schlecht geht, hat vor allem mit der UN-Resolution 986 zu tun, die das Programm „Öl gegen Lebensmittel“ für den Irak ermöglicht hat. Dieses Programm gilt nämlich auch für 13 Prozent der Einkünfte aus dem Verkauf von Öl, das in den drei irakischen Regierungsbezirken des unter internationalem Schutz stehenden Kurdengebiets gefördert wird. Neun UN-Organisationen sind in Kurdistan tätig, um die Verwendung der Gelder zu überwachen: Sie entscheiden, was gefördert wird – derzeit sind es Projekte in den Bereichen Bildung, Gesundheit, Wohnungsbau, Infrastruktur und Wasserversorgung für Flüchtlingslager. Außerdem gibt es ein spezielles Ernährungsprogramm für die Kurdenregion. Die kurdische Selbstverwaltung zeigt sich bei der Förderung der Projekte kooperativ. Die Federführung liegt jedoch bei den UN-Organisationen, die mit Zustimmung aus Bagdad und „im Namen der irakischen Regierung“ (die sich aus der Kurdenregion zurückgezogen hat) bestimmte Projekte finanzieren und begleiten, was sich in der Praxis oft als langwieriges und schwieriges Unterfangen erweist.

Seit 1997 hat die autonome Kurdenregion 4,8 Milliarden Dollar erhalten, 3 Milli-

arden davon konnten bereits eingesetzt werden, die restlichen Beträge werden erst freigegeben, wenn die geplanten Projekte die Zustimmung der irakischen Regierung gefunden haben. Aber der Geldsegen zeitigt bereits Wirkung – nicht zuletzt weil in den Kurdengebieten Geschäftssinn und eine funktionierende Verwaltung zusammenkommen. Die Region hat sich in eine gigantische Baustelle verwandelt: Es entstehen neue Straßen, neue Schulen, Bibliotheken, Sozialwohnungen, Sportplätze, Gewerbebetriebe usw. Insgesamt haben sich die Lebensbedingungen der Bevölkerung merklich verbessert.

Die wichtigsten Einkünfte zur Finanzierung der kurdischen Selbstverwaltung sind die Zölle, die auf den Lkw-Verkehr aus der Türkei und dem Iran in den Irak erhoben werden. Außerdem gibt es Deviseneinnahmen aus der Überwachung der Pipeline von Kirkuk über Jumur nach Talik und aus dem grenzüberschreitenden Handel, vor allem aus Ölexporten. Um die Wirtschaft anzukurbeln, haben die kurdischen Behörden ihr Verwaltungsgebiet zu einer Art „Freihandelszone“ gemacht, von der aus die Märkte des Iran und des Irak mit den verschiedensten Produkten versorgt werden, hauptsächlich mit Zigaretten. Aus solchen Quellen stammen die jährlichen Einnahmen von etwa 200 Millionen Dollar, die es erlauben, mehr als 250000 Beamte und etwa 80000 Sicherheitskräfte zu beschäftigen. Über die Stabilität des kurdischen Dinar wacht die Zentralbank von Kurdistan – bislang mit Erfolg.

Zum ersten Mal seit mehr als hundert Jahren ist es den Kurden gelungen, einen Teil ihres historischen Siedlungsgebiets für eine so lange Zeitspanne in eigener Regie zu verwalten. Und alles in allem durchaus mit Erfolg. Es herrscht also Aufbruchstimmung in Kurdistan, und das weckt auch neue Hoffnungen bei den 25 bis 30 Millionen Kurden in der Türkei, im Iran und Syrien. Die etwa 2 Millionen Kurden in den drei ölreichen irakischen Provinzen Kirkuk, Sindschar und Chanakin dagegen leiden nach wie vor unter der Willkürherrschaft des Regimes in Bagdad, das eine massive Arabisierungskampagne durchführt – mit dem Effekt, dass die Auswanderung der Kurden nach Europa ständig zunimmt.

Bislang haben die beiden großen kurdischen Parteien ihre Differenzen noch nicht vollständig überwinden können. Sie arbeiten zusammen, aber immer wieder kommt es zu Konflikten, die einen Rückfall in alte Feindseligkeiten möglich scheinen lassen. Zum anderen versuchen die Nachbarstaaten mit einem hohen kurdischen Bevölkerungsanteil nach wie vor, die Konsolidierung eines autonomen Kurdistan zu verhindern. Ohne die angloamerikanische Luftüberwachung und die Einkünfte von 13 Prozent der Erlöse aus dem Verkauf des irakischen Öls (gemäß UN-Resolution 986) könnte das kurdische Staatsgebilde nicht überleben.

dt. Edgar Peinelt

Renacimiento de un pueblo

La frágil primavera kurda en irak

Ante la falta de acuerdo sobre las sanciones contra Irak denominadas "Intelligentes", el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas ha prolongado por cinco meses, desde principios de julio, el acuerdo "petróleo por alimentos", del que se aprovecha de manera espectacular el territorio kurdo de Irak bajo protección militar internacional. Estados Unidos trata de responder a las numerosas críticas que suscita el mantenimiento del embargo contra Bagdad, embargo que castiga a la población iraquí mucho más que al régimen. Pero ¿cómo movilizar a los vecinos de Bagdad contra el presidente Saddam Hussein cuando la opinión árabe está tan afectada por la ocupación israelí en Palestina?

KENDAL NEZAN*

Hace diez años, las potencias occidentales, apoyándose en la Resolución 688 del Consejo de Seguridad de la ONU sobre la injerencia humanitaria, adoptada en abril de 1991 por iniciativa de Francia, decidieron crear una "zona de protección" para permitir que llegaran a sus casas unos dos millones de kurdos, que habían huido de Irak hacia Irán y Turquía, a causa de la ofensiva masiva de las tropas iraquíes. La protección de ese territorio, de unos 40.000 km², poblado por 3,5 millones de kurdos, quedó asegurada por una fuerza aérea multinacional, ubicada en Turquía, incluyendo una escuadrilla francesa hasta diciembre de 1995.

El objetivo inicial de los occidentales fue ayudar a su aliado turco enfrentado al aflujo desestabilizador de cientos de miles de refugiados kurdos iraquíes hacia las provincias ya perturbadas del Kurdistan turco. Esta iniciativa, que se produjo tres meses después del fin de la Guerra del Golfo, no tropezó con ninguna resistencia por parte de Bagdad que, desde octubre de 1991, retiró su administración civil de tres gobiernos provinciales (Duhok, Erbil y Suleimaniya) en la zona protegida, y dejó de pagar los salarios y las pensiones de los funcionarios que decidieron permanecer en el territorio. Sin embargo, los occidentales, por la presión de Ankara, que temía la emergencia de un Estado autónomo

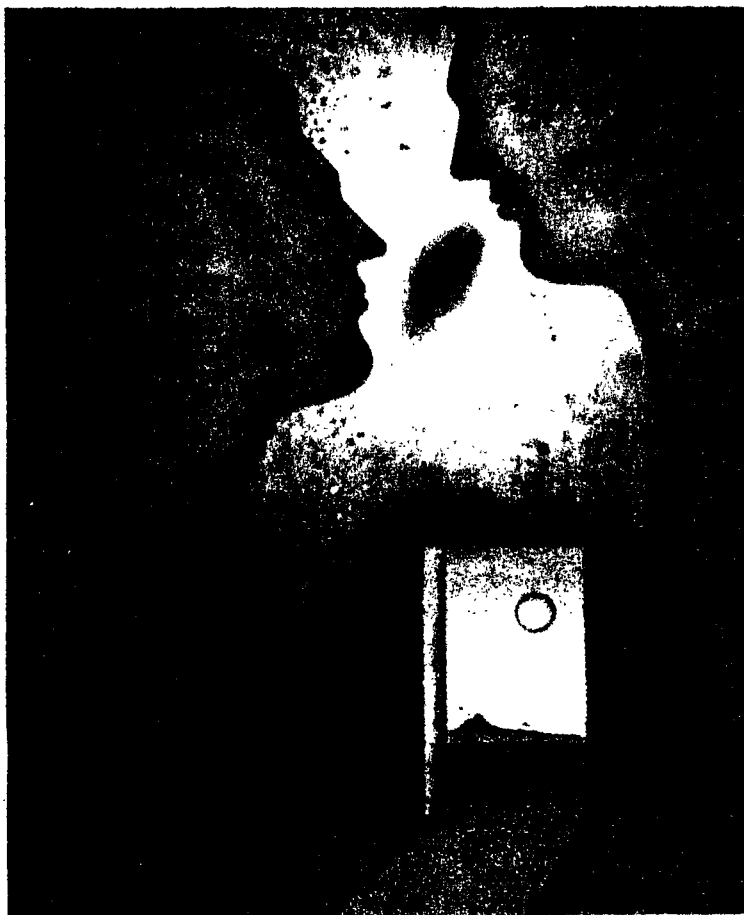
kurdo, no quisieron tomar directamente a su cargo a esas poblaciones, y crearon una administración específica o una especie de "protectorado" de la ONU, como hicieron en 1999 en Kosovo; se negaron también a favorecer el establecimiento de un

verdadero gobierno kurdo regional.

Su mensaje era claro: al regreso a sus hogares, los kurdos recibirían protección contra los ataques del ejército iraquí, pero habrían de gestionar por sí mismos sus propios asuntos y reconstruir su país devastado. Los kurdos, curtidos por 30 años de guerra, se encontraron emplazados de este modo ante un temible desafío: administrar un país tan extenso como Suiza, con el 90% de las 5.000 aldeas y una veintena de ciudades arrasadas; con una estructura económica destruida; sus tierras agrícolas minadas, y el campesinado disperso. El paro alcanzaba a cerca del 80% de la población activa. Además, Bagdad desconectó el territorio kurdo de la red eléctrica nacional e impuso un embargo sobre el fueloil y la gasolina.

La reconciliación de los hermanos enemigos

En este caótico contexto, los kurdos tuvieron que improvisar, hacer un alar-



*Presidente del Instituto kurdo de París.

de de imaginación y de tenacidad. En un primer momento, el Frente Unido del Kurdistán, que reunía a los ocho partidos políticos locales, asumió el poder regional y preparó elecciones para la creación de un Parlamento del Kurdistán. Las elecciones se celebraron el 18 de mayo de 1992. Dos formaciones, el Partido Democrático del Kurdistán (PDK) de Massud Barzani, y la Unión Patriótica del Kurdistán (UPK) de Jalal Talabani, obtuvieron respectivamente 51 y 49 escaños, mientras que la minoría asirio-caldea (cristiana), que cuenta con 30.000 afiliados, obtuvo 5 diputados. Los otros partidos, comunista, socialista, islamista, etc., que no lograron franquear la barrera del 5% de los sufragios emitidos, no obtuvieron representantes, pero si fueron asociados, no obstante, al gobierno de unión nacional que se formó en julio de 1992.

Los dirigentes esperaban que estas instituciones democráticas fueran reconocidas rápidamente por las potencias occidentales y se beneficiaran de su apoyo económico. Sin embargo, el gobierno regional kurdo fue ignorado. Ankara, Damasco y Teherán, agitando el fantasma de la creación de un Estado kurdo, realmente divididos en la práctica por una serie de contenciosos, celebraron reuniones trimestrales de sus ministros de Asuntos Exteriores para "vigilar la situación en el norte de Irak". Estados Unidos, tratando de no suscitar el malestar de su aliado turco y de los países europeos, se abstuvo de otorgar cualquier apoyo a la joven experiencia democrática kurda.

Esta primera experiencia, asfixiada por el doble embargo, iraquí y europeo, y privada de los medios mínimos de funcionamiento, se saldó con un doloroso fracaso (1). En mayo de 1994, un conflicto sobre el reparto de los magros ingresos de las aduanas degeneró en enfrentamientos armados entre el PDK y la UPK. Los países vecinos echaron leña al fuego. Los choques duraron hasta junio de 1997. Causaron más de tres mil muertos y decenas de miles de desplazados. Finalmente, las dos facciones en guerra concluyeron que ninguna de ellas podía eliminar militarmente a la otra, que el equilibrio de las fuerzas entre las potencias regionales (Irán, Turquía e Irak) no permitía la hegemonía de una sola fuerza política, aunque resultase militarmente victoriosa. En noviembre de 1997 se acordó un alto el fuego. En septiembre de 1998 se firmó un acuerdo en Washington bajo la égida de Madeleine Albright, (secre-

taria de Estado norteamericana) entre los dos jefes kurdos, Massud Barzani y Jalal Talabani, que oficializaba el fin de las hostilidades y sentaba las bases de una negociación de paz.

Según los términos de este acuerdo, Barzani obtuvo el reconocimiento de su victoria en las elecciones legislativas de mayo de 1992 y las consecuencias institucionales que se derivaban de ello para la formación de un gobierno de transición encargado de la organización de nuevas elecciones. Por su parte, Talibani obtuvo el compromiso de la entrega a su organización de una parte de los ingresos de aduanas. Seguidamente, sesenta reuniones conjuntas permitieron allanar las dificultades y aproximar los puntos de vista entre el PDK y la UPK.

En medio del dolor, y a su pesar, los kurdos iraquíes se embarcaron en la experiencia inédita de una forma de descentralización administrativa. El territorio protegido por las fuerzas occidentales, dividido en dos, Norte y Sur, se gobierna por dos administraciones obligadas a competir entre

ellas. La región del Norte, mucho más próspera y mejor gestionada, con un gobierno de coalición con sede en Erbil y dirigido por el PDK, pero que incluye más de un tercio de miembros procedentes de pequeñas formaciones, de minorías (asirio-caldea y yecidia) y de "independientes", se ha podido reconstruir alrededor del 70% de las aldeas y de las ciudades destruidas. La infraestructura de comunicaciones por carretera ha sido rehabilitada y desarrollada mientras que las comunicaciones han sido reestablecidas. Los servicios técnicos (sanidad, educación, transportes y energía) de las dos administraciones del Norte y del Sur cooperan entre sí.

En la actualidad, la práctica totalidad de los niños del Norte está escolarizada en 1950 escuelas y en algunos colegios e institutos de la región, en la que existen igualmente dos universidades (Duhok y Salahedin) que imparten a unos 12.500 estudiantes enseñanzas de letras, ciencias exactas, medicina y derecho. Según las disciplinas, los cursos se desarrollan en kurdo, en árabe o en inglés, mientras que la enseñanza primaria y secundaria se realiza en lengua kurda. Los estudiantes disponen de residencias universitarias decentes, los profesores reciben una retribución de 140 dólares al mes (siete veces más que sus homólogos iraquíes) y disfrutan de alojamientos de funcionarios.

En el Sur, el gobierno dirigido por la UPK integra también a "independen-

dientes" y a representantes de pequeños partidos. La universidad de Suleimaniya acoge a 500 estudiantes, 367.755 alumnos están escolarizados en 1677 escuelas e institutos. Al contrario que en el Norte, la escuela primaria todavía no es obligatoria para

todos los niños de ambos sexos.

La salud constituye la otra de las prioridades de las autoridades locales, que han instaurado la gratuidad de los servicios públicos. Han rehabilitado los hospitales y construido nuevos centros de salud, dotándoles de equipamientos modernos adquiridos frecuentemente en el mercado negro a causa del embargo. Este es responsable también, no ya de la penuria, sino de la mala calidad de los medicamentos que llegan al Kurdistán a través de Irak o de Turquía.

La seguridad ciudadana está garantizada por agentes formados en dos academias de policía y otros dos centros forman a oficiales destinados a encuadrar y a profesionalizar a las fuerzas armadas provenientes de la guerrilla (peshmergas). El Parlamento kurdo tiene su sede en Erbil, que acoge también al Tribunal de Apelación de Kurdistán.

Esta renovación kurda se manifiesta todavía con mayor fuerza en el campo de la cultura. El pueblo, amordazado durante mucho tiempo, trata con entusiasmo de recuperar el tiempo perdido. Tres diarios y más de ciento cincuenta semanarios y revistas intentan aliviar la sed de información y de conocimiento de los ciudadanos. Abordan todos los temas, de la literatura al cine y de la historia a la informática. Doce cadenas de televisión proponen programas muy diversos a todos los públicos y dos de ellas emiten vía satélite y son captadas en todas las comunidades kurdas del Próximo Oriente y de Europa. Las antenas parabólicas que permiten captar cadenas internacionales, prohibidas en Irán e Irak, son libres en

Kurdistán, donde los cafés Internet se multiplican. Se venden libremente los diarios de todas las tendencias, incluidos los de Bagdad. Las pequeñas minorías asirio-caldea y turcomana disponen respectivamente de 14 y 9 escuelas en sus lenguas, de publicaciones, así como de emisiones de radio y de televisión, mientras que los kurdos de confesión yecidia, vejados durante mucho tiempo por sus vecinos musulmanes

y calificados impropriadamente de "adoradores del diablo", son libres de practicar su religión y sus lugares de culto están protegidos.

La emergencia de una sociedad civil en la que las mujeres ocupan un primer plano, en especial en la denuncia de las exacciones de grupos islamistas sostenidos por Irán, y de arcaísmos culturales (homicidios llamados de "honor" de mujeres adúlteras), favorece el desarrollo progresivo de nuevos espacios de libertad. Bajo el efecto conjugado de estos factores internos y para atraerse la simpatía de la opinión pública occidental, el sistema político kurdo, en un principio calcado del modelo de Partido-Estado predominante en la región, evoluciona hacia una democracia pluralista, aunque los jefes históricos de la resistencia armada estén lejos aún de aceptar el convertirse en ciudadanos ordinarios o en representantes investidos por el poder exclusivo del mandato de sus electores.

Carreteras, escuelas, alojamientos

El Kurdistán autónomo conoce una relativa prosperidad debida en una medida muy importante a los ingresos generados por la aplicación de la resolución 986 de la ONU, denominada "petróleo por alimentos" (2). Esta afecta al 13% de los ingresos de la venta del petróleo a los tres gobiernos provinciales de la zona kurda bajo protección internacional. Su utilización está gestionada por 9 agencias especializadas de la ONU presentes en Kurdistán, que identifican y financian proyectos en los campos de la educación, de la salud, de la vivienda, de la rehabilitación de estructuras y de aducción de agua por las poblaciones desplazadas. Un programa alimentario asegura a los habitantes de la región las mismas raciones alimentarias que para el resto de Irak. La Administración kurda contribuye a la elaboración de proyectos, garantiza la seguridad de las agencias de la ONU, les atribuye gratuitamente almacenes y facilidades técnicas. Las agencias de la ONU financian y ejecutan "en nombre del gobierno iraquí", ausente de la región, proyectos que han recibido el aval de Bagdad. Pero el procedimiento utilizado es largo y complicado. Con mucha frecuencia, un pro-

yecto requiere más de un año para obtener todas las autorizaciones de financiación, y otros, simplemente, son rechazados.

Desde 1997, se han asignado a la región autónoma kurda 4,9 millardos de dólares, de los que han podido emplearse 3 millardos, el resto sólo será desbloqueado en función de la aprobación de los proyectos presentados. Este maná, aliado con el espíritu de empresa de los kurdos y con una administración eficaz, empieza a producir resultados.

El país se ha convertido en un vasto campo de pruebas en el que se construyen carreteras, escuelas, bibliotecas, viviendas sociales, estadios, parques, manufacturas, etc. Las condiciones de vida de la población mejoran sensiblemente.

La Administración kurda se financia principalmente con los ingresos de aduanas, percibidos del transporte pesado de todo tipo de mercancías, procedente de Turquía y de Irán hacia Irak. También reportan divisas la protección del oleoducto Kirkuk-Yumur-Talik, el comercio fronterizo, en particular del petróleo. Para relanzar la economía local, las autoridades han transformado su territorio en una especie de "zona franca" desde la que los mercados iraquí e iraní se aprovisionan de productos diversos, especialmente cigarrillos. Estos ingresos han asegurado también a la Administración, que emplea en total a más de 250.000 civiles y a unos 80.000 agentes de seguridad, un presupuesto anual en torno a 200 millones de dólares. El Banco Central de Kurdistán vela por el buen mantenimiento del dinar kurdo que permanece estable frente al dólar (1 dólar=18 dinares kurdos), y que en la actualidad vale más de 100 veces el dinar iraquí.

Por primera vez desde hace más de un siglo, los kurdos administran, en un período tan largo de tiempo, una parte de su territorio histórico. Y, en conjunto, con notable éxito. Esta primavera kurda suscita muchas esperanzas entre los cerca de 30 millones de kurdos que viven dispersos en Turquía, Irán y Siria. Pero es muy frágil. Los distritos de Kirkuk, de Sinjar, de Janaqin, ricos en petróleo, poblados por unos dos millones de kurdos, permanecen bajo la férula del régimen iraquí, sufren

una política de incensante arabización y viven en una miseria que alimenta el éxodo kurdo hacia Europa.

La reconciliación entre los dos principales partidos kurdos no es total. Su colaboración no está al abrigo de derivas susceptibles de despertar a los antiguos demonios. Por otra parte, a pesar de las pruebas de buena vecindad y de cooperación económica dadas por los Estados fronterizos, éstos, que acogen a grandes comunidades kurdas, siguen intentando la desestabilización del Kurdistán autónomo. Por consiguiente, éste no puede sobrevivir sin la protección aérea anglo-norteamericana y sin el 13% de los ingresos asignados por la resolución 986 de la ONU. Así pues, cualquier política de revisión de las sanciones contra Irak ha de incluir garantías de protección de los kurdos, acompañada de los medios económicos apropiados, so pena de provocar una nueva catástrofe humanitaria. Y de poner fin prematuramente a esta luminosa primavera kurda. /K.N. ■

(1) Léase "La injusticia con los kurdos", Kendal Nezan, *Le Monde diplomatique*, edición española, marzo de 1999.

(2) Léase a Alain Gresh, "La población iraquí, víctima por partida doble", *Le monde diplomatique*, edición española, octubre de 2000.